



Les assemblées d'État dans la France méridionale à l'époque moderne

Anne Blanchard, Henri Michel, Élie Pélaquier

► To cite this version:

Anne Blanchard, Henri Michel, Élie Pélaquier. Les assemblées d'État dans la France méridionale à l'époque moderne. Presses universitaires de la Méditerranée, 300 p., 1995, 2-84269-054-0. hal-03337453

HAL Id: hal-03337453

<https://hal.science/hal-03337453>

Submitted on 8 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Actes du Colloque organisé par
le Centre d'Histoire moderne en 1994**

Les assemblées d'Etats dans la France méridionale à l'époque moderne

**Actes du colloque de 1994 recueillis par
Anne Blanchard, Henri Michel et Elie Pélaquier**

UNIVERSITE PAUL-VALÉRY MONTPELLIER III

1995

SOMMAIRE

Préface de Jean BERENGER	5
Jacques FRAYSSERGE Une assemblée délibérative méconnue ; les Etats de Rouergue aux XVI ^e et XVII ^e siècles.	21
René SOURIAC Les autonomies provinciales dans l'ancienne France, fondement et sens. Etude de cas : les Etats de Comminges au XVI ^e siècle.	41
René FAVIER Les assemblées du Dauphiné avant et après la suppression des Etats en 1628. Des Etats aux assemblées de pays.	63
François-Xavier EMMANUELLI Les Etats comtadins et provençaux aux XVII ^e et XVIII ^e siècles.	91
Michel PERONNET Réflexions sur les Etats de Languedoc : une histoire intermédiaire à l'époque moderne.	107
Sophie ARMINGOL Les Etats provinciaux et les privilèges du Languedoc vus par Cazeneuve (Traité du Franc-allevu, 1645).	129
Arlette JOUANNA Les Etats de Languedoc et le consentement de l'impôt après la révolte de 1632.	149
Dominique BILOGHI Les Etats, l'armée, l'impôt aux XVII ^e -XVIII ^e siècles : le ravitaillement des troupes de passage en Languedoc.	173

Christian DESPLAT

Les doléances présentées aux Etats généraux de Béarn au XVIII ^e siècle.	193
--	-----

Claude MICHAUD

L'assemblée provinciale du Berry (1779-1789).	215
--	-----

Jean-Pierre DONNADIEU

Projet de constitution pour les Etats de la province de Languedoc - 1789.	239
---	-----

Christine LAMARRE

L'administration de la Bourgogne vue par un contemporain à la fin du XVIII ^e siècle.	263
---	-----

Alice MARCET

Corts. Conseil souverain et Etats généraux en Roussillon.	281
--	-----

Bibliographie des journées d'études.	297
---	-----

Bulletin de commande	301
-----------------------------------	-----

Préface

Jean BERENGER*

Au moment où une équipe de recherches parisienne prépare un volume sur *l'Europe des Diètes*, les historiens modernistes de l'Université Paul Valéry nous offrent ici un recueil qui met en valeur l'importance des Assemblées d'États dans la France d'Ancien régime. Ces communications, présentées lors du colloque tenu à Montpellier en mars 1994, s'inscrivent dans un courant très novateur, car elles remettent largement en cause une idée communément reçue concernant la monarchie d'Ancien régime, encore défendue en 1969 par Georges Durand : *un roi, des ministres qui ne sont que des commis, des conseils qui ne sont que des bureaux, un Parlement qui, politiquement, n'est plus qu'un greffe, une hiérarchie de tribunaux et d'institutions financières appliquant les édits et exécutant les exigences du Brevet de la taille autant que l'économie pouvait le supporter*¹. Dans sa remarquable

* Sorbonne, Paris IV.

Histoire des Institutions, Roland Mousnier, après avoir montré comment Richelieu avait réussi à se passer des services des assemblées d'États en oubliant de les convoquer et en confiant la perception des tailles à des élus, se contentait de reprendre la description des États de Languedoc due à la plume de Lamoignon de Basville pour le mémoire destiné à l'instruction du duc de Bourgogne².

Cette thèse, valable essentiellement pour la France du Nord appelle en effet bien des réserves, puisqu'en fait, 40 % du territoire ont conservé des assemblées représentatives, en attendant le renouveau qui s'est manifesté à la fin de l'Ancien régime, lorsque des esprits éclairés ont souhaité redonner vie à des assemblées provinciales, plus proches des citoyens et plus faciles à manier que ces États généraux, qui avaient fait preuve de leur incapacité et de leur médiocre efficacité lors de la tenue de 1614. Ce colloque montre que le maintien des Assemblées d'États ne concerne pas seulement des régions reculées, véritablement périphériques, mais aussi de vastes provinces, le Languedoc, la Provence, le Dauphiné, la Bourgogne, sans oublier la Bretagne qui soutient la comparaison avec les autres grandes provinces étudiées, puisqu'elle aussi possède à la fois une assemblée délibérative, l'immunité fiscale, sa propre administration et le pouvoir de contester les infractions à la constitution de la province³.

Le colloque de mars 1994 a abordé ces aspects originaux des Assemblées d'États, qui, comme les Diètes d'Europe centrale, ne sont pas seulement d'éphémères assemblées de notables, récriminant sur les réformes, mais demeurent des autorités exerçant d'importantes responsabilités administratives dans le domaine des finances, de la défense, voire de l'économie ou de la législation. De nombreuses contributions illustrent le propos de l'historien britannique P.R. Campbell qui émet les plus grandes réserves sur le pouvoir absolu de Louis XIV : *La monarchie absolue de Louis*

XIV restait une monarchie limitée. Louis et Colbert accréditèrent l'idée grandiose d'une monarchie quasi sans limites, dans laquelle le roi gouvernait réellement grâce à une administration efficace. C'était naturellement une illusion, car ils subirent eux-mêmes bon nombre d'échecs⁴.

Certes le Rouergue, étudié par Jacques Frayssenge⁵, tout comme le Dauphiné⁶ ou le comté de Comminges⁷ s'inscrivent dans le schéma de l'historiographie traditionnelle, selon laquelle la période qui va de l'édit de Nantes à la Fronde marque le déclin puis la disparition des États, leur rôle fiscal étant devenu inutile par suite de l'introduction, contre la volonté des Ordres, des élus : les nouvelles circonscriptions fiscales permettent à la couronne d'imposer directement des tailles sans obtenir l'approbation d'une assemblée représentative, alors qu'au XVI^e siècle, au Sud d'une ligne Bordeaux-Genève, peu de pays dépendent d'une administration royale directe, la levée des impôts étant gérée par les États provinciaux. En Guyenne, le Rouergue, le Quercy, le Périgord ou l'Agenais possèdent leurs États particuliers avec leurs syndics et leurs assemblées, sans préjudice de la réunion des États provinciaux. Au terme d'une évolution amorcée en 1600, le roi introduisit les élus en Guyenne en 1622, mais les États du Rouergue ne jouent plus, à partir de 1644, qu'un rôle honorifique pour cesser de se réunir en 1651, car leur fonction principale avait été le vote de l'impôt, la répartition et la perception demeurant entre leurs mains, mais depuis 1600 le roi leur reprochait leur négligence dans l'administration des finances.

Les archives des États de Comminges à Toulouse, qui fournissent des dossiers très complets, ont permis à René Souriac une étude de cas illustrant la thèse classique, selon laquelle la création des bureaux d'élections, destinés à répartir la taille, ont mis fin à l'existence des assemblées d'États, car face aux besoins grandissant de l'État, il était difficile d'obtenir le consentement des sujets.

Classiquement, René Souriac oppose un XVI^e siècle où le roi exerce une autorité naturelle, grâce au Parlement de Toulouse, à l'État de finances, mis en place dès le règne d'Henri IV. Pendant tout le XVI^e siècle, les États votent l'impôt et débattent des intérêts généraux de la province, les syndics (deux par Ordre) jouant un rôle essentiel dans l'administration du pays. L'évolution s'est faite en trois temps : au compromis harmonieux du règne d'Henri II⁸, succède la rupture sous Henri III à propos de la réforme de la taille en 1583, tandis qu'à partir de 1585, les généraux de finances de Guyenne multiplient les plaintes contre les syndics des États et les assemblées rebelles pour aboutir finalement en 1622, à la création de l'élection de Comminges lorsque Louis XIII créa 10 nouvelles élections. On voit donc une évolution rigoureusement parallèle entre le comté de Comminges et celui de Rouergue.

A la différence de ce qui s'est passé dans le Rouergue ou le comté de Comminges, la fin des États du Dauphiné en 1628, liée à la création de dix autres élections, ne signifie pas la fin de toute représentation de la province⁹. Depuis le début du siècle, le roi et Lesdiguières avaient restreint le pouvoir des États : 1595, perte de l'administration de la collecte des tailles, 1622, perte de la ferme du sel et perte de l'étape. Aux États succèdent les assemblées de pays, où le Tiers est mieux représenté (20 députés contre 6 pour le clergé et 17 pour la noblesse), qui ont défendu les privilèges de la province jusqu'en 1661 ; si elles n'ont plus de pouvoirs de gestion, elles expriment les doléances et votent des contributions exceptionnelles. Les Ordres ont même espéré la restauration des États, mais Louis XIV n'a autorisé que de brèves et rares réunions après 1661, tandis que la charge de procureur du pays était érigée en office. En 1700, l'assemblée de pays n'est plus qu'un souvenir dans le *Mémoire* de l'intendant Bouchu. Finalement le Dauphiné obéit au schéma général, avant de retrouver ses États à la veille de la Révolution, dans une forme modernisée.

François-Xavier Emmanuelli¹⁰ nous rappelle que la représentativité des assemblées provençales s'est considérablement rétrécie, puisque le pouvoir royal a cessé de consulter les États, qui rassemblaient les évêques, les nobles fiefés et le Tiers État, composé des représentants des communautés pour s'adresser uniquement à 5 % des communautés, représentées par leur premier consul, soit 37 personnes après 1666. Cette évolution nous fait penser aux Cortes de Castille, qui n'étaient plus qu'un comité des représentants des principales villes, ce qui ne veut pas dire que ce comité n'avait aucun pouvoir. En Provence, on constate un phénomène analogue, car *les enquêtes menées en Comtat et en Provence révèlent un groupe bien armé pour jouer un rôle politique effectif, en dépit du renouvellement annuel des députés*, qui étaient pour un tiers des nobles et pour un tiers des juristes. François-Xavier Emmanuelli montre que le pouvoir royal était incapable de contrôler sérieusement des comités raidis contre le despotisme ministériel, cette lutte accaparant leurs forces au XVIII^e siècle et laissant peu de place aux fonctions administratives.

Jusqu'à la Révolution, les États de Bourgogne se réunirent tous les trois ans pour voter le don gratuit et les autres impositions, présenter les doléances de la province et vérifier la gestion des élus ; un membre du Clergé, un noble, deux membres du Tiers, un Trésorier de France et deux membres de la Chambre des comptes assuraient la marche des affaires dans l'intersession. Ils étaient contrôlés par sept alcades choisis par les États de Bourgogne (2 pour le clergé, 2 pour la noblesse, 3 pour le Tiers). Ils ont donc conservé leur administration autonome, leurs attributions en matière fiscale et un certain pouvoir de contrôle sur l'administration royale avec laquelle ils collaborent.

La part des États du Languedoc est évidemment considérable dans cet ouvrage. Michel Peronnet¹¹ présente un exposé des

institutions de la province ainsi que l'historique des théoriciens et des historiens qui, au siècle des Lumières, ont mis en valeur le pouvoir des États. Si l'édit de Bézier a durement châtié les États pour avoir participé à la révolte menée par Henri II de Montmorency, ils réagissent rapidement et décident de rassembler les titres justifiant leurs privilèges, afin de les faire confirmer par le roi, le combat étant mené autour du privilège de franc-alleu, pour le moins discutable¹². Ils veulent contrer Auguste Galland¹³, un maître des requêtes protestant, qui affirme que toutes les terres non inféodées doivent revenir au roi et que le franc-alleu est un attentat aux droits de la Couronne. Ils confient cette tâche à un clerc toulousain érudite, Pierre de Caseneuve, qui fournit en 1645 une réponse complète aux arguments de Galland¹⁴. A propos du franc-alleu, Pierre de Caseneuve utilise des arguments historiques ou juridiques, qui laissent à désirer, afin de défendre une identité provinciale. Il appuie en effet sa démonstration sur les privilèges basés : d'abord sur l'existence des États, assemblée garante des coutumes du pays ; ensuite sur les *lois fondamentales* reconnues dans un prétendu contrat passé en 1271 entre Philippe le Hardi et le dernier comte de Toulouse ; enfin sur les libertés confirmées par deux chartes royales de 1484 et 1522. Utilisant des arguments propres aux théoriciens de l'absolutisme, il s'appuie sur l'idée d'une société divisée en Ordres, sur l'idée que les États sont un membre du corps du royaume et que les États sont loyaux envers le roi. A partir de là, il défend le rôle fiscal des États de Languedoc, argumentation confirmée par Lamoignon de Basville dans son *Mémoire sur la Province de Languedoc*¹⁵. Le privilège de franc-alleu est justifié par l'usage du droit écrit, contesté par Galland qui affirme que la province est également régie par la coutume de Paris.

Les exigences fiscales des États, objet de négociations, de refus, de manœuvres dilatoires, protègent le contribuable du pire.

C'est la conclusion d'Arlette Jouanna¹⁶ : *grâce aux États, les contribuables languedociens ont été relativement protégés contre les débordements fiscaux entraînés par la guerre...* On croit parfois que l'édit de Béziers (octobre 1632), qui sanctionne la rébellion de la province, ouvre une période durable de docilité des États de Languedoc, idée répandue par Paul Gachon¹⁷ qui voulait voir le triomphe d'un État absolu et centralisé dès la première moitié du XVII^e siècle. D'abord, il faut distinguer les impôts fixes (ancienne taille, taillon, garnisons, entretien des forteresses, aides), pour lesquels le consentement des États est symbolique, des impôts variables, essentiellement le don gratuit, dont le montant est réduit, voir refusé comme en 1629. Le résultat de l'édit fut que le revenant-bon au Trésor de l'Épargne quintupla, passant de 0,3 à 1,5 million de livres, provoquant, dès 1633, la résistance des États, dont la plus efficace fut l'abstention du clergé et de la noblesse, ce qui permit, en 1645, de refuser le quartier d'hiver ; les commissaires, en dépit de manœuvres d'intimidation ou de corruption sont impuissants et l'obstruction des députés provoque colère et découragement des commissaires du roi. Les États ont cherché à transformer le don gratuit en un contrat contraignant pour le roi, le mot de conditions étant utilisé après 1649 et l'abolition de l'édit de Béziers, le retour de la paix amenant des conditions moins tendues ; on prit l'habitude de négocier à Paris par l'intermédiaire d'une délégation de députés. Richard Bonney en a conclu que si toutes les provinces avaient eu des États, jamais la monarchie n'aurait gagné la guerre avec l'Espagne ; A. Jouanna se rallie plus volontiers à la thèse de William Beik¹⁸ : les États ont refusé de répondre à des demandes extraordinaires, mais le Languedoc a largement contribué à l'effort de guerre et les frais de perception étaient moins élevés pour le roi et le contribuable. Elle conclut : si le Languedoc n'échappe pas à l'aggravation de la pression fiscale imposée par la guerre, les États ont refusé, avec

succès de céder à l'ingérence des représentants du roi et de perdre leurs prérogatives en matière d'autonomie administrative. Contrairement à la thèse accréditée depuis Saint-Simon, les trente trois ans d'intendance de Bâville furent une période d'étroite collaboration entre l'intendant et les États, en attendant que le XVIII^e siècle, siècle de paix pour la province, atténue les obligations militaires du Languedoc.

Par une volonté tenace, les États demeurent associés à l'administration des guerres comme nous le rappelle Dominique Biloghi¹⁹, qui montre, comment après 1632, les États défendent leurs immunités dans le domaine de la défense, en s'appuyant sur deux principes, l'un théorique, *Nulle charge ne peut être consentie sans une délibération des États*, l'autre pratique, *Lorsque la province est contrainte à contribution, elle doit en assurer l'administration* ; quoique le Languedoc ait à défendre le front de mer et à empêcher une invasion espagnole, ils sont, dans le domaine du casernement, des précurseurs, tandis que, dans l'organisation des étapes ou des quartiers d'hiver, ils se révèlent des partenaires coriaces : le traité sur les étapes passé en septembre 1643 entre le prince de Condé, gouverneur de la province et les États sert par la suite de référence.

Enfin certaines assemblées d'États partagent le pouvoir législatif avec le roi. Comme le montre Christian Desplat²⁰, la capacité des États de Béarn et de Navarre à légiférer ne fut jamais entravée par la monarchie ; à l'origine, se trouvent les requêtes présentées annuellement par les particuliers aux assemblées, qui se transforment en remontrances et en cahiers de doléances²¹. On ne trouve une quelconque opposition du pouvoir royal aux prérogatives de la province ; lorsque remontrances et doléances étaient agréées par le souverain, elles étaient enregistrées sous forme de règlements, qui avaient force de loi dans la province. Les élites béarnaises, nobiliaires et cléricales représentent l'essentiel des ré-

dacteurs de doléances. Par le biais des requêtes portant sur le droit d'entrée aux États, l'assemblée était l'arbitre de la mobilité sociale ; les États procédant à des vérifications tatillonnes : le marché des terres nobles, qui donnait droit d'entrée aux États était étroitement surveillé, car le droit d'entrée était considéré comme l'une des pièces maîtresses des libertés de la province. Si les doléances se sont multipliées après 1725, celles relatives à la fiscalité demeurent rares, alors qu'après 1770, les doléances sur le vagabondage, la mendicité, la délinquance, se multiplient. Cette procédure a certainement contribué au calme absolu qu'a connu le Béarn aux XVII-XVIII^e siècles.

Pourtant, à partir de 1740, les penseurs politiques s'écartent du modèle des États pour inventer de nouvelles formes de représentations. La contestation du despotisme ministériel et la nécessité de repenser l'assiette de l'impôt ont redonné vie, après 1770, au projet déjà ancien d'assemblées territoriales, l'un des articles du programme de la « jeune Cour » ou du parti des ducs regroupés autour du duc de Bourgogne ; l'idée se trouve chez Fénelon, Boulainvilliers ou Montesquieu. Le marquis d'Argenson²² propose une série de municipalités destinées à répartir l'impôt et à gérer les travaux publics, tandis que l'intendant de Lorraine, La Galaizière, demande une assemblée par généralité. Mirabeau²³ prône le modèle languedocien, pour écarter le modèle breton et favoriser une représentation compétente au détriment d'une plèbe nobiliaire agitée et contestataire. Au moment où Malesherbes supplie Louis XVI de rétablir les États provinciaux, Dupont de Nemours, en 1775, préconise trois niveaux d'assemblées²⁴ : paroisse, élection, province, mais comme Turgot n'a pas le temps de réaliser ce projet, c'est Necker, très hostile aux intendants, qui, en 1778, dans le Berry, tente une expérience étudiée par Claude Michaud²⁵.

Necker double la représentation du Tiers dans l'assemblée berrichonne, recrute les 48 représentants par cooptation et confie à l'archevêque de Bourges la présidence de l'assemblée dont les compétences sont limitées à l'établissement de l'assiette de l'impôt, aux travaux publics et à l'assistance publique. L'assemblée fonctionne jusqu'à la Révolution, mais entre en sommeil en 1787, lorsque Calonne puis Loménie de Brienne généralisent l'expérience des assemblées provinciales pour restituer finalement au Dauphiné ses États, qui nous l'avons vu, avaient cessé de se réunir depuis 1628... En effet, le projet de l'assemblée de Romans du 27 septembre 1788, approuvé par le roi le 22 octobre, sanctionnait le renouveau des États du Dauphiné : 144 députés, 36 pour chaque ordre privilégié, doublement du Tiers, délibérations prises par les ordres réunis et vote par tête ; ils ont siégé du 1er décembre 1788 au 15 janvier 1789 et ont désigné, comme en Bretagne, les députés aux États généraux.

La postérité n'a guère été favorable à ces assemblées, dont les historiens, reprenant les critiques des contemporains, ont déploré la timidité en matière de réforme fiscale. Elles ont néanmoins permis à une élite provinciale de s'initier à la gestion des affaires publiques et sur les 870 membres qu'elles ont comptés, 121, dont 45 députés de la noblesse, siégèrent à l'Assemblée nationale.

La communication de Jean-Pierre Donnadieu²⁶ montre bien l'hésitation des contemporains devant les réalisations les moins contestables. Un projet anonyme²⁷ de constitution pour le Languedoc critique la représentation des ordres privilégiés, qui ne paient point l'impôt, l'absence de véritable représentation, la présidence inamovible, ainsi que la gestion des États ou l'éloignement des séances ; il souhaite une modernisation inspirée de l'exemple du Dauphiné. Ce projet représente une synthèse des critiques formulées à l'époque contre les assemblées d'États par le

comte d'Antraigues, Rabaut Saint-Étienne, Mounier²⁸, les cours souveraines de Toulouse et de Montpellier, les auteurs d'une dizaine d'ouvrages locaux et surtout par les députés qui, du 15 janvier au 21 février 1789, ont participé à la dernière session des États et réclamèrent une nouvelle constitution pour le Languedoc. On est alors partagé entre les idées nouvelles, l'hostilité aux privilèges (*Salus populi suprema lex esto*) et l'attachement à l'immunité fiscale (*Le droit précieux... de délibérer et d'octroyer l'impôt... puisque la province de Languedoc le possède, elle ne doit jamais le perdre*) ou la reconnaissance pour l'activité administrative que le Dauphiné se préparait à imiter.

L'attitude de Jean-Baptiste Gautherin, maire de Flavigny, subdélégué de l'intendant, alcade des États de Bourgogne, étudiée par Christine Lamarre²⁹ traduit cette hésitation des notables éclairés à la fin de l'Ancien régime, proches des conceptions de Necker. Dans le livre de réflexions sur l'organisation et le fonctionnement des États que Gautherin a composé durant la période (1776-1778) où il participe à l'administration des États³⁰, il accepte le maintien des privilèges des États, à condition qu'ils soient utiles à la communauté ; il estime que l'impôt doit être acquitté par tous et il est favorable à la fiscalité indirecte. Il est également soucieux d'une gestion rigoureuse des fonds publics et s'en prend au richissime trésorier général des États. Pour Gautherin, les libertés anciennes de la province n'existent plus qu'à l'état de souvenir, alors que, selon Christine Lamarre, *à la fin du XVIII^e siècle, les États ne sont pas l'institution en crise décrite plus haut, car ils continuent d'affirmer leur pouvoir symbolique ou réel.*

Très différente fut l'attitude des habitants du Roussillon au moment de la réunion des États généraux. Comme la province a été privée d'États provinciaux après la signature du traité des Pyrénées, les cahiers de doléances de 1789 invoquent les lois fondamentales catalanes et réclament l'application du traité de

Péronne de 1641, dans lequel la *Generalitat*, de Catalogne, après avoir prononcé la déchéance de Philippe IV, fit de Louis XIII un comte de Barcelone. Dans son exposé, Alice Marcet³¹ montre bien comment l'ancien droit public catalan, qui reposait à la fois sur une structure fédérale et sur un pacte entre le souverain et les sujets, était en contradiction flagrante avec les lois du royaume. C'est pourquoi Louis XIV a supprimé les *Corts* et la *Generalitat*, les remplaçant par un *Conseil souverain pour le Roussillon & pays adjacents* (édit de Saint-Jean de Luz, juin 1660). Il s'instaura un profond malentendu à propos de la convocation des États généraux et la déception des habitants, face au centralisme révolutionnaire, fut à la mesure des espérances suscitées par la réunion des États généraux. En fait, l'application du modèle Habsbourg de la monarchie contractuelle était impossible à acclimater en France tant dans le cadre de la monarchie absolue que dans celui de la République « une et indivisible ».

La communication d'Alice Marcet pose en fait les limites de notre sujet : dans un État unitaire comme la France, si le pouvoir royal peut accorder une certaine autonomie aux sujets, il ne peut les associer au pouvoir, car la souveraineté ne peut être partagée et la notion de monarchie contractuelle est étrangère à la France moderne ; a fortiori, la nation ne peut admettre une structure fédérale. On en reste bien à la conception de la souveraineté selon Jean Bodin et la royauté française rejette toute notion de monarchie contractuelle, que l'on trouve non seulement dans la péninsule ibérique, mais en Europe Centrale, car contrairement à ce qu'affirme Alice Marcet, la constitution catalane n'est pas un cas unique dans l'Europe moderne. Le traité de Caseneuve en évoquant un contrat entre les Capétiens et la province de Languedoc utilise un argument discutable, qui ne pouvait être retenu par les légistes les plus modérés.

Pourtant, il reste un point commun entre la monarchie d'Espagne, la monarchie autrichienne et le royaume de France : une profonde inégalité fiscale entre un noyau dur, soumis à une rude pression fiscale et des pays adjacents qui ne contribuent guère à l'effort financier ; il s'agit en France des pays d'États et des pays d'élection, en Espagne de la Castille et des pays de la couronne d'Aragon, en Europe centrale du groupe austrobohême, future Cisleithanie face à la Hongrie qui se révolte quand on veut la taxer modérément. Il ne faut pas oublier que le Languedoc et la Bretagne ont toujours été faiblement imposés par rapport au Bassin parisien ou à la Normandie. Pourquoi ces privilèges ont-ils été maintenus et les États n'ont-ils pas été supprimés ?

Claude Michaud a d'autre part bien posé le problème de l'évolution des États provinciaux, souhaités par Turgot et Necker pour rétablir les corps intermédiaires, mais critiqués par les réformateurs radicaux, alors que des assemblées territoriales auraient pu faciliter la décentralisation administrative et donner une éducation politique aux notables. Les États qui subsistaient avaient mauvaise presse, ceux qui furent créés ne furent pas soutenus et ces tentatives positives de rénovation de l'ancienne France, furent ruinées par la tourmente révolutionnaire.

La conclusion d'Arlette Jouanna *Quant aux États provinciaux, leur histoire est celle d'un lent étouffement*³², indiscutable à l'échelle du royaume, souffre d'exceptions notables qu'il faudrait expliquer. Il reste à savoir pourquoi la monarchie a supprimé certaines assemblées d'États, en a maintenu d'autres, tandis qu'elle en transformait quelques-unes (Dauphiné, Provence). Certes il est évident que les États particuliers de Guyenne représentaient un poids politique moindre que les États de Bretagne ou de Languedoc. Pour René Favier³³, ce déclin, dans le cas particulier du Dauphiné, s'explique par la prééminence des privilégiés (75 % des lettres de convocation en 1598) et l'antagonisme entre les

Ordres : le Tiers considérant qu'il n'avait rien à attendre de la défense des États et qu'il pouvait tirer profit de la mise en place des élections, en particulier une meilleure répartition de l'impôt. Dans d'autres cas, la bourgeoisie a cru pouvoir mieux profiter de l'État de finances en achetant des charges d'élu plutôt qu'en participant, à titre minoritaire, à la gestion des États. Mais à notre avis le débat est ouvert et pourrait fournir le thème d'un autre colloque...

NOTES

1) Georges DURAND, *État et institutions*, Paris, A. Colin, 1969, Collection U, p. 85.

2) Roland MOUSNIER, *Les Institutions de la France*, Paris, P.U.F, 1974-1980, 2 vol.

3) Jean BÉRENGER et Jean MEYER, *La Bretagne à la fin du XVII^e siècle, d'après le Mémoire de l'intendant Béchameil de Nointel*, Rennes, I A R H, 1975.

4) Peter Robert CAMPBELL, *Louis XIV 1661-1715*, Seminar Studies, Londres, Longman, 1993, p.110.

5) Jacques FRAYSSENGE, *Une assemblée délibérative méconnue; les États de Rouergue aux XVI^e et XVII^e siècles*.

6) D. HICKEY, *Le Dauphiné devant la monarchie absolue. Le procès des tailles et la perte des libertés provinciales, 1540-1640*, Grenoble, P U G, 1993.

7) René SOURIAC, *Les autonomies provinciales dans l'ancienne France, fondements et sens. Étude de cas : les États de Comminges au XVI^e siècle*.

8) R. Souriac rappelle la thèse de Georges Pagès : *Jamais rois de France ne furent plus puissants que François 1er et Henri II*.

9) René FAVIER, *Les assemblées du Dauphiné avant et après la suppression des États en 1628. Des États aux assemblées de pays*.

10) François Xavier EMMANUELLI, *Les États comtadins et provençaux aux XVII^e et XVIII^e siècles. Bilan.*

11) Michel PERONNET, *Réflexions sur les États de Languedoc : une histoire intermédiaire à l'époque moderne.*

12) Sophie ARMINGOL *Les États provinciaux et les privilèges du Languedoc vus par Cazeneuve (Traité du franc-alleu, 1645).*

13) Auguste GALLAND, *Contre le franc-alleu sans titre: Prétendu par quelques provinces au préjudice du Roy*, Paris, 1629, suivi en 1637 *Du franc-alleu & origines des droits seigneuriaux*, Paris, 1637.

14) Pierre de CASENEUVE, *Le franc-alleu de la province de Languedoc établi & desfendu; seconde édition revue et augmentée*, Toulouse, 1645.

15) Françoise MOREIL, *L'Intendance du Languedoc à la fin du XVII^e siècle ; édition critique du mémoire de Lamoignon de Basville pour l'instruction du duc de Bourgogne*, Paris, C T H S, 1984.

16) Arlette JOUANNA, *Les États de Languedoc et le consentement de l'impôt après la révolte de 1632.*

17) Paul GACHON, *Les États de Languedoc et l'édit de Bézièrs*, Paris, Hachette, 1887.

18) William BEIK, *Absolutism and Society in 17th Century France. State Power and provincial Aristocracy in Languedoc*, Cambridge U.P., 1985.

19) Dominique BILOGHI, *Les États, l'armée, l'impôt aux XVII-XVIII^e siècles : le ravitaillement des troupes de passage en Languedoc.*

20) Christian DESPLAT, *Doléances présentées aux États généraux de Béarn au XVIII^e siècle.*

21) Série homogène de 1641 à 1789, étudiée par Christian DESPLAT, dans laquelle ont été conservées 2261 requêtes de 1691 à 1789, soit 16 par an avant 1748, 32 par an dans la seconde moitié du siècle.

22) d'ARGENSON, *Considérations sur le gouvernement ancien et présent de la France.*

23) MIRABEAU le père, « l'ami des Hommes », *Mémoire concernant l'abolition des États provinciaux* (1750) repris dans un *Mémoire sur les États provinciaux* (1751).

24) DUPONT de NEMOURS, *Mémoire sur les Généralités*, rédigé en 1775, publié seulement en 1787

25) Claude MICHAUD, *L'Assemblée provinciale du Berry* (1779-1789).

26) Jean-Pierre DONNADIEU, *Projet de constitution pour les États de la province de Languedoc -1789*.

27) Exemplaire unique conservé aux A. M. de Beaucaire, dont on ignore l'auteur et l'imprimeur.

28) Jean EGRET, *la Pré-Révolution française (1787-1788)*, Paris, P.U.F., 1962.

29) Christine LAMARRE, *L'administration de la Bourgogne vue par un contemporain à la fin du XVIII^e siècle*.

30) A D Côte d'Or, Ms 1F 460.

31) Alice MARCET, *Corts. Conseil souverain et États généraux en Roussillon*. La tradition constitutionnelle de la couronne d'Aragon : En Catalogne, le souverain devait prêter serment devant les *Corts* (forme catalane du castillan *Cortes*), une assemblée représentative remontant au XIII^e siècle, composée des représentants des trois bras (clergé, noblesse, villes royales ou bras populaire, en réalité émanation du patriciat et de la noblesse urbaine). Les *Corts*, qui discutent de la politique générale et votent l'impôt, sont convoqués régulièrement par les rois Habsbourg ; entre les sessions, la *Generalitat* réunit un représentant de chaque bras, élu pour trois ans.

32) Arlette JOUANNA, *L'anoblissement en France du XV^e au XVIII^e siècles. Théories et réalités*, Bordeaux, P U B, 1979, p.49

33) René FAVIER, *Les assemblées du Dauphiné avant et après la suppression des États en 1628. Des États aux assemblées de pays*.

**« Une assemblée délibérative méconnue :
les états particuliers du Rouergue aux
XVI^e et XVII^e siècles »**

*Jacques FRAYSSENGE**

Dans la province de Guyenne, le Rouergue comme le Quercy, l'Agenais, le Périgord possédaient des Etats particuliers avec leurs privilèges et leurs assemblées, institutions intermédiaires en quelque sorte entre les Etat Généraux de la province et les organismes locaux de répartition de l'impôt, qui remontaient au moins au XIII^e siècle. R. Doucet, dans son étude sur *Les Institutions de la France au XVI^e siècle*, évoquait « la situation mal définie » de ces Etats « vis à vis des organismes entre lesquels ils devaient s'insérer. Tantôt, ils envoyaient des représentants aux Etats Généraux de la province, ce qui les réduisait à la condition d'une institution subalterne, tantôt ils agissaient librement, à l'intérieur de leur propre territoire »¹. Les Etats de Guyenne étant en

* Archives de la ville de Millau.

réalité rarement convoqués depuis 1450, les Etats particuliers de la province recevaient les lettres de commission du roi fixant le montant des impositions qui leur étaient imputées.

Les Etats particuliers du Rouergue siégèrent régulièrement au XVI^e siècle et dans la première moitié du XVII^e siècle. Leur existence fut à plusieurs reprises menacée lorsque le pouvoir royal voulut leur substituer des Elections, ce qu'il fit d'ailleurs et non sans mal à partir de 1622.

Nous allons traiter dans cette communication du point de passage, si je puis dire, entre la part de souveraineté des Etats héritée de coutumes anciennes, fondée sur un ensemble de réseaux et de clientèles et la mise en place par la monarchie d'un système cohérent et centralisé de la gestion des affaires publiques. Nous insisterons plus particulièrement sur la période comprise entre les années 1590, – la fin des guerres de la Ligue –, et 1630/1640, date d'un contrôle plus strict de l'administration des provinces. Nous n'oublierons pas pour autant les aspects les plus permanents de l'histoire des institutions, à savoir l'organisation, le fonctionnement et les domaines d'attribution des Etats.

Ne feront pas parties du champ de notre étude, les assemblées temporaires de l'une ou l'autre religion qui ont pris le titre d'Etats et qui en ont même exercé les pouvoirs pendant les guerres civiles, tout comme les Etats particuliers de la noblesse ou du tiers qui traitaient de leurs affaires spécifiques et que nous nous proposons prochainement d'étudier de plus près.

Organisation et fonctionnement des Etats

L'assemblée des Etats ou l'assemblée générale des Etats a lieu régulièrement tous les ans par commission particulière du roi adressée au sénéchal ou à son lieutenant, le juge-mage. A noter qu'au XV^e siècle, les comtes du Rouergue avaient le droit de

convoquer les Etats sans permission du roi, c'était un privilège qui disparut lors de la réunion progressive du comté de Rodez à la Couronne². Le roi peut confier et il le fait régulièrement dans les dernières décennies du XVI^e siècle, à des commissaires « extraordinaires » le soin de réunir les Etats : le gouverneur de Guyenne, le Président et Trésorier Général de France du bureau des Finances à Bordeaux ou au XVII^e siècle, l'intendant, bien évidemment. Il dépend du personnage qui les convoque, de fixer le lieu et la date de l'assemblée ; on choisit en général une ville au centre de la province et non à ses extrémités : Rodez, capitale de Rouergue, Villefranche, siège de la sénéchaussée. Ces deux villes connaissent les convocations les plus fréquentes mais aussi Millau, Sauveterre, Espalion... Les assemblées se tiennent en début d'année, au mois de février ou mars et quelque soit le lieu, c'est l'évêque de Rodez qui les préside ou en son absence, l'évêque de Vabres³. Chaque session des Etats dure en moyenne quatre à six jours.

Nous ne sommes pas très bien renseignés sur le nombre exact de députés et les procès-verbaux des assemblées sont la plupart du temps muets à ce sujet. Avant le règlement général de 1611, conçu par la royauté et que nous détaillerons plus loin dans cette étude, les textes avancent le chiffre de 160 représentants ou plus. L'abbé Pierre Bosc dans ses *Mémoires pour servir à l'histoire du Rouergue* donne un chiffre pour les Etats de 1645 tenus à Rodez : quinze députés du clergé, vingt six de la noblesse, plus les consuls des communautés pour le tiers dont il ne précise pas le nombre⁴. Heureusement, les données paraissent beaucoup plus sûres pour les derniers Etats tenus à Villefranche en 1651⁵.

Le clergé ou « premier rang » qui appartient, selon le règlement de 1611, « à Messieurs de l'Eglise comme pères et pasteurs », possède 25 députés⁶. A leur tête, les évêques de Rodez et de Vabres puis viennent les représentants des principales

abbayes – Conques, Bonnecombe, Bonneval, Locdieu, Nant, Beaulieu, Sylvanès, Saint-Sernin, Nonenque –, des chapitres de Rodez et de Vabres, des doyennés et des prieurés. Le bas clergé, quant à lui, n'est pas représenté. Au deuxième rang, la noblesse ou « Messieurs de la noblesse », 64 députés « comme ayant en main les défenses du peuple pour laquelle elle porte épée »⁷. La liste de représentation paraît correspondre à un relevé permanent fondé sur les anciennes seigneuries⁸. Au sommet de la hiérarchie nobiliaire, le comte et la comtesse de Rodez, en réalité le roi et la reine depuis 1607 représentées aux Etats par le duc d'Arpajon, baron de Séverac ; immédiatement après, les Albignac, vicomtes de Creyssels et seigneurs de Peyreleau, les barons de Landorre puis les Estaing, les Caylus, les Calmont d'Olt, les Panat, les Castelpers, les Roquefeuil... Les revenus de tous ces seigneurs s'échelonnent entre 8 000 et 30 000 livres. La tête de liste correspond bien à la plus haute noblesse du pays, mais il y a aussi dans cette représentation des seigneurs de petit calibre dont les revenus ne dépassent pas les 1 000 livres⁹. La noblesse est de tradition catholique à l'exception des Arpajon, longtemps chefs du parti huguenot, des barons de Broquiès et de Panat dont les faits de guerre en Rouergue remplissent les Mémoires du Calviniste de Millau. Les nobles représentent leur ordre mais aussi les populations des campagnes, ce qui limite forcément le tiers état à la représentation des villes et des bourgs.

Le Tiers Etat a une composition difficile à saisir en raison du nombre indéterminé de députés. Aux Etats de 1651, soixante huit communautés étaient représentées et si nous prenons le chiffre moyen de deux députés pour chacune d'entre elles, nous obtenons un total de cent trente six députés. Ces députés sont désignés parmi les consuls des communautés, le premier consul souvent docteur en droit étant généralement commis d'office.

Leurs gages journaliers ne dépassaient pas vingt sols dans les années 1620. Les consulat et notamment celui de Millau doivent souvent leur faire l'avance des frais de voyage, l'administration des Etats ne remboursant que trois années plus tard¹⁰. Malgré ces difficultés de dédommagement, aucune communauté ne rechigne à envoyer des représentants et l'on peut noter une grande assiduité des députés du tiers à chaque session des Etats, sauf pendant les périodes de troubles¹¹. Leur importance numérique, cent trente six députés pour quatre vingt neuf du clergé et de la noblesse jointe au fait que les votes soient comptabilisés par tête nous autorisent à parler de doublement du tiers comme aux Etats du Languedoc. Les privilégiés cependant orientent l'organisation des débats et les décisions surtout en matière d'impôt. Ils provoquent le mécontentement du tiers qui demande, au début du XVII^e siècle que « les messieurs du clergé et de la noblesse ne puissent avoir voix délibérative, car ils ne se soucient guère du peuple auquel il est porté toutes sortes de charges » et, de revendiquer de délibérer à part pour ses propres affaires qui intéressent la majorité des habitants des communautés qu'il représente¹².

Après la convocation et la composition des Etats, quelques mots sur leur fonctionnement¹³.

L'ouverture de la première séance est toujours précédée d'une messe en l'honneur du Saint Esprit où assistent tous les ordres, puis c'est dans le réfectoire du couvent des Cordeliers à Villefranche ou dans celui des Jacobins à Rodez que se rassemblent les députés, appelés un à un par les greffiers pour la tenue de l'*assemblée générale*.

L'évêque de Rodez, président des Etats, siège au milieu des privilégiés ; à son côté droit, le clergé ; à sa gauche, la noblesse. Le tiers se tient dans la salle assis sur des bancs. On fait alors entrer le commissaire du roi (gouverneur de la province ou son

lieutenant) pour y entendre la volonté du roi ; le commissaire est assisté d'un des trésoriers de France, du lieutenant général et du procureur au siège présidial. Sa communication achevée, le commissaire quitte l'assemblée et la discussion peut alors s'engager sur « l'imposition du roi ». L'assemblée peut faire des « supplications au roi », des remontrances, des résolutions, des doléances. Tout ceci ne dure pas plus d'une demi-journée. Mais l'ordre du jour peut être bouleversé, s'il y a litige, surtout comme nous le verrons, en matière de taille. L'assemblée peut être dans ce cas suspendue pour plusieurs jours. Elle envoie alors une délégation composée de quatre députés du tiers, deux du clergé, deux de la noblesse auprès du commissaire du roi pour transiger. Si le litige se poursuit, le commissaire du roi ou l'un des trésoriers de France revient devant l'assemblée donner des explications, puis on délibère à nouveau avant de prendre une décision.

En temps normal, dès la deuxième demi-journée et les jours suivants, l'assemblée traite des affaires du pays : les charges des communautés, la défense, la vérification des comptes des receveurs... A la dernière séance enfin, au bout de quatre à cinq jours, l'assemblée désigne une commission *intermédiaire* qui sera chargée, dans l'intervalle des sessions, de régler les comptes du pays et de pourvoir aux offices (trois syndics pour chaque Marche, Haute Marche, Basse Marche, Comté de Rodez, choisis parmi les consuls des villes capitales de la province ; trois greffiers ; trois receveurs chargés du budget particulier des Etats).

Cette commission désignée, l'évêque de Rodez peut clôturer l'assemblée générale et faire tenir *les assemblées particulières des Marches* sur leurs affaires propres, assemblées qui ne durent pas plus d'une séance. De l'assemblée générale et de ces assemblées particulières, il se dresse un cahier de délibérations signé par l'évêque et les trois greffiers, en trois originaux remis à chacun des ordres. Après ces deux assemblées, il s'en fait une troisième

appelée « *assemblée des cohérateurs et départiteurs des deniers* » qui ont été imposés lors des deux précédentes assemblées. Elle est composée de quatre personnes : un ecclésiastique, un gentilhomme, et deux consuls qui dressent les rôles d'imposition, qui répartissent sur les taillables les sommes à lever dans chaque recette des trois Marches.

ATTRIBUTIONS DES ETATS

Les affaires politico-religieuses

Dès 1563, les Etats du Rouergue se manifestent par une prise de position vigoureusement anti-huguenote, faisant interdire les assemblées calvinistes, les consistoires et ne reconnaissant que le catholicisme comme seul exercice public de la religion. Ils décident de faire placer la protection du pays entre les mains de Blaise Montluc¹⁴. En 1566, les Etats constatent forcément l'implantation de la Réforme et se montrent plus conciliants, en attribuant par exemple un lieu de culte aux protestants millavois et en leur autorisant une représentation au sein de l'institution consulaire¹⁵. A partir de 1569 et avec le déclenchement de la guerre civile, ils confient aux garnisons catholiques le soin de pacifier le pays malgré la tiédeur du tiers-état¹⁶. S'ensuit une période floue où semble-t-il, ce sont les assemblées d'Etats formées par les deux partis, catholiques-protestants qui prédominent. Ainsi à Millau, en 1586, face à la menace du duc de Joyeuse, chef des Guisards, François Châtillon-Coligny, lieutenant du roi de Navarre en Guyenne convoque les Etats « pour ceux de la religion » mais il se voit reprocher par les consuls de Millau la trop lourde charge des gens de guerre, la construction d'une citadelle ruineuse qui portent atteinte aux libertés et privilèges de la ville¹⁷.

Aux Etats de 1596, qui représentèrent cette fois l'ensemble du pays, les députés du clergé font adopter une série d'articles destinée à faire appliquer les édits de pacification : le rétablissement du culte catholique, la reconstruction des églises, la réintégration des prêtres et des moines dans leurs biens, l'accès aux charges publiques pour les catholiques, la démilitarisation des villes et le retour à leur liberté...

La noblesse du pays se propose de prêter main-forte à la justice pour punir les voleurs et autres perturbateurs du repos public, ce qui lui permet d'éviter la nomination d'un vice sénéchal¹⁸. En raison des troubles de la Ligue, le maréchal de Matignon fait jurer aux trois ordres fidélité au roi, les faisant renoncer à toute ligue ou association dans et hors du royaume. Serment qui vient à point nommé : Matignon dès la fin de 1594 avait réduit les derniers points d'appui ligueurs (Rodez et son évêque F. de Corneillan et tout le reste du pays, au nord du Lot) et avait fait reconnaître à Rodez l'autorité du roi¹⁹.

Les affaires financières.

La fonction principale des Etats était, bien entendu, le vote de l'impôt qui ne pouvait être levé sans l'assentiment des sujets. En Rouergue comme dans l'Agenais, le Quercy ou le Périgord, la coutume voulait que le roi fixât seulement un chiffre global d'impositions pour ces quatre provinces qui elles-mêmes se le partageaient en quatre parts égales avant que leurs Etats respectifs en établissent l'assiette entre les communautés. Ces quatre provinces faisaient partie de la Recette générale de Guyenne (ou bureau des Finances) établie à Bordeaux en 1542. Les tailles étaient assises en accord avec les Etats par des commissaires désignés par le roi. Mais il y avait des problèmes de péréquation pour la répartition des impôts entre ces quatre pays : chacun cherchant à prouver

qu'il était surchargé par rapport aux autres ce qui donna lieu à « l'Enquête sur les Commodités du Rouergue » en 1552, étudiée par Jacques Bousquet²⁰. L'issue de cette Enquête fut loin d'être favorable au Rouergue ; un arrêt du Conseil de décembre 1553 divisa la masse des tailles des quatre pays « en douze onces » ou « parties » ; le Rouergue allait en payer trois et demi, le Quercy et l'Agenais trois, le Périgord deux et demi²¹.

Pour juger des contentieux et asseoir une meilleure perception des deniers, le système des Elections (circonscription financière soumise à la juridiction d'élus, dont la compétence était fiscale : impôts, contrôle et correction des abus, emprunts des communautés) fut progressivement mais timidement mis en place : d'abord de 1543 à 1548 puis dans les années 1556/1558, 1580/1587 avant d'être supprimés à chaque fois en raison de l'opposition acharnée des Etats du Rouergue²².

L'opposition se montre particulièrement virulente lors de la session des Etats de 1596 tenue à Rodez, alors que le mécontentement est général dans toute la Guyenne à propos de la pression fiscale et de la mise en place des Elections, mécontentement qui déboucha sur des actions violentes de la paysannerie avec notamment la révolte des Tard-Avisés²³. A leur tour, les Etats du Rouergue, comme ceux du Périgord et du Quercy, protestent contre le montant de la taille, du taillon et de la crue de trois sols (frais des garnisons locales) fixé à 132 000 écus pour le Rouergue, pour les années 1595 et 1596. Les impositions s'avèrent d'autant plus insupportables qu'elles sont dressées une fois de plus par des élus et non par des receveurs désignés par les Etats, qu'elles portent sur deux années et pour une somme globale, arbitraire sans tenir compte comme on le faisait de coutume, de la nature de chaque impôt. Les Etats unanimes protestent et réclament le retour « à l'ordre ancien » des impositions, garantie de leurs libertés et privilèges²⁴. Après discussion et envoi d'une

députation auprès du maréchal de Matignon composée du Président et Trésorier Général de France en Guyenne, M. de Courgues, du représentant de la noblesse, M. de Balsac, et des consuls de Rodez et de Villefranche, un compromis est trouvé : le roi, bien qu'en guerre contre l'Espagne, se contenterait de la somme de 50 000 écus pour ces années 1595/1596, mais le pays devrait en outre payer 11 500 écus d'arrérages de taillon, plus 30 000 écus sur les 48 000 cotisés en 1594 jusqu'alors demeurés impayés²⁵. Les consuls de Millau et de Saint-Affrique contestent ce dernier point et prétendent qu'ils auraient consacré une partie de l'imposition de 1594 au paiement de leur garnison pour la défense de leurs cités²⁶. Le maréchal de Matignon exhorte l'assemblée au paiement sous peine de rébellion à l'autorité du roi, en admettant en guise d'apaisement deux concessions : la première en donnant permission aux Etats d'imposer sur le général du pays la somme de 10 000 écus supplémentaires sur les arriérés impayés de 1594 (de l'ordre de 30 000 écus) pour règlement de ses dettes particulières : charges régionales et locales, gages des officiers, gratifications des députés, police et travaux publics. La seconde en autorisant les receveurs nommés par les Etats (et non les élus) de faire la levée des impositions²⁷. Finalement, le compromis est accepté et se voit confirmé par lettres patentes du roi, au mois de mars 1596²⁸.

Accord de courte durée, car très rapidement les syndics et receveurs des Etats font savoir que compte-tenu de la pauvreté du pays et de ses dettes, il y aurait « retard à satisfaire le roi ». Le Bureau des Finances de Guyenne à Bordeaux s'inquiète et propose alors de faire payer les riches contribuables, gentilshommes et bourgeois des villes, sans toutefois se faire trop d'illusions, car ces derniers espèrent et font croire au « peuple » qu'avec l'appui du Parlement de Toulouse, des syndics des Etats et des officiers de la sénéchaussée du Rouergue « le roi le leur quietera comme

par le passé »²⁹. Crainte fondée, car au mois de juillet 1596, Henri IV décharge les villes de Millau, de Saint-Affrique de tous les arriérés de taille, taillon et crue de 3 sols pour l'année 1594, en raison des guerres et de leur fidélité à sa cause durant les troubles de la Ligue. Le roi cependant maintient le compromis passé entre les Etats et le gouverneur Matignon pour les années 1595/1596, à savoir le paiement des impositions comme convenu³⁰.

Au mois d'avril 1597, le roi fait supprimer les élus et confirme aux Etats le privilège de l'assiette et du département des impositions, « les privilèges dud.païs aurroint esté confirmés par le roi a present regnant en l'année 1597 par son edit du mois d'avril de lad. année portant aussi autres choses suppression des eslus paiavant par lui créés aud. païs lesquels sa Majesté aurait voulu et déclaré ne pouvoir estre dorenavant establi aud. païs par elle ou ses successeurs et pour quelque cause que ce feust avec les gens des trois estats dud. païs demeurer en leurs privilèges de faire l'assiette et departement des impositions... »³¹.

Cette mesure de circonstance va se doubler d'une autre, plus rigoureuse : le roi ordonne aux trésoriers-généraux à faire contraindre les consuls récalcitrants à payer les impôts de 1595/1596 entre les mains du receveur des tailles, M. de Pomayrols ; il intente des poursuites en cour des Aides à Montpellier contre les syndics du pays et les débiteurs, casse et annule toutes les voies de justice entreprises jusqu'ici par les Etats. Les consuls s'engagent alors à payer leurs dettes, mais en faisant trainer l'affaire car les impôts, à vrai dire, avaient été levés et demeureraient entre leurs mains pour « leur profit particulier »³². Bonne tactique semble-t il, car le roi en décembre 1599, étend à tout le royaume la décharge jusqu'à l'année 1597 incluse et renonce aux arrérages irrécouvrables. Henri est à la guerre contre l'Espagne. Son pouvoir affermi, la paix religieuse et civile revenue, il ne peut se permettre de la compromettre en mécontentant les pro-

vinces au risque d'une révolte de grande ampleur qui serait préjudiciable à son autorité³³.

LE CONTRÔLE DE LA ROYAUTÉ ET LE DÉCLIN DES ETATS

Un temps de difficultés et de tâtonnements. 1598-1611

Malgré les mesures de circonstance, le pouvoir royal entend mettre en place un système cohérent de perception de l'impôt, efficace, mieux intégré à son autorité, bref une administration fiscale qui relève du roi et des bureaux des finances des généralités. A ce niveau est significatif le règlement général sur les tailles de mars 1600 qui renouvelle et renforce l'emprise des élus dans leur territoire d'Election et pourchasse les débiteurs³⁴. En ce qui concerne plus particulièrement le Rouergue, le roi reproche aux Etats leur négligence dans la levée des impôts, l'irresponsabilité des receveurs locaux qui se réservent les sommes levées pour l'intérêt de leurs communautés ou bien qui imposent sans tenir compte des sommes portées par les commissions royales. De plus, les trésoriers-généraux ne sont selon lui ni respectés, ni obéis. Un édit de janvier 1609 fait rétablir, cette fois-ci trois sièges d'Election en Rouergue et trois bureaux de recette composés pour chacun de trois élus, un président, deux contrôleurs, un avocat et procureur du roi, deux receveurs des tailles et deux receveurs du taillon, deux huissiers, un greffier dans chacune des capitales des trois Marches du pays – Rodez, Villefranche et Millau.³⁵

C'était sous-estimer une fois de plus la vigueur des oppositions : celle des nobles qui exerçaient un contrôle important dans la gestion coutumière des impôts et qui voyaient la perte de leurs

privilèges, mais aussi celle de la bourgeoisie, inquiète de la suppression des Etats et donc de ses libertés. Les trois ordres unanimes vont alors formuler leurs plaintes dans un Mémoire devant la cour des Aides à Montpellier, en rappelant que les droits, franchises et libertés de la province remontaient au temps vénérable du roi Clovis et que de toute ancienneté, les rois de France avaient confirmé les privilèges, notamment la tenue d'assemblées représentatives. Et de citer à l'appui de leur thèse, Jean Bodin et sa « République »³⁶.

Un second Mémoire, celui-ci adressé directement au roi, réclame la suppression des Elections tout en précisant bien qu'il n'y avait jamais eu de plaintes en ce qui concernait la répartition et la levée des tailles par les receveurs des Etats et que les trésoriers-généraux de France avaient été toujours respectés dans leurs charges malgré les menaces qu'ils faisaient peser sur les receveurs du pays. Quant aux arriérés d'impôts impayés, le Mémoire ajoute qu'une partie a été accaparée par les huguenots, l'autre laissée par le roi au pays pour sa sécurité et le paiement de ses dettes particulières³⁷.

Pour mieux transmettre leurs revendications, les Etats conviennent de deux députations à la Cour : en 1609 d'abord, l'évêque de Rodez, François de Corneillan, qui faillit réussir au moment où survient la mort du roi, puis en 1610, son neveu, Bernardin de Corneillan, évêque de Nicopolis et coadjuteur de Rodez, qui prête serment de fidélité à Louis XIII et renouvelle les revendications des Etats³⁸. A la faveur de la réaction qui suit la mort du roi, le Conseil d'Etat fait supprimer les Elections en Guyenne et maintient les Etats sous certaines conditions. Le règlement de 1611 – (enregistré à la Chambre des Comptes, le 9 avril 1612) – concerne en effet les assemblées générales et particulières d'Etats et d'assiette de la généralité de Guyenne. D'après

ce règlement, toutes les sommes portées par des commissions du roi doivent être imposées et levées sans diminution ni retard ; les commissions du roi sont désormais transmises au bureau des finances et aux trésoriers de France, qui les présentent eux-mêmes aux Etats ; les receveurs des Etats peuvent procéder à l'assiette et au département des sommes pour les dépenses ordinaires du pays, mais sous le contrôle du procureur du roi et du receveur des tailles. Les dépenses extraordinaires (dettes, réparations d'églises, de ponts de chaussées, frais de procès) concernent directement le roi. Enfin, pour éviter frais, extraordinaires et inutiles, le règlement fixe la composition des assemblées générales des Etats : les évêques de Rodez et de Vabres y assistent de droit avec les consuls de Rodez, Villefranche et Millau. En revanche, la représentation des trois ordres est réduite de moitié ; chaque moitié ne pouvant siéger qu'une année sur deux³⁹.

Désormais, les bureaux de finances se voient confirmer leur pouvoir de tutelle sur tous les officiers de finances et la gestion financières des communautés. Le roi fait rétablir les Etats sous condition en limitant les représentations de chaque ordre afin de réduire leurs pouvoirs de remontrances et, en contre-partie supprime les élus, mesure bien accueillie semble-t-il par les consuls de Millau : « Nous scavons comme le Roy nous a remis en nos premières libertés supprimans les esleus, restabliissant les estats sur le règlement desquels pour l'advenir est ne tomber au désordres que nous avons veu par le passé... »⁴⁰.

Le contrôle effectif de la monarchie. 1622-1650

Répit de courte durée, car Louis XIII, instruit par le nouveau désordre des guerres de Rohan, fait rétablir les Elections faisant doubler cette fois le nombre des élus (six au lieu de trois en 1609), mesure qui va considérablement amoindrir le pouvoir

des Etats et les libertés du Rouergue. La première Election est installée à Villefranche en 1622, la seconde à Rodez en 1627, enfin la troisième après maintes péripéties à Millau en 1638⁴¹. Ces mesures seront accompagnées de la création de la généralité de Montauban en 1635 qui regroupera les Elections de Rouergue, du Quercy et de la Gascogne, et de l'apparition d'une cour des Aides à Cahors en 1641, puis à Montauban en 1662, autant d'institutions nouvelles qui vont permettre au souverain de mieux établir son autorité. Quant au parlement de Toulouse, il verra également ses pouvoirs réduits par la nouvelle cour présidiale à Rodez en 1635 qui aura pour ressort le comté de Rodez et de la Haute-Marche et qui s'ajoutera à celle de Villefranche créée par Henri II en 1551⁴². Le premier intendant, à Montauban, Louis Laisné, seigneur de la Margerie, devient un administrateur des Finances permanent qui a en charge l'essentiel de la répartition et de la levée des tailles, taillons et subsistances des troupes. Il préside le bureau des Finances dans sa Généralité et fait expédier par l'intermédiaire des trésoriers de France les attaches et les ordonnances nécessaires à l'exécution des commissions. Le représentant du roi se substitue désormais aux officiers des Finances et aux assemblées d'Etats qu'il va contrôler voire suspendre.

A partir de 1644, celles du Rouergue ne joueront plus qu'un rôle honorifique. Elles enverront, cette année-là, une députation auprès du duc d'Epemon, gouverneur de la Guyenne pour le féliciter de la fin du soulèvement des Croquants de Villefranche. En 1649 et en 1651, date de leur dernière assemblée, les Etats ne seront réunis que pour désigner leurs représentants aux Etats Généraux convoqués à Orléans, Etats qui seront comme on sait, ajournés⁴³. Certes, les Etats rouergats formuleront toujours plaintes et doléances pour la suppression des élus, des gabelles, des logements des gens de guerre, mais ce ne seront que des vœux pieux. Privés de leur prérogative majeure, le consentement

de l'impôt, ils s'empêtreront dans des querelles de préséance entre Villefranche et Rodez quant à la tenue de leurs assemblées⁴⁴. Un simulacre d'Etats se tiendra encore en 1644 à Rodez pour décider de la création d'un second cours de philosophie au collège des Jésuites avant de s'éteindre définitivement après 1651⁴⁵. Cette institution laissera de vifs regrets à tel point que l'Assemblée provinciale de Haute Guyenne, un siècle plus tard, ne pourra en effacer le souvenir, souvenir qui ressurgira encore avec force dans les cahiers de doléances des trois ordres en 1789.

L'établissement d'élections financières en Guyenne dans les premières années du XVII^e siècle a préparé et précédé la suppression des Etats particuliers de la province, ceux du Quercy, du Périgord et du Rouergue...

La volonté monarchique de réduire les pouvoirs intermédiaires, de les affadir pour mieux les supprimer ne fait pas de doute. Les nouvelles circonscriptions fiscales permettent à la Couronne d'imposer directement les tailles sur un pays sans avoir à obtenir l'approbation d'une assemblée représentative. La royauté doit faire preuve de souplesse dans ses interventions pour ménager les susceptibilités car les Etats n'étaient pas qu'une simple chambre d'enregistrement quant aux problèmes de fiscalité.

La mise en place de l'absolutisme est le fruit de longues tractations, de compromis avec les élites locales (accession de la bourgeoisie des villes aux nouveaux offices) qui ont su participer, s'adapter progressivement à l'instauration du nouveau système. L'équilibre des échanges sociaux va considérablement s'en ressentir. Privés de recours, de soutien des Etats dorénavant dénués de pouvoirs, surtout en matière de fiscalité, les couches inférieures du tiers (les paysans, les artisans rouergats des années

1640) iront jusqu'à la violence contre les impôts excessifs mais aussi contre les receveurs, les élus, ces représentants du nouveau système qui ont acquis les nouvelles charges et bénéficié du privilège de l'exemption de la taille...

Décidément les années 1590-1640 sont en Guyenne, comme en Dauphiné bien étudié par Daniel Hickey, décisives, car elles marquent bien le passage de la réciprocité, du don coutumier entre le monarque et les provinces à la contrainte, à la soumission qui deviendra règle du pouvoir⁴⁶.

NOTES

1) R. Doucet, *Les Institutions de la France au XVI^e siècle*, Paris, Ed.Picard, 1948, p. 340.

2) P. Bosc, *Mémoires pour servir à l'histoire du Rouergue*, Rodez, Devic Imprimeur, 1787, t. I, p. 221-222 et p. 234.

3) P. Bosc, *op.cit*, t. I, p. 222.

4) P. Bosc, *op.cit*, t. III, p. 265.

5) La liste complète des représentants des trois ordres aux Etats de 1651 est reproduite dans les Notes et Monuments relatifs à l'histoire du Rouergue au volume III des *Mémoires pour servir à l'histoire du Rouergue* de P. Bosc, p. 255-268.

6) A.D. Aveyron, C 1902, « Forme tenue et observée aux Assemblées des Etats et Impositions qui se font et ont été faites dans le païs de Rouergue depuis la suppression des Elus et règlement fait en l'année 1611 jusqu'à présent ». Texte sans date mais postérieur à 1613.

7) A.D. Aveyron, C 1902.

8) Remarque confirmée par J. Bousquet dans son étude sur *L'Enquête sur les Commodités du Rouergue en 1552. Procès avec l'Agenais, le Quercy et le Périgord*. Toulouse, Privat, 1969, p. 92 n° 1.

9) J. Bousquet, *ibid.*, p. 91-92.

10) A.C. Millau cc 113, 2^e inventaire. Gages de Pierre Galy, docteur en droit et premier consul de Millau Jehan Desmazels, docteur, syndic mandés aux Etats délibération du 14 janvier 1619, tenues à Villefranche le 20^e janvier.

11) C'est notamment le cas des syndics de Lapanouse ou du Pont de Camarès qui ne peuvent venir aux Etats convoqués à Millau au mois d'août 1586 par F. de Châtillon, gouverneur en Millau, AA 16, Lettres royales portant convocations des consuls aux Etats du Rouergue.

12) A.D. Aveyron, C 1902, « Forme tenue et observée aux Assemblées des Etats... ».

13) A.D. Aveyron, C 1902, *ibid.*

14) A.C. Millau cc 36, 2^e inventaire. Résumé des résolutions prises aux Etats du Rouergue. 29 décembre 1563.

15) « Etats de Rouergue à Villefranche, décembre 1566 in *Mémoires d'un Calviniste de Millau, introd. et notes de J.L Rigal, Impr. Carrère, Rodez, 1911, p. 141-142.*

16) *Les Etats du Rouergue décident de mettre des garnisons catholiques aux environs de Millau, mai 1569* » in *Mémoires d'un Calviniste, op.cit, p. 191-192.*

17) A.C. Millau, AA 16. Remontrances faites par les consuls de Millau à Monsieur de Chatillon pour l'oppression du peuple, 1586.

18) A.C. Millau, AA 12. « Procès-verbal des Etats Généraux de la province, tenues à Rodez dans le réfectoire du couvent des Jacobins par devant Monseigneur le maréchal de Matignon, lieutenant-général pour le roi en Guienne, assisté de Messire Thomas Delauro, évêque de Vabres. 1-9 février 1596 ».

19) De Gaujal, *Etudes historiques sur le Rouergue*, Paris, 1858, t. II, p. 480-481.

20) J. Bousquet, *op.cit*, p. 15 sq.

21) J. Bousquet, *op.cit*, p. 23-25 et de Gaujal, *op.cit*, p. 368.

22) A.D. Aveyron, C 1902. Mémoires pour le pays du Rouergue sur le fait des Etats dressé de la main de Mr. Dupuy, syndic de la Haute Marche du pays de Rouergue. sans date, mais probablement postérieur à 1597. Voir en particulier l'article 55 qui traite de la suppression des élus et de la confirmation des privilèges de la province, notamment en matière fiscale en vertu des édits de 1548, 1556, 1558 « pour le particulier du païs de Rouergue » et l'année 1582 pour le général de la Guienne ».

23) Y. M. Berce, *Histoire des Croquants*, Le Seuil, Paris, 1986, p. 92-93.

24) A.C. Millau, AA 12. Procès-verbal des Etats Généraux de la province. Séance du 1er février 1596.

25) A.C. Millau, AA 12. Séance du 6 février 1596.

26) A.C. Millau, AA 12, *Ibid.* Séance du 9 février 1596.

27) A.C. Millau, AA 12, *ibid.*

28) A.D. Gironde, C 3804. Bureau des finances et trésoriers de France à Bordeaux. Enregistrement des édits et lettres patentes concernant l'assemblée des Trois Etats de Rouergue de 1596.

29) A.D. Gironde, C 3888. Plumitifs ou registres des expéditions du Bureau de la Trésorerie générale de France en Guyenne concernant les représentations de syndics du Rouergue sur les difficultés qu'on prévoit pour la levée des impositions. 1596. Je remercie M. Valette, directeur des services d'archives de la Gironde de m'avoir permis de consulter ces fonds par l'intermédiaire de microfiches.

30) A.C. Millau, cc 75, 2^e inventaire. Arrêt du Conseil d'Etat au sujet d'une imposition générale à laquelle s'opposaient les communautés du haut pays de Rouergue. 28 juillet 1596.

31) A.D. Aveyron, C 1902. Mémoires pour le païs du Rouergue sur le fait des Etats. Article 60.

32) A.C. Millau, cc 74, 2^e inventaire. Réponse par lettres de commissions du roi sur les refus de payer des Etats. 14 avril 1597.

33) E. Lavis, *Histoire de France*, Paris, Hachette, 1911, T. 6-II, règne de Henri IV et Louis XIII, p. 58-59.

34) Y.M. Berce, *La naissance dramatique de l'absolutisme*, 1598-1661. Paris, Le Seuil, 1992, Coll. *Nouvelle Histoire de la France Moderne* - 3, p. 31-32.

35) De Gaujal, *op.cit.*, T. II, p. 487 et A.D. Aveyron, C 1902. Mémoire contenant les privilèges des Etats et suppression des receveurs en titre d'offices ou élus adressé au Roi. Sans date, mais probablement entre 1609 et 1611.

36) A.D. Aveyron, C 1902. Mémoires pour le païs du Rouergue sur le fait des Etats... Voir le préambule et l'article 57 notamment.

37) A.D. Aveyron, C 1902, Mémoire contenant les privilèges des Etats et suppression des receveurs...

38) De Gaujal, *op.cit.*, T.II, p. 487-488.

39) A.C. Millau, cc 103, 2^e inventaire. « Règlement que le Roy veut estre doresnavant observé aux païs de Rouergue, Quercy, Saintonge, Rivière-Verdun, Agenais, Condomois, Bazadois, Armanhac... 12 février 1611 ». Exemplaire des consuls de Millau.

40) A.C. Millau, AA 17/17. Lettre des consuls de Millau aux consuls de Nant, St Jean-du-Bruel et Cornus, 10 février 1611.

41) Millau réclamait le siège de l'Election de la Haute Marche attribué d'abord à la cité de Rodez dès 1627. Elle finit donc par l'obtenir en 1628.

42) H. Affre, *op.cit.*, article généralité p. 208-209, cour des Aides p. 125, présidial p. 371-372.

43) A.D. Aveyron, BB 12, Délibérations consulaires de la ville de Rodez, 2 septembre 1644, 6 décembre 1644, 23 février 1649.

44) A.D. Aveyron, BB 12. Délibérations du 23 février 1649, 9 et 19 août 1651.

45) J. Delmas, in *Histoire du Rouergue*, Toulouse, Ed. Privat, 197, p. 203-204.

46) D. Hickey. *Le Dauphiné devant la monarchie absolue. Le procès des tailles et la perte des libertés provinciales, 1540-1640*. Grenoble, Edit. d'Acadie, PUG, Moncton, 1993.

**Les autonomies provinciales dans
l'ancienne France, fondements et sens.
Étude de cas : les États de Comminges**

*René SOURIAU**

L'intérêt d'une étude scientifique, c'est de chercher à clarifier une situation, un phénomène, une évolution... En histoire, le travail à exécuter revient nécessairement à tenter d'expliquer une configuration sociale à une époque donnée¹. C'est ainsi qu'une étude de cas, monographique dans son fondement, doit cependant s'insérer dans un contexte général – qui l'éclaire et qu'elle éclaire – afin d'accéder à une signification globale portant sur l'ensemble du corps social à un moment précis. Nous allons essayer de nous tenir à ce projet en cherchant à comprendre quelques mécanismes fondamentaux de la monarchie française, en particulier sa façon d'administrer les peuples à partir d'un observatoire régional privi-

* Université de Toulouse-le-Mirail.

ligié par sa documentation : le Comminges et ses Etats aux XVI^e et XVII^e siècles².

Quels sont les ressorts de cette étude ? Au point de départ, relevons une contradiction, manifeste pour nos esprits rationalistes d'aujourd'hui, et pourtant vécue longtemps sans états d'âme majeurs par les populations et les pouvoirs anciens ; elle tient en deux points de vue fortement distants l'un de l'autre. Retenons, en premier – comme je l'ai fait dans ma recherche – la formule lapidaire, concise et percutante de Georges Pagès, dans les années Trente : « Jamais rois de France ne furent plus puissants que François I et Henri II ». Plus puissants que Louis XIV ? L'historiographie subséquente n'a pas retenu cela, sans mésestimer pour autant la gloire de ces deux princes.

A l'opposé de cette vision de la société française au XVI^e siècle, l'observation d'une carte administrative de la France révèle l'ampleur des autonomies provinciales : au Sud d'une ligne Bordeaux-Genève, rares sont les pays sous administration fiscale directe – régime des pays d'élections ; au contraire les Etats provinciaux, dont la fonction essentielle est de gérer la levée de l'impôt royal, apparaissent comme un corps intermédiaire entre la monarchie et ses administrés. Et ceci est vrai de beaucoup d'autres provinces au Nord de cette ligne, la Bretagne, la Bourgogne, la Normandie...

Où est donc le paradoxe ? Dans les faits ? Dans nos esprits ?

Nous avons pris l'habitude – trop peut-être – de lier puissance du roi et centralisation administrative. Certes, Louis XIII et Louis XIV ne conçoivent pas autrement l'exercice de leur autorité : ils ont renforcé partout les responsabilités directes des

agents de la monarchie, créant même un corps d'intendants – des commissaires permanents – pour mieux contrôler la société. Et nous avons pris l'habitude aussi, à leur suite – trop sans doute – de considérer que dans le doublon souveraineté monarchique absolue, non partageable (Jean Bodin) – liberté des peuples, coutumière, institutionnalisée, la contradiction conduirait en tout temps à valoriser le premier terme au détriment du second. Peut-on ainsi rendre compte du fonctionnement de la société française au XVI^e siècle ? Ce schéma, pertinent vers 1650, l'est-il autant vers 1530-1550 ? Georges Pagès nous invite à y regarder de plus près en fondant l'analyse aussi bien sur le discours monarchique de ce temps, que sur les pratiques administratives dans le royaume.

Il se trouve que les archives des anciens Etats de Comminges, conservées à Toulouse pour l'essentiel, permettent un accès à la fois aux discours, aux volontés, aux exigences de l'Etat central, et aux réactions du corps social. Les délibérations de l'assemblée sont accompagnées d'éléments de procédure très développés : comptes de trésoriers, requêtes de communautés et de particuliers, enquêtes et ordonnances des Etats de Comminges... Cette masse documentaire permet d'accéder à une connaissance de l'opinion publique de ce temps et aux comportements collectifs des différents groupes sociaux. Interrogeons-les pour savoir, d'abord, comment ils concevaient les principes : souveraineté du roi, liberté des peuples ; ensuite les relations entre ces deux pôles de la vie publique. L'hypothèse de départ, c'est qu'il fallait en premier lieu trouver une solution à l'apparente contradiction déjà soulignée : les documents permettent-ils de cerner les termes d'un compromis possible ? Problématique du consensus donc entre des tensions inévitables. Mais comme le Comminges – avec les autres provinces de Guyenne – a perdu en 1622 le statut de pays d'Etats,

il fallait aussi, en second lieu, essayer de décrire les cheminements qui conduisirent à la centralisation administrative : problématique des ruptures dont il faut essayer de voir les enjeux et les développements.

Nous procéderons en trois étapes :

1- L'analyse des fondements institutionnels des autonomies provinciales, leur degré de représentativité, l'étendue de leurs responsabilités, en un mot de leur liberté.

2- L'étude des moyens, des méthodes et des objectifs de la souveraineté monarchique autour de la question de ses agents, de leurs pouvoirs, de leur action ; autour du problème fiscal, donnée majeure des rapports entre le centre (l'Etat) et la périphérie (les provinces).

3- Comment a-t-on géré la contradiction absolutisme-liberté ? où il sera question de la concorde et de la rupture.

I – FONDEMENTS DES AUTONOMIES PROVINCIALES AU XVI^e SIECLE.

Nous avons du mal à entrer dans les schémas organisationnels de la société ancienne, essentiellement pour deux raisons. La première réside dans l'énorme prégnance que la centralisation administrative fait peser sur la société française depuis quatre siècles : il nous est très difficile de penser qu'un Etat ait pu être puissant hors des normes qui lui confèrent la domination sur tous les secteurs de la vie sociale. La seconde raison s'enracine dans notre incompréhension vis-à-vis des formes hiérarchiques de la société ancienne. L'historien pose souvent de fausses questions

fondées sur un égalitarisme rationaliste qui certes a cours de nos jours, mais n'avait pas lieu de cette façon autrefois.

Aussi faut-il essayer de voir, de l'intérieur, comment étaient vécues les notions de représentativité et de responsabilité collective.

I - 1. Représentativité et conscience indente.

René Girard³ montre que ce qui importe le plus aux sociétés, ce sont les procédures de la régulation sociale, celles qui permettent de conjurer la violence intestine. Dans les sociétés anciennes encore fortement compartimentées du point de vue socio-économique, le premier cadre de la régulation se situe au sein de la communauté d'habitants et de ses rapports avec les autres institutions de base que sont la seigneurie et la paroisse. Les problèmes à régler – gestions des terrains, réfection d'édifices publics, de chemins.... – peuvent être appréhendés de tous et il importe davantage de trouver les moyens d'un compromis local que d'affirmer sa puissance en fonction du poids démographique représenté. Ainsi le groupe paysan, assez homogène encore au XVI^e siècle dans le Midi, peut-il considérer qu'il est suffisamment pris en compte lorsqu'il joue, par exemple, d'égal à égal devant la justice lors d'un litige⁴. Chacun a sa voix et tant que les principes juridiques qui agencent inégalement le corps social ne sont pas remis en cause, les règles ordinaires d'arbitrage et de justice permettent de maintenir un consensus global.

Pouvons-nous transférer ce schéma étroitement local à un niveau provincial voire national ? L'organisation des Etats généraux, de provinces comme du royaume, selon la structure des ordres, semble l'indiquer. Encore faut-il vérifier ce que cela implique concrètement et si des identités plus larges peuvent ainsi se construire.

Les archives des Etats de Comminges manifestent constamment l'idée de corps, forme que prend alors l'identité provinciale. Notre comté, quasiment indépendant aux origines vers le X^e siècle et durablement libre de ces mouvements dans l'histoire méridionale⁵, a été rattaché à la couronne en 1454. Il a conservé de ce passé une forte conscience « patriotique » qui l'oppose surtout au Languedoc, bien qu'il soit dans le ressort du Parlement de Toulouse et dans celui de la Cour des Aides de Montpellier. Il s'affirme membre de la Guyenne, mais surtout entité provinciale propre, lié directement à son roi devenu comte dans le pays après le décès de Mathieu de Foix, le dernier des comtes héréditaires du Comminges. Cette perception du « corps mystique » du comté est admise de tous : nous le trouvons même, au moment d'une crise violente, sous la plume du syndic des villages alors qu'à cette époque il n'est pas membre des Etats. L'indépendance est affirmée, elle ne repose pourtant pas sur les règles de représentativité que nous jugerions, nous, indispensables. Prudence cependant, nous allons voir pourquoi.

Aux Etats de Comminges comme dans toutes les autres assemblées d'Etats, le clergé jouit d'une représentation, la première dans l'ordre hiérarchique. Elle est peu nombreuse ici : l'évêque de Couserans – siège de Saint-Lizier – est le président-né des Etats ; son collègue de Lombez préside lorsque l'évêque du haut-pays est absent. Puis viennent les représentants de cinq abbayes, les principales du pays, mais l'ordre de Malte n'est pas présent alors qu'il est possessionné et seigneur en Comminges, pas plus que les curés de villages.

La noblesse est beaucoup mieux représentée : parmi la centaine de familles nobles que compte le pays, une soixantaine a

droit de séance, sans doute en raison de ses pouvoirs judiciaires ; vingt à vingt-cinq participent activement au débat local.

Quant au Tiers État, seules les villes – douze – ont droit de séance. Les paysans sont exclus de la représentation au nom de principes selon lesquels le plat-pays est suffisamment représenté par ses tuteurs ordinaires, les seigneurs, et par les représentants des villes chefs des neuf châtelainies commingeoises. S'en accommodent-ils ?

Oui et non, car pour eux, ce n'est pas affaire de principe. Pendant toute la période étudiée – de 1540 à 1630 environ en raison de l'abondance des archives – les communautés villageoises participent intensément à la vie des États par les multiples délégations qu'elles envoient lors des sessions : vingt, trente et jusqu'à soixante communautés – sur 330 que compte le pays – viennent régulièrement présenter une requête à l'assemblée. Cette pratique indique une reconnaissance réelle d'une institution, d'ailleurs itinérante, proche des populations. L'absence de représentation spécifique ne paraît pas généralement une gêne et encore moins un déni de justice : les requêtes sont étudiées, les États y répondent selon leurs moyens ; un dialogue constant est ainsi maintenu.

Sauf en une occasion cependant. Vers 1530 se pose un problème grave dans la répartition de l'impôt en Comminges : l'équité, fondement du consensus social, n'est plus respectée, l'essor économique ayant profité beaucoup plus au bas-pays des collines gasconnes qu'aux zones de montagne. Celles-ci se trouvent surchargées et, dans un bel acte de solidarité « patriotique », les États admettent une procédure de révision de l'assiette de la taille. Le roi l'autorise en précisant qu'il n'y aurait pas de changement dans le montant du prélèvement, ce qui signifiait que la

décharge des uns se transformerait en surcharge pour les autres. Personne n'avait imaginé les bouleversements qui allaient en découler : cent-huit villages du bas-pays – un tiers du total des communautés – se sont retrouvés avec un accroissement de leur quote-part fiscale de 30 % et plus. Était-ce acceptable ?

Un syndicat de villages s'est constitué. Il a obtenu le soutien de la noblesse, inquiète peut-être pour ses propres revenus étant donné l'ampleur des changements et du mouvement. Il s'est opposé aux villes, toutes bénéficiaires dans la réforme. Il a fait intervenir le Conseil du roi : ce dernier a cassé la procédure et ordonné une nouvelle enquête sous l'égide de la Cour des Aides de Montpellier. Cette fois, chacun s'est incliné devant la décision d'une cour souveraine, mais, entre temps, villes et villages ont eu un autre objet de conflit, l'impôt des villes closes⁶ que les petits bourgs commingeois ne peuvent supporter. Un autre syndicat de villages se forme. Le pays est au bord de la rupture mais la référence au « corps mystique » a joué dans le sens d'une procédure d'arbitrage. Un avocat toulousain, futur juge royal du Comminges, a élaboré les termes d'un compromis où se manifeste un grand sens politique dans le comté : les paysans ont accepté une répartition égalitaire de toutes les charges, fiscales et militaires, qui seront imposées au pays ; et les Etats ont admis de convoquer en séance, avec voix délibérative et « opinative », c'est-à-dire pleine et entière comme pour les autres membres de l'assemblée, un syndic des villages, celui qui menait le mouvement à la date de cet accord en 1553⁷.

Résultat remarquable qui montre à la fois la souplesse des institutions anciennes capables de s'élargir à un nouveau membre en raison de la conjoncture⁸, et la capacité des populations à agir pour se faire dire droit. Le droit d'association leur est reconnu

dans ce cas ; il est le moyen d'expression d'intérêts collectifs menacés, et la monarchie ne leur affecte pas, de ce temps, la présomption de trouble contre l'ordre public : question obscure sur le plan juridique que l'historiographie n'a pas encore abordée.

En somme, les questions de représentativité ne sont pas la pierre sur laquelle viendraient achopper ou se cristalliser les conflits : les identités des groupes sociaux parviennent à s'exprimer hors des normes strictes de leur représentation dans les institutions – les archives commingaises conservent la trace d'une dizaine de syndicats de communautés au XVI^e siècle. D'autre part, ces identités corporatives savent converger autour de l'idée d'une identité globale parce qu'il est de toute nécessité, impératif, de vivre en paix dans le corps du comté, quelle que soit l'importance des divergences d'intérêt. Belle leçon d'autonomie provinciale en action.

I - 2 . Responsabilités régionales.

Les Etats provinciaux, comme les Etats généraux du royaume, ont été créés dans les derniers siècles du Moyen Age en fonction des besoins du roi et de féodaux qui les ont réunis. – Besoin d'aide en particulier sur le plan fiscal –. Il en reste, au Temps modernes, que la raison d'être principale des Etats provinciaux, c'est la gestion de l'impôt au profit du roi. Ceci signifie repartition équitable comme on l'a déjà vu à propos de la querelle précédemment citée ; et organisation de la levée. En Comminges, comme dans les autres pays d'Etats, le prélèvement est confié par contrat à un trésorier; celui-ci est un véritable banquier de l'assemblée et du pays puisqu'il est de son devoir de payer aux quatre termes les sommes dues aux caisses royales et de faire payer ensuite les contribuables. Sa comptabilité est remarquablement

tenue ; lors des sessions, une commission des Etats vérifie les comptes, et, d'une façon générale, l'assemblée fait respecter les règles du prélèvement.

Certes, les Etats votent l'impôt. Mais, au XVI^e siècle, il y a bien longtemps que ce vote est impératif ; il donne malgré tout au pays l'occasion de rédiger une réponse en forme de doléance que les généraux de Finances enregistrent : remonte-t-elle jusqu'au Conseil ? C'est le cas des doléances annuelles des Etats de Languedoc, mais on ne peut savoir s'il en est de même pour toutes les assemblées.

La gestion fiscale occupe une partie du temps des sessions. Le reste est employé pour les affaires du pays : le privilège accordé par le roi aux Etats de Comminges le reconnaît expressément. Les Etats ne peuvent siéger que sur convocation royale ou de ses officiers, mais c'est alors, pour eux, l'occasion de débattre des intérêts généraux de la province : la défense des privilèges surtout en temps de paix – l'exemption de la gabelle en particulier ; la gestion des méfaits de la guerre à la fin du siècle – solde des garnisons royales, recrutement et entretien des garnisons locales après 1580 ; reprise des villes occupées par les Huguenots...

Au total, l'activité de l'assemblée est considérable à la fin du XVI^e siècle.

Outre les sessions, nombreuses, elle fait reposer sur ses syndics – deux pour chacun des ordres – une charge publique très importante. Les comptes de vacations au profit du pays donnent un emploi de l'ordre d'une centaine de jours pour les syndics de la noblesse et de 150 à 200 jours pour ceux du Tiers État. Ceux du clergé sont beaucoup moins actifs.

L'analyse des archives des Etats de Comminges montre l'existence d'une institution puissante, active, bien enracinée dans le paysage politique et administratif local. Ce n'est pas (encore) une assemblée en trompe l'oeil : ses responsabilités sont importantes et un personnel qualifié, compétent et parfois généreux⁹ prend en charge les destinées collectives.

II – LE POUVOIR SOUVERAIN.

Ce pays commingeois dont la conscience identitaire ne peut pas être mise en doute au XVI^e siècle sait aussi qu'il appartient à un cercle plus vaste, celui de la monarchie française. Et nous avons la preuve qu'il y adhère tout aussi consciemment qu'à l'idée de corps mystique régional, cadre essentiel de son existence. Deux exemples :

- Le premier provient de paysans qui, en 1557, font des prières pour que leur roi l'emporte sur ses ennemis. On est au lendemain du désastre de Saint-Quentin.
- Le second, quelques années plus tard, en 1588, émane du chef d'une des grandes familles de la noblesse commingeoise, un D'Orbessan, seigneur de Labastide-Paumès, petit-fils de syndic et futur syndic lui-même. A son retour d'un pèlerinage à Saint-Jacques-de-Compostelle, il est molesté par des agents du roi d'Espagne à la frontière du Val d'Aran. Il s'en plaint aux Etats et dit que l'affront qui lui a été fait provient de son identité de « français », c'est le terme qu'il emploie.

Témoignages sans doute frappants, mais il importe surtout de voir comment se comportait la société locale à l'égard de la monarchie et de ses agents.

II – 1 – Reconnaissance des pouvoirs souverains.

Pendant toute son existence, l'assemblée se montre très respectueuse de la légalité constitutionnelle. Seuls le roi et ses officiers peuvent convoquer les Etats : sur les trois cents sessions qui sont conservées dans le fonds de Comminges, je n'ai trouvé qu'un cas de légitimité douteuse à propos de la convocation : le greffier a refusé de confectionner le rôle des frais de cette assemblée. Dans tous les autres cas, le pays a toujours obtenu un acte de convocation en bonne et due forme, même dans les circonstances d'urgence : prises de villes par exemple. L'obéissance due au roi est une valeur respectée.

Plus significative encore du respect de la souveraineté monarchique est l'obéissance fiscale. Jusqu'au règne d'Henri II, quel que soit le montant du prélèvement et quelles que soient les récriminations de l'assemblée, le pays a payé scrupuleusement toutes les sommes imposées¹⁰. Sans doute faut-il relativiser : au point de départ, sous François I, l'impôt royal est faible, l'équivalent d'une poule par an pour un micropropriétaire d'un à deux hectares de terre. La croissance de l'impôt est donc supportable et ceci est à prendre en compte.

Enfin l'obéissance se mesure aussi en temps de guerre à l'effort fait pour lutter contre les Huguenots. Dès 1562 et les menaces sur Toulouse, les Commingeois ont été mobilisés. Ils ont fourni quantité d'hommes – 3000 semble-t-il en 1562 – nourri et logé les troupes à l'étape, ceci sans récriminations générales alors qu'ils savent dénoncer les exactions de la soldatesque. Le sens de

l'Etat et des devoirs envers le roi est un patrimoine culturel partagé de tous. Et l'obéissance rejaillit alors sur les officiers royaux puisque ce sont essentiellement les ordonnances de Monluc et de ses successeurs à la tête de la Guyenne qui définissent le fardeau militaire ainsi que ses conséquences financières.

II - 2 . L'allégeance des organisations syndicales.

Nous avons déjà rencontré ces institutions extraordinaires que sont les syndicats. On pourrait imaginer que, la contestation aidant, une certaine distance serait susceptible de s'instaurer vis-à-vis des institutions souveraines. Il n'en est rien : ces organismes ne sont pas révolutionnaires. Au contraire, le syndicat des villages de 1545 n'hésite pas à recourir à l'arbitrage royal et l'écoute est favorable.

Mais l'exemple le plus significatif dans ce cas est celui de la Ligue campanère vers 1590-91. C'est un mouvement paysan d'autodéfense, organisé pour lutter contre les actions de bandes qui, sans couleur de religion, pillent la province catholique. Nous sommes dans une période sombre où les Commingeois, fidèles catholiques, ne reconnaissent pas leur roi protestant. Les militants campanères ne cherchent pourtant pas à s'écarter des cadres ordinaires du pouvoir. Ils reconnaissent la structure hiérarchique de la société, acceptant de payer aux clercs et aux nobles les droits qu'ils leur doivent. Institution hors du commun certes mais qui ne se conçoit pas comme dérogeant à la constitution – la coutume – qui régit la société. Et comme ils n'ont pas alors de roi – selon leur point de vue – ils en réfèrent aux instances souveraines qui représentent à Toulouse la Ligue (nationale) : le Parlement définitivement ligueur après l'assassinat de Blois, et le marquis de Villars, gouverneur de Guyenne au nom de la Ligue. Les paysans

de la Ligue campanère demandent au Parlement et au gouverneur d'homologuer les statuts qu'ils se sont donnés ; ils font consciemment référence aux pouvoirs souverains que ces derniers détiennent, et aussi bien le Parlement que le marquis de Villars autorisent le mouvement, alors qu'il s'agit pourtant d'une organisation para-militaire.

Ces exemples convergent tous vers l'expression d'un loyalisme sinon monarchique, du moins institutionnel, sans faille – Henri IV est protestant, il n'est pas question de lui obéir, mais on attend un bon roi catholique ; momentanément, c'est aux instances souveraines qui subsistent qu'on s'adresse en 1590. Respect du pouvoir d'Etat, même quand il paraît en décomposition totale, mais le sens politique introduit la différence entre la conjoncture – rejetée dans la personne du roi protestant – et la coutume constitutionnelle à laquelle on continue d'adhérer comme au fondement même de l'édifice social : belle leçon qui corrige quelque peu une vision péjorative de l'anarchie qui règne alors. La France est divisée, elle ne perd peut-être pas tout à fait le sens de son unité fondamentale. C'est autour du principe de souveraineté que se constitue cette unité.

III – DÉBOIRES ET DÉSILLUSIONS.

Reste à envisager, dans son évolution, le rapport entre ces notions contradictoires que sont l'affirmation de la liberté des sujets et le développement de l'absolutisme.

Trois temps règlent cette phase de la vie politique commingeoise :

- celui du compromis somme toute harmonieux,
- celui de la rupture sous Henri III,

– celui enfin des échéances institutionnelles avec la création de l'Election de Comminges.

III - 1 - Première époque : le temps des compromis.

Malgré son aspect paradoxal, il faut reconnaître que la conciliation des contradictoires a duré longtemps. Les populations vénèrent leur roi : c'est évident sous Henri II. Les archives sont moins abondantes sous François I, à moins que le prénom du roi donné à beaucoup de jeunes à l'époque ne soit un indice convaincant.

L'obéissance au monarque et à ses agents est un principe absolument respecté, la gestion fiscale le prouve, même lorsque le roi ne suit pas les règles coutumières en la matière : c'est le cas pour la « solde » ou « impôt des villes closes », réparti sous l'autorité des juges de sénéchaussées et non des Etats¹¹. Il n'y a pas eu de protestation contre cette procédure. L'impôt est l'affaire du roi, il faut s'y soumettre.

Comment une telle soumission peut-elle s'expliquer ? Sans doute faut-il prendre en compte pour cela l'effort de communication que fait la monarchie elle-même. En effet, le texte des commissions, pour la levée de la taille en particulier, sont des documents d'information du pouvoir destinés aux sujets. Henri II – ou son entourage – soigne spécialement leur confection, décrivant par exemple, en 1557, le désastre de Saint-Quentin. Le roi y valorise évidemment sa politique, il en explique les ressorts, dénonce les obstacles extérieurs – « l'empereur notre ennemi » – fait jouer les vieux réflexes féodaux en demandant l'aide des sujets pour assurer la puissance et la gloire de leur prince. Dans les pays d'Etats où ses commissions sont lues publiquement au début de l'assemblée, ce moyen de communication peut avoir son

efficacité ; encore faudrait-il pouvoir le vérifier ailleurs qu'en Comminges.

Plus importante sans doute encore pour expliquer l'adhésion et la fidélité des sujets est la reconnaissance de leurs droits. La préoccupation du gouvernement semble se borner alors à une bonne gestion fiscale. Pour le reste, la société est libre et les pays d'Etats goûtent particulièrement cet avantage. Dans l'un de ses discours à l'ouverture des Etats – il parle après les commissaires – le procureur du roi auprès du juge de Comminges vante les mérites de ces institutions où tout se règle par conseil, les intéressés prenant part à la délibération¹². Robert Mandrou traitant des révoltes populaires au XVII^e siècle¹³ remarque le sentiment de leur dignité qui anime les rebelles lorsqu'ils ont l'impression que l'administration bafoue leur droit. Nous avons déjà rencontré le sens profond des responsabilités qui anime la société locale au XVI^e siècle : les Commingeois se sentent responsables pour une part de leur destin ; c'est leur fierté de sujets dignes et loyaux de leur prince.

Responsables pour une part seulement, et nous en arrivons sans doute à la raison essentielle de leur adhésion à l'absolutisme monarchique, modèle XVI^e siècle. Il s'agit en fait d'un échange de services : l'Etat d'autrefois était perçu comme Etat de justice et finance. La Finance, c'est l'affaire du roi : il y est libre de ses mouvements. Mais la justice est un service inestimable rendu à la société. Celle-ci veut vivre en paix et pour cela il faut un arbitre extérieur. Le roi, souverain justicier, est celui qui, par ses divers tribunaux, permet le maintien de la concorde civile. Il dit le droit et complète la loi en le disant : l'exemple commingeois semble montrer que là est l'essentiel de la gestion harmonieuse du paradoxe relevé. D'où la grande, l'immense estime pour le Parlement

de Toulouse, « la suprême cour de Parlement » ; ce sentiment ne traverse-t-il pas les siècles jusqu'à expliquer – en partie au moins – au XVIII^e siècle pourquoi les parlements s'estiment les défenseurs naturels du droit des gens ? Toute société a besoin de garants. Le roi est le garant de la stabilité sociale : est-ce de là que viendrait la rupture lorsque l'Etat, au cours des guerres de religion, fait faillite sur ce point ? L'hypothèse devait être formulée, elle ne se vérifie pourtant pas.

III – 2 – Dérèglement et déconfiture : deuxième et troisième temps.

Bien évidemment, c'est sur le plan fiscal que s'est révélée la rupture, assez tardivement, sous le règne d'Henri III. Malgré son incapacité à préserver la paix civile, l'Etat est resté une valeur cardinale : les Commingeois dénoncent en 1562 les fauteurs de trouble et volent au secours de leur roi pour rétablir l'obéissance dans le royaume. Le scandale religieux de la Réforme apparaît encore secondaire ; le plus grave, c'est le scandale politique de la rébellion. Jusqu'en 1577, aucun véritable conflit n'a surgi entre l'assemblée et le gouvernement. Cette année-là sont créées deux « crues de la taille » qui sentent par trop l'expédient financier¹⁴ : pour la première fois de leur histoire sans doute les Etats refusent de les asseoir.

Plusieurs hypothèses peuvent jouer pour expliquer ce geste, renouvelé les années suivantes et aggravé encore en 1583 lorsque le roi veut modifier la forme des commissions fiscales. Le contexte est largement explicatif. Henri III a eu le malheur de régner à l'époque de la plus forte inflation monétaire du XVI^e siècle. Quand on consulte les mercuriales, c'est entre 1560 et 1580 environ que les prix augmentent le plus rapidement. Or les

impôts restent fixés sur une base – quatre millions de livres – fixée en 1538, sous François I. Le manque à gagner du Trésor est évident, mais comment franchir cette barre des quatre millions de livres sans être accusé de tyrannie ? Le Parisis est un expédient ; l'acte de 1583, relevé par Clamagérant dans son *Histoire de l'impôt en France*, visait, sous un aspect anodin, à bouleverser complètement le cadre de la levée de l'impôt. Le gouvernement en effet invoquait la rationalisation pour fondre en une seule commission la taille et ses crues : c'était faire sauter le verrou de la taille à quatre millions de livres ; les Etats de Comminges et tous ceux de Guyenne refusèrent la nouvelle forme de ces commissions et séparèrent – illégalement – l'ordinaire des quatre millions des crues dont on voulait ainsi, en haut lieu, faire disparaître la mention.

La conjoncture monétaire était défavorable à Henri III. La conjoncture politique ne valait pas mieux pour la monarchie. Les Etats généraux de Blois, en 1576, avaient refusé tout effort financier et marqué la présence de la Nation à côté du roi.

D'autre part, les conflits s'éternisant, les assemblées d'Etats – c'est évident en Comminges – prenaient de plus en plus de responsabilités et d'autorité : les Etats de Comminges étaient ainsi devenus de vrais chefs de guerre, étant donné la carence du gouverneur de Guyenne à protéger le pays. Perversion des institutions..., l'autorité du roi ne pouvait que s'en trouver affaiblie : la décision d'un coup de force fiscal, si justifié soit-il d'un point de vue gestionnaire, venait bien mal. Et la désobéissance s'instaure.

Mais à l'opposé, le roi était en train de développer le système qui va permettre un premier essor de la centralisation, la multiplication des offices.

Les bureaux de Finances sont constitués en 1577 et, désormais, la collégialité entre des officiers plus nombreux s'affirme à la tête des généralités. Ces instances voient leur pouvoir de contrôle sur leur circonscription renforcé : dès 1584-85, au Bureau des Finances de Guyenne, ce n'est que récriminations contre les syndics des Etats qui se perpétuent, contre les assemblées rebelles à leur prince... La rupture est consommée entre les institutions d'autonomie telles les Etats provinciaux et les officiers du roi. Un autre modèle de gestion de la société surgit dans leur tête : il faut plier les populations à l'obéissance et pour cela réduire ces corps intermédiaires qui paralysent le projet central.

C'est dès le règne d'Henri IV que cette idéologie acquiert son agressivité. En 1600, une commission d'enquête est confiée aux généraux de Finances de Guyenne auprès de différents pays d'Etats avec pour objectif de les ranger définitivement à l'obéissance. Les offices de trésoriers des Etats sont supprimés et remplacés par un receveur royal. En 1603, sont créées huit élections en Guyenne avec la mission de gérer la fiscalité à côté des Etats provinciaux. Le gouvernement hésite encore, malgré tout, sur la voie à suivre : les nouveaux élus tardent à s'installer : les Etats de Comminges quant à eux ont racheté les offices pour éviter qu'ils ne soient vendus à des particuliers. Après l'assassinat du roi, la régente, de mauvaise grâce certes, supprime les élections de Guyenne.

Ce n'est que partie remise. En 1622, Louis XIII est en Languedoc, menant le combat contre les Protestants. Il publie un nouvel édit créant dix élections en Guyenne : celui-ci est immédiatement enregistré par la Cour des Aides de Montpellier et par le Bureau de Finances de Guyenne. Ces offices sont aussitôt vendus – le roi a besoin d'argent – et, dès 1623 en Comminges, ce sont les Élus et non les Etats qui font la répartition de la taille.

CONCLUSION :

Le compromis s'est transformé à la fin du XVI^e siècle en tension puis crise violente portant en elles la disparition des Etats provinciaux. Certes, ils n'ont pas été abolis partout, mais la décennie 1620-30 voit se mettre en place une politique hostile à l'autonomie administrative des provinces. Même les puissants Etats de Languedoc sont menacés. En fait, ceci révèle que, face aux besoins grandissants de l'Etat central, il était de plus en plus difficile d'obtenir la collaboration des sujets. Le projet national l'emporte sur la liberté des peuples, et on comprend que derrière les révoltes antifiscales qui marquent le second quart du XVII^e siècle, c'est bien un sentiment de dignité bafouée qui anime les mouvements : lutte de deux visions opposées de la société, l'une centrée sur l'ambition nationale – c'est-à-dire internationale –, l'autre sur des équilibres de pouvoir qui ne sont plus de saison. Le principe de souveraineté absolue du roi auquel se réfère de tout temps l'ancienne société permet au gouvernement d'avoir le dessus dans ce conflit dès le début du XVII^e siècle.

NOTES

1) Au sens de Norbert ELIAS, *La société de cour*. Paris, Flammarion, Voir Préface de Roger CHARTIER, Coll. Champs. p. X.

2) Le dossier complet de cette recherche – thèse d'Etat – est publié sous les références suivantes : René SOURIAU, *Décentralisation administrative dans l'ancienne France. Autonomie commingeoise et pouvoir d'Etat 1540-1630*. Toulouse, Les Amis des Archives de la Haute-Garonne, 1992.

3) Dans « *La violence et le sacré* » en particulier.

4) Les archives commingeoises conservent beaucoup d'indices de procès entre seigneur et communautés, à propos de la nobilité des terres, des droits seigneuriaux contestés....

5) Voir à ce sujet Ch. HIGOUNET, *Le Comté de Comminges de ses origines à son annexion à la couronne*. Toulouse – Paris, 1949. 2 vol. in-8°.

6) Cet impôt déjà pratiqué sous François I pour la solde de l'armée, prenait en considération la large exemption des villes vis-à-vis de la fiscalité royale. En Comminges, les villes n'étaient que des petits bourgs et, dans un pays de taille réelle, elles n'étaient pas privilégiées. D'où leur volonté, lorsqu'Henri II lève durablement cet impôt extraordinaire, d'en élargir l'assiette. Les 56 villages concernés ne l'entendaient pas ainsi.

7) Signe d'un fonctionnement consensuel sinon démocratique, les archives conservent la procédure d'approbation de cet accord par les villages : un délégué des Etats et le syndic des villages ont sillonné le Comminges pendant trois mois pour faire signer l'acte d'arbitrage par les consuls responsables des communautés. L'égalité dans la répartition, selon les facultés de chacun, fut désormais toujours respectée.

8) A la mort d'Arnaud Maigné, le syndic des villages (1574), les Etats ne jugèrent pas nécessaire de créer un nouveau syndic des villages : il n'y eut pas de protestation de la part de ces derniers.

9) On pourrait citer ici beaucoup de syndics. Je retiendrai seulement le cas du seigneur de La Ylhère, syndic de 1576 à 1596, représentant du pays aux Etats de Blois et qui fit un jour voter à l'assemblée un acte reconnaissant que la noblesse devait payer toutes les charges fiscales pour les terres roturières qu'elle possédait.

10) Sous Henri II, la fiscalité directe a triplé par rapport au règne précédent. La mort du roi a ramené l'impôt au niveau où il était sous François I, mais avec les guerres, la nécessité de solder les troupes a conduit par

exemple en 1569 à un quintuplement du prélèvement. Les comptes des trésoriers montrent sans contestation possible que ces sommes ont été payées.

11) Ceci est vrai aussi bien pour le Languedoc que pour le Comminges. Celui-ci faisant partie de la sénéchaussée de Toulouse, les représentants des villes commingeoises sont convoquées par le juge mage en compagnie de ceux des villes du diocèse de Toulouse qui dépendent de sa juridiction.

12) A.D. Hte Garonne, C 3613- janvier 1584... « de tant qu'il se promet beaucoup de telles assemblées quand toutes choses y sont arrêtées avec justice et équité sans aucune affection désordonnée... » Discours quelque peu idyllique, mais qui marque un état d'esprit.

13) *Revue historique*. 1969, a. 93, t. 242 n° 491, p. 29-40.

14) La crue du Parisis en particulier jouait sur le fait que la livre parisis était plus forte d'un quart que la livre tournois : c'était faire passer la taille de quatre à cinq millions de livres. Il n'y a pas à ma connaissance d'étude générale de cet épisode, important entre tous, me semble-t-il, s'il devait révéler une rupture générale dans le royaume.

Le conflit des ordres et la représentation provinciale en Dauphiné au XVII^e siècle. Des états aux assemblées de pays

*René FAVIER**

L'année 1628 fut, dans l'histoire des institutions dauphinoises, une année décisive. En mars, un premier édit établissait dans la province dix sièges d'élection. En juillet, les Etats étaient suspendus¹. Tout en s'interrogeant sur la passivité des Dauphinois face à ce coup de force, on a souvent voulu voir dans ces événements la fin brutale des libertés provinciales. Les choses en réalité sont plus complexes. D'abord, parce qu'avant 1628, l'union des ordres ayant été brisée, la défense des Etats n'était plus un objectif unanimement partagé par tous. Ensuite parce que la suspension des Etats ne mit pas fin immédiatement à toutes les formes de représentation provinciale².

* Université Pierre Mendès France, Grenoble II.

1 – Les ordres et les Etats au début du XVII^e siècle

L'importance et la diversité des compétences des Etats dauphinois avaient certes de quoi rassembler les habitants de la province pour la défense de leurs privilèges. Réunies annuellement, ces assemblées n'avaient pas pour seule fonction de donner leur consentement à l'impôt. Elles en assuraient également l'administration en dressant la « parcelle » de la province. Par ailleurs, elles avaient ordinairement celle de la ferme du sel qu'elles disputaient souvent avec succès aux financiers. Enfin, et l'importance n'était pas mince dans une province frontalière, elles avaient en charge depuis le début du XVI^e siècle la répartition des charges militaires et l'administration des étapes pour régler et « polir le passage des gens de guerre ». Lorsqu'une troupe traversait la province, les Etats avaient ainsi pouvoir de mandater un commissaire, désigné généralement dans la noblesse, pour « mener » les soldats, et « faire bon ordre et police »³.

Sur tous ces plans il est vrai, depuis la fin du XVI^e siècle, l'autorité du roi et celle de Lesdiguières, le lieutenant général dans la province, avaient eu tendance à restreindre la compétence des Etats. Dès 1595, ils avaient perdu l'administration de la collecte de la taille au profit de la chambre des comptes. En 1622, ils avaient dû abandonner de même une partie de l'administration de la ferme du sel. La même année, Lesdiguières avait aussi pour la première fois passé contrat avec un étapiier, au lieu d'en laisser la responsabilité aux commis du pays⁴. A cet effritement progressif de la compétence des Etats, la difficile union des ordres de la province n'était sans doute pas étrangère. Deux facteurs y contribuaient : la composition même des Etats qui assurait une prééminence considérable aux privilégiés ; le conflit qui s'était élevé depuis la fin du XVI^e siècle sur la question de la répartition des tailles.

La place des ordres dans les Etats

La prééminence des deux premiers ordres se manifestait d'abord par le nombre et la qualité de ceux qui pouvaient siéger. Tous les seigneurs ecclésiastiques et laïcs ayant juridiction étaient convoqués, avec à leur tête les quatre barons représentant les seules lignées survivantes des nobles qualifiés en 1349 lors du transport de la province à la couronne. Au total, ils constituaient en droit une écrasante majorité. Aux Etats de 1598, 75 % des lettres de convocations étaient adressées à des privilégiés, 83 % à ceux de 1608⁵. Cette prééminence se manifestait également par les fonctions remplies. L'évêque de Grenoble assurait la présidence, et le procureur des Etats était obligatoirement noble. Or cette charge était capitale dans le fonctionnement des Etats. C'était le procureur qui animait les débats, proposait les affaires à traiter, était chargé de poursuivre celles-ci en dehors des sessions et de défendre les droits du pays. Aussi, presque toujours appartenait-il aux principales familles de la province, particulièrement aux familles Servien (Antoine Servien, père d'Abel) et de Lionne (Hugues de Lionne).

Le Tiers au contraire était plus faiblement et plus irrégulièrement représenté. Si depuis la fin du XIV^e siècle, des députés des villes avaient été invités à siéger (quatre « bonnes villes » tout d'abord – Embrun, Grenoble, Romans et Vienne –, progressivement huit puis dix au milieu du XVI^e quand vinrent s'ajouter les consuls de Valence, Die, Crest et Briançon, puis Montélimar et Gap), dans le monde rural, seules les communautés du domaine royal pouvaient désigner leurs députés (souvent le châtelain), alors que les communautés non domaniales n'étaient représentées que par leur seigneur. En 1613, le commis des villages, Claude Brosse avait bien demandé qu'en l'absence des seigneurs « banerets », leurs châtelains aient droit d'entrée aux Etats et voix

délibérative, mais sa demande avait été repoussée. Au mieux, ces communautés pouvaient-elles présenter des requêtes aux Etats.

Cette inégalité dans la représentation était il est vrai corrigée par la très inégale participation des différents ordres. Beaucoup des privilégiés ne venaient pas malgré l'obligation qui leur était théoriquement faite. En 1594, ils n'étaient que 57 présents, et 44 seulement en 1599. Dans la réalité, les représentants du Tiers qui avaient souvent davantage à attendre des Etats se trouvaient ainsi aussi nombreux, voire plus nombreux que ceux des deux premiers ordres (respectivement 55 et 92 en 1594 et 1599)⁶. Mais le mode de scrutin ne permettait pas de profiter de cette présence numériquement supérieure. En certains cas, le vote se faisait certes par tête, « suivant la pluralité des voix », ou « unanimement, nul discrétant ». Mais c'était seulement lorsque les affaires étaient simples et ne comportaient pas d'enjeux majeurs. Pour les affaires « de grand poids et conséquence », le vote se faisait par ordre. Dans ces cas, selon une transaction intervenue en février 1554, les voix de deux ordres ne pouvaient certes pas à eux seuls constituer la majorité. Mais la même transaction stipulait que la majorité était atteinte lorsqu'une seule voix d'un ordre rejoignait l'opinion des deux autres ordres. Autrement dit, « il suffisait d'une seule voix dissidente parmi les délégués du tiers état pour qu'une conclusion des deux autres ordres soit adoptée⁷. Malgré les précautions prises pour s'accorder entre députés du troisième ordre, il leur était difficile de s'opposer aux positions défendues par le clergé et la noblesse.

Les ordres et le conflit des tailles

Entres ces ordres si inégalement représentés aux Etats, le conflit des tailles constitua un terrain d'affrontement particulièrement violent. Le conflit avait d'abord été interne au Tiers. Au cours du XVI^e siècle, l'importance des transferts fonciers réalisés

aux dépens des campagnes avait cristallisé les oppositions entre citadins et habitants des villages. Les premiers, lorsqu'ils étaient possesseurs de fonds à la campagne, refusaient de se laisser taxer pour ces biens dans les villages, prétextant qu'ils étaient déjà imposés au lieu de leur domicile. « On coutisoit l'habitant du lieu pour tous ses biens qu'il avoit en la province en quelque part qu'ils fussent situez : sçavoir un habitant roturier de Grenoble payoit à Grenoble tant seulement, encore qu'il eut des biens à Valence, à Romans, à Vienne ou ailleurs »⁸.

Le conflit changea de sens au lendemain des grandes révoltes de 1579-1580 quand les communautés paysannes obtinrent par les Conventions de Romans du 14 octobre 1583 un compromis avantageux, les habitants des villes étant alors contraints de contribuer à la taille dans les villages « pour le bien qu'il y a acquis de l'habitant depuis l'an 1518 »⁹. Dès lors, la cause des bourgeoisies urbaines, contraintes de participer aux charges fiscales dans les campagnes, rejoignit celle des villages. Protestant contre la hausse de la fiscalité, l'importance des achats de terres effectués par les nobles au cours des guerres de religion, la multiplication des anoblissements et des exemptions, le Tiers essaya d'obtenir, par la cadastration des terres, une participation des deux premiers ordres à l'impôt.

Les Etats furent naturellement l'un des lieux privilégiés de ces affrontements. Systématiquement, le Tiers y rencontra l'opposition des privilégiés. Toutes ses tentatives pour obtenir des amendements à la politique fiscale y furent rejetées ou reportées. Evêque de Grenoble de 1607 à 1619 et à ce titre président des Etats, Jean de la Croix de Chevières, ancien avocat général du parlement, fut en particulier un de ses adversaires les plus implacables. Pierre Scarron, son successeur, ne fut pas d'une souplesse beaucoup plus grande. La harangue qu'il prononça lors de l'ouverture des Etats à Grenoble le 13 avril 1627 soulignait son atta-

chement à la hiérarchie stricte des Ordres, et aux charges et privilèges qui étaient leur marque. A l'ordre ecclésiastique, « le premier par l'honneur de son caractère » dont les desseins n'avaient « pour mouvemens que l'avantage de leurs prochain », à la noblesse, « vray appuy de l'Estat, le nerf de la royauté », s'opposait « le Tiers Ordre ». Celui-ci, soulignait-il, « comme plus voisin de la terre, est aussi plus sujet à s'altérer ; il a néanmoins toujours fait paroistre dans la bassesse de sa fortune la gloire de son obéissance. Mais comme un corps malade et intempéré, les parties les plus foibles ont plus de ressentiment des accidens qui luy arrivent ; ainsy, estant le plus foible de tous les ordres, il souffre des effects principaux du désordre de l'Estat »¹⁰.

La puissance des Etats se ressentait de ces affrontements. Déjà, en 1601, la division des ordres avait pu faire craindre leur suppression, et le règlement de 1613 avait cherché à empêcher la dislocation interne en limitant l'autonomie des ordres. Dans son article 21, il précisait ainsi : « Attendu l'union des trois ordres, il ne leur sera permis de s'assembler séparément, ny de faire aucunes propositions, délibérations, ni deslégations séparément »¹¹. Dans les faits, il n'en fut rien. La poursuite de l'antagonisme entre les ordres fut un des facteurs décisifs de la réussite du coup de force de 1628.

Les ordres et la question des Etats en 1628

Les édits dont la province était menacée, furent l'objet de nombreuses discussions aux Etats, particulièrement long, qui se réunirent à Grenoble d'avril à juin 1627. Le débat se poursuivit pendant l'été dans des réunions particulières qui préparèrent une « Assemblée générale de tous les commis du pays, consuls des villes et commis des villages et députés des diocèses et bailliages de Dauphiné » réunie à Valence du 20 octobre au 2 novembre 1627. La question ne cessa pas d'agiter les esprits en 1628, lors

de l'assemblée des dix villes du 27 mars au 5 avril, puis durant tout l'été.

Face aux menaces multiples, la défense des privilèges de la province sembla d'abord devoir prendre le pas sur l'antagonisme entre les ordres. L'inquiétude se manifesta notamment devant les initiatives des trésoriers généraux récemment établis qui prétendaient se charger de l'assiette du taillon demandé en 1627 « contre les anciennes formes et privilèges du pays », et de l'administration des étapes : ils veulent « entreprendre la connaissance des comptes des estappes suyvant une ordonnance qu'ils ont faite portant injonction aux estappiers de leur remettre lesdits comptes, bien qu'ils n'en ayent jusqu'icy ny en doibvent avoir aulcune cognaissance non plus que dessusdites levées, appartenant à Messieurs des Comptes et au pays ». La dépossession de l'administration de la ferme du sel constituait un autre terrain de contestation. Commencée en 1622, elle arrivait à son terme en 1627 quand la totalité du prix de la ferme du sel fut versée au trésor de l'Epargne, et qu'un commissaire du roi, M. de Fortéas, imposa, contre la volonté des Etats, une augmentation de quatre livres sur chaque minot¹². Pour contrer toutes ces initiatives, le procureur des Etats demandait en décembre 1627 au parlement de s'opposer à toutes les nouveautés « capables d'altérer le repos public et saper la liberté des Etats, ... (et de) conserver tous les corps d'icelle dans les avantages et prérogatives qui leur ont esté de tous tems attribués, et toute la province dans ses libertés franchises et cousthumes suivant le contract de transport de ceste province à la couronne de France »¹³.

La menace de l'introduction des élections avait plus particulièrement de quoi inquiéter tous ceux qui désiraient conserver aux Etats de la province l'administration de l'impôt royal. En décembre 1627, tous semblaient encore d'accord pour s'y opposer. Encore fallait-il trouver les moyens nécessaires, et sur ce

plan, l'accord ne put pas se faire. En novembre 1627, ni les députés de la noblesse, ni ceux du Tiers n'acceptèrent de contribuer au rachat des nouveaux offices. Mais le problème était moins financier que politique. Les clivages sociaux, exacerbés par le conflit des tailles, avaient amené le Tiers à considérer qu'il n'avait rien à attendre de la défense des Etats et qu'il pouvait au contraire tirer profit de la mise en place des nouvelles institutions. A tout le moins, ses députés considéraient-ils qu'il y avait là une arme pour faire céder les deux premiers ordres. Le 11 mars 1628, ils faisaient savoir à Grenoble, « par la bouche de M. Dorin, consul de la ville de Vienne, ... qu'ils ne pourroyent opiner sur le sujet des édicts et autres nouveautés qui se présentent, que premièrement on ne leur eust répondu si Messieurs des deux premiers ordres ne vouloyent consentir au cadastre des fonds qui appartenoyent au Tiers Estat, et qui leur avoyent appartenu depuis l'année mil cinq centz nonante huit, et de contribuer aux tailhes des biens »¹⁴.

En vain, les représentants des deux premiers ordres essayèrent-ils de briser l'union du Tiers. Le projet de création d'une Cour des aides à Valence ou à Vienne qui risquait de faire perdre à Grenoble sa prééminence judiciaire absolue dans la province n'y suffit pas, malgré les protestations émises par les consuls de Grenoble au mois de mai 1628. Le 20 août 1628, alors que le syndic des villages, Claude Brosse, faisait savoir qu'il considérait les nouveaux édits comme une grande victoire, le procureur du général du parlement dressait un violent réquisitoire contre l'attitude du Tiers : « Les Dalphinois doivent apprendre leur ruyne inévitable à l'exemple de toutes les provinces de la France par l'establisement en icelles des esleus et notamment la Normandie qui a faict toutes les offres pour en rédimer des charges que leur causent lesdicts esleus, considéré d'ailleurs l'ancien privilège desdicts Dalphinois de ne sçavoir que est qu'impositions que quand icelles se font de leur consantement, sont asseurés que l'édict de l'esta-

blissement desdicts esleus est directement contraire, oultre le nombre affreux en dix eslections qui ne peut qu'apporter la désolation toute entière des subjects du Roy »¹⁵.

L'avis n'était pas partagé par le Tiers qui pouvait espérer trouver dans les nouvelles institutions des alliés pour une meilleure répartition de l'impôt. « Le Tiers Etat, accoutumé à y trouver toujours deux voix prépondérantes contre la sienne, se flatta que l'autorité royale serait plus douce pour lui que cette sorte d'oppression légale, écrivait l'historien dauphinois Augustin Perier au début du XIX^e siècle. Les députés des Etats donnèrent eux-mêmes à ce grand changement un consentement qui serait plus excusable, comme dit Chorier, s'il avoit été gratuit »¹⁶. Cette disparition des Etats fut aussi d'autant plus facilement acceptée qu'elle s'accompagna de pensions attribuées aux notables privés de leurs titres (6000 livres par an pour l'évêque de Grenoble, président des Etats ; 3000 livres aux deux barons qui étaient commis de la noblesse), et surtout qu'elle ne mit pas fin à toutes les formes d'assemblées et de représentations de la province.

2 – Assemblée de pays et assemblée des dix villes

Dans l'intervalle des Etats, il était en effet d'usage de réunir en Dauphiné des assemblées particulières dont la composition n'était pas toujours fixée rigoureusement et pour lesquelles il est hasardeux de chercher à définir des distinctions institutionnelles trop subtiles¹⁷. Assemblées de pays, assemblées des commis du pays, assemblées des dix villes ordinaires ou extraordinaires tendaient souvent à se confondre. Dans le principe cependant, il convient de distinguer d'une part les assemblées qui étaient l'émanation des Etats, et celles qui n'assuraient que la seule représentation du Tiers, voire des seules villes.

Les assemblées de pays

Qualifiées également quelques fois d'assemblées des commis du pays, ou d'assemblées des dix villes, ces assemblées avaient une origine ancienne. Dès 1367, les Etats s'étaient terminés par la désignation d'une assemblée de commis chargée de l'exécution des décisions prises. Avec le développement des affaires traitées, les commis prirent l'habitude de se réunir à la suite de la clôture des Etats, puis tendirent à former des assemblées distinctes avec presque toujours un pouvoir délégué des Etats, mais aussi dès le début du XVI^e (en 1514), des capacités de décisions autonomes : décider de lever d'hommes ou de subsides¹⁸. Intervenant sur des affaires urgentes de la nature de celles que les Etats étaient en usage de leur confier, elles finirent par être en charge de plein droit et sans obligation expresse.

Si ces commis semblent avoir à l'origine été élus lors des Etats, ils acquirent très vite une certaine stabilité. L'usage se répandit de désigner des « commis-nés » : ceux qui avaient probablement le plus souvent obtenu les suffrages de leur ordre ; ceux qui par leur qualité, leur position et leur connaissance des affaires étaient réputés devoir mieux remplir, dans l'intérêt de l'ordre qu'ils représentaient, les fonctions dont ils étaient chargés. Parmi ces commis, les représentants du Tiers, principalement ceux des villes de la province, avaient au début du XVII^e siècle une place importante. Si les deux premiers ordres en effet avaient conservé longtemps dans ces assemblées, comme au sein des Etats, une position dominante, en 1554, le Tiers avait obtenu d'être représenté en nombre égal aux commis des privilégiés : « Là où lesd. affaires seront d'importance et telz qu'il sera besoing de faire assemblées particulières pour y avoyr advis, y adsisteront ordinairement les consulz du Tiers Estats qui lhors se trouveront en ceste ville de Grenoble, soyent de Vienne, Vallence et Romans ou aultres notables des huict villes principales qui sont

acostumé d'y adsister, et ce en tel et si grand nombre que seront les commis des deux premiers Estatz. Et là où ne se trouvera aulcung de ceulx que dessus, sera tenu led. procureur des Estatz appeler le second ou troisième consul de ceste dicte ville et aultres pour estre égaux en nombre avec lesd. commis sans ce toutefois qu'ils puyssent demander aulcune chose pour leurs vacations ».

Les guerres de religion donnèrent momentanément à ces assemblées l'occasion de s'affirmer plus fortement. En 1562, au plus fort de la poussée protestante, les Etats convoqués en décembre à Montélimar par le baron des Adrets, décidèrent de la création d'un Conseil politique à Valence « composé des députez des villes pour la direction des affaires publiques.... C'étoit un conseil souverain pour la direction des affaires importantes, et un commencement de République » écrivait un siècle plus tard l'historien dauphinois Nicolas Chorier. Au sein de ce conseil, le Tiers était nettement majoritaire. Sur douze conseillers, trois seulement étaient nobles, deux représentaient les villages et sept les villes de Crémieu, Crest, Die, Grenoble, Montélimar, Romans et de Valence. Le Conseil devait assurer la direction de toutes les affaires importantes : conduite de la guerre, police, justice, finances, discipline ecclésiastique. « Ainsi ces gens dispoioient de la Province comme s'ils en avoient été les maîtres »¹⁹.

Avec le retour à la paix, les formes se régularisèrent. Au début du XVII^e siècle, on comptait dix-neuf commis : deux clercs (l'évêque et le doyen de la cathédrale de Grenoble) ; six nobles (dont les deux premiers barons) ; les représentants des dix villes et un commis des villages, adjoint en 1598, dont le rôle s'accrut et qui tendit à devenir un véritable procureur du Tiers²⁰. Ces commis ne se retrouvaient cependant pas toujours tous ensemble. Lorsque ils se réunissaient au lendemain des Etats (toujours à Grenoble) pour dresser la parcelle de la province, les représen-

tants des deux premiers ordres n'étaient plus que trois (un membre du clergé et deux de la noblesse), et l'assemblée prenait alors le nom d'« assemblée des dix villes ». Ils se retrouvaient moins nombreux encore lorsqu'ils se réunissaient entre les sessions pour régler les affaires courantes. Seules des circonstances exceptionnelles les voyaient se réunir au complet, quand notamment les représentants du roi convoquaient une assemblée pour consentir à une imposition extraordinaire sur laquelle les Etats avaient par la suite bien du mal à revenir. Le pouvoir royal trouvait si bien son compte dans la réunion de ces assemblées moins nombreuses que certaines années (1617, 1626) elles se substituèrent même complètement aux Etats.

Les assemblées du Tiers

Parallèlement à ces assemblées des commis, les représentants du Tiers avaient coutume également de se réunir dans des assemblées particulières, qualifiées aussi le plus souvent d'« assemblées des dix villes ». Très tôt, les villes, principales représentantes du Tiers, avaient cherché à se réunir seules, en dehors des Etats ou des assemblées de pays, pour délibérer de leurs problèmes particuliers. Après la paix de Saint-Germain, elles avaient ainsi obtenu de M. de Gordes l'autorisation de s'assembler pour délibérer des propositions à faire aux Etats relativement aux procédures des commissaires pour l'exécution de l'édit²¹.

Mais c'est durant le conflit fiscal qu'elles s'affirmèrent véritablement. En 1603, les représentants des dix villes étaient ainsi autorisés à se réunir, avec des représentants des villages, « hors les heures des entrées des Etats et sans y pouvoir rapourter retardation, mais seulement pour rechercher les moiens et expédientz d'accort et réunion aux affères et choses dont l'on entre en difficulté et non aultrement ». La noblesse fit de même pour la

défense de ses intérêts²². Progressivement, ces assemblées du Tiers gagnèrent cependant en régularité, et leur multiplication, l'activité dont elles firent preuve avec le commis des villages, Claude Brosse, en firent très vite l'objet de la vindicte particulière des défenseurs des deux premiers ordres : « Qu'on retranche ces Assemblées des Dix Villes hors de saison lesquelles apportent autant de dépenses au Pais que les Etats eux-mêmes » réclamait Claude Expilly en 1614 en dénonçant « ces fréquans voyages, fréquentes assemblées..., port de cayers et parcelles, séjours inutiles à la Cour »²³.

La suspension des Etats en juillet 1628 les laissa libres de poursuivre la défense des intérêts du Tiers, jusqu'au succès remporté en mai 1634. L'établissement de la réalité des tailles en Dauphiné fut même momentanément l'occasion de donner à ces assemblées particulières une autorité accrue. Dès son arrivée dans la province en août 1634, l'intendant Jacques Talon adressait aux consuls des dix villes des lettres de cachet pour qu'elles reconnaissent son autorité et lui apportent son concours. Le 27 septembre, il convoquait à Valence une assemblée des dix villes qui les premières furent chargées de procéder à la péréquation de la taille conformément aux nouvelles règles définies par l'arrêt, « ce qui servira d'exemple à toutes les communautés de la province »²⁴.

Le nouveau règlement des assemblées en 1630

Si le Tiers conserva, au moins jusqu'en 1634, la capacité de se réunir dans des assemblées particulières, la province surtout ne perdit pas, avec la suspension des Etats toute institution de représentation. En juin 1630, pour faire cesser les « plaintes... faites par Tiers estat dud. pays et remettre la liberté publique à tel point que le service de Sa Majesté soit affermye et ses sujets soulagés », le conseil rendait un nouvel arrêt fixant les nouvelles formes selon lesquelles les assemblées devaient désormais être

réunies²⁵. Officiellement, le nouveau règlement devait servir de « règle et loy fondamentale aux Estats de ladite province ». En réalité, jamais dans les convocations ultérieures, le mot d'« Etat » ne fut plus que rarement employé. Comme dans le passé pour les assemblées intermédiaires, on parla seulement d'« assemblées de pays ». Dans les faits cependant, une certaine confusion avec l'assemblée des dix villes continua semble-t-il à perdurer. Dans certains registres en tous cas, les deux appellations figurent alternativement pour les mêmes assemblées jusqu'à ce qu'en 1659 une ordonnance de l'intendant décide qu'on ne convoquerait plus à l'avenir d'« assemblée des dix villes », mais seulement des « assemblées de pays »²⁶.

Cette assemblée comportait vingt-cinq membres de droit : l'évêque de Grenoble qui présidait et pouvait être remplacé par l'abbé de Saint-Antoine, ou le vicaire du diocèse ; le procureur du pays ; les quatre barons du pays ; deux commis du clergé ; six de la noblesse choisis parmi les détenteurs de fiefs ; les consuls des dix villes et le commis des villages. Lorsque c'était nécessaire, « d'autant que les Affaires se perfectionnent bien souvent dans la diversité bien ordonnée des personnes qui composent les assemblées publiques », il pouvait s'y ajouter six commis extraordinaires de la noblesse (« indifféremment quoy qu'ils n'ayent aucun fief ») et neuf commis des villages (dont cinq châtelains royaux et les quatre autres « tirés indifféremment du tiers estat »). Les uns et les autres devaient être choisis dans chacun des différents bailliages de la province afin d'assurer une représentation équitable :

- les bailliages de Vienne, Grésivaudan, Saint-Marcellin, Buis étaient représentés par un commis des villages et un commis de la noblesse

- les sénéchaussées de Crest et Montélimar par deux commis des villages

- le Valentinois par un commis de la noblesse

– les trois bailliages des Montagnes par trois commis des villages et un de la noblesse

Au total, dans les réunions pleinières, les représentants des deux premiers ordres, comme ceux du Tiers étaient au nombre de vingt membres. Le principe de la parité instauré lors de la transaction de 1554 pour les assemblées des commis du pays était conservé, tandis qu'au sein du Tiers, le rôle de premier plan joué par les commis des villages lors du procès des tailles, particulièrement le premier d'entre eux, Claude Brosse, était sanctionné par une place accrue, en nombre égal à celui des élites urbaines.

La représentation des ordres dans les assemblées de pays après 1630

	Membres de droit	Membres supplémentaires	Total
Clergé	3	3	6
Noblesse	11	6	17
Tiers	11	9	20

3. La disparition des assemblées de pays

Convoquées par lettres patentes, ces assemblées restèrent extrêmement contrôlées par les représentants du Roi, le gouverneur, puis l'intendant. Constamment, le souverain veilla à en limiter le nombre. En août 1648, après la tenue en juillet d'une assemblée « secrete » favorisée par le parlement, l'intendant recevait des instructions très fermes : « Nous entendons que... vous empeschiez qu'il ne soit tenu aucunes assemblées pour quelques causes et soubz quelque prétexte que ce soit, ne pouvant estre faict aucune sans nostre espresse permission »²⁷. La durée des assemblées était d'autre part limitée à quinze jours, « sinon

qu'il survint quelque grande affaire extraordinaire auquel cas les commissaires députés par Sa M. pour la tenue desd. Estats pourront donner permission de continuation pour huit jours tant seulement ».

Les assemblées « de pays » et la défense des privilèges de la province

Pour autant, ces assemblées n'en continuèrent pas moins, jusqu'à la « prise du pouvoir » par Louis XIV, à jouer un rôle important dans la vie provinciale. Si elles n'avaient plus véritablement de pouvoirs de décision ou de gestion, elles étaient appelées, à titre au moins consultatif, à s'exprimer sur de nombreux problèmes. Elles eurent la possibilité de former des oppositions, dresser des requêtes, intervenir en justice, et à l'occasion de consentir au roi des levées ou des avances fiscales exceptionnelles.

Quoique les anciens Etats aient perdu l'administration de la ferme du sel et des étapes, l'assemblée entendait d'abord conserver sur ces affaires un droit de regard. Constamment, elle prétendit veiller à ce que la ferme du sel ne soit pas « ostée au pays ». En 1638 et 1639, aux assemblées de Vienne et Valence, on fit procéder à des essais de salage pour contrôler la qualité du produit, et dresser des plaintes contre les fermiers qui « employent des mesures qui mesurent si subtilement... qu'il n'y a minot de sel sur lequel les acheteurs ne soient fraudés de huit à dix livres », et fournissent du sel de Provence, « meslé de terre » au lieu du sel de Peccais qui sale « mieux du quart »²⁸. En 1641, après une émeute intervenue à Grenoble, l'assemblée dressa un violent réquisitoire contre « les regratiers que l'on veult établir »²⁹. En juillet 1648, le parlement demandait la réunion d'une assemblée pour dénoncer cette fois le traité conclu pour « le par-fournissement de l'estape » des années 1648-1650, mais Lesdi-

guières faisait remarquer qu'il y avait « un bail régulier qu'il ne peut casser sans l'ordre du roi »³⁰.

L'assemblée intervenait également dans les affaires économiques, en particulier sous la forme de requêtes au parlement ou au gouverneur. En décembre 1636, elle émit toute une série de vœux relatifs à l'interdiction de l'entrée des vins étrangers ; à l'interdiction de sortie des laines « affin d'encourager les peuples d'icelle... et à quoi Messieurs les commis du pais et consuls des villes et communautés tiendront la main » ; à l'interdiction de sortie des blés et à l'ouverture de greniers « attendu le peu de récolte de l'année » et le risque de famine « qui sera incontinent suivie de la maladie contagieuse » ; à la protection des bois contre les verreries (demandant au parlement de « vouloir ordonner qu'aucune verrerie ne pourra estre construite par qui que ce soit plus proche de quatre lieux des villes », de crainte de n'être « réduittes de ne pouvoir retrouver du bois suffizamment pour leur uzage et besoing »)³¹. En 1655, elle chercha à s'opposer « à la nouvelle levée qui se fait sur le pont du Rosne à Lion qui trouble extrêmement toute la province et particulièrement les habitantz du Viennois ».

Plus largement, ces assemblées étaient le lieu où continuaient à s'exprimer toutes les doléances de la province contre toutes les « nouveautés » dont elle était menacée. La multiplication de nouveaux offices faisait l'objet de protestations régulières, mais surtout la multiplication des charges militaires sur lesquelles elle n'avait pas de prise. Durant la Fronde, les assemblées réclamèrent aussi en 1649 que « le syndic procureur du pays et les depputés dud. pays assisteront lhors qu'il plaira à Sa majesté fixer ses Taillies »³².

Pour porter leurs doléances, les assemblées multiplièrent les cahiers de doléances adressés au gouverneur ou à l'intendant, et surtout les députations. En décembre 1641, après l'émeute du

sel de Grenoble, une députation de huit membres (deux du clergé dont l'évêque de Grenoble, deux de la noblesse dont le marquis de Sassenage, et les consuls d'Embrun, Die, Romans et Montéli-mar) fut envoyée en Cour pour demander la suppression de toutes ces « nouveaultés à la grande surcharge et préjudice des habitans de lad. province ». En septembre 1644, après les émeutes de Valence, l'assemblée fit porter au chancelier Séguier un cahier de doléances de la province³³. En 1648, le projet d'une telle députation n'aboutit pas, « pour ne s'estre pas accordés sur ceux qu'ils enveroient et ne sçavoir où prendre l'argent »³⁴.

La Fronde ne mit pas fin à ces assemblées. Au contraire, celle de 1655 se vit même restituer une petite partie du pouvoir fiscal que possédaient les anciens Etats³⁵. Réunie une première fois du 17 au 26 juin à Grenoble, elle était invitée à se prononcer sur le demande royale d'un versement anticipé, au premier octobre de l'année, de 644.000 livres sur la taille de l'année en échange de l'exemption du logement militaire pour le quartier d'hiver suivant et « autres despenses des gens de guerre, sauf pour la seule estape au passage de ses troupes pendant l'année prochaine 1656 ». En réponse à la demande transmise par Lesdiguières, les députés faisaient savoir que la province voulait bien se saigner « jusqu'à la dernière goutte pour satisfaire à l'avance demandée », mais qu'elle ne pouvait payer dans les délais demandés « pour estre dans un épuisement entier », et proposait en revanche un échelonnement en six termes du 1^{er} janvier au 1^{er} juin 1656. S'engageait alors une négociation qui ne devait s'achever que lors d'une seconde assemblée, réunie le 11 août, après que Fouquet ait donné de nouvelles instructions. Après une première proposition du ministre de six termes du 1^{er} octobre au 1^{er} mars, puis la menace de porter la demande royale à un million de livres, l'accord se faisait le 25 août sur le principe d'un versement en trois termes à la mi-novembre, mi-janvier et mi-avril

moyennant des procédures accélérées de levée dont l'assemblée avait la responsabilité.

La prolongation des discussions lors des assemblées de juin et août permit également de débattre de nombreux problèmes. L'assemblée eut notamment à se prononcer sur la question des anoblissements. Elle exprima d'abord le vœu que le roi n'accorde plus « à l'advenir des lettres d'anoblissement que pour des grandz importants », et pria « Mrs des Corps de la province de n'admettre les lettres d'anoblissement qui leur seront présentées avant qu'ils n'ayent veu sur icelles la conclusion prinze à leur égard dans l'assemblée du pays ». En réponse à une lettre de Fouquet à Lesdiguières lui demandant « advis si le rétablissement des descheus trouvera de la difficulté dans la province », les députés firent savoir fermement leur position. « L'assemblée ayant considéré que pareil establissement mettroit du désordre en la province, causeroit de la division entre les ordres et feroit préjudice à la levée de la taille » demandait à Lesdiguières « de faise cognoistre audit Seigneur Fouquet que la chose est d'une exécution tout à fait difficile comme pernicieuse au bien du service du Roy et de la province, et si nonobstant on entreprend d'en faire poursuite dans la province, le procureur du pays et ses substituts sont chargés d'y former opposition ».

Plus généralement, les députés saisirent l'occasion pour rappeler la supériorité de leur autorité sur celle du procureur du pays. « A esté aussi proposé que pour prévenir tous inconvénientz, le procureur et ses substituts ne pourront donner aucun consentement et dissentement aux affaires concernant la province que suivant et à la forme des deslibérations que l'assemblée du pays prendra, à faute de quoy tout ce qui sera par eux faict sera déclaré nul et de nul effect ».

De l'espoir de la restauration des Etats à la disparition des assemblées du pays

Ces interventions répétées et multiformes ne faisaient pas que témoigner d'une certaine résistance de la province aux initiatives et aux exigences royales. Elles étaient également la marque d'une restauration de l'union des ordres. Au temps des divisions lors du procès des tailles qui avaient préludé et favorisé la suspension des Etats, succédait celui des interventions solidaires où les trois ordres étaient parties prenantes. Cette union retrouvée devait naturellement conduire les Dauphinois à s'interroger sur la possibilité d'obtenir la restauration de véritables Etats. Ils pouvaient aisément constater qu'en Languedoc où en 1629 les élections avaient été introduites et les Etats suspendus, la résistance des ordres avait pu obtenir du roi en octobre 1632 la restitution à la province de ses Etats, et que ceux-ci étaient assez puissants pour mieux protéger les habitants contre les demandes répétées du roi que ne pouvaient le faire en Dauphiné les assemblées de pays.

Dès décembre 1641, on débattit à l'assemblée de pays de « la suppression des élections »³⁶. Mais les avis devaient encore rester partagés. Au début de la Fronde en février 1649, lorsque certains commencèrent à espérer la restauration possible des Etats, les consuls de Grenoble demandèrent la convocation d'une assemblée des dix villes pour savoir s'il est plus utile de « demeurer en province d'élection ou de demander les Etats »³⁷. En 1651 lorsqu'il fut question de réunir à Tours les Etats généraux du royaume, le principe en était acquis. Pour préparer cette assemblée, les Etats du Dauphiné étaient convoqués par Lesdiguières pour le 28 juillet 1651 à Saint-Marcellin « à cause de la commodité de sa situation qui est au milieu de la province »³⁸. Dans chacun des trois grands bailliages, le Tiers comme les deux

autres ordres fut invité à organiser des réunions préparatoires et à envoyer des députés³⁹.

Le report de la convocation des Etats du royaume à 1652, puis son abandon, laissèrent le Dauphiné privé de cette restauration attendue. Mais l'espoir entrevu ne retomba pas immédiatement comme le suggère la longueur des débats lors des assemblées de pays en 1655. L'année suivante, alors que la province avait consenti à la contribution demandée pour être déchargée des quartiers d'hiver, et dû néanmoins entretenir des effectifs considérables (dix-sept régiments d'infanterie et treize cornettes de cavalerie dans le Briançonnais, seize cornettes de cavalerie à Romans, de nombreuses compagnies de chevaux légers à Vienne, etc...), l'assemblée réunie du 13 au 19 février prit l'initiative audacieuse de proposer l'entretien à la Cour d'une délégation permanente pour défendre ses intérêts⁴⁰. Deux députés, renouvelés tous les six mois, devaient être désignés alternativement par chacune des dix villes. Les consuls de Vienne, Romans et Briançon alors à la Cour étaient considérés comme les députés pour les six premiers mois et devaient être remplacés par ceux de Grenoble et Valence.

L'espoir de la restauration des Etats paraît également ne pas être étranger à l'assemblée de pays qui se réunit à Grenoble en décembre 1661. Sollicitée par l'évêque de Grenoble à l'occasion de la naissance du dauphin, elle fut autorisée à cette seule fin par le roi : « M'ayant esté fait instance de la part des dix villes de ma province de Dauphiné de leur permettre de s'assembler pour délibérer sur le présent qu'ils désirent faire à mon fils le Dauphin, et ayant bien agréable les sentiments d'affection que ceux desd. villes font paroistre en ceste occasion, je vous écris cette lettre pour vous dire que je trouve bon que vous permettiez ladite Assemblée, vous recommandant de tenir la main à ce qu'après que lad. délibération aura esté prise sur ce sujet, les députés de

lad. Assemblée se séparent et retournent es villes dont ils seront et la présente n'étant pour autre fin »⁴¹.

On peut raisonnablement d'interroger sur le sens d'une telle démarche. L'initiative de l'évêque était-elle véritablement fondée par le seul désir de flatter le jeune souverain, ou n'était-elle qu'un prétexte ? On pencherait volontiers pour la seconde hypothèse. Contrairement à ce qu'affirmait en 1729 l'intendant Fontanieu, la démarche n'était certes pas nouvelle. En 1601 comme en 1638 des délégations avaient déjà porté au dauphin l'hommage de la province ainsi que des cadeaux que les difficultés du temps avaient en 1638 fait convertir en argent versé au Trésor. En 1661, il pouvait paraître légitime d'entreprendre des démarches comparables d'autant que le contexte politique était différent. On pouvait espérer de la part du nouveau souverain une attitude plus souple que celle du ministre qui venait de disparaître. Pour l'évêque de Grenoble, il pouvait y avoir l'occasion d'obtenir le rétablissement des Etats dont il avait la présidence⁴².

Il n'est pas aisé de savoir exactement ce qui s'est passé lors de l'assemblée ouverte le 26 décembre 1661 et qui s'acheva officiellement le 7 janvier suivant. Les comptes rendus conservés sont extrêmement maigres. Celui du premier consul de Grenoble ne fait mention que des décisions techniques : l'envoi à Paris d'une députation composée, comme à l'accoutumée, de l'évêque et du doyen de Grenoble, des deux premiers barons et de quatre consuls (de Grenoble, Vienne, Crest et Briançon) pour porter l'hommage de la province ; la levée d'une imposition de trois minots de sel pour financer les 90.000 livres nécessaires au cadeau, à la députation et aux étrennes de la nourrice et du chevalier qui avait apporté à Grenoble la nouvelle de la naissance du dauphin⁴³. A en croire pourtant l'intendant Bouchu qui enquête quarante ans plus tard sur cette assemblée, celle-ci donna lieu à une vive agitation dont ne rendent pas compte les registres de

délibérations consulaires. « Sous ce prétexte, écrivait-il, comme ceux qui étaient à la tête, tels Mr l'évêque de Grenoble, Mr le comte de Clermont, Mr le baron de Sassenage et autres considérablement intéressés au rétablissement des Etats cherchoient toutes les occasions de les remettre sur pied, il se tint un grand nombre d'assemblées où il fut parlé de toutes les affaires publiques ainsi qu'on aurait pu faire dans les assemblées d'Etats »⁴⁴.

Cette agitation ne fut sans doute pas du goût du souverain, d'autant moins que le cadeau promis et qui avait été le prétexte de la réunion tarda à venir. En février 1664, les 90 000 livres n'avaient encore été réunies, et rien n'indique qu'elles l'aient été par la suite⁴⁵. Loin de favoriser un renouveau des Etats, la « prise de pouvoir par Louis XIV » sonna en Dauphiné le glas définitif des assemblées de pays. Après 1661, le souverain chercha à les contenir le plus qu'il le pouvait. Celles qui furent autorisées ne furent plus que très brèves, strictement contrôlées, et n'eurent jamais à intervenir sur aucune affaire d'importance. Privés de tout pouvoir, les députés ne devaient d'ailleurs plus guère demander à être réunis, d'autant moins que les frais engagés n'étaient peut-être pas régulièrement remboursés (en 1655, il fallut solliciter le gouverneur pour qu'il veuille bien faire répartir les 7554 livres dépensés avec les étapes de la province). Deux assemblées seulement réunirent à Grenoble en juillet 1670 et mai 1673 des députés en grand nombre pour s'opposer aux initiatives des fermiers de la douane de Lyon. Mais elles n'avaient plus grand chose à voir avec les anciennes assemblées de pays. Le nom seul était conservé. En 1673, à deux exceptions près, l'assemblée ne réunissait que des marchands des villes (sauf Die, Montélimar et Valence qui n'étaient pas représentées) et des autres communautés⁴⁶.

Dans le même temps, la charge de procureur du pays était érigée en office en 1664, et les Dauphinois étaient privés de la

capacité de désigner celui qui devait les défendre. A défaut, une assemblée décida certes en 1667 de nommer l'avocat Michel Aubert « pour ageant de leurs affaires près la personne du Roy et à la suite de ses Conseils » et lui attribuait 1500 livres par an, pris sur « les états de recette et distribution des deniers dud pays ». Mais quand en 1684 une autre assemblée voulut le remplacer « à cause de son grand âge et grandes occupations qui ne luy permettent plus de s'employer aux fonctions dud. employe, ce qui cause un retardement et préjudice sy notable aux affaires du país qu'il est nécessaire et du tout important d'en nommer un autre », l'intendant Le Bret fit savoir au contrôleur général qu'il n'y avait aucune affaire méritant l'entretien d'un tel agent à la Cour, et rien n'indique que son avis n'ait pas été suivi⁴⁷.

Face à un pouvoir souverain de plus en plus puissant, la fragile restauration de l'union des ordres ne pouvait suffire pour maintenir, a fortiori rétablir, des institutions que leurs divisions avaient ruinées. En 1700, les assemblées du pays n'étaient plus qu'un souvenir pour l'intendant Bouchu, et le rappel de l'agitation qui avait entouré celle de 1661 devait le décourager d'y avoir recours. Sans jamais avoir été formellement supprimée, aux yeux de l'autorité monarchique l'assemblée de pays avait vécu. Les Dauphinois il est vrai se chargèrent un siècle plus tard de lui redonner vie. Mais ceci est une autre histoire...

NOTES

1) A. D. Isère, B 2346, fol. 529-530 ; B.M. Grenoble, O 6652, *Edict du Roy portant création de dix eslections en Dauphiné...*, Grenoble, P. Verdier, 1630, 25 p.

2) A. Dussert, *Les Etats du Dauphiné aux XIVe et XVe siècles*, Grenoble, 1915, 372 p. ; J. Russell Major, *Representative government in early modern France*, New-Haven and London, Yale University Press, 1980 (en particulier p. 524-532 et 652-655) ; D. Hickey, *Le Dauphiné devant la monarchie absolue. Le procès des tailles et la perte des libertés provinciales (1540-1640)*, Grenoble-Moncton, PUG-Editions d'Arcadie, 1993 ; R. Favier, « Les assemblées du Dauphiné après la suspension des Etats en 1628 », *Cahiers d'histoire*, t. XXIV, 1979, p. 59-69 ; R. Favier, *Les villes du Dauphiné aux XVIIe et XVIIIe siècles*, Grenoble, PUG, 1993 ; M. L. Denis, *Les Etats du Dauphiné de 1579 à 1628*, Thèse de l'Ecole des Chartres, mars 1993, 2 vol., 422 p.

3) M. L. Denis, *Les Etats du Dauphiné ...*, p. 261-267.

4) M. L. Denis, *Les Etats du Dauphiné ...*, p. 230-250 et p. 267.

5) Dans l'ordre, les barons de de Clermont, de Sassenage, de Bressieu (ou de Maubec) et de Montmaur.

6) M. L. Denis, *Les Etats du Dauphiné ...*, p. 53-59.

7) M. L. Denis, *Les Etats du Dauphiné ...*, p. 125.

8) *Plaidoyez de Maistre Claude Expilly*, Lyon, 1637, n° 31.

9) E. Le Roy Ladurie, *Le Carnaval de Romans*, Paris, 1979, 440 p.

10) B. M. Grenoble, O 8681, *Harangues faites par Messire Pierre Scarron, Evêque et Prince de Grenoble...*, *Président perpétuel des Etats de Dauphiné*, à Grenoble, par Pierre Marniolles, 1627, p. 177-203.

11) B. M. Grenoble, U 1041, fol. 67-93, publié par A.-A. Fauché-Prunelle, p. 608-612.

12) M. L. Denis, *Les Etats du Dauphiné ...*, p. 230-250.

13) A. C. Vienne, AA 7/42 ; AA 7/46, 2 décembre 1627.

14) A. C. Vienne, AA 7/48, 11 mars 1628.

15) D. Hickey, *Le Dauphiné ...*, p. 219 ; A.D. Isère, B 2346, fol 533, Protestations du procureur de pays et du procureur général du parlement contre l'établissement des élections en Dauphiné, août 1628.

16) Aug.-Ch. Perier, *Histoire abrégée du Dauphiné de 1626 à 1826*, Grenoble, 1881, p. 4.

17) M. L. Denis, *Les Etats du Dauphiné ...*, p. 165-183.

18) Fauché-Prunelle, *Essai sur les anciennes institutions autonomes ou populaires des Alpes Cottiennes-Briançonnaises*, Grenoble-Paris, 1856, 2 vol., p. 613-627.

19) N. Chorier, *Histoire générale de Dauphiné*, Lyon, 1672, t. 2, p. 581.

20) A. D. Isère, B 2915, fol. 1 ; A.C. Grenoble, BB 57, 22 janvier 1599.

21) A. C. Grenoble, BB 24.

22) M. F. Trebillod, *Etude du registre de l'assemblée de la noblesse en Dauphiné de 1602 à 1622*, TER, Université de Grenoble 2, 1970.

23) *Plaidoyez de Maistre Claude Expilly*, Lyon, 1637, n° 35.

24) A.D. Lublinskaya, *Lettres et mémoires adressés au chancelier Séguier (1635-1649)*, Moscou, 1966, n° 319-322, p. 341-351.

25) A. C. Vienne, AA 7/49.

26) A. C. Grenoble, BB 111, fol. 50.

27) Lettre du roi, 7 août 1648. B.N., Ms Fr 17390, fol 64-65, publié par R. Mousnier, *Lettres et mémoires adressés au chancelier Séguier (1633-1649)*, t. 2, p. 861.

28) A. C. Vienne, AA 7/54

29) A. C. Vienne, AA 7/52 ; A.C. Gap, BB 42, fol. 157-158.

30) A. D. Isère, B 2313, fol. 45, 28 juillet 1648.

31) A. C. Vienne, AA 7/51.

32) B. N., Ms Fr 17393, fol 125-126, publié par R. Mousnier, *Lettres...*, t. 2, p. 917.

33) A. C. Gap, BB 42, fol. 157-158 ; Lettre de l'intendant Lozières au chancelier, 5 octobre 1644, publiée par B. Porchnev, *Les soulèvements populaires en France de 1623 à 1648*, Paris, 1963, p. 637-639.

34) B. N., Ms Fr 17390, fol 43-44, publié par R. Mousnier, *Lettres ...*, t. 2, p. 856.

35) B. M. Grenoble, R 7568, Recueil de procès-verbaux des assemblées d'Etats (1436-1655), fol. 319-332, assemblée du 17-26 juin 1655 ; fol. 333-380, assemblée d'août 1655 ; A.D. Isère, J 524/1, 9, fol 176-197.

36) A. C. Gap, BB 42, fol. 157-158.

37) A. C. Grenoble, BB 108.

38) A. D. Isère, II C 1.

39) B. M. Grenoble, R 7375, Assemblée de la noblesse du grand bail-liage du Viennois (16 juillet 1651) ; A.D. Hautes-Alpes, Ms 131, pièce 91,

« Mémoires dressés ensuite de l'assemblée tenue à Gap par les habitantz du tiers ordre des quatre bailliages des Montagnes et Baronnie le 17 du mois de juillet 1651 ».

40) A. C. Grenoble, AA 40 ; A.C. Vienne, AA 7/53.

41) A. D. Isère, B 2313, fol. 64.

42) M. L. Denis, *Les Etats du Dauphiné...*, p. 133-136 ; *Correspondance des intendants avec le Contrôleur général des finances (1677-1689). Naissance d'une administration. Inventaire analytique*, t. 2, Paris, Archives nationales, 1990, Lettre de Lambert d'Herbigny, 4 juillet 1682.

43) A. C. Grenoble, BB 111, fol. 275 et 301 ; B.N., Ms Fr 8474, fol. 21-27. Présent (vaisselle d'argent) : 30.000 livres ; étrennes de la nourrice : 10.000 livres ; étrennes au gentilhomme qui a apporté la nouvelle : 6.000 livres ; frais de députation pour le reste (= 44.000 livres).

44) Boislisle, *Correspondance des contrôleurs généraux des finances*, t. 2, décembre 1700.

45) A. C. Grenoble, BB 111, fol. 363, 11 février 1664.

46) Beaurepaire, Chabeuil, Dieulefit, Livron, Lorient, Pont-en-Royans, Saint-Jean-en-Royans, Saint-Marcellin, Taulignan, Tullins, Vinay. A l'inverse, Pierrelatte avait renoncé à envoyer une députation attendu que la communauté « n'a aucun intérêt à la manufacture et n'a aucun marchand ». A.C. Grenoble, BB 112, 12 juillet 1670 ; A.C. Embrun, BB, mai 1673.

47) A. C. Crest, BB 2, fol. 242 ; Lettre de l'intendant Le Bret du 18 novembre 1684, *Correspondance des intendants ...*, p. 512.

Les assemblées provinciales en Provence et en comtat venaissin aux XVII^e et XVIII^e siècles

*François-Xavier EMMANUELLI**

On sait le cas que faisait des Etats du Languedoc Alexis de Tocqueville. On n'ignore pas le silence d'un Frédéric Mistral ou d'un Charles Maurras (celui du Manifeste des Fédérés fédéralistes) sur les Etats de Provence et du Comtat. Ceux-là étaient impardonnables puisqu'ils disposaient du grand œuvre de l'abbé de Coriolis, dont le tome relatif aux Etats de Provence avait été publié en 1867. A leur décharge, l'ignorance dans laquelle se trouvaient les contemporains de ce qui se passait à l'est du Rhône : lorsque les notables corses voulurent honorer les Etats que l'occupant français avait bien voulu leur concéder ils ne crurent pas pouvoir faire moins que réclamer les mêmes honneurs que ceux du Languedoc. Et quand les cahiers de doléances de 1789 se mêlent de préciser leur conception des Etats provinciaux, c'est en

* Université Paul Valéry, Montpellier III.

se référant au Languedoc ou, malheureusement, aux Etats restaurés du Dauphiné.

En dépit de ce que l'on peut entendre ici et là, les Etats de Provence et ceux du Comtat ont fait l'objet d'études assez approfondies couvrant surtout les XVII^e et XVIII^e siècles, soit environ 1 500 pages imprimées, sans parler des indications que l'on peut relever dans les ouvrages anciens ou récents, à l'exemple de la thèse de R. Pillorget relative aux mouvements populaires du XVII^e siècle.*

Avant de tenter d'écrire le bilan provisoire de ces recherches il faut poser quelques questions de méthode. Elles tiennent toutes à la documentation utilisée. Les travaux cités se tiennent pour l'essentiel à l'exploitation des délibérations des Etats et de leurs prolongements directs, les cahiers présentés aux souverains, avec les réponses de ceux-ci. Si c'est le seul moyen d'isoler ces assemblées de la constellation institutionnelle provinciale, c'est aussi ne prendre en compte qu'un aspect de la réalité : entre deux sessions, la vie administrative continuait. Ce qui avait été décidé (sous réserve de ratification par le roi ou le pape), demandé, proposé, se concrétisait le plus souvent pendant l'intercession. La tenue suivante était l'occasion d'un rapport sur ce point. Se limiter aux registres des délibérations, c'est prendre connaissance du sort réservé aux « décisions » des assemblées et apprécier leur poids effectif dans les domaines politiques et administratifs. Le détail des démarches et des correspondances fait défaut, ce qui est un inconvénient majeur pour l'appréciation de la vie politique dans sa totalité, un inconvénient léger pour celle des Etats dont les options et le rôle réel n'échappent pas à l'historien.

Reste évidemment à se demander ce que valent les délibérations conservées. Leur qualité varie dans le temps et dans l'espace. Pour les deux siècles considérés, elles précisent les jours et les heures des séances, leur déroulement, donnent la liste des

présents (sauf en Provence où seule l'Assemblée des communautés inclut ce détail dans ses procès-verbaux), indiquent les résultats des votes (surtout au XVII^e siècle et avec davantage de précisions en Comtat). On peut aussi trouver rapportés les discours d'orientation des animateurs des débats, particulièrement en Provence, les résumés plus ou moins circonstanciés des affaires. En Provence, le fonds de l'Intendance livre les discours inauguraux du commissaire départi pour la seconde moitié du XVIII^e siècle. La base d'informations disponibles s'avère finalement assez riche.

Pourtant l'historien éprouve un certain malaise. Aussi bien en Provence qu'en Comtat quelque chose échappe dans le fonctionnement des assemblées provinciales. Si l'on se fie aux dates et horaires les députés disposaient d'une dizaine de minutes par affaire pour écouter le rapport, en débattre et voter. Par quel prodige réussissaient-ils pareil tour de force ? Pourtant tout indique qu'il y avait débat, parfois vif et long. De rares indications donnent le sentiment qu'on avait parlé des affaires avant l'ouverture de la session, peut-être dans le sein des conseils des communautés d'habitants. La lecture attentive des pièces écarte l'idée d'Etats réduits à la situation de chambres d'enregistrement. Malheureusement la « vie parlementaire » nous reste inaccessible.

I – Une représentativité en peau de chagrin

En l'espace de deux siècles la représentativité des assemblées provençale et comtadine s'est sensiblement réduite.

Les Etats du Comtat réunissaient théoriquement tous les évêques ayant paroisse dans les possessions pontificales, tous les possédant-fief, les représentants de toutes les communautés. L'Assemblée générale du pays qui prit leur suite à partir de 1594 : trois évêques, le représentant élu (tous les trois ans) de la no-

blesse, les premiers consuls de 25 communautés. Parmi celles-ci, six étaient présentes de droit (Avignon, non plus que son évêque, ne figurait pas dans la liste), dix neuf étaient désignées par les députés des six autres, apparemment sans aucun ordre jusqu'en 1704. A partir de cette date, la liste des dix neuf s'est figée et l'on peut parler d'une confiscation de la représentation provinciale par un quart des communautés.

Avec des modalités différentes, l'évolution a été proche en Provence, parfois plus rapide, parfois plus lente. Les Etats du XVI^e siècle rassemblaient les évêques ayant paroisse en Provence (les députés des chapitres cathédraux étaient admis en cas de vacance de sièges épiscopaux), neuf abbés (encore que celui de Saint Honorat de Lérins ait été invité à s'abstenir de paraître, mais en 1622), le prévôt du chapitre de Pignans, huit commandeurs de Malte. C'était déjà moins qu'au Moyen âge où d'autres membres du Clergé apparaissent dans les délibérations. Pour le second ordre, on est passé de tous les gentilshommes (au Moyen âge) aux nobles possédant-fief (le principe a été posé en 1538 mais il n'est devenu réalité qu'en 1620) : dans le cas de coseigneurie, un seul des coseigneurs était admis, désigné par accord de ses collègues ou par ordre de possession décroissante ou par tirage au sort. Il y a donc eu là aussi réduction de la représentativité. Nouvelle restriction faudrait-il dire, car au Moyen Age siégèrent le prince d'Orange, parfois des femmes, et des porteurs de procuration. Selon Coriolis, la réduction de 1620 aurait été due aux démarches des communautés. Désireuses de diminuer l'importance du second ordre elles avaient déjà obtenues en 1544 des lettres patentes posant le principe de la parité entre privilégiés et communautés, en 1552 un arrêt provisoire du parlement de Paris accordant 20 députés à chaque ordre. Jusqu'en 1639, elles réclamèrent l'application du principe posé en 1544. Ce n'était d'ailleurs pas une vraie nouveauté : les Etats de 1374, 1339 et 1429 avaient

déjà remis à des commissions paritaires privilégiés-non privilégiés le soin d'examiner certaines affaires avec pouvoir de décision ou, le plus souvent, de rédiger différents documents. Concrètement quelle signification eurent ces décisions ? Trois cents possédant-fief environ furent présents lors de la tenue de 1788-89, beaucoup moins semble-t-il pour le début du XVII^e siècle. Les nobles dominaient cependant numériquement l'assemblée.

Car le Tiers Etat se réduisait aux délégués des vigueries, des chefs-lieux de viguerie et de quelques communautés exceptionnellement admises comme appartenant au domaine comtal. La liste de celles-ci pouvait fluctuer au gré des inféodations, mais les Etats avaient en la matière le dernier mot. Lorsque en 1623 le petit village de Courségoules, qui venait d'être réuni au Domaine, osa réclamer son entrée sous prétexte que des lettres patentes lui avaient donné le titre de Ville avec entrée aux Etats sa prétention fut rejetée. Le nombre des communautés augmenta lentement dans le courant des deux siècles, pour atteindre le nombre final de trente sept. Initialement variable, le nombre de députés (mais non de voix) fut réduit à un par communauté et viguerie, sauf Aix, Tarascon, Marseille et Arles (règlement de 1573). Marseille et Arles ne siégèrent plus qu'à titre consultatif à partir de 1622, ce qui signifiait que la compétence territoriale des Etats avait commencé à diminuer (l'Assemblée des communautés perdra en outre les autres « terres adjacentes », dont Salon et la vallée de Barcelonnette après sa récupération en 1713). Le pouvoir provincial a donc été finalement réservé à environ 5 % des communautés, beaucoup moins qu'en Comtat. Le règlement de 1633 réduisit encore cette représentativité en supprimant l'élection des délégués des communautés : désormais la charge était automatiquement conférée au premier consul. Quant aux vigueries, elles subirent un sort voisin. Jusqu'à la fin du XVI^e siècle une assemblée informe avait désigné les délégués de viguerie. A partir de 1611,

un tour de rôle fut établi entre les communautés. Pour éviter que le chef-lieu ne confisquat cette délégation par un système de procuration forcée, toute subrogation fut interdite en 1618. Si bien que les intérêts de chaque viguerie furent désormais représentés par au moins deux délégués.

La suspension des Etats en 1640 produisit les mêmes effets qu'en Comtat. Apparue au Moyen âge, stabilisée en 1535, rarement réunie au XVI^e siècle l'Assemblée des communautés s'affirme à partir du règne de Henri III par la volonté du roi et bénéficie d'une périodicité régulière à la fin du siècle (comme les Etats depuis 1535). Elle ne représentait pas le pays comme les Etats. Les vigueries étaient absentes, ainsi que les privilégiés, Marseille, Arles et les autres Terres adjacentes. Incertaine pendant une bonne partie du XVI^e siècle, sa composition finit par se réduire aux communautés admises aux Etats, une vingtaine fin XVI^e siècle, 37 après 1666. Fournissant l'exécutif permanent depuis 1481 (les procureurs du pays « nés »), la présidence de l'exécutif et des assemblées provinciales (l'archevêque d'Aix), l'assesseur (qui devient dans la deuxième moitié du XVII^e siècle le cheville ouvrière de l'administration), la ville d'Aix pesait d'un poids très lourd, mal supporté par les autres communautés. L'Assemblée avait beau accueillir deux prélats (qu'elle désignait depuis 1618) et deux nobles (qu'elle élit à partir de 1695-1717), elle n'avait pas l'envergure des Etats. L'époque des offices municipaux entre 1695 et 1757 ne la pénalisa pas outre mesure : la plupart des villes avaient racheté les offices de maire et de premier consul et les élections consulaires purent continuer.

Des deux côtés de la Durance, la fermeture de la représentation provençale peut donc être observée. Elle s'est faite évidemment contre les privilégiés et particulièrement les nobles. Elle a été aussi dirigée contre les communautés les plus pauvres (les débats en Provence dans la première moitié du XVII^e siècle

autour du tour de rôle traduisent le souci de les évincer). Elle a été voulue pour favoriser les capitales provinciales, Aix et Carpentras ou plutôt leurs consulats, plus faciles à tenir. Elle a été dirigée contre les organes périodiques et en faveur des organes permanents, la Procure du pays, le Syndic puis l'Assesseur, les officiers des Etats en Provence, l'Assemblée ordinaire (l'évêque et les consuls de Carpentras, l'élu de la noblesse, le Syndic et procureur général) en Comtat. Elle a privilégié les villes. Le sens et la portée de cette évolution, voulue par le roi et le pape, sont complexes. Les souverains désiraient avoir affaire à des organes efficaces, moins rétifs que des assemblées, tout en bloquant leur influence : en ôtant les terres adjacentes aux assemblées provinciales, c'était le pouvoir des exécutifs qui était indirectement touché, d'autant plus que ces terres passaient sous l'administration du vrai représentant du souverain, l'Intendant ou le vice-légat d'Avignon. En écartant les privilégiés des assemblées, particulièrement les nobles, tout en maintenant l'épiscopat en possession de la présidence de toutes les institutions administratives centrales, ils ont débarrassé les députés des villes de l'encombrante présence de personnages supérieurs en dignité, c'est-à-dire qu'ils leur ont donné la pleine possibilité et même l'obligation de s'exprimer, sous la surveillance d'hommes plus ou moins dévoués au souverain (les présidents) et dont la prééminence ne fut peut-être pas toujours bien reçue en Provence, comme en font foi les tensions des XVI^e et XVII^e siècles et les cahiers de 1789. En même temps le pouvoir central pouvait espérer l'hostilité persévérante de la noblesse à des assemblées écrasées par les roturiers. Dans un tel contexte socio-institutionnel les assemblées ne pouvaient que se soumettre à la volonté du souverain ou élaborer une stratégie de légitimation contre tous ceux qui les menaçaient.

Les députés aux assemblées provinciales débarrassées des Etats étaient-ils capables de faire front ? Les enquêtes menées en

Comtat et en Provence révèlent un groupe bien armé pour jouer un rôle politique effectif, en dépit du renouvellement annuel de députés (par le biais des élections consulaires, en principe annuelles). Dans les assemblées provençales des XVII^e et XVIII^e siècles, le pourcentage des nobles varie entre 34 et 38 %, celui des juristes de formation entre 29 et 35 %. Pour le Comtat, on compte 38 % au XVII^e et 30 à 50 % au XVIII^e, en ce qui concerne le second ordre, 10 % jusqu'en 1742 puis près de 20 % au delà pour les juristes. En clair, la noblesse a toujours été bien présente dans les assemblées provinciales, par la grâce des statuts communaux qui le plus souvent réservaient la mairie à un noble. Mais s'agit-il bien des nobles que l'on rencontrait dans les Etats ? On sait que certains doctorats de l'université d'Avignon donnaient la noblesse : les bénéficiaires peuvent-ils être confondus avec les nobles traditionnels ? Combien de possédant-fief parmi les maires provençaux ? Il faudrait pouvoir faire la prosopographie de ce petit monde dont on a pour le moment l'impression qu'il ne devait pas être très proche de la noblesse des Etats, ce qui pourrait expliquer la politique anti-seigneuriale des deux assemblées dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Des juristes, on ignore à peu près tout. Il n'est pas inutile de souligner que tout ce que le barreau aixois a compté de noms illustres a siégé dans l'Assemblée des communautés ou occupé la place d'assesseur ou de syndic des communautés.

Le pouvoir central était-il bien en état de contrôler ce que les contemporains (particulièrement les porte-parole de la noblesse provençale) tenaient pour des fantômes d'Etats ? En Comtat le puissant vice-légat ne jouait aucun rôle apparent dans le fonctionnement de l'Assemblée générale que depuis 1606 le Recteur du Comtat convoquait et qui jouissait de la liberté de réunion, à la différence de son équivalent provençal. Tout reposait sur l'évêque de Carpentras, président-né, et sur le Syndic,

rapporteur des affaires, sur le recours au scrutin public, sur le renvoi de la plupart des affaires à l'Assemblée ordinaire : la brièveté des sessions (trois jours au XVIII^e siècle) le rendait inévitable. On y ajoutera la persistance de clivages entre groupes de communautés, bien visibles au XVIII^e siècle mais toujours inexploqués : l'Assemblée générale ne constituait pas un bloc bien soudé.

Côté provençal, la convocation des Etats puis de l'Assemblée des communautés était réservée au souverain depuis au moins le XV^e siècle. Au XVII^e le rythme des tenues est devenu annuel. Mais la durée des sessions n'est fixée que tardivement, 30 jours en 1676. En pratique ce sera nettement moins, surtout après 1733 où les tenues durent de 5 à 9 jours. A la différence du Comtat, les assemblées provençales connaissaient des séances plénières (dont le nombre ne cesse de régresser), des séances secrètes (supprimées en 1687) et des séances en commission. Toutes, sauf les secrètes, se déroulaient en présence de l'Intendant, commissaire du roi. Très présent au XVII^e, le gouverneur s'efface à la période suivante. Le rôle du président-né semble avoir varié en fonction de la personnalité du titulaire du siège archiépiscopal, très politique avec Daniel de Cosnac, administratif avec Boisgelin.

Celui que l'on peut considérer comme la conscience des assemblées, le syndic puis l'assesseur, paraît avoir tenu une place de plus en plus grande, particulièrement après 1660. Il rapportait les affaires, rappelait et définissait les privilèges du pays. Il finit par développer ce que l'on pourrait considérer comme une véritable philosophie de la monarchie française.

De toute façon, les règlements intérieurs limitaient les possibilités d'action des députés. C'était au président, au Syndic, à l'Assesseur, au premier consul d'Aix (et de Carpentras ?) qu'appartenait le quasi-monopole des propositions. Les autres en

avaient la possibilité mais il fallait l'accord du président (et peut-être de l'Assemblée en Comtat). En dernière analyse l'approbation du souverain était indispensable.

II – Une présence sur le terrain de plus en plus marquée

Réduites dans leur représentativité et dans leur prestige, parfois rudoyées et même malmenées, les assemblées provençale et comtadine se sont peu à peu affirmées face au pouvoir central et ont lentement étendu le champ de leurs interventions. Le mouvement n'a pas été continu : une étude quantitative des travaux de l'Assemblée des communautés et de l'Assemblée générale du pays donne l'impression d'un certain recul entre 1650 et 1700 et d'une croissance sensible pendant tout le XVIII^e siècle (avec des paroxysmes vers 1720-25, 1735-45, 1763-72) pour la Provence. Quant au Comtat on enregistrerait un certain tassement pour 1690-1749 entre deux phases hautes, avec une fin de XVIII^e siècle particulièrement soutenue. C'est dire que l'évolution des deux systèmes, qui relevaient de deux dominations différentes, tout en présentant des similitudes n'a pas toujours été identique.

Le XVII^e comtadin offre un visage tout à fait traditionnel. Administrer c'est alors avant tout dire ou défendre le droit, désigner les officiers et agents du pays, voter l'impôt et régler les conflits apparus à ce sujet. Défendre le droit, c'est résister aux empiètements de l'administration pontificale, dénoncer les atteintes au principe de l'allodialité des terres ou les abus de pouvoir, traverser les entreprises de la Ferme française, empêcher le clergé d'échapper au paiement de la taille. Dire le droit c'est multiplier les démarches auprès du vice légat ou du pape pour obtenir des mesures réglementaires en matière de droit privé, de procédure, de police des mendiants, de contrôle des juifs. Entendus en géné-

ral, les députés n'ont pas rencontré d'écho favorable sur ce dernier point puisque les activités des gens des « carrières » n'ont pas été bridées en dépit de vingt années de démarches.

En revanche, peu d'initiatives en matière économique. Si les travaux routiers font une apparition timide à partir de 1643 c'est uniquement sous la forme réglementaire, administrative : il n'est pas question d'investissements du pays.

Côté provençal le siècle a été celui des grands affrontements avec le roi de France : la suspension des Etats à partir de 1640, l'arrestation ou l'exil de l'assesseur en 1684, 1693, 1695 ou 1702 donnent la mesure de la violence du conflit. Au centre de cette guerre la question financière, d'abord les dépenses militaires en Provence, plus tard la politique bursale. Derrière les exigences et les menaces, les députés avaient bien compris l'entreprise de démolition des privilèges provinciaux essentiels en matière fiscale mais aussi en matière d'administration locale (créations d'offices municipaux de 1624, 1631, 1640, 1690 ; nominations des consuls par le roi sous Louis XIII et Louis XIV). La résistance opiniâtre des assemblées leur a peut-être procuré des réductions d'impôt, plus certainement des satisfactions de principe qu'il ne faut pas sous-estimer : jamais jusqu'à la Révolution le pouvoir monarchique ne s'est senti très solide sur la plan théorique et ses rapports avec la province en ont été gênés.

Cet aspect flamboyant des activités des Etats et de l'Assemblée des communautés ne doit pas faire négliger d'autres interventions plus obscures, dans la veine de celle des comtadins. Ici aussi la défense du droit a retenu l'attention des députés : non extrahendo et refus des committimus parsément les délibérations du temps de Louis XIII, la défense du franc-allevu celles de l'époque Louis XIV. Contre les Fermes la guerre a été incessante. Ajoutons les démarches en faveur des tribunaux et des communautés et remarquons la quasi-inexistence du secteur économique

et social, comme en Comtat : le XVII^e siècle a bien été de part et d'autre de la Durance le siècle de la délimitation des compétences entre pouvoir central et pouvoir provincial.

Au siècle suivant les assemblées ont commencé à prendre en main une partie de la vie provinciale et locale. Ici la Provence paraît plus avancée que le Comtat.

Dans les territoires pontificaux, l'Assemblée générale a profité du passage au second plan des organes qui la suppléaient entre deux tenues et de moyens financiers plus importants qu'autrefois (la taille est remplacée depuis 1740-41 par des versements de la Ferme française et les emprunts se multiplient). A côté des activités classiques se développe une politique interventionniste, vaguement esquissée précédemment. Un million cinq cent mille livres ont été consacrées aux routes en l'espace de cinquante ans, cependant que leur réglementation était mise au point, provoquant par là l'amorce d'une centralisation au profit de Carpentras. Le système corporatif semble avoir été quasiment éradiqué vers 1758.

Le plus important, pourtant, paraît avoir été la défense, et illustration des privilèges du Comtat contre le pape, le vice-légat, les tribunaux avignonnais, la Ferme générale française, la seigneurie. C'est quarante années de démarches réitérées, de conflits, parfois de crise, qui n'ont abouti à rien de décisif sinon à la sensible dégradation des rapports avec Rome, même pas une prise de consciences comme celle que l'on rencontre en Provence. Peut-être faut-il attribuer cet échec à l'absence d'un passé historique fondateur de droits et de traditions, d'un parlement avec son cortège de grands juristes, d'une pression fiscale génératrice de résistances fondamentales.

Pour la Provence, l'histoire a été assez différente. Aux belles années de la Régence et de Fleury correspond ici une

période d'accalmie pendant laquelle l'Assemblée des communautés réussit à s'imposer face à tous les pouvoirs concurrents du temps. A des demandes financières royales somme toute assez modérées la représentation provinciale répond par un minimum de résistance. C'est à la défense du droit privé provençal qu'elle accorde tous ses soins entre 1704 et 1736.

Mais après la guerre de Succession d'Autriche ses rapports avec la cour s'enveniment. Toutes les initiatives royales trouvent dans l'Assemblée un censeur vigilant et une caisse de résonance (relayée par l'imprimé) pour les analyses politiques de l'assesseur. L'Assemblée des communautés retrouve son rôle de défense des privilèges judiciaires provençaux contre les nombreux bénéficiaires des committimus et des évocations, contre les atteintes à la liberté d'imposition des communautés. La capitation, les vingtièmes, les sols pour livre, les dons gratuits extraordinaires, les dépenses nouvelles (maréchaussée, travaux publics, mendicité, bâtiments de justice, péages), la fiscalité domaniale suscitent récriminations, manœuvres dilatoires, longues remontrances centrées sur le droit public provençal et la nature des liens qui unissent la Provence à la couronne.

Raidie contre le despotisme ministériel (c'est-à-dire la pratique gouvernementale) et acquérant par là une stature aussi éminente que celle des Etats suspendus, l'Assemblée des communautés est allée plus loin en donnant à l'ensemble institutionnel provençal central des moyens de se mêler de la vie locale. On se contentera de rappeler des mesures hautement symboliques et significatives comme le règlement de 1779 pour l'administration des vigueries et les interventions ponctuelles dans leur fonctionnement ; la politique systématique et unanime de rétablissement de la liberté électorale et de mise en tutelle des administrations consulaires ; la prise en main des travaux routiers (règlements de 1757, 1771, 1784). Le souci des députés pourrait avoir été d'uni-

formiser les règles d'administration interne et d'assainir les finances locales tout en contrôlant le fonctionnement des institutions. Cette politique s'inscrivait dans le grand « programme » de mise en ordre élaboré à la cour depuis Colbert. Le roi ne la désapprouva pas.

En revanche cette politique paraît assez peu « éclairée ». Les députés se sont peu intéressés à l'agriculture (sauf les plantations de mûriers et le creusement tardif de trois canaux d'irrigation), aux manufactures (auxquelles ont été consacrées 16 000 puis 10 000 livres par an), au commerce. Les routes ont reçu environ cinq millions de livres, pour des travaux d'entretien. On ne peut rien retenir de remarquable dans le domaine social sauf, peut-être, le fonds des bâtards.

L'Assemblée des communautés apparaît donc aussi politique et administrative qu'aux siècles précédents. Il s'agit bien de l'organe représentatif de la province, multipliant les aides aux ouvrages écrits à la gloire du pays et refusant de plus en plus fortement l'absorption dans le royaume.

Mais le problème fondamental qui se posait à cette époque n'était-il pas avant tout politique ? Reprocher aux députés comtadins et provençaux de s'être intéressés à l'économie et à la société ne relève-t-il pas d'une vision anachronique et spatialement indifférenciée de l'histoire « moderne » ?

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- (*) CORIOLIS (abbé de), *Dissertation sur les Etats de Provence*. Aix 1867, 324 + CXXVIII p.
MASSON (dire. de P.), *Les Bouches du Rhône, encyclopédie départementale*, tome 3. Marseille, 1920, pp. 448-508.

HILDESHEIMER (B), *L'Assemblée des communautés de Provence*. Aix, 1935.

MOURET (F), *Les assemblées du pays du Comté Venaissin à la veille de la Révolution française*. Nîmes, 1952, 166 p.

DAVID (M), *De l'organisation administrative, financière et judiciaire du Comtat Venaissin sous la domination des papes 1229-1791*. Aix, 1912.

GIRARD (J), « Les Etats du Comtat Venaissin depuis leurs origines jusqu'à la fin du XVI^e siècle », *Mém. Académie du Vaucluse*, 1906-07.

EMMANUELLI (F-X), « Pour une réhabilitation de l'histoire politique provinciale. L'exemple de l'Assemblée des communautés de Provence 1660-1786 ». *Rev. hist. droit fr. et étr.*, vol.59, 1978, pp. 431-450.

————— « la centralisation provençale au XVIII^e siècle ». *Provence historique*, fasc.113, 1978, pp. 215-238.

————— « pouvoir royal et représentation provençale du XVII^e au XVIII^e siècle ». *Parliaments, estates and representation*, vol. 4 n^o1, 1984, pp. 45-50

————— « les Etats du Comtat Venaissin au XVIII^e siècle ». *Mém. Académie du Vaucluse*, 7^e série, tome IV, 1983, pp. 75-113.

————— « Provence du XVII^e siècle. Jalons pour une histoire de la vie politique provinciale ». *Bull. assoc. historiens modernistes*, n^o14, pp. 51-68.

————— *Etats et provinces du sud-ouest au XVII^e siècle. L'arc méditerranéen français*. Draguignan, CNED, s.d. (1988), tome 1.

————— « L'Assemblée générale du pays en Comtat Venaissin aux XVII^e et XVIII^e siècles ». *Estudios de Historia del derecho europeo. Homenaje al professor G. Martinez Dize*. Madrid, 1994, tome 2, pp. 45-58.

**« Les Assemblées constituées des gens des trois
États du pays de Languedoc » :
Réflexions sur une histoire intermédiaire.**

*Michel PERONNET**

Naguère, au cours de ces journées même d'histoire moderne, j'avais lancé par boutade, pour éviter le mélange des genres dans l'écriture de l'histoire : à « *histoire générale, sources générales, résultats généraux, à histoire particulière, sources particulières, résultats particuliers* ». Il y a lieu de compléter le slogan en y introduisant l'histoire que l'on appelait jadis universelle et aussi une histoire que j'inclinerais à appeler intermédiaire, s'appliquant à l'intérieur d'un espace de souveraineté aux institutions placées entre le lieu d'exercice de la souveraineté et les acteurs de la souveraineté et le lieu d'exercice de pouvoirs non souverains et les acteurs de l'exercice de ces pouvoirs.

* Université Paul-Valéry, Montpellier III.

Intermédiaire cette histoire se place ainsi entre deux référents généraux ou universels : la longue durée institutionnelle, la géographie d'espaces politiques entre la souveraineté et le pouvoir local. Formant souvent un « pays », plus souvent une « province », du moins dans le royaume de France, cet espace intermédiaire n'est objet d'histoire que durant son existence comme institution, comme lieu d'échanges et de rapports entre un centre, la souveraineté, et une périphérie l'exercice d'un pouvoir. Il se trouve qu'une « province », baptisée Languedoc, bien que le domaine de la langue d'Oc soit plus étendu, a joui d'institutions explicites ou implicites qui lui ont donné une capacité d'exister et ont constitué une base identitaire du milieu du XIII^e siècle à la fin du XVIII^e, au sein du royaume de France: c'est l'assemblée des États de Languedoc qui a assuré à la province une continuité historique et géographique comme espace de privilèges particuliers au milieu d'un espace de souveraineté monarchique. L'histoire intermédiaire, comme l'universelle, la générale, la particulière, fait apparaître, par comparaison avec d'autres histoires intermédiaires des ressemblances et des différences qui permettent d'établir la spécificité de cette histoire intermédiaire.

Les enseignants d'histoire moderne de l'Université Montpellier III ont affiné la connaissance historique du Languedoc moderne tant par leurs propres recherches que par celles de leurs étudiants.

Les « libertés » du Languedoc sont longuement exposées dans des textes législatifs de souveraineté : chartres, édits ou ordonnances. Par ailleurs, les Etats mettent constamment en pratique l'exercice des libertés et privilèges. Or, tant ces textes constitutionnels que ces pratiques institutionnelles sont mis sous les yeux du public par des oeuvres importantes et de grande diffusion. Au milieu du XVIII^e siècle paraît l'*Histoire du Languedoc* due à la plume de deux bénédictins de Saint-Maur, Dom DEVIC

et Dom VAISSETTE : on y voit au long de 5 gros volumes in folio la lutte de la province pour conserver des libertés que l'on fait facilement remonter à des sources romaines¹.

A partir de 1776, dans les trois mois suivant les séances, le *procès verbal* de l'assemblée annuelle des Etats de Languedoc est imprimé et distribué aux administrateurs de la province et déposé en plusieurs exemplaires dans les villes formant circonscription administrative et par là facilement consultables².

Entre 1780 et 1787 paraissent « chez Rigaud et Compagnie, libraires rue de l'Aiguillerie », les sept premiers volumes d'une série intitulée *Lois municipales et économiques du Languedoc* qui aurait dû en comporter une grosse douzaine si les événements n'avaient interrompu la publication³. L'auteur est désigné simplement par ses initiales « J.A. » transparentes pour n'importe quel montpellierain : elles désignent Jean ALBISSON, juriconsulte montpellierain gardien des archives des Etats de Languedoc. Les Etats encouragent ces publications dotant ainsi leur province d'une mémoire, d'un répertoire de textes fondamentaux et d'exemples de pratique politique d'assemblée délibérante. Les Etats d'autre part aident de leurs deniers les recherches d'une autre bénédictin, Dom PACOTTE, chargé de retrouver dans les archives locales les documents concernant les états disparus des Archives centrales pendant l'itinérance.

La régularisation de l'institution au XVIII^e siècle se marque de la sédentarisation du lieu des séances à Montpellier et surtout dans les projets de construction d'un palais des États. Cet ensemble contribue à développer une conscience politique liée aux institutions de la Province. Avant d'aborder l'analyse de ces divers textes, il faut faire remarquer que tous portent sur la page de garde les armes du Languedoc : la croix dite de Toulouse, sur fond de gueule surmontée de la couronne des comtes de Toulouse. Ces armes largement répandues à travers toute la pro-

vince contribuent certainement à l'identification du provincial à sa province, du languedocien au Languedoc. De même, les jetons d'argent distribués aux gens des Etats portent tous les armes de la province et en toutes lettres COMITIA OCCITANIAE.

Parmi tous les actes du pouvoir central, les auteurs languedociens choisissent avec régularité la *Déclaration* de François I de mai 1522⁴, qu'Albisson baptise « *grande charte du pays de Languedoc* ». Le texte reprend les énoncés des actes précédents qui sont tous des chartes de confirmations de privilèges émanant des chancelleries de Louis le Hutin (1315), Philippe le Long (1316), Charles VIII (1488)⁵.

Le texte de la charte de François I s'ouvre sur la définition des assemblées de la province : « *constituées des gens des trois Etats au pays de Languedoc à savoir est l'église, nobles et commun peuple représentant la chose publique dudit pays* » : ces assemblées sont « *appelées et convoquées par mandement du Roi* ». Une députation annuelle des Etats est prévue « *pour dire, exposer, remontrer au Roi., Notre Sire, les grandes et insupportables charges, subsides, griefs et doléances des sujets du dit pays de Languedoc... tant en général qu'en particulier .. pour supplier, requérir et demander qu'en son bon plaisir soit maintenir et garder son dit pays et sujets en ses libertés, droits, privilèges et franchises...* ».

Dans les 14 articles qui suivent les libertés, droits, privilèges et franchises de la province sont énumérés, définis et précisés. A l'article 7, le principe fiscal du consentement est reconnu explicitement. « *Nulle imposition ne sera faite sans le vouloir et consentement des dits Etats* ». Les articles fiscaux n'ont plus qu'à énumérer les principales exemptions notamment celle du logement des gens de guerre et celle de droits d'aide.

Une importante franchise est précisément définie à l'article 4 : « *Le pays est régi par le droit écrit...* » d'où découle l'ar-

ticle 10 « *en suivant les dispositions du droit écrit toutes causes civiles et criminelles doivent être introduites et déterminées devant les juges ordinaires établis par le dit seigneur Roi... au dit pays...* ».

La définition d'une franchise très importante ne se trouve pas de façon explicite dans la charte mais s'y trouve implicite puisqu'elle est partie du droit écrit : le *franc-allevu*. Les Etats lors d'un conflit avec le Parlement de Toulouse exposent l'ensemble « *des libertés, principes et maximes de la province... et spécialement que le franc-allevu et la maxime antique : nul seigneur sans titre, forment dans les matières féodales, le droit commun de cette province et présument la franchise de tout droit seigneurial honorifique ou réel* »⁶.

Albisson qui réunit tous ces actes dans sa publication des *Lois municipales du Languedoc* conclut ainsi : « *On peut dire à plusieurs égards des privilèges du Languedoc ce que dit l'illustre Pithou..., ce ne sont point passe-droit ou privilèges exorbitants mais plutôt franchises naturelles et ingénuités ou droit commun... aussi ont-ils été constamment conservés sous la dénomination d'usages et coutumes anciennes, droit, liberté et franchises...* »⁷.

Par cette allégation, Albisson ancre l'origine des Etats de Languedoc dans la vieille tradition de réunion des trois ordres auprès du roi pour le conseil et l'aide militaire c'est-à-dire les champs de mai carolingiens. Ces réunions périodiques auprès du Roi seraient le droit commun de la nation perdus depuis par certains ordres ou corps mais conservés par d'autres. Les Assemblées du Clergé rappellent cette théorie des origines des droits de la Nation de 1788 dans les remontrances sur le lit de justice du 8 mai 1788⁸. Les cours souveraines s'appuient sur cette théorie pour développer l'union des classes et justifier le droit de remontrances. En rappelant les droits originels de la Nation, les Etats de Languedoc justifient leurs droits et privilèges par une

tradition immémoriale, les chartes royales n'étant que les reconnaissances d'un état de fait antérieur à leur octroi⁹.

Parmi les actes du Roi retenus par Albisson figurent les deux édits, celui de 1632 et celui de 1750, par lesquels le souverain entend soumettre le Languedoc au droit commun en matière fiscale. On sait que la résistance des Etats force le Roi à reculer et à reconnaître et maintenir les droits du Languedoc.

Ces privilèges et franchises ne s'appliquent que sur le territoire du Languedoc compte tenu du statut particulier du Gévaudan, du Vivarais et du Velay. Le lien entre une institution et un espace est évident pour le Languedoc d'où l'importance accordée aux questions territoriales notamment aux marges de la province.

La province entière est réputée être représentée par les députés qui siègent aux Etats de Languedoc. L'assemblée est *« constituée des gens des trois états au pays de Languedoc à savoir est l'Eglise, nobles et commun peuple représentant la chose publique du dit pays »*. « L'église » est représentée par 23 évêques qui *« sont députés-nés à raison de leur siège »*. La noblesse a pour représentants 23 barons *« en vertu du droit attaché à leurs terres... »*. « Le commun peuple » dispose de 68 députés des villes et diocèses choisis selon des règlements particuliers variables mais ne représente que 46 voix dans le compte des votes. Une confusion naît du heurt entre le principe de représentation territoriale – le diocèse par exemple - et celui de représentation sociale – le clergé par exemple. C'est à propos de la *« noblesse »* que le conflit est le plus significatif et aboutit à une confusion des deux principes : la représentation suit la terre, c'est-à-dire subit les mutations de la baronnie mais seul un noble ayant prouvé sa noblesse à 4 degrés depuis 1400, et faisant profession de religion catholique peut exercer son mandat s'il est possesseur d'une baronnie. Issu des règlements de 1635, 1655, 1685 le statut de la représentation de la noblesse par les barons devient extrê-

mement minutieux dans le règlement de 1768. Dans ce cas, les Etats ne font qu'exercer une de leur prérogative exclusive « *se saisir des contestations sur le fait de l'entrée aux Etats* »¹⁰.

Les Etats réunis choisissent eux-mêmes « *les officiers de la province* » dont les titres annoncent les fonctions : 3 syndics généraux, 2 secrétaires-greffiers, 1 trésorier dit « *Trésorier de la bourse des Etats* ». Les officiers exercent leur charge à vie ou jusqu'à leur démission. Les Etats sont seuls « *comptables de leur administration* » à l'exclusion, plusieurs fois répétée, car plusieurs fois contestée, de toute cour souveraine, Parlement de Toulouse ou Cour des comptes, Aides et Finances de Montpellier.

Les Etats se réunissent sur « *mandement royal* » en présence des commissaires du Roi munis de lettres de créance « *le gouverneur en son absence, l'officier général qui commande en chef* », de « *l'intendant de la province* » et de deux *Trésoriers de France*. Les commissaires ne participent pas aux débats mais entrent dans deux des commissions mises en place par les Etats : celle de « *la vérification des dettes des communautés* » et celle de « *l'imposition des diocèses et des communautés* ». Les premières séances des Etats sont consacrées à la constitution de l'assemblée. Le bureau est mis en place suivant les statuts particuliers : l'archevêque de Narbonne est « *président-né* » de l'assemblée flanqué de deux archevêques de Toulouse et d'Albi comme « *vice-présidents-nés* ». Le bureau, comme tous les bureaux d'assemblée délibérante, élabore l'ordre du jour, propose les candidatures des officiers de la province aux suffrages de l'assemblée, procède à la répartition des députés entre les diverses commissions et en désignent les présidents et les rapporteurs. Le bureau peut se rassembler rapidement et jouer un rôle de gestion et de contrôle dans l'intervalle des sessions.

Dans les Etats de Languedoc comme il a pu être constaté le « *commun peuple* » a un nombre de représentants largement supérieur à celui des deux autres ordres réunis : le Tiers Etat a 68 députés, quelquefois même 72, les autres ordres ensemble 46. A l'assemblée générale comme dans les commissions « *le Tiers Etat a seul autant de représentants que les deux autres ordres réunis* » et à l'assemblée comme en commission « *il est délibéré à la pluralité des suffrages* ». On peut observer ici comment les Etats de Languedoc concilient la représentation par la « *sanior pars* » et la délibération à la majorité des voix par la « *major pars* ». Cependant le Tiers tout entier ne dispose que de 46 voix ce qui ramène en partie à la « *sanior pars* » et indirectement au vote par ordre.

L'assemblée des États consent l'impôt chaque année et en répartit le montant sur les diocèses qui eux-mêmes le répartissent sur les communautés. Le grand principe de la constitution du Languedoc est constamment rappelé par l'assemblée : « *...Tout est solidaire, les membres du pays doivent s'entraider et toute dépense qui peut produire un bien général doit être supportée en commun* ». L'impôt est assis sur la terre apprécié aussi bien en valeur qu'en revenu : c'est ce qu'on appelle la « *réalité de la taille* » ; seules quelques terres « *réputées nobles* » échappent à l'impôt. Ce principe de réalité et de territorialité de l'impôt est assigné « *à la domination romaine* ». La discussion entre les commissaires du Roi exposant les souhaits du souverain et le président-né des Etats, l'archevêque de Narbonne, répondant au nom de l'assemblée se termine invariablement par « *les Etats accordent le don... libéralement et gratuitement sans conséquence...* ». L'octroi de ce don « *gratuit* », –il faut entendre par là consenti de plein gré et bonne volonté,– s'accompagne d'un répertoire de droits et privilèges réunis sous le nom de « *conditions du don-gratuit* » et au XVIII^e siècle de « *conditions de la capita-*

tion ». Le procès-verbal des délibérations est remis à un gentilhomme qui le porte à la Cour, à son retour quelques semaines plus tard, il rapporte les lettres royales reconnaissant « *les conditions de la taille* » et « *les conditions de la capitation* ».

Les commissions, toute comme l'assemblée générale ne manquent jamais, de justifier leurs décisions par le rappel des libertés, franchises et privilèges de la province. La commission des travaux publics de la province propose à l'assemblée générale le refus d'inscrire au budget de la province la construction d'un relais de poste car « *les Etats n'ont jamais contribué à l'établissement ou à l'entretien des postes de la province... et il a été délibéré... que demandes sont contraires aux droits, libertés, et privilèges, ils ne peuvent s'écarter de leur usage, ce qui serait de dangereuse conséquence* ». Cette prise de position est celle d'un corps fondé sur la coutume transmise par la tradition qui impose le refus de la nouveauté toujours capable de se retourner sous le nom de précédent contre la coutume. Derrière cette phrase se profile une mentalité politique, celle de la société d'ordre et de corps. Ecrit ou non, le privilège se perd par non usage, ou encore par opposition d'un usage contraire établi avec le temps, devenant un abus, puis pouvant être reconnu comme usage par la prescription trentenaire. La sortie d'usage est à proprement parler un abus et toute action politique tend par une réforme à faire cesser l'abus et à revenir à l'usage consacré : toute action politique trouve sa justification dans le passé en toute réponse et toute réforme aboutit à renouer avec un passé un instant oublié¹¹.

Les Etats communiquent avec le Roi par l'envoi d'un *cahier de doléances annuel* et par des remontrances émises à l'occasion de la promulgation d'un texte de l'autorité souveraine concernant la province. Si l'envoi de doléances est annuel et banal, l'émission de remontrances, en revanche, est exceptionnelle. On peut penser que la présence à Versailles du président-né des Etats qui dis-

pose, au château, d'un appartement et qui est accompagné de la députation en Cour des Etats, permet une consultation poussée avant une prise de décision importante pour le Languedoc et par là n'entraîne pas, sauf en cas de désaccord initial et prolongé, de contestations au moment de la promulgation d'un texte législatif.

Les privilèges de la province s'appliquent aussi aux assemblées intermédiaires ou assiettes diocésaines et aux assemblées primaires que sont les communautés. Chaque diocèse reproduit au petit pied l'administration de la province avec un syndic, un greffier, un receveur et une assemblée délibérante présidée par l'évêque composée des barons et officiers municipaux du diocèse. L'assemblée diocésaine est le moyen de faire passer dans la pratique politique la liberté de consentement à l'impôt et la liberté d'administration.

Dans les communautés de Languedoc, la liberté de don et d'administration s'exprime chaque jour dans la pratique quotidienne. Les Languedociens grâce à leurs privilèges et franchises ont réussi depuis l'époque romaine à gérer leurs propres affaires.

L'*Histoire du Languedoc* de Dom DE VIC et Dom VAISSETTE devient dès sa parution l'arsenal d'arguments historiques d'où les historiens et théoriciens politiques tirent leurs munitions pour justifier les droits et privilèges de la province. D'une manière générale, on rapporte l'origine des Etats de Languedoc au régime municipal que César et Auguste ont perfectionné dans l'Empire et que le code Théodosien confirme.

ALBISSON reprenant dans les *Lois municipales du Languedoc* l'argumentation des Bénédictins écrit : « *Les cités se gouvernent comme autant de petits états soumis mais libres, élisent leur magistrat, se choisissent les chefs de leur petit groupe, délibèrent sur leur administration intérieure et leurs relations extérieures, s'envoient des députés... s'assemblent dans les métropoles indiquées pour y traiter par leurs représentants des grands*

intérêts de la patrie ». La province réussit constamment à conserver le droit romain « *comme loi réelle et territoriale* » par opposition « *aux lois « personnelles* » des barbares (Wisigoths, Bourguignons, Sarasins). Le droit romain survit aussi au « *temps d'anarchie* » qui succède au règne de Charlemagne qui vit naître les coutumes locales. « *Le droit romain subsista dans le Midi de la France ... et conserva aux villes... les municipalités... tandis que les campagnes étaient plongées dans l'ignorance et l'oppression par une foule de tyrans locaux... les bourgeois formaient déjà dans nos pays un ordre particulier distinct des ecclésiastiques et des nobles... si bien que les assemblées des trois Etats de Languedoc sont plus anciennes que les trois Etats du royaume...* » ¹². Cette vision de l'histoire du Languedoc est popularisée par Dom DEVIC et Dom VAISSETTE et adoptée par tous les penseurs politiques du pays d'ALBISSON à d'AN-TRAIGUES¹³.

L'ouvrage d'ALBISSON rend public une partie des privilèges, franchises et libertés du Languedoc et désigne du nom de *constitution* l'ensemble de ces règles particulières. L'opinion publique qui disposait d'une oeuvre monumentale d'histoire provinciale, des procès-verbaux des assemblées délibérantes des Etats a maintenant à sa disposition un ensemble législatif baptisé constitution.

ALBISSON dote le Languedoc d'une mémoire constitutionnelle mais aussi dans ses *préfaces* et *discours préliminaires* d'une pensée politique théorique non négligeable. Cette pensée politique se fonde sur l'idée d'une chaîne causale qui trouve sa naissance dans la providence qui produit la nature qui elle-même produit la société. L'ordre métaphysique de la providence permet aux hommes de rechercher l'harmonie et la concorde et les institutions permettent socialement l'approche de l'état de concorde. De toutes les institutions politiques, la monarchie, particulière-

ment la monarchie française, représente la combinaison la plus heureuse entre les forces contradictoires de stabilité et de mouvement, d'où naît la confiance du sujet dans l'autorité paternelle du Roi. A l'intérieur même de la constitution monarchique de la France, la constitution de Languedoc établit de façon particulièrement harmonieuse ces rapports de réciprocité confiante entre les sujets et le souverain.

Ayant ainsi fondée en métaphysique la constitution de Languedoc, ALBISSON n'a aucune peine à montrer l'incarnation de cette constitution dans une histoire naissant au temps de la république romaine, quelque temps interrompue par « *l'anarchie féodale* », caractérisée comme la substitution des coutumes particulières aux lois générales et de l'hérédité à l'élection aboutissant à « *un corps de maximes et d'usages qui anéantissent la puissance publique pour y substituer la puissance privée* ». Avec l'institution monarchique la province retrouve son droit de territorialité et son droit de consentir l'impôt par ses représentants. La conclusion d'ALBISSON découle de son approche historique : « *Les Etats de Languedoc... assemblés chaque année... délibèrent et offrent au souverain, au nom de la province, le tribut du zèle et de l'amour de ses peuples. La participation solidaire... des habitants crée un sentiment précieux d'intérêt commun... un esprit de patriotisme naît de la confiance dans une administration sage et éclairée et de l'amour au souverain* »¹⁴.

Les administrateurs de la province, les intendants, se sont appliqués à connaître leur province et à la faire connaître. Parmi ceux-ci, deux, BASVILLE et BALLAINVILLIERS offrent sous forme de mémoires écrits une collecte d'informations importantes ; de la confrontation du texte de 1698 et du texte de 1788 naît une image du Languedoc assez contrastée¹⁵.

Le premier point à retenir est que BALLAINVILLIERS connaissant et citant le mémoire de BASVILLE ne revient pas

sur les points traités par celui-ci, spécialement sur ceux qui n'ont subi aucun changement ou aucune évolution pendant un siècle : le découpage administratif, le fonctionnement des institutions religieuses, les informations historiques. Ce renvoi explicite au mémoire de BASVILLE risque d'altérer l'image du Languedoc chez BALLAINVILLIERS et, si l'on n'y prend garde, de faire des mémoires de BALLAINVILLIERS uniquement des mémoires économiques ce qui serait contraire à l'esprit et à la lettre du texte de l'intendant.

BASVILLE aborde le problème des origines historiques de l'assemblée des États et s'il admet « *une origine fort ancienne* », il élimine par des *Ni* péremptoirs les diverses explications historiques de la naissance et de l'héritage des États de Languedoc :

« *Ni coutume observée par les Français avant qu'ils fussent sortis d'Allemagne...*

Ni les sept provinces assemblées à Arles...

Ni une donation fabuleuse à condition (1223-1228-1271)... »¹⁶.

Il admet que les institutions du Languedoc moderne s'inscrivent dans une tradition historique : celle du droit italique... « *avec dispense d'impôts... et assemblées pour la conservation de l'Empire et la santé de l'Empereur* ». Cette tradition de droit italique se maintient « *sous les Goths... et sous les comtes de Toulouse...* ». Pour BASVILLE, le texte institutionnel fondateur est celui du sénéchal de Carcassonne en 1271, convoquant une assemblée « *... pour maintenir le peuple dans leurs usages.. mais ne rien exiger d'eux que par leur consentement donné en assemblée générale et qu'ils n'avaient pas accoutumés de refuser quand il était demandé...* »¹⁷. L'intendant poursuit en indiquant que l'usage s'établit de convoquer les sénéchaussées en : « *un seul corps qui a composé les États Généraux de la province...* ». On notera l'emploi du terme États généraux qui réfère à la représen-

tation et non au territoire, ce que confirme BASVILLE : « *les Etats Généraux sont composés des trois ordres :... l'ordre de l'église... l'ordre de la noblesse... Le tiers état... comprenant... les représentants des « villes capitales de diocèse» et les villes de tour. On notera l'emploi de « capitale » dans le sens latin de caput : la tête, utilisé pour désigner l'agglomération principale d'une circonscription quelqu'en soit l'importance, que ce caractère soit dû à la population : –Toulouse en ce cas est la ville capitale du Languedoc–, ou au siège d'administration : –Montpellier est la ville capitale où réside l'intendant, Lodève est capitale du diocèse religieux et civil–.*

BASVILLE voit l'origine de l'entrée du Languedoc dans la mouvance du royaume essentiellement dans le droit de conquête et la concession par le souverain conquérant d'un certain nombre de droits¹⁸. L'intendant trouve une formule heureuse caractérisant les rapports de la province représentée par son assemblée et la souveraineté incarnée par le Roi : « *rien ne peut être imposé sans le consentement des Etats, comme rien ne peut être imposé sans le consentement du Roi* ». Le domaine de l'histoire intermédiaire est très nettement circonscrit¹⁹.

Bien entendu, l'Intendant évoque les événements de 1629-1632 en rappelant que « *l'édit de juillet 1629 avait établi... une levée uniforme des impositions dans tout le royaume...* » mais aussi que « *cet édit est directement contraire aux usages de la province* »²⁰. BASVILLE se fait l'écho d'une tradition historique qui attribue les événements de 1629-1632 à un complot mené par le Maréchal d'Effiat contre Montmorency : il aurait été « *l'inventeur de l'édit...* » dans la vue que M. de Montmorency s'engagerait à soutenir les privilèges de la province... ou se ferait tuer dans un combat... ou se perdrait pour toujours dans une guerre civile ». On notera de nouveau que l'échelle de la province avec ses droits et ses privilèges est bien une échelle intermédiaire

entre le royaume et les droits régaliens et les communautés particulières et leurs privilèges et libertés. On connaît la fin : Montmorency exécuté, « *l'autorité du Roi rétablie* » et les privilèges de la province confirmés.

On notera que des poursuites sont engagées sur commission royale (16 mars 1633) contre des évêques languedociens députés-nés aux Etats et qui ont participé au mouvement qualifié de « *rébellion* » et qui peuvent être poursuivis pour « *lèse-majesté* ». Six prélats ont été impliqués et poursuivis : l'évêque de Nîmes, Toiras, est « en fuite » ; celui d'Uzès, Fay-Perrault, meurt durant le procès ; deux évêques sont condamnés à l'exil dans leur diocèse : Polverel à Alet et Fleyre à Saint-Pons. L'évêque de Lodève, Plantavit de la Pause, est blanchi du crime de lèse-majesté durant le procès. Seul l'archevêque d'Albi, Del Bene, est condamné pour lèse-majesté et déposé de son siège²¹.

Avec BASVILLE, l'espace de pouvoir –celui des Etats– est bien délimité entre la souveraineté et ses interventions dès que le principe de souveraineté est touché, et entre des communautés particulières qui participent au pouvoir des Etats par leurs représentants. Il s'agit bien d'un espace ayant sa propre histoire : une histoire intermédiaire entre l'histoire générale du royaume de France et l'histoire particulière des communautés de Languedoc.

Avec BALLAINVILLIERS, l'espace de représentation et l'espace de pouvoir n'étant pas remis en cause, se dégage la notion d'un espace économique et d'une politique suivie des Etats en ce domaine très précis. Le jeune intendant indique son projet dans *L'Avertissement* qui précède : « *Mémoires sur le Languedoc divisés par diocèses et subdélégations par M. de Baillainvilliers, intendant de la province, 1788* ». La présentation matérielle du manuscrit, surtout précédé de cet *avertissement* peut permettre d'avancer l'hypothèse d'un projet de publication rapide.

« ... Il n'est plus permis aux administrateurs de rester dans une inertie condamnable ; ils doivent compte au gouvernement de toutes les parties de leur gestion. Ce compte ne doit pas être le résultat de connaissances générales qui ne satisferaient ni le ministre, ni les particuliers... il faut que détaillé, circonstancié, réduit il porte en lui la preuve de ce qu'il expose... ». Le dessein de l'intendant est clairement exprimé : il est celui d'un administrateur actif, chargé par le gouvernement d'une gestion à propos de laquelle il doit un compte au « ministre ». Le projet de l'administrateur est clair. On notera par ailleurs l'emploi en 1788 d'un vocabulaire comprenant : « administration, gestion, gouvernement, ministre »²².

Ce projet administratif de relais d'informations entre le « gouvernement ... le ministre » et le responsable de la gestion de la province se place en une période originale, « un siècle », caractérisée ainsi, « ... un siècle... où les connaissances se déploient, où l'administration s'éclaire, où le choc des systèmes fait jaillir de tous côtés des vérités nouvelles... »²³. Il y a dans ces quelques mots tout ce qui est nécessaire pour préciser ce que l'on a pu appeler naguère « l'esprit d'un siècle ».

BALLAINVILLIERS souligne que « depuis M. de Basville la province a pris une nouvelle face.... » et que les Etats jouent un rôle capital dans cette transformation et il précise que les « Etats toujours occupés de son bonheur ... ont doublé ses moyens par leur activité, les ont perfectionné par leur prudence... » et ajoute qu'une politique de communication fondée sur les grandes routes et les canaux a « amené l'abondance,... fertilisé les terres incultes... ouvert des débouchés faciles et non couteux... ». Si la province a pris une nouvelle face, c'est que son économie s'est développée et que le produit a doublé²⁴.

L'intendant, dans cet *Avertissement* inaugurant son *Mémoire général sur la province* évoque la question des défi-

chements qui comme on le sait ont été encouragés vers 1760-1765 par des actes de pouvoir souverain : vingt ans après, on constate qu'ils ont provoqué « *...une disette de bois qui touche les manufactures, ... que les troupeaux n'ont plus de subsistance...* » ce qui se répercute sur « *la laine et le lait* ». Un autre inconvénient majeur apparaît : « *les forêts n'arrêtent plus les torrents de montagne et les plaines sont inondées...* »²⁵. L'intendant enfin signale que « *le commerce est loin de la splendeur auquel il peut prétendre* ». Rappelons qu'il faut entendre par commerce aussi bien la production que les échanges et que l'intendant fait sans doute allusion à la production lainière qui non seulement ne retrouve pas les sommets des années 1760-1765 près de 100 000 pièces de production annuelle, ni même les bonnes productions de 1775 avec plus de 55 000 pièces produites. Depuis 1784, la production s'est effondrée et stagne autour de 30 000 pièces par an. L'intendant attribue cette forte régression aux « *réglemens et prohibitions* »... »²⁶. Par cette remarque, l'intendant situe bien un espace institutionnel intermédiaire recevant réglemens et prohibitions de la puissance souveraine et s'efforçant dans un cadre réglementaire intermédiaire de promouvoir une politique économique adaptée à ce cadre.

La conclusion débouche sur une observation des finalités des institutions. Ces mémoires sur « *l'État actuel du Languedoc* » ont montré d'abord le rôle des États de la province « *toujours occupés de son bonheur...* », leur action qui « *a doublé les moyens de la province* » et la « *prospérité est leur ouvrage* ». C'est la raison pour laquelle l'intendant en rédigeant ces mémoires « *cherche leur approbation... de telle manière que lui commissaire du Roi, puisse prouver l'accord heureux qui existe entre ces Etats et les hommes du Roi*. Comme dans les oeuvres d'ALBISSON à la même époque apparaissent alors les images sur « *l'harmonie précieuse et désirable* » entre Etats et commissaires

du Roi, « *source de la félicité publique* » et « *Gloire du souverain...* ». Les expressions d'« *harmonie* », de « *félicité publique* », de « *Gloire du souverain* » sont l'indicateur d'une culture politique caractéristique de groupes dirigeants en cette fin du XVIII^e siècle dans le royaume de France ²⁷.

On peut constater que BALLAINVILLIERS en 1788 apporte une touche complémentaire à l'histoire du Languedoc et de ses Etats : grâce aux Etats, grâce à l'harmonie qui règne entre les représentants du Roi et les Etats, se délimite un espace intermédiaire économique : les Etats préoccupés de la prospérité du Languedoc concourent à la félicité publique et à la gloire du souverain. De nouveau s'impose l'idée d'une histoire intermédiaire avec son objet propre : un espace de privilèges et de franchises reconnus et protégés dans un espace de souveraineté.

Dès lors, cette histoire intermédiaire dans le cadre de la monarchie française peut être considérée comme un élément d'identité important entre la petite patrie et la grande patrie. Il y a lieu dans cette histoire intermédiaire de la France monarchique de tenir aussi lieu des différences que chaque institution intermédiaire introduit entre les sujets du Roi de France faisant ici des Bretons, des Béarnais, ici des Languedociens, là des Dauphinois. Cette histoire intermédiaire vieille de cinq siècles établissant des rapports étroits entre la souveraineté monarchique et les communautés élémentaires est à placer à la base d'identité provinciale s'appuyant sur des pratiques politiques de représentation et de débat public sur le consentement à l'impôt et sur des pratiques économiques faisant de ces unités intermédiaires des unités relativement individualisées et homogènes sans pour autant disposer de la souveraineté. Cette histoire intermédiaire se plaçant entre souveraineté et pouvoir des communautés élémentaires fondées sur les privilèges, libertés et franchises reconnus par le souverain et utilisés par les institutions intermédiaires est une partie assez

spécifique de la France monarchique conciliant le respect de la souveraineté du Roi, surtout le territoire et les institutions de participation au pouvoir propre à certaines provinces particulières. Peut-être s'agit-il de ces provinces qui ultérieurement donneront des marques de ce que l'on a appelé le particularisme provincial propre à certains milieux de pensée du XIX^e et du XX^e siècle français. En tout cas, pour la période monarchique caractérisée par une souveraineté reconnaissant comme institutionnels les privilèges, libertés et franchises des provinces, il n'y a pas lieu d'utiliser d'autre désignant que celui d'histoire intermédiaire.

La conclusion sera laissée à un voisin, un Dauphinois, un naturaliste connu, Faujas de Saint Fond écrivant en août 1789 : « *Nous ne sommes plus des Dauphinois, nous sommes des Français libres, citoyens et soldats* »²⁸. Faujas de Saint-Fond marque là le sens d'une rupture fondamentale dans les pratiques politiques et sociales : il n'y a en France plus aucun corps intermédiaire entre la souveraineté de l'État et l'individu citoyen. Cette conclusion met en cause la nature même de la construction de l'unité nationale par la Révolution française tout comme elle révèle la nature de la société que la Révolution française déclare « d'Ancien Régime » qui se fondait essentiellement sur la notion de privilèges, statuts particuliers accordés et respectés par le souverain.

NOTES

1) Dom DE VIC, Dom VAISSETTE, *Histoire générale du Languedoc*. Paris, Vincent, 1730-1745. 5 vol. in-fol.

2) *Procès-verbal de l'assemblée de Nos Seigneurs des Etats de la province de Languedoc*, Montpellier, 1777-1789 [un volume par an].

3) *Lois municipales et économiques du Languedoc*, Montpellier, 7 volumes parus, 1780-1787.

4) *Lois municipales...* Tome 1, pp. 267-287.

5) *Id.*, *Ibid.*, Tome 1, pp. 252-264.

On trouvera dans FONTANON, *Les loix de la France*, 1598, de très nombreux textes des Souverains.

6) *Id.*, *Ibid.*, Tome 1, p. 251.

7) *Id.*, *Ibid.*, Tome 1, p. 252.

7) M. PERONNET, « Les assemblées du clergé sous le règne de Louis XVI », *Annales historiques de la Révolution française*, 1964, « L'assemblée de 1788 », *Annales historiques de la Révolution française*, 1988.

8) H. GILLES *Les Etats de Languedoc au XV^e siècle*, Toulouse, 1972.

9) Actes du 110^e Congrès National des Sociétés Savantes, Section d'Histoire médiévale et de philologie, Tome III, Paris, C.T.H.S., 1986.

10) A. JOUANNA, Le second ordre aux Etats de Languedoc : l'entrée des barons aux Etats de Languedoc », *Mélanges Gascon, Lyon et l'Europe*, Lyon, 1980 ; « Le pouvoir royal et les barons des Etats de Languedoc, » *Parliament, Estates and representation*, vol. 4, n° 1, juin 1984 ; Les enquêtes de noblesse aux Etats de Languedoc », *Mélanges, A. Blanchard*, Montpellier, 1994. PERONNET (M.), « La crise de 1750 », *Etudes sur l'Hérault*, 1981 ; « Pouvoir et épiscopat dans le Languedoc moderne », *Etudes sur l'Hérault*, XIII, 1982 ; « Pouvoir monarchique et épiscopat, : le Roi et les évêques-députés nés des Etats de Languedoc », *Parliament, Estates and representation* vol. 3, n° 3, décembre 1983.

11) Procès-Verbal des Etats de Languedoc, 1789 (Lundi 9 février).

12) *Lois municipales...* Tome 1, p. 364.

13) M. PERONNET, « D'Antraigues et le Mémoire sur les Etats Généraux », *Assemblee di state e istituzioni rappresentative nella storia del pensiero politico moderno, Atti del Convegno de Perugia*, Rimini, 1983 ; « D'Antraigues et l'assemblée de la noblesse de Villeneuve de Berg », *Fédéra-*

tion Historique du Languedoc méditerranéen et du Roussillon, Actes du XVIII^e Congrès de la fédération, (1986), Largentière, 1987 pp. 27-42, spécialement 31, 32, 33.

14) *Lois municipales*, Tome I, p. 316 sq. M. PERONNET « Le débat sur les Etats provinciaux », *Aux origines provinciales de la Révolution française, Colloque Vizille (1988), Grenoble, P.U.G., 1980.*

15) F. MOREIL (Ed.), *L'intendance de Languedoc à la fin du XVII^e siècle*, C.T.H.S, Paris, 1985 (cité par la suite Basville). M. PERONNET (éd.), *Mémoires de l'intendant Ballainvilliers sur le Languedoc*. Montpellier *Entente bibliophile*, 1989 (cité par la suite Ballainvilliers).

16) Basville, p. 179.

17) *Ibid*, p. 180.

18) *Ibid*, p. 206 : « Le Languedoc appartient originairement par droit de conquête... ».

19) *Ibid*, p. 186.

20) *Ibid.*, p. 206.

21) M. PERONNET, « Pouvoir monarchique et épiscopat : le Roi et les évêques députés nés des Etats de Languedoc à l'époque moderne », *Parliaments, Estates and representation*, vol. 3, n° 3, déc. 1983, (p. 118).

22) Ballainvilliers, p. 3.

23) *Ibid.*, p. 4.

24) *Ibid.*, p. 5.

25) *Ibid.*, p. 5.

26) *Ibid.*, p. 6.

27) *Ibid.*, p. 7.

28) Marcelle CHAGNY, *La Révolution dans l'Isère*. Grenoble CRDP Grenoble, 1989. —M. PERONNET. Articles concernant les ETATS de Languedoc : « Pouvoir et épiscopat dans le Languedoc moderne. » *Journée d'histoire moderne. Etudes sur l'Hérault XIII, 1982, 4.5.* « Pouvoir monarchique et épiscopat : le Roi et les évêques députés nés des états de Languedoc à l'époque moderne. » *Parliaments, Estates and representation*, 1983. « La crise de 1750 : fiscalité et pouvoir ». *Journée d'histoire moderne. Etudes sur l'Hérault XIV. 1984.* « Antraigues et le *Mémoire sur les Etats Généraux* », Actes du Colloque C.I.H.A.E., Université di Perugia, Florence, 1983. « L'idée fédérale en France à la fin du XVIII^e siècle », Actes du 110^e congrès national des Sociétés savantes, Paris, 1985. « Antraigues et l'assemblée de noblesse de Ville-neuve de Berg » *Congrès de la Fédération des Sociétés Savantes (Languedoc-*

Roussillon), *Revue du Vivarais*, 1987. « Les procès verbaux imprimés des Etats de Languedoc. *Parliaments, Estates and representation*, 1988. « Un exemple d'opposition légale : la Cour des Comptes, Aides et Finances de Montpellier ». *Parliaments, Estates and representation*, 1990. « Privilèges, libertés et franchises du Languedoc » M. Gilli (éd.), *Régions, Europe, Nation*, Besançon 1989. « Les droits du Languedoc » *Colloque de Vizille : les droits de l'homme*, P.U.G. Grenoble 1988. « Aux origines provinciales de la révolution française » *Colloque de Vizille. Les origines provinciales de la Révolution française*, P.U.G., Grenoble, 1990. « Albisson et les loix municipales du Languedoc » *Etudes sur l'Hérault, n° spécial*, 1989. « Le Languedoc moderne ». *Information historique*, 1988.

Les états provinciaux et les privilèges du languedoc vus par Caseneuve dans son Traité du franc-alleu de 1645

*Sophie ARMENGOL**

Le Languedoc, vaste province éloignée du pouvoir central, jouit au XVII^e siècle d'un bon nombre de privilèges dont celui d'avoir à sa tête une assemblée provinciale. Ces Etats, composés des trois ordres du pays, s'occupent principalement d'affaires administratives, économiques et fiscales. Cependant, leur premier rôle est de garantir la conservation des libertés languedociennes. Au début du XVII^e siècle, ils n'hésitaient pas pour cela à braver l'autorité royale lorsque le souverain voulait amoindrir leurs privilèges. Un historien du temps de Henri IV, Matthieu, remarque à ce propos en 1599 : « Les peuples du Languedoc disent toujours à sa Majesté : Nous sommes vos sujets, mais avec nos privilèges

* Doctorante, Paris Sorbonne et Montpellier III.

(...). Les Etats opposoient donc à la volonté du Roi leurs privilèges disoient n'en pouvoir souffrir l'altération »¹.

Malgré tout, l'édit de Béziers en 1632 châtie durement les Etats pour avoir participé à la révolte menée par Henri II de Montmorency. Le roi tente, en effet, de dominer cette institution en commençant tout d'abord par doubler la charge fiscale et ceci jusqu'en 1649. Au cours de cette période trouble pour le Languedoc, les Etats, se sentant menacés, cherchent donc à mettre le plus possible en avant leurs privilèges ainsi que ceux de la province obtenus « de toute ancienneté ». C'est pourquoi, « la principale résolution de l'assemblée de la session de 1643 est d'ordonner le rassemblement de tous les titres qui pourraient servir de base à une sorte de codification des droits particuliers & des usages de la Province »². Ces libertés rassemblées, les députés des Etats tâchent de les faire imprimer le plus souvent possible pour les faire approuver puis confirmer par le pouvoir royal.

En outre, un maître des requêtes protestant, Auguste Galland³, écrit en 1629 un traité remettant en cause un important privilège languedocien : le franc-allevé⁴. Cet ouvrage est intitulé : *Contre le Franc-Allevé sans titre prétendu par quelques provinces au préjudice du Roy*⁵. Galland, tout dévoué à la cause royale, juge que cette franchise de l'allevé n'est qu'un attentat aux droits de la Couronne. Le souverain, en effet, se dit depuis le XIII^e siècle, « le seigneur fiefueux de tout le Royaume ». Toutes les terres non inféodées par ses vassaux devraient donc lui revenir de plein droit. Ce livre très polémique a droit à une réimpression⁶ en 1637, année se situant au cœur des années noires languedociennes. En 1638, les Etats s'empressent donc de réagir de deux façons différentes. Tout d'abord, ils envoient une supplication au roi pour obtenir une nouvelle confirmation de leurs privilèges dont celui du franc-allevé. Ensuite, les députés demandent à Charles de

Montchal, archevêque de Toulouse et vice-président-né des Etats, de choisir un érudit languedocien « qu'il voudra commettre pour répondre au livre du sieur Galland »⁷. On est ici en plein dans la querelle du franc-alleu. L'archevêque choisit un modeste ecclésiastique toulousain, Pierre de Caseneuve⁸, déjà connu à travers la province par ses excellents ouvrages consacrés à la grammaire et à l'étymologie autant que pour ses grandes qualités morales. Acceptant l'offre des Etats, Caseneuve publie rapidement deux livres à Toulouse. Le premier, réponse directe à l'ouvrage de Galland, est édité aux frais de l'assemblée en 1641 et intitulé : *Le Franc-Alleu de la Province du Languedoc établi & desfendu*. Caseneuve recoit presque aussitôt une large gratification de la part des députés provinciaux. Le second écrit, daté de 1645, correspond à une version revue et augmentée de celui de 1641 : *Le Franc-Alleu de la Province de Languedoc établi & desfendu; seconde édition revue & augmentée d'un second livre & d'un grand nombre de remarques ; A laquelle a esté de plus adjousté un traicté de l'origine de l'antiquité & des privilèges des Estats Généraux de la mesme Province. ensemble un recueil chartes de ses principaux privilèges, libertés & franchises*⁹. Ce deuxième ouvrage fournit une réponse plus complète aux arguments développés par Galland. Il coïncide également avec la résolution des Etats de 1643 de mettre en exergue leurs privilèges. Le traité le plus riche est donc celui de 1645, car il nous révèle les libertés des Etats et du Languedoc à travers non seulement les idées personnelles de Caseneuve mais à des textes originaux. En effet, l'auteur nous offre les copies intégrales de deux chartes de privilèges ; une première de Charles VIII en 1484, une autre signée par François I^{er} en 1522¹⁰.

L'organigramme schématise l'étude de Caseneuve sur les privilèges languedociens garantis par les Etats provinciaux. Nous

nous pencherons pour commencer sur le premier privilège languedocien : l'existence des Etats, assemblée garante des coutumes et franchises du pays. Nous tenterons ensuite de mieux comprendre les fameuses « lois fondamentales » établies d'après un soi-disant contrat entre Philippe le Hardi et le dernier comte de Toulouse ; « lois fondamentales » que les Etats se doivent bien sûr de défendre envers et contre tous. Enfin, pour terminer, nous passerons en revue les quelques libertés générales de la province, libertés beaucoup moins polémiques puisqu'elles sont confirmées par les rois de France depuis Charles VIII. Au cours de ce travail, nous tâcherons de rapprocher cette vision de celles de deux auteurs du XVII^e siècle dévoués entièrement à la couronne : Auguste Galland, bien sûr, mais aussi Lamoignon de Basville, grâce à son mémoire rédigé en 1698.

I – ÉTATS PROVINCIAUX : PREMIER PRIVILÈGE LANGUEDOCIEN.

Dans une partie d'une quarantaine de pages, Caseneuve fait l'apologie des Etats de Languedoc, tout en essayant de confirmer leur ancienneté et donc de prouver leur légitimité. Il emploie pour ce faire toutes les stratégies littéraires et toutes les métaphores en vogue au XVII^e siècle. Nous avons dégagé de ce texte cinq thèmes récurrents :

* Il compare tout d'abord l'état français à un microcosme de la nature céleste. Le Roi est bien évidemment le soleil qui règne invariablement sur toute la Terre ; Caseneuve transcrit ici l'image du pouvoir monarchique. Les parlements sont représentés par les planètes de notre système solaire ; il dégage de cette comparaison un pouvoir aristocratique. Enfin, les Etats généraux sont les innombrables étoiles qui parsèment notre ciel et qui reflètent une

image démocratique. Caseneuve mélange les trois pouvoirs aristotéliens, pouvoirs qui, selon lui, doivent se contrebalancer pour le bonheur de tous. « Et comme en la Nature on peut dire que la Puissance Royale du Soleil est en quelque façon tempérée par le Pouvoir Aristocratique des Planètes qui dominant autour de luy dans le reste des Cieux, & par le Démocratique de ce grand nombre d'Etoilles qui luisent dans le Firmament, bien que leur lumière & leur vertu ne subsistent que par une entière dépendance de ce bel Astre qui les leur communique »¹¹. Caseneuve présente une monarchie modérée par les parlements, les conseils et les Etats généraux. Cette assimilation « Etat politique-nature céleste » lui permet donc de donner une légitimité naturelle aux Etats généraux de province.

* Il reprend ensuite l'idée de la subdivision de la société en ordres, un des fondements de l'Ancien Régime. L'assemblée des Etats est formée des trois ordres du pays, car elle « doit estre sans doute composée de tous ceux qui ont interest en la conservation de l'Estat »¹². Chaque individu travaille et œuvre, au sein d'un ordre, pour le bien de tous, au service de la collectivité.

* Caseneuve emploie également le thème de l'organicisme. Il met en parallèle le corps politique français et le corps humain. Dans son introduction, il écrit : « les Etats provinciaux sont un membre du corps du Royaume ». Un peu plus loin, il précise que les trois ordres qui composent les Etats peuvent être comparés aux bras de l'homme : « Les Espagnols appellent ces estats¹³ Braços, parce que en effet, en eux consiste la principale force du Royaume, comme aux bras celle du corps humain »¹⁴.

* Caseneuve joue aussi sur l'ancienneté, considérée sous l'Ancien Régime comme une marque de qualité, de véracité et de

légitimité. Il emploie d'ailleurs souvent les mots que l'on met au début des actes de confirmation des privilèges : « de tout temps & de toute ancienneté ». Selon lui, les Etats existaient déjà à l'époque romaine. Ceux réunis plus tard par le comte de Toulouse étendaient de fait leur influence sur tout le Languedoc.

* Enfin, Caseneuve développe le thème de la loyauté des Etats envers le roi et la France. L'assemblée languedocienne est, en effet, « l'exemple de l'Amour pour la Patrie »¹⁵. C'est « un corps qui n'est animé que de l'Amour de son Prince » car « (...) c'est pour sa grandeur & pour sa conservation qu'il verse tous les ans ce qu'il a de plus précieux dans ses entrailles & qu'il épuise le plus pur sang de ses veines »¹⁶. Autant de preuves de loyauté qui doivent pousser le roi à conserver les Etats dans leurs privilèges. Il ne parle bien évidemment pas de la rébellion de 1632 !

On a donc affaire ici à un historien érudit qui connaît les données de son époque (utilisées généralement par des auteurs voués au souverain) et qui a su les appliquer aux Etats de Languedoc. Cette introduction apologétique tente de justifier l'existence d'Etats garants de toutes les autres libertés languedociennes. Après avoir posé les bases fondatrices de sa démonstration en légitimant une assemblée provinciale indispensable, Caseneuve peut alors, dans l'ordre des choses, mettre en avant les « lois fondamentales » languedociennes.

II – LES « LOIS FONDAMENTALES » DE 1271.

L'historien des Etats décrit une certaine charte Raymondine¹⁷ établie entre le roi de France et le dernier comte de Toulouse en 1271. Ce contrat impliquerait un Languedoc se donnant

à la France – plutôt que d'avoir été asservi – sous trois conditions :

- Les états consentiront et répartiront l'impôt en toute liberté.
- Le Languedoc sera maintenu dans l'usage du droit écrit découlant du droit romain.
- Le gouverneur de la province sera toujours un prince du Sang.

Basville dans son mémoire de 1698, réfute totalement ces trois « lois » qu'il estime inventées de toutes pièces et donc non valables. Selon lui, il n'y a jamais eu contrat entre la France et le Languedoc, car les souverains français ont obtenu cette province par droit de conquête, puis par cession en 1223 et enfin par le traité de Paris en 1228. « Il résulte de ces trois Titres, & surtout du dernier, que le Languedoc a été réuni à la Couronne sans aucune condition, comme lui appartenant de plein droit (...) »¹⁸.

1) Les Etats consentent et répartissent l'impôt.

Pierre de Caseneuve utilise cette « légende » pour défendre le rôle fiscal des Etats provinciaux en Languedoc. « L'une des trois conditions stipulées dans ce contrat d'union du Languedoc à la Couronne de France est que le Roy ne pourra imposer sur la Province aucune sorte de tailles, subsides, ou autres telles charges, sans l'expres consentement des Trois Estats [dudit pays de Languedoc] »¹⁹. Il n'hésite pas ensuite, pour renforcer ce premier argument peu solide, à utiliser l'ancienneté historique de ce privilège de consentement : « L'octroi des Estats de Languedoc prend son origine aux dons qu'on faisoit parfois à nos Roys de la première et seconde lignée »²⁰.

Basville, cette fois-ci, confirme bien l'existence légale de ce consentement provincial à l'impôt. En effet, ce privilège était déjà

en usage sous les comtes de Toulouse. En outre, en 1271, Philippe le Hardi « promet de maintenir les peuples dans leurs usages, dont le privilège étoit de ne rien exiger d'eux que par leur consentement donné dans une assemblée générale (...) ». Cependant, l'intendant ne peut s'empêcher d'ajouter quelques mots sarcastiques : « (...) consentement qu'ils n'avoient pas accoutumé de refuser lorsqu'on le leur demandoit »²¹.

2) L'usage du droit écrit.

Selon Caseneuve, la Gaule Narbonnaise, devenue plus tard le Languedoc, a reçu l'usage du droit romain et depuis l'a conservé sans discontinuité. L'historien des Etats « (...) présuppose, comme il est très véritable, que depuis que la Gaule Narbonnaise fut faite Province des Romains ; & que dans la subjection de plusieurs siècles, elle eut acquis une longue possession de leur Droit, elle n'a point passé dans la domination des Goths & des François, que sous cette condition, qu'elle ne seroit jamais contrainte de se servir d'autre Droit, que de celui de ses premiers Maîtres »²². Quelques modifications apportées au cours du temps donnèrent naissance au droit écrit, législation particulière, à différencier du droit oral ou coutumier de la France du Nord. Le droit écrit est donc un dérivé du droit romain et est reconnu comme tel par les rois Charles VIII et François Ier dans leurs chartes des privilèges languedociens. Cependant, François Ier en 1522 estime que ce sont les rois de France qui, au XIII^e siècle, ont permis de nouveau l'usage du droit écrit en Languedoc. Le « Pays est régi et gouverné par Droit escrit, & de ce Privilège spécial, à luy octroyé & confirmé par les feux Roys de bonne mémoire deslors que le Comté de Tolose & Pays de Languedoc furent unis à La Couronne »²³. Mais Caseneuve oublie imprudemment la dernière partie de cette phrase pour n'utiliser que

celle prouvant l'usage légal du droit écrit dans sa province. Contrairement à la charte de François Ier, il parie sur la pérennité du droit romain en Languedoc, qui aurait été appliqué selon lui, sans arrêt, du temps de la Gaule Narbonnaise à l'époque de Louis XIII. Caseneuve, en fait, trompe le lecteur quand il veut lui faire croire à cette pérennité juridique. C'est un juriste italien du XII^e siècle, Placentin²⁴, qui enseigna de nouveau le droit romain en Languedoc en remplacement de la loi gothique.

Basville, d'ailleurs, n'est pas dupe quand il écrit : « Lorsqu'en l'année 1190 ou même auparavant, Placentin commença d'expliquer le Droit Romain dans cette Province ; on n'avoit d'autres exemplaires des Lois Romaines que ceux qu'on tira des Pandectes Florentins ; & on regardoit le Droit Romain comme un droit enseveli depuis 600 ans, ce qui est à peu près le tems auquel les Goths avoient commencé à le proscrire »²⁵. Mais c'est cependant sur la base d'un droit écrit établi de tout temps que Caseneuve construit son argumentation pour défendre le privilège du franc-allevé en Languedoc.

a) Le privilège du franc-allevé :

« Selon le droit romain, les terres et les possessions sont de leur nature franchises et libres de toute servitude ; & particulièrement de celle que le Droit des fiefs a introduite ; si ce n'est qu'on fasse voir qu'elles y ont esté assubjecties... C'est donc l'usage du Droit Escrit, c'est-à-dire Romain qui est le fondement sur lequel la Province de Languedoc appuie la liberté de son Franc-Allevé »²⁶. Dans cette définition du franc-allevé, Caseneuve fait référence à deux éléments essentiels pour l'histoire du Languedoc. Tout d'abord et comme nous l'avons déjà dit, il pense que la légitimité du franc-allevé repose sur la pérennité du droit romain dans

sa province. Enfin, lorsqu'il écrit : « si ce n'est qu'on fasse voir qu'elles y sont assubjecties (...) », il utilise la maxime chère aux méridionaux : « Nul seigneur sans titre ». En Languedoc, ce sont en effet les seigneurs qui doivent prouver leur droit. L'homme qui possède une terre languedocienne est en fait présumé libre de tout lien féodal à défaut de titre apporté par le seigneur. Ce franc-allevé est bien évidemment reconnu illégitime par Auguste Galland mais aussi par l'intendant Basville.

Ce dernier, en effet, ne reconnaissant pas la légitimité du droit écrit en Languedoc ne peut, lui non plus, approuver le privilège de l'allevé qui en découle : « Pour le Franc Aleu qui est tiré du Droit Ecrit, & qui est une manière de posséder des biens immeubles particuliers à cette Province, elle n'en a pas plus de titre que pour le Droit Ecrit »²⁷.

Auguste Galland, quant à lui, tente de minimiser l'importance de l'allevé en France afin que le roi devienne le seigneur de toutes les terres du royaume. Il emploie pour cela la théorie de la directe universelle : « Le Roy étant Seigneur universel & Souverain de toutes les terres qui sont dans son Royaume, elles doivent estre présumées, procéder de ses prédécesseurs, & submises à ses droicts, sinon en tant que la dispense serait justifiée au contraire »²⁸. Dans le rapport féodal, la preuve incombe à l'allevé selon l'adage « nulle terre sans seigneur ». Le paysan est présumé débiteur de droits féodaux à moins qu'il ne prouve sa liberté. La question de la charge de la preuve, changeant selon les droits et coutumes, est donc d'une extrême importance. Les objectifs du roi paraissent évidents. Tout d'abord, il tente de rattacher tous ses sujets à son unique personne pour consolider le pouvoir de l'Etat. Enfin, les nouvelles terres entrant en sa possession représentent une somme d'argent non négligeable sous la

forme d'impôts seigneuriaux (lods et ventes, censives, etc.). On peut penser également que Galland joue le jeu des traitants qui gagnent de l'argent lorsqu'ils découvrent des droits féodaux usurpés. En 1623, par exemple, deux financiers, Etienne Goutte et David Falc, obtiennent la jouissance pour huit ans des droits usurpés qu'ils découvriront en Languedoc²⁹.

b) La controverse doctrinale : coutume de Paris et droit écrit.

Essayons maintenant de comparer les argumentations développées par Galland et Caseneuve. Auguste Galland veut prouver que le Languedoc est régi par la coutume de Paris grâce à Simon de Montfort, coutume qui rejette le privilège du franc-allevé³⁰. Il a, en effet, fait la découverte dans les archives de Carcassonne des statuts de Pamiers rédigés par Simon de Montfort en 1212 qui représentent la tentative la plus ancienne d'introduire le droit coutumier en Languedoc³¹. Ce traité est composé de deux livres. La deuxième partie est une convention féodale entre Simon de Montfort et ses barons; convention qui s'est effectivement maintenue par la suite (au XVIII^e siècle, les terres de Carcassès sont encore dénombrées aux us et coutumes de la vicomté et prévôté de Paris). Cependant, la première partie de ces statuts, acte de législation générale, a été abrogée dès 1220, huit ans seulement après sa promulgation³². Mais ceci n'arrête pas Galland qui, par ignorance ou par imposture, a complètement omis cette abrogation dans son ouvrage.

Comment réagit alors Caseneuve, le partisan du franc-allevé, devant cette démonstration ? Il refuse tout simplement d'admettre le document trouvé par Galland et lui oppose une autre coutume de Paris découverte dans la bibliothèque personnelle de l'arche-

vêque de Toulouse. Cet ouvrage, bien évidemment, n'est en aucun cas hostile à l'allodialité et Caseneuve, sans rien nous montrer de concret, estime avoir victorieusement réfuté la thèse de son adversaire³³. Après ce travail préliminaire, il tente à son tour de prouver sa théorie confirmant le franc-allevu en Languedoc. Malheureusement, son plan de défense, entièrement basé sur la pérennité du droit écrit, laisse lui aussi à désirer. Voici brièvement énoncées les grandes lignes de son raisonnement :

- Le Languedoc a reçu l'usage du droit romain et l'a conservé jusqu'en 1645. On sait déjà que cette affirmation est fausse puisque ce droit a disparu en Languedoc pendant plus de six cents ans.

- Le Languedoc s'est donné à la France en vertu du contrat Raymondin. Voilà encore une preuve basée certainement sur une légende accréditée par Caseneuve.

- Sous le droit romain, les terres sont franches et libres. L'allodialité a donc persisté en Languedoc, malgré l'introduction des fiefs, par la seule force de la pérennité du droit écrit. Les deux postulats de départ n'étant pas fiables, il semble alors logique d'affirmer que la conclusion de Caseneuve ne démontre rien de juste.

c) L'exemption du droit d'aubaine :³⁴

Cette exemption, selon Caseneuve, découlerait elle aussi du droit écrit et serait la continuité logique du privilège du franc-allevu. En effet, cette franchise permet aux étrangers de s'installer en Languedoc et d'y avoir la libre disposition de leurs biens : « La Province de Languedoc fonde la possession de la plupart de ses libertez, & de ses franchises sur l'usage du Droit escrit, ou Romain, par la nature, & disposition duquel elle peut bien avec raison justifier son Franc-Allevu, puisqu'elle y trouve de quoy se

défendre du Droit d'Aubaine »³⁵. Tout comme le franc-alleu, l'exemption du droit d'aubaine en Languedoc, suivant les définitions de Caseneuve, ne semble donc pas avoir d'origine légitime.

3) Le gouverneur est un prince du sang.

Caseneuve, enfin, nous révèle peu de choses concernant la dernière condition du contrat Raymondin : « Le Roy ne donnera point à la Province d'autres Gouverneurs que de Princes du Sang de France »³⁶. Il s'agit là encore d'un cas de figure certainement créé de toutes pièces dans la deuxième moitié du XVII^e siècle. En effet, sur neuf gouverneurs recensés entre 1526 et 1718, seuls les quatre derniers sont des princes du sang³⁷ (de 1644 à 1718). De plus, cette condition n'est même pas stipulée dans les chartes de Charles VIII et de François I^{er}. Il s'agit donc sûrement d'une création nouvelle visant à profiter de l'influence grandissante des princes du sang à la Cour au XVII^e siècle.

Galland et Caseneuve se fondent donc tous les deux sur des preuves mal étayées, voire même parfois « truquées ». En outre, le mariage entre droit écrit et alleux réalisé par Caseneuve est en fait un anachronisme. En effet, il ne tient pas compte de leur évolution réciproque dans le temps et l'espace. Robert Boutruche résume bien la situation quand il écrit : « Voir dans le droit romain la panacée universelle qui sauva la libre propriété, c'est simplifier naïvement la question complexe des origines. C'est oublier, au surplus, qu'il subit une éclipse à peu près générale du VI^e au XII^e siècle. D'ailleurs, la carte de la répartition des alleux prouve qu'il n'existe pas de corrélation absolue entre les pays allodiaux et les régions de droit écrit () »³⁸. Cependant, à l'avantage de l'histoire des États, il faut tout de même ajouter que droit écrit et franc-alleu ont été reconnus comme légitimes par les rois Charles VIII

et François I^{er} ; reconnaissance que Galland peut difficilement remettre en cause.

Qu'en est-il enfin des autres privilèges languedociens reconnus eux aussi dans des chartes royales depuis Charles VIII ?

III – LES PRIVILÈGES GÉNÉRAUX (CHARTES DE CHARLES VIII ET DE FRANÇOIS I^{ER})³⁹

Les libertés plus classiques confirmées à la fin du XV^e siècle se partagent entre cinq catégories sociales : les ecclésiastiques, la noblesse, les hommes de justice, les commerçants et le peuple.

Ainsi, Charles VIII confirme-t-il en 1484 les privilèges de l'Eglise languedocienne dont les plus importants sont l'exemption des tailles et la justice religieuse. « Les ordinaires ecclésiastiques [peuvent donc] procéder à l'encontre des criminels, & iceux punir selon l'exigence des cas, & pareillement desquelles la connaissance leur appartient »⁴⁰. De plus, les sénéchaux et juges temporels ne peuvent aucunement intervenir dans ces juridictions. Ces derniers se doivent tout de même de protéger les biens de l'Eglise des brigands voulant s'en emparer, principalement des petits nobles désirant par là agrandir leur domaine. Par ailleurs, les clercs et ecclésiastiques languedociens ne peuvent encourir(...) aucune captation pour quelque cas que ce soit⁴¹ Il va sans dire que toutes ces libertés doivent être, à chaque nouveau règne, « baillées et confirmées » par le jeune roi⁴².

Les nobles languedociens bénéficient aussi de nombreux privilèges. Ils sont évidemment exemptés des tailles et des aides « pour raison et cause de leurs biens immeubles tenus noblement, ne pour leurs personnes, bestiaux et biens meubles »⁴³. En outre, les hobereaux « tenant fief au-dessous de vingt-cinq livres » sont exemptés du service de l'arrière-ban « suivant les ordonnances

faites par le Roy Louis »⁴⁴. De plus, la justice seigneuriale en première instance ne doit pas être troublée par des juges royaux sauf dans certains cas graves compromettant l'ensemble du pays. Enfin, certains nobles possédant des ponts et passages ont la possibilité d'instituer un péage à la condition qu'ils aient un droit écrit d'ancienneté dessus. Ces privilèges généraux concernant la noblesse nous confirment donc bien l'existence de la féodalité en Languedoc.

Quant à la justice languedocienne, elle possède un parlement qui doit « estre conservé dans ses libertés » sans être limité par les autres cours souveraines⁴⁵. De même, les affaires provinciales qui y sont traitées ne doivent pas être évoquées au conseil du roi. C'est sur le droit écrit que se fonde cette justice languedocienne détenue sans partage par le parlement de Toulouse. Les officiers de judicature sont confrontés à des exigences précises. Ils doivent savoir lire et écrire, être de préférence originaire de la province et surtout sont obligés de résider sur le lieu de leur office. Ils peuvent être jugés par le parlement de Toulouse à l'exception des lieutenants du roi qui sont pourvus de lettres de committimus⁴⁶.

Au début du XVI^e siècle, la liberté de commerce existe en Languedoc. Les marchands ont le privilège de ne pas payer certaines taxes. François I^{er} n'impose aucune aide sur les vivres et marchandises « car ce seraient la destruction du petit peuple »⁴⁷. Ainsi, certains négociants languedociens tels que les toulousains ont le droit d'exporter ou d'importer sans être surchargés d'impôts. Il en est de même pour toutes les épices et drogues apportées du Levant et vendues en France. Charles VIII et François I^{er} délivrent en effet « des sauf-conduits à tous les marchands trafiquant au Levant »⁴⁸. Seule la soie étrangère est interdite d'importation en Languedoc, la province ayant un privilège de monopole sur ce

tissu. Enfin, 1488 voit les foires du pays s'ouvrir et prospérer grâce au bon vouloir de Charles VIII.

Le Languedoc est donc une province riche, ce qui vaut également quelques privilèges pour le petit peuple. Ainsi, on ne peut emprisonner un laboureur pour dettes⁴⁹. Les Languedociens ont la possibilité de détenir des terres en franc-alleu et sont exemptés du droit d'aubaine. Ainsi, François Ier décide que « les habitants dudit Pays demeureront francs, quittes & affranchis de toute Finance ou indemnité [sur leurs biens ruraux] »⁵⁰. En 1486, Charles VIII dispense également le peuple du Languedoc de « fournir et bailler gens de pied pour la guerre ». En outre, certaines villes comme Toulouse, le Puy ou Villeneuve-lès-Avignon sont exemptées des tailles. Les Etats, d'ailleurs, préféreraient une plus grande égalité des villes languedociennes devant l'impôt royal mais sans remettre en cause, bien sûr, les libertés et franchises acquises de droit.

Les Languedociens, à la fin du XV^e et au début du XVI^e siècle, possèdent donc un assez grand nombre de privilèges originaux et particuliers sur lesquels ils insistent à chaque nouveau règne. Les Etats en sont bien évidemment les garants exclusifs.

CONCLUSION

Caseneuve renvoie l'image d'une province qui, par l'intermédiaire de ses États, cherche à protéger ses intérêts et ses privilèges ; tout d'abord contre un roi qui tente de trouver rapidement de l'argent pour financer la guerre mais aussi contre des traitants qui cherchent aussi à amasser d'importants pécules.

Cependant, les arguments avancés par Pierre de Caseneuve pour défendre le franc-alleu laissent souvent à désirer. La bataille juridique autour de ce privilège spécifique est faussée dès le dé-

but par des équivoques, des anachronismes et des faux documents de part et d'autre. Les efforts de Caseneuve mais aussi de Galland sont donc intéressés : leurs connaissances historiques ou juridiques ne sont que des instruments au service de la défense d'une identité provinciale ou de la cupidité des traitants.

De son côté, Basville, homme entièrement dévoué au roi, semble défendre uniquement les intérêts du souverain tout en formulant quelques remarques sarcastiques envers les prétendus actes indépendants des Etats et de la province.

NOTES

1) MATTHIEU, *Histoire de France*, Paris, 1631, tome 2, p. 303. [B.N. : Fol La20 28.

2) ROSCHACH Etienne (d'après les notes de Dom VIC et Dom VAISSETTE), *Etudes historiques sur le Languedoc*, Toulouse, 1876, T. XIII, pp. 168-169.

3) Auguste GALLAND (environ 1572-1652).

4) L'alleu est une terre possédée en toute indépendance et liberté.

5) GALLAND Auguste, *Contre le Franc-Alleu sans titre : Prétendu par quelques provinces au préjudice du Roy*, Paris, 1629. [Biblio. Muni. Montp. : 30 502.

6) GALLAND Auguste, *Du Franc-Alleu et origines des droits seigneuriaux*, Paris, 1637.

7) ROSCHACH Etienne, *op. cit.*, « Procès-Verbaux des Etats de 1638 », T. XI, p. 1120.

8) Pierre de CASENEUVE (1591-1692).

9) CASENEUVE Pierre de, *Le Franc-Alleu de la province de Languedoc, établi et défendu ; seconde édition revue et augmentée*, Toulouse, 1645.

10) Voir le schéma ci-dessous.

11) *Ibid*, « Les Etats généraux de la province de Languedoc », p. 3.

12) *Ibid*, p. 10.

13) « Estat » est utilisé ici au sens d'« estamento » en castillan et se traduit à peu près par état/ordre.

14) P. de CASENEUVE, *op. cit.*, p. 10.

15) *Ibid.*, p. 28

16) *Ibid.*, p. 39

17) *Ibid.*, « Traicté du Franc-Alleu », livre I, pp. 50-51.

18) LAMOIGNON DE BASVILLE, *Mémoires pour servir à l'histoire du Languedoc*, 1698, édités en 1734 à Amsterdam, pp. 137-38. Voir MOREIL Françoise, *L'Intendance du Languedoc à la fin du XVII^e siècle* ; édition critique du mémoire de Lamoignon de Basville pour l'instruction du duc de Bourgogne, 1984.

19) P. de CASENEUVE, *op. cit.*, « Les Estats Généraux de la Province de Languedoc », p. 23-24.

20) *Ibid.*, p. 2.

21) LAMOIGNON DE BASVILLE, *op. cit.*, p. 155.

22) P. de CASENEUVE, *op. cit.*, « Traicté du Franc-Alleu », livre I, p. 3.

23) *Ibid.*, « Charte de François Ier », p.158.

24) Placentin est mort à Montpellier en 1192.

25) LAMOIGNON DE BASVILLE, *op. cit.*, p.138.

26) P. de CASENEUVE, *op. cit.*, « Traicté du Franc-Alleu », livre 1, p. 3. 27

27) LAMOIGNON DE BASVILLE, *op. cit.*, p.139.

28) Auguste GALLAND, *Contre le Franc-Alleu sans titre : prétendu par quelques provinces au préjudice du Roy*, 1629, pp.71-72.

29) Jean BASTIER, « Une Résistance fiscale du Languedoc sous Louis XIII : la querelle du Franc-Alleu », *Annales du Midi*, n° 86, juillet septembre 1974, p. 256.

30) A. GALLAND, *op. cit.*, pp. 104-110.

31) OLIVIER-MARTIN, *Histoire de la coutume de la vicomté et prévôté de Paris*, 1914-1930, T. I, p. 26.

32) Jean BASTIER, *op. cit.*, p. 269.

33) P. de CASENEUVE, *op. cit.*, « Traicté du Franc-Alleu », livre II, pp. 176-77.

34) Aubain : étranger en langue artoise.

35) P. de CASENEUVE, *op. cit.*, livre I, p. 151.

36) *Ibid*, livre I, p. 50-51.

37) Neuf Gouverneurs languedociens de 1526 à 1718 :

– Anne de Montmorency (1526-1563).

– Henri I^{er} de Montmorency-Dampville (1563-1614).

– Henri II de Montmorency-Dampville (1614-1632).

– Henri, maréchal de Schomberg (10/1632-11/1632).

– Charles de Schomberg, duc d'Halluin (1632-1644).

– Gaston, duc d'Orléans (1644-1660).

– Armand de Bourbon, prince de Conti (1661-1666).

– Henri de Bourbon, duc de Verneuil (1666-1682).

– Louis-Auguste de Bourbon, duc du Maine (1682-1718).

Voir le *Dictionnaire du Grand Siècle*, sous la direction de François BLUCHE, 1990, p. 669.

38) Robert BOUTRUCHE, *Une Société en lutte contre le régime féodal : l'alleu en Bordelais et Bazadais du XI^e au XVIII^e siècle*, Paris, 1943, p. 54. [BMM: M 12.

39) Voir Sophie ARMENGOL, *Les Privilèges du Languedoc à l'époque moderne*, Maîtrise d'Histoire moderne soutenue à Paris IV-Sorbonne, juin 1990, pp. 34-36.

40) P. de CASENEUVE, *op. cit.*, « La Charte de Charles VIII », .. 46.

41) *Ibid*.

42) *Ibid*, p. 50.

43) *Ibid*, p. 51

44) *Ibid*.

45) *Ibid*, p. 52

46) *Ibid*, p. 57. -Voir FURETIERE, *Essai d'un dictionnaire universel*, 1690: « le committimus est un privilège que le Roi accorde aux officiers de sa Maison et à quelques personnes qu'il déclare avoir pris en sa protection et sauvegarde, de plaider en première instance aux Requetes de l'Hotel ou du Palais en toutes leurs affaires pures personnelles ».

47) *Ibid*, « Charte de François I^{er} », p. 160.

48) *Ibid*, p.160 et « Charte de Charles VIII », p. 60.

49) *Ibid*, « Charte de Charles VIII », p. 68.

50) *Ibid*, « Charte de François I^{er} », p. 158.

Les états de languedoc et le consentement à l'impôt après la révolte de 1632

*Arlette JOUANNA**

On croit encore parfois que l'édit de Béziers d'octobre 1632, par lequel le roi sanctionne la rébellion des Etats de Languedoc, ouvre pour ces derniers une période durable de docilité à l'égard du pouvoir royal ; ils auraient en particulier perdu leur faculté de discuter l'impôt¹. Cette idée a été répandue à la fin du siècle dernier par Paul Gachon, qui voulait croire au triomphe d'un Etat absolu et centralisateur dès la première moitié du XVII^e siècle². En fait, l'examen du dialogue entre la monarchie et l'assemblée montre que celle-ci dispose, même sous le régime de l'Edit de Béziers et à plus forte raison après son abrogation en 1649, de moyens efficaces pour résister aux demandes royales qu'elle juge excessives.

* Université Paul Valéry, Montpellier III.

Il faut d'abord bien comprendre ce qu'a représenté l'édit de 1632, dans ses clauses fiscales³. Les impôts dont les Etats ont à connaître se répartissent en deux catégories : les fixes et les variables (voir le tableau I). A la veille de la crise de 1629-1632, le montant de ceux qui sont fixes (ancienne taille, taillon, garnisons et mortes payes, réparations des places frontières) est inchangé depuis longtemps, au moins depuis le milieu du XVI^e siècle en ce qui concerne les composantes de l'ancienne taille (aide, octroi, crue, préciput de l'équivalent)⁴ : si bien que pour cette catégorie le consentement des Etats est déjà purement symbolique. Les impôts variables se partagent en deux parties : d'abord ceux dont l'assemblée arrête le montant sur autorisation royale (frais des Etats, gratifications, dettes et affaires de la province) ; puis le « don gratuit », par lequel les Etats répondent aux exigences supplémentaires du roi. La liberté de l'assemblée s'exerce tout particulièrement dans ce dernier domaine : les sommes accordées sont parfois très inférieures aux demandes; celles-ci peuvent même être refusées, comme le cas se produit en 1629⁵.

Par l'édit de Bézier, le roi, après avoir affirmé que les Etats sont restitués dans tous leurs privilèges, allonge et alourdit considérablement la partie des impositions qui est fixe. Leur nombre est porté à treize, englobant les frais des Etats et les gratifications ; seul, parmi les postes réguliers, celui des Dettes et Affaires de la Province reste variable. Il faut porter une attention toute particulière à la manière dont est présenté l'impôt qui remplace l'ancienne taille : c'est un « secours » annuel de 1 050 000 livres, et il est précisé que « moyennant lesquelles sommes le pays demeurera deschargé envers nous de ce qu'il doit payer pour l'octroi, aide, préciput de l'équivalent, taillon et augmentation d'ice-luy, garnisons, ustensilles, et toutes autres choses generally quelconques »⁶. En fait, l'édit prévoit tout de même un taillon, porté de 82 500 à 282 500 livres⁷, et des impôts pour les garni-

sons (240 031 livres au lieu de 70 585) et les places frontières (montant inchangé) ; le nouveau « secours » se substitue donc seulement à l'ensemble appelé « ancienne taille ». Mais la promesse d'exemption future que contient la clause va permettre aux Etats de refuser les demandes supplémentaires du roi pour la guerre, si bien que c'est désormais l'édit de Béziers qu'ils vont invoquer pour résister aux nouvelles exigences royales, et en particulier au quartier d'hiver.

Le résultat le plus clair des mesures d'octobre 1632, dans le domaine fiscal, est donc une augmentation brutale de l'impôt, qui, en dehors du don gratuit, passe du simple au double. Cette augmentation est d'autant plus difficile à supporter que, par ailleurs, le prix du sel croît dans de fortes proportions, que la traite foraine et domaniale est en hausse, et qu'il faut rembourser les offices des élus⁸. Il est vrai que pour compenser ces crues le roi rend à la province le droit d'affermier l'équivalent, dont il s'était emparé en 1630⁹ ; mais c'est une compensation bien partielle. Amèremment, les Etats estiment que la part des impositions qui revient dans les coffres de l'Epargne du roi est passée de 300 000 livres à 1 500 000 livres¹⁰. Cette pression fiscale leur apparaît intolérable, et l'on comprend qu'ils aient été résolus à exploiter les possibilités inespérées ouvertes par l'édit de Béziers lui-même pour résister énergiquement à toute demande supplémentaire du roi.

Cette résistance commence dès 1633. Les commissaires du roi sollicitent, lors de la session de cette année (Montpellier, 21 novembre-9 décembre 1633), 200 000 livres pour la construction du port de Brescou ; les Etats ne donnent que le quart de cette somme, se réservant de délibérer sur le reste quand ils auront vu comment est employé ce premier octroi¹¹. Ce n'est pas là le langage de députés ayant perdu toute capacité de discuter les exigences royales. Ces exigences vont s'accroître après l'engagement de la France dans la « guerre ouverte » contre l'Espagne. Au cours

de la session de Pézenas, du 21 novembre au 12 décembre 1635, l'assemblée n'accorde qu'une des trois commissions extraordinaires apportées par le gouverneur, et délibère que le roi sera prié de révoquer les autres¹². En 1636, ébranlée par les revers subis pendant « l'année de Corbie », la monarchie se risque à présenter la première demande importante formulée après l'édit de Bézières : lors de la session qui se tient à Nîmes du 24 novembre au 24 décembre, « Sa Majesté prie et requiert l'assemblée de luy vouloir accorder et octroyer liberallement pour une fois tant seulement et sans consequence la somme de douze cens mil livres pour luy aider à subvenir aux immenses et extraordinaires depenses qu'elle est obligee de faire pour s'opposer aux Ennemis de cette couronne. » Les précautions oratoires avec lesquelles Charles de Schomberg, duc d'Halluin et gouverneur de la province, présente cette demande montrent bien qu'il s'attend à un mauvais accueil : le roi l'a fait, explique-t il, « avec ceste protestation toutes fois que ce sera sans consequence pour l'advenir »... Il éprouve « un sensible deplaisir d'estre forcé à luy [à l'assemblée] demander une somme si notable, au dela de celles qu'il en tire annuellement »... et « une peine indicible a oppresser des innocens et des fidèles sujets »...¹³ La conjoncture est en effet délicate, parce que les Etats viennent de voter une somme de 900 000 livres payables en trois ans pour racheter des offices créés par le roi en 1633 et 1635 et dont ils ne veulent pas¹⁴. Payer en plus 1 200 000 livres leur apparaît impossible ; ils refusent donc leur consentement : « ont unanimement deliberé et conclud que la province ne peut entrer aud. octroy ny accorder aucune chose de lad. subvention demandee »¹⁵.

A partir de 1638, la monarchie instaure un quartier d'hiver, c'est-à-dire un impôt moyennant lequel la province doit être exemptée du logement des gens de guerre. Mais les Etats estiment qu'un de leurs privilèges consiste à prélever toutes les

dépenses pour les gens de guerre sur le don gratuit : autrement dit, et pour reprendre l'expression d'un mémoire anonyme de 1659 sur les impositions, quartier d'hiver et don gratuit « équivalent »¹⁶. Or l'assemblée feint de considérer que le « secours » de 1 050 000 livres demandé par le roi en remplacement de l'ancienne taille est un don gratuit, et que, par conséquent, elle n'a nullement à payer un quartier d'hiver ; c'est donc le refus¹⁷. Même refus lors de la session suivante (Toulouse, 21 novembre-16 décembre 1639). Le roi fait alors lever autoritairement par le prince Henri de Condé un quartier d'hiver de 1 100 000 livres. Aussi, à la fin de 1640, les députés préfèrent s'exécuter et votent, la mort dans l'âme (« avec douleur et sans conséquence »), une somme de 1 650 000 livres, conforme à ce que demande le roi¹⁸. Leur bonne volonté se manifeste encore au cours des sessions de 1642 et 1643.

Mais ce n'est qu'une accalmie. A partir de 1645, les choses se gâtent ; les demandes du roi ne sont plus accordées dans leur totalité, et sont parfois refusées. Le tableau II présente les réponses des Etats aux demandes royales de quartier d'hiver ou de don gratuit depuis 1638. Trois crises apparaissent : 1645-1646, 1649-1653, 1656-1657. Elles correspondent aux trois coups de frein les plus vigoureux donnés par l'assemblée chaque fois que le montant des impôts s'élève trop vertigineusement ; le premier intervient alors que le Languedoc est encore sous le régime de l'Edit de Béziers, et il occasionne des tensions graves entre les Etats et le roi. La courbe publiée par William Beik dans son ouvrage sur le Languedoc au XVII^e siècle montre à quel point ces coups de frein ont été efficaces : ils réussissent chaque fois à ramener la somme payée par la province à peu près au niveau auquel elle se trouvait juste après l'édit de Béziers¹⁹. La capacité de discussion et de résistance des Etats après 1632 ne fait donc aucun doute.

Si l'on veut connaître les mécanismes de cette résistance, les seuls procès-verbaux des délibérations ne suffisent pas ; il faut, pour essayer de pénétrer dans les coulisses, se reporter aux lettres et aux relations envoyées aux cardinaux-ministres par les députés les plus influents et surtout par les commissaires du roi présidant les Etats. Ces derniers sont en effet parfaitement au courant de tout ce qui se passe dans l'assemblée : bien que n'assistant ni aux débats ni aux votes, ils ont des informateurs qui leur rapportent si chaque député a « bien » ou « mal » voté ; il envoient à la cour des listes précises, répertoriant non seulement le vote de chacun mais aussi, parfois, les liens de clientèle rattachant tel ou tel à un éminent personnage²⁰. Pendant les sessions, ils se tiennent dans un local voisin, et plusieurs « conférences » ont lieu entre eux et des délégués choisis par les Etats pour faire avancer la négociation²¹. Plus celle-ci est difficile et plus la durée de la session s'allonge, souvent bien au delà des quinze jours prévus par l'édit de Béziers.

La première crise grave commence lors de la session de 1645 (Narbonne, 17 janvier-23 mars) : les Etats refusent d'accorder au roi un quartier d'hiver de 1 650 000 livres. Les rapports du maréchal de Schomberg à Mazarin dévoilent les raisons qui portent les députés à s'opposer aux demandes royales. Pour ceux du Tiers Etat, c'est la nécessité de se conformer aux instructions impératives de leurs mandants :

« la plupart des consuls, écrit-il le 5 février, qui ont esté envoyez de leurs communautez sont venus avec ceste def-fance expresse de consentir au quartier d'hyver, et avec ordre de mourir plustost que d'y donner jamais leur voix, leur disant publiquement dans l'assemblée de ville ou se font leurs depputation que la communauté les assommeroit si elle aprenoit qu'ilz eussent esté d'avis d'en faire l'impo-

sition, et que s'ilz ne revenoient chez eux par ceste crainte, on leur brusleroit leurs maisons dans les villes et leurs met-tairies, sy bien qu'il est certain que j'ay parlé a plusieurs qui se sont mis a genoux devant moy les larmes aux yeux et m'ont dit qu'il faudroit qu'ilz vendissent leur bien, et sen allassent demeurer en Roussillon, s'ilz avoient donné consentement a cela. Leur folie surtout au hault Languedoc et dans les Sevennes s'est portée jusques a ce point de faire des processions publiques dans les villages pour demander a Dieu que le quartier d'hiver ne feust point accordé dans les Estats, tant l'aversion qu'ilz ont a ce nom est grande, aussy hien que leur pauvreté »²².

Ces menaces pesant sur les députés ne sont pas des paroles en l'air : en témoigne la mésaventure survenue à un capitoul toulousain nommé Bastard, qui, raconte encore Schomberg, pour avoir, sur les instantes prières du maréchal, donné sa voix au quartier d'hiver de l'année précédente, « fust dégradé du droit de bourgeoisie, chassé de toutes les assemblées publiques et réduit en l'estat qu'il est encor presamment, sans honneur et sans assurance de sa vye, le tout sans autre accusation que d'avoir servi le Roy pour le quartier d'hiver »²³. On mesure ici le poids que peuvent avoir les instructions des mandants sur leurs députés.

Face à ce type de pression, la méthode habituelle utilisée par les commissaires du roi pour pousser les membres de l'assemblée à « bien » voter est sans effet. Cette méthode habituelle, c'est l'achat des voix par des dons ou des pensions régulières, pour lesquelles Schomberg demande à avoir un fonds régulier de 10 ou 12 000 livres. Mais, en 1645 et en 1646, la convoitise des députés est moins forte que la peur d'avoir à rendre des comptes ; lors de la session de 1645-1646, Schomberg en fait l'expérience :

« le premier député a qui l'on en feist parler [de recevoir de l'argent] repondit a celuy qui luy portoit cette parolle qu'il crieroit tout hault dans l'assemblée qu'on vouloit achepter sa voix, et ces sortes de gens qui se meslent de ces petites intrigues nous rapportèrent qu'en ayant parlé a deux ou trois autres ilz les avoient renvoyez fort rudement, et l'année passée pas un n'en voulut prendre, et pour les affaires publiques dont ilz doivent repondre a leurs communautez qui sçauroient leurs friponneries ilz n'ont garde de se hazarder à cela, quoyqu'ilz l'ayent faict autresfoys assez souvent pour des affaires particulières dont ilz ne doivent rendre compte à personne »²⁴.

Les mobiles de la conduite des « hauts bancs », c'est-à-dire des membres du clergé et de la noblesse, sont plus complexes, car leur position est plus délicate. Il leur faut d'une part soigner leur popularité auprès du « parterre » ; mais, de l'autre, ils doivent ménager les patrons dont ils dépendent ; en outre, ils sont plus sensibles aux sanctions royales, en particulier aux lettres de cachet leur enjoignant de venir expliquer leur conduite au roi²⁵. En 1645, ce sont deux évêques qui fomentent des « cabales » afin de renforcer le camp du refus du quartier d'hiver : ceux de Viviers et d'Agde. Le premier, Louis de la Baume de la Suse, travaille apparemment pour Gaston d'Orléans, dont il est un fidèle ; mais le second, François Fouquet, est plus redoutable, car il brandit la bannière de la « liberté ». Schomberg en brosse un portrait savoureux : « celui cy a voulu faire le deffanceur de la liberté publique, et avec un certain chagrin qui luy est naturel et qu'il applique mal a propos sur un faux zelle qui le faict proner eternellement la misere du peuple, il a resisté et caballé contre le quartier d'hyver (...) si bien que dans une compagnie tres tumultueuse il a passé sans contredict pour le plus impetueux »²⁶. Il fait partie des quatre

députés qui reçoivent une lettre de cachet à la fin de la session. Lors de la session 1645-1646, il récidive : après avoir feint de s'assagir et fait des promesses à la cour, il revient sur sa parole : « non seulement il a esté d'avis de ne point donner, comme l'an passé, mais il a dit pour faire le populaire et estre suivy du parterre qu'il ne falloit rien donner de nouveau (...) et pour luy, qu'il donneroit plustost le revenu de son evesché que de consentir à autre chose attendu l'impuissance du peuple »²⁷.

S'ils veulent éviter de s'exposer trop directement à la colère royale, les « hauts bancs » disposent d'une solution peu courageuse mais efficace : s'abstenir de siéger, mais manipuler les députés présents. C'est ce qui se passe lors de la session de 1645-1646, comme le note Etienne d'Aligre, commissaire aux Etats cette année là :

« nous n'avons icy qu'onze evesques, trois grands vicaires et six barons avec une douzaine d'envoyés, les aultres n'y assistent ny envoient pour n'oser faire mal ouvertement, mais leurs diocesains et consuls sont tous contraires, ils se servent d'eux pour deservir le roy, n'y ayant point d'apparence que le menu peuple fust si hardy s'il ne se sentist appuyé des haults bancs comme en effect si les evesques qui sont icy n'eussent point manqué ny confirmé les consuls dans leur dureté le roy eust au moins tiré quinze cents mil livres, mais les monopoles qui s'y sont faits par des desseins et des fins differentes sont cause de ce desordre »²⁸.

Face à cette détermination des députés, que peuvent faire les commissaires du roi ? Pas grand chose. Une de leurs techniques est d'amener l'assemblée à voter plusieurs fois sur le même sujet, et, entre chaque vote, de faire pression sur ceux qui ont

refusé le quartier d'hiver. Il y a ainsi, lors de la session de 1645, cinq votes sur « l'affaire du roi ». Mais les commissaires ont beau compter et recompter les voix, il leur en manque toujours. L'avant-dernier des votes a tranché contre le quartier d'hiver par 36 voix contre 32 ; Schomberg revient alors devant les Etats, obtient qu'ils votent à nouveau, travaille les députés, mais toute cette peine n'aboutit qu'au déplacement d'une seule voix et le quartier d'hiver est refusé une nouvelle fois par 35 voix contre 33 ; l'affaire est donc manquée d'une voix, puisqu'en cas de partage égal, le président des Etats, qui ne vote que dans cette circonstance, emporte la décision²⁹. L'année suivante, la session, qui dure trois mois et demi, est allongée, outre ces votes successifs, par l'attente des courriers envoyés à la cour pour connaître les ordres du roi³⁰. Les commissaires ne ménagent pas leur peine, mais, malgré tous leurs efforts, les Etats n'accordent cette année-là que 600 000 livres sur les 3 000 000 demandées. Le roi refuse alors cette offre comme injurieuse à son autorité. Il existe bien la possibilité d'une levée forcée : mais c'est une solution coûteuse en hommes, fiscalement peu rentable et psychologiquement désastreuse. En 1645, année pendant laquelle les Etats n'ont rien donné, le roi a décidé autoritairement par arrêt du conseil une levée de 1 550 000 livres ; mais la situation militaire et la pénurie de troupes sont alors telles qu'en fait cette levée n'a pu être faite³¹. La tentative ne s'est pas reproduite en 1646. Aucun quartier d'hiver n'a donc été perçu pendant deux ans, ce qui explique la vertigineuse plongée vers le bas de la courbe des impositions. La résistance des Etats a été couronnée de succès.

On comprend la colère et le découragement des commissaires du roi. « Les difficultez qui se trouvent à régir cette assemblée ne sont pas petites », soupire Schomberg³². L'intendant Balthazar peste contre la mauvaise volonté des députés, « ces prétendus martyrs du bien public », comme il les appelle dans une rela-

tion du 25 mars 1645³³; pour lui, la chose est claire : il faut « supprimer les Etats comme le Roy a fait en 1630 (...) et se deslivrer une fois pour toutes de la tyrannie des deputez »³⁴. Même opinion chez Etienne d'Aligre : il faut « se liberer de l'annuelle subjection des Etats ou l'autorité du Roy est trop foible et trop peu consideree »³⁵ Conseils que la situation française, en période de minorité et de guerre, ne permet évidemment pas de suivre.

En 1649, à la faveur de la Fronde, les Etats obtiennent une nouvelle victoire : l'édit de Béziers est révoqué. Fiscalement, cela signifie le retour du montant des impositions fixes au niveau qu'elles avaient avant 1632 : l'ancienne taille, en particulier, réapparaît avec ses composantes et son montant de 529 517 livres 4 sous 4 deniers. L'allègement est considérable : 1 253 160 livres³⁶. Cela ne ramène cependant pas le montant total au niveau antérieur à l'édit, car entre-temps d'autres charges sont intervenues, telles que l'étape (variant entre 400 000 et 800 000 livres entre 1645 et 1659)³⁷ et les rachats d'offices divers ou les emprunts qui alourdissent le poste des Dettes et Affaires de la Province. Néanmoins la courbe globale est infléchie vers le bas.

La résistance des Etats s'accompagne d'une tendance à transformer le don gratuit en un contrat comportant des conditions contraignantes pour le roi³⁸. L'idée d'exiger des conditions apparaît lors de la session de 1645-1646, au grand scandale des commissaires, qui affirment que c'est là une attitude incompatible avec le respect que le sujet doit avoir pour son souverain ; ils finissent par obtenir que le mot « conditions » soit remplacé par celui de « prières ». Mais l'exigence de conditions resurgit en 1649, à propos de la révocation de l'édit de Béziers ; et, cette année-là, on voit le président-né des Etats, l'Archevêque de Narbonne, Claude de Rébé, aborder le thème d'une obligation réciproque entre le roi et la province par le biais d'une différenciation

fort intéressante entre les privilèges et les libertés : « Nous n'ignorons pas la différence qu'il y a entre les privilèges, qui dépendent immédiatement de la libéralité du prince, et les immunités et libertés, qui sont d'une obligation réciproque et irrévocable entre le souverain et les subjectz, et partant, que les libertez et franchises avec lesquelles les peuples de ces contrées se sont donnez à ceste monarchie doibvent estre religieusement et exactement observées »³⁹.

La mention de conditions revient régulièrement à partir de 1651-52, et surtout après 1653, date à laquelle les Etats sont confrontés, malgré les promesses de la monarchie, à la double exigence du logement des gens de guerre et du paiement du quartier d'hiver ; elles sont assorties parfois d'une caution de 300 000 livres retenue par l'assemblée jusqu'à l'année suivante et payable seulement si les conditions ont été réalisées. Le nombre des conditions tourne autour de la dizaine, le plus élevé étant celui de 22 lors de la session d'octobre-décembre 1659. Elles portent le plus souvent sur le rachat d'offices jugés attentatoires aux libertés de la province, sur des édits créant des taxes nouvelles, sur les droits des receveurs des tailles ou des commis des gabelles, sur la liberté pour les Etats de décider l'exportation des grains hors de la province, sur l'impossibilité de réquisitionner pour les besoins de la guerre les bateaux des pêcheurs, etc. Au cours de la session de 1655-1656, les Etats sont furieux parce que l'une des conditions du don de l'année précédente a été violée : les commissaires ont fait enregistrer de force à la Cour de Montpellier cinq édits bur-saux dont l'assemblée avait demandé la révocation. Les Etats exigent alors que l'exécution des conditions soit préalable à la discussion sur le don gratuit, au scandale, là encore, des commissaires du roi. L'archevêque de Toulouse, Pierre de Marca, qui préside alors les Etats, invoque la réalité juridique du contrat pour justifier la conduite de l'assemblée : « car encor que les Roys

exercent une autorité souveraine qui les rend maistres des loys, ils sont subjects a l'observation des contracts justes et légitimes qu'ils ont passé avec leurs egaux ou avec leurs subjects ; cette nécessité estant fondée sur le droict des gens, et mesme sur le second degré du droict naturel qui est indispensable »⁴⁰. Au terme de longues tractations, les Etats obtiennent la révocation ou l'aménagement des édits incriminés et consentent alors à délibérer sur le don gratuit.

Cette tendance à faire du don gratuit un contrat s'accroît lors de la mémorable session suivante, à Béziers, qui dure six mois et demi (du 17 novembre 1656 au 1^{er} juin 1657). La France connaît alors une agitation larvée, encouragée d'ailleurs par le prince de Condé, qui souhaite accélérer la signature d'un traité de paix avec l'Espagne comportant une clause sur son retour en grâce. En Sologne, c'est la révolte des Sabotiers ; en Normandie, Anjou, Orléanais, Maine, c'est le mouvement des Bailliages-Unis ; partout des protestations s'élèvent contre le cours forcé des liards ; en Languedoc, des nobles s'assemblent, des villes murmurent⁴¹. Les Etats, toujours aux prises avec le double poids du logement des gens de guerre et de la demande royale d'un quartier d'hiver, finissent par voter une somme de 2 000 000 de livres au roi ; mais ils en retiennent 1 700 000 qu'ils distribuent eux-mêmes aux communautés obligées de loger les troupes, à titre d'indemnité. Plus grave, ils font appel au Parlement, ce qui aboutit à une sorte de résistance organisée contre les exactions des soldats⁴². Mazarin, outré, parle de « révolte » et de nouvelle « Union » ; le roi, tempête-t-il, va venir en Languedoc pour châtier la province. Ces propos sont tenus à Paris devant le baron de Lanta, envoyé par les Etats avec le syndic Montbel pour porter au roi une première offre de 1 600 000 livres. On les connaît parce que le baron les rapporte à l'assemblée, devant laquelle il fait, le jeudi 8 février 1657, un long compte-rendu des diverses audiences que Mazarin

lui a accordées. La première fois, Montbel et lui sont reçus par le cardinal dans sa chambre ; celui-ci est « debout et nud teste, appuyé contre une table, Monsieur le mareschal de Villeroy estant au coing de la fenestre, Mr le Teillier aupres ». Le dialogue s'engage : il est sans concessions. Lanta s'étonne que les commissaires du roi aient reçu l'ordre d'exiger des Etats la somme de 2 750 000 livres, et d'en faire le département de façon autoritaire en cas de refus de l'assemblée. C'est, s'exclame-t-il, « attaquer et renverser les privileges. »

Le cardinal répond « que le Roy n'attaquoit pas les privileges de la Province, attendu qu'il commençoit par luy demander, que la province reffusant, Sa Majesté ordonnoit ensuite l'imposition ; à quoy il luy fut respondu que les Estats seuls avoyent esté en tout temps les juges de leurs propres forces, qu'ils avoyent fait souvent des liberalitez, et avancé des sommes immenses aux Roys predecesseurs de Sa Majesté, et à Sa Majesté mesmes, qu'ils continueroyent de le faire toutes les fois qu'ils en auroyent le pouvoir, mais qu'ils n'avoyent jamais esté traictez de criminels ny de coupables lors qu'il leur estoit arrivé de reffuser les sommes qui leur avoyent esté demandees par les commissaires de Sa Majesté, que les pattentes, en vertu desquelles ils s'assemblent tous les ans portent ces mots Pour nous accorder gratuitement et liberalement, et que toutes les fois qu'on voudroit lever des sommes dans le Languedoc qui n'auroyent pas esté consenties dans les Estatz, on trouveroit le clergé, et la noblesse, les compagnies souveraines et le tiers estat dans une derniere union pour la conservation de leurs privilèges, que comme serviteur du Roy il (Lanta) estoit obligé de supplier treshumblement S. E. d'empescher que les Estatz ne fussent pas attaqués en la partie la plus

sensible. Surquoy S. E. respondit que les Estatz de Languedoc traictoyent avec le Roy comme s'ils estoyent souverains, que l'année derniere ils avoyent apporté cent obstacles aux affaires de Sa Majesté, et qu'ilz avoyent enfin apposé mille conditions à leur traicté, que c'estoit une conduite insupportable et que le Roy ne vouloit plus souffrir. »

Lanta réplique alors que si les Etats ne procédaient pas ainsi, ils seraient plus mal considérés que des traitants, tels que

« les Girardins et les Monnerots, lesquels dans les traictez qu'ils font tous les jours avec Sa Majesté y mettent des conditions qu'ils jugent utiles a leurs interestz (...) Monsieur le Cardinal respondit que les Monnerots et les Girardins estoyent des particuliers qui prestoyent au Roy leur argent, et qu'ils se pouvoyent empescher de le faire. Il luy fut repliqué que les Estatz estoyent en plus forts termes, puisqu'ils donnoient liberalement le leur »⁴³.

Le thème du contrat reçoit ici une illustration très réaliste. Confronté à cette attitude ferme, Mazarin doit lâcher progressivement du lest, et diminuer ses exigences.

C'est le retour de la paix qui ramène des relations moins tendues entre les Etats et le roi sur le sujet des impôts. En outre, comme le montrent les entrevues entre le baron de Lanta et Mazarin, l'habitude se prend de conduire les négociations les plus délicates par l'intermédiaire des députés qui se trouvent auprès de la cour : cet abrégé des Etats, conduit souvent par leur président lui-même, prépare utilement les délibérations proprement dites, permet d'éviter les interminables attentes des courriers envoyés auprès du roi, et réduit la distance entre le centre et la périphérie, source de méfiance et de malentendus. Peut-être faut-il voir aussi

dans la collaboration plus sereine qui s'instaure à partir du règne personnel de Louis XIV entre les députés et les commissaires royaux le fruit d'une meilleure participation de la province aux bénéfices de l'impôt⁴⁴. Toujours est-il que cette coopération s'instaure graduellement ; à partir de 1673, non seulement les Etats accordent désormais le montant demandé, mais encore ils le font sans délais, immédiatement après la présentation de la demande royale par les commissaires. Le temps des résistances aux impositions extraordinaires est provisoirement terminé, jusqu'aux contestations du vingtième au milieu du XVIII^e siècle⁴⁵.

Il faut se garder cependant, malgré l'efficacité de la résistance des Etats, de noircir de manière excessive la situation qu'elle a créée pour le roi. C'est le travers dans lequel est tombé Richard Bonney, qui écrit que si toutes les provinces avaient eu des Etats, jamais la France n'aurait pu gagner la guerre de Trente Ans. La position de William Beik est plus modérée : il fait observer que les refus ou les réticences des Etats portent sur les demandes fiscales extraordinaires, et qu'ils n'ont pas empêché le Languedoc de fournir au roi de manière régulière des sommes importantes dont la répartition et la perception coûtaient moins cher à la monarchie que dans les pays d'élection⁴⁶. Il n'en reste pas moins que, grâce aux Etats, les contribuables languedociens ont été relativement protégés contre les débordements fiscaux entraînés par la guerre.

Légende



Fixes



Variables

D'après A.D.H., C855, Remarques sur les impositions ; Comptes des Trésoriers de la Bourse, en cours de classement ; Albisson, *Loix municipales et économiques de Languedoc*, 1780-1787, t. IV, p. 288 et suiv. ; Paul Gachon, *Les Etats de Languedoc et l'édit de Béziers*, 1887, p. 155 et suiv.

Sommes exprimées en livres, sous, deniers

IMPOSITIONS SUR LE LANGUEDOC
(SAUF DOMAINE, GABELLE ET TRAITE FORAINE)

Avant l'édit de Béziers	Montant	Après l'édit de Béziers	Montant
Ancienne taille (aide, octroi, crié, précipt de l'équivalent)	529 517,44	"secours" annuel dispensant de l'octroi, aide, précipt, taille (sic) garnison, aides et toutes autres choses généralement quelconques	1 050 000
Taille	82 500	Taille	282 500
Garnisons et mortes-payes	70 585	Garnisons et mortes-payes	240 031
Réparations des places frontières	12 000	Réparations des places frontières	12 000
		Gages des receveurs et contrôleurs des rentes par tic. des diocèses et rentes const. (avant 1632 : payés sur la taille)	225 655
		Gages des Trésoriers de France et rentes assignées sur recettes générales (avant 1632 : payés sur la taille)	224 474
		Gages des gouv. de places, leurs lieutenants et officiers d'artillerie (nouveau poste)	9 600
		Prévôt et officiers de la marchandise (nouveau poste)	30 000
		Gardes du gouv. et commiss. des guerres	25 170
		Réparat. des chemins, ponts et chaussées	40 000
		Gages des Trésoriers de la Bourse	9 000
Frais des Etats	21 000 en 1628	Frais des Etats + gages de leurs officiers	50 000
Gratifications (gouv., lieut. et autres)	75 501 en 1628	Gratifications (gouv., lieut. et autres)	70 000
Dettes et Affaires	658 473 en 1628	Dettes et Affaires	637 970 en 1633 (non compris rachat des Elus)
Total :	1 449 576,44	Total :	2 906 400
Demands supplémentaires accordées par DON GRATUIT	- 1627 : 400 000 accordées sur 800 000 demand. - 1628 : 360 000 prêtées sur 1 121 000 demand. - 1629 : refus de donner 5 à 600 000 écus	Demands supplémentaires (non mentionnées par l'édit de Béziers)	- 1633 : 50 000 accordées sur 200 000 demand. pour Brescou - 1636 : refus de donner 1 200 000 - A partir de 1638, quartier d'hiver (refusé en 1638 et 1639, 1 650 000 en 1640)
		A partir de 1641 : Etape	

TABLEAU II
QUARTIER D'HIVER ET DON GRATUIT (1638-1674)

Sessions	Somme demandée	Somme accordée	Observations
Carcassonne, 29/11-28/12 1638	1 066 000	Néant	
Toulouse, 21/11-16/12 1639	1 145 000	Néant	Demande au roi de renoncer à une demande suppl. de 1 200 000 livres
Pézenas, 6/11-03/12 1640	1 650 000	1 650 000	
Pézenas, 6-29/9 1641	1 650 000	1 650 000	
Béziers, 19/11-27/12 1642	1 650 000	1 650 000	
Montpellier 21/10-28/11 1643	1 650 000	1 650 000	Un quart du quartier d'hiver sera retenu "pour la fourniture de l'étape"
Narbonne, 17/01-23/03 1645	1 650 000	Néant	
Pézenas, 28/11 1645 09/03 1646	1 500 000 + 1 500 000	600 000 (somme payable en 2 ans)	Offre non acceptée par le roi comme offensante
Montpellier, 03/04-07/06 1647	4 000 000	3 000 000 (somme payable en 5 ans) + 150 000 livres payables après les 5 ans	y compris les 600 000 livres non acceptées en 1646
Carcassonne, 13/02-28/05 1648	1 000 000 (demande réduite ensuite à 600 000 + 150 000)	750 000	
Montpellier, 01/06-23/11 1649	750 000	500 000 à condition que l'édit de Béziers soit révoqué, somme portée ensuite, la condition obtenue, à 700 000 pour 1649 + 500 000 pour 1650	Révocation de l'édit de Béziers
Pézenas, 24/10 1650 14/01 1651	1 500 000	600 000	
Carcassonne 31/07 1650 10/01 1652	1 200 000 + 200 000	600 000 = 100 000	Stipulation de conditions
Pézenas, 17/03-31/05 1653	1 800 000 (demande réduite ensuite à 400 000)	Néant	Refus motivé par le logement effectif des gens de guerre
Montpellier 16/12 1653 31/03 1654	2 400 000 (demande réduite ensuite à 1 800 000)	1 500 000	300 000 l. sont retenues pour caution des conditions
Montpellier 07/12 1654 14/03 1655	2 600 000	1 600 000	Sous conditions. Caution de 300 000 l.
Pézenas, 04/11 1655 22/02 1656	2 500 000	1 600 000	Sous conditions
Béziers 17/11 1656 01/06 1657	2 750 000	2 000 000 dont 1 700 000 sont distribuées aux communautés lésées par les gens de guerre	Sous conditions
Pézenas, 08/10 1657 24/02 1658	2 500 000	1 800 000	Sous conditions. Caution de 300 000 l.
Narbonne, 21/10 1658 24/03 1659	3 000 000	1 600 000	Sous conditions
Toulouse, 01/10-27/12 1659	2 000 000 par an pendant 4 ans dont 4 000 000 payables immédiatement et 1 000 000 de frais de noces	3 000 000	22 conditions. Présence du roi à Toulouse
Pézenas, 24/01-16/04 1661	2 000 000	1 000 000	Sous conditions
Béziers, 03/01-11/03 1662	2 500 000	1 500 000	Sous conditions
Pézenas, 24/11 1662 03/02 1663	2 500 000	1 400 000 + 200 000 pour Dunkerque	Sous conditions
Pézenas, 06/12 1663 05/02 1664	2 400 000	1 400 000	Sous conditions
Béziers, 14/12 1664 13/02 1665	2 400 000	1 600 000	Sous conditions

Béziers, 23/11 1665 27/02 1666	2 500 000	1 700 000	Sous conditions
Carcassonne, 29/11 1666 07/03 1667	2 400 000 + 500 000 pour le canal des Deux Mers pendant huit ans	1 400 000 + 2 400 000 payables en huit ans pour le canal (soit 300 000/an)	Sous conditions
Montpellier, 05/12 1667 24/02 1668	2 500 000	1 600 000	Sous conditions
Pézenas, 11/02-13/04 1669	2 200 000	1 400 000	Sous conditions
Béziers, 26/11 1669 29/01 1670	2 200 000	1 500 000	Sous conditions
Montpellier, 27/11 1670 20/02 1671	2 400 000	1 400 000	Sous conditions
Montpellier, 29/12 1671 01/02 1672	2 400 000	1 700 000	Sous conditions
Montpellier, 15/11 1672 22/02 1673	2 000 000	2 000 000	Sous condition.
Pézenas, 16/11 1673 20/01 1674	2 000 000	2 000 000	Sous condition. Don accordé sans délai après la demande

NOTES

1) Par exemple, on peut lire, à l'article *Languedoc du Dictionnaire du Grand Siècle* (sous la direction de François Bluche, Paris, Fayard, 1990) que si, par l'édit de Béziers, « les états récupéraient le droit de répartir et de lever l'impôt, ils perdaient celui de le discuter, ne le retrouvant qu'en 1649, à la faveur de la Fronde ».

2) Paul Gachon (*Les Etats de Languedoc et l'édit de Béziers (1632)*, Paris, Hachette, 1887, par ailleurs encore très utile), affirme que les Etats ne sont plus, après 1632, que le « bureau répartiteur d'impositions dont ils ne discutaient plus le montant » (p. 264). William Beik (*Absolutism and Society in Seventeenth-Century France. State Power and Provincial Aristocracy in Languedoc*, Cambridge Univ. Press, 1985) a montré que cette interprétation de l'édit de Béziers était erronée (p. 131).

3) Le texte en est publié par Albisson, *Loix municipales et économiques de Languedoc*, Montpellier, Rigaud et Pons, 1780-1787, t. IV, p. 288 et suiv., et commenté avec de larges citations par Dom Devic et dom Vaissette, *Histoire générale de Languedoc*, éd. de Toulouse, Privat, 1872-1905, t. XI, p. 1082 et suiv.

4) P. Gachon, *Les Etats de Languedoc...*, ouv. cit., p. 155-156.

5) Lors de la session de Pézenas, 27 avril-2 août 1629, M. de Viguier, conseiller d'Etat et commissaire du roi aux Etats a beau, en présentant à ces derniers une demande de « 5 à 600.000 escus », les exhorter à donner « gaïement », en assurant que « Hilarem datorem diligit Dominus », il se heurte à un refus. La méfiance des députés est alors à son comble : le roi se

prépare à faire enregistrer les édits d'union des deux cours financières de Languedoc et de l'établissement des élus dans la province (Arch. Dép. de l'Hérault, C 7070, délib. du 15 juillet).

6) Cité dans l'*Histoire générale de Languedoc*, éd. cit., t. XI, p. 1084.

7) Augmentation datant de 1629, mais refusée alors par les Etats.

8) Le prix du sel est relevé d'un tiers en 1632, puis de nouveau augmenté en 1633, ce qui le porte à plus du double de ce qu'il était en 1617 ; en même temps 100 000 livres sont ajoutées à la traite foraine et domaniale. Quant aux offices des Elus, ils doivent être remboursés moyennant la somme de 3 885 000 livres, plus 200 000 livres de frais et intérêts (Paul Gachon, ouv. cit., p. 261).

9) *Ibid.*

10) Arch. Dép. de l'Hérault., C 7074, session du 11 au 23 octobre 1632 à Béziers. Au cours de la session suivante (Montpellier, nov.- déc. 1633), les Etats prennent des précautions pour la perception des deniers de la Province, et précisent que « les cinquante mil livres des frais des estatx seront payez entièrement au premier terme et par prefferance à toutes autres impositions » et que les deniers des frais des Etats, ceux des Dettes et Affaires et ceux des frais des diocèses ne pourront être saisis (A.D.H., C 7074, jeudi 24 nov. 1633).

11) *Ibid.*, délibération du lundi 28 novembre 1633. L'année suivante (session de Béziers, 3 nov.-1er déc. 1634), les Etats accordent encore, pour Brescou, 50 000 sur 410 000 demandées (*ibid.*, 24 nov. 1634).

12) *Ibid.*, délib. du lundi 10 et du mardi 11 décembre 1635.

13) A.D.H., C 7087, samedi 29 novembre 1636.

14) Ces offices sont ceux de courtiers créés par un édit d'août 1633 et de commissaires généraux et greffiers héréditaires des assiettes créés par un édit d'avril 1633 : *ibid.*, délib. du jeudi 18 déc. 1636.

15) Même délibération.

16) A.D.H., C 855, Remarques touchant la nature des impositions, la forme de l'assemblée des Estats et autres mémoires concernant la Province de Languedoc, non folioté.

17) A.D.H., C 7087, session de Carcassonne (29 nov.-28 déc. 1638), délib. du mardi 7 decembre. L'archevêque de Narbonne affirme que le quartier d'hiver est « directement contraire à l'édit de Béziers et aux plus anciens et plus importants droictz de la province ».

18) A.D.H., C 7091, session de Pézenas (6 nov.- 3 déc. 1640), délib. du samedi 17 novembre.

19) W. Beik, *Absolutism...*, ouv. cit., p. 142.

20) On trouve une de ces listes, datée du 23 mars 1645, et où beaucoup de noms sont accompagnés de la mention du patron dont ils « dépendent », au folio 24 r° du Ms. 18830 de la Bibl. Nat. (Ms. Fr.). Une autre, datée du 24 décembre 1657, mais sans mention de liens de clientèle, se trouve aux Arch. du Minis. des Aff. Etr., France, Mém. et Doc., 1637, f. 137 r°. Le vote du don gratuit ou du quartier d'hiver se fait à haute voix.

21) Par exemple, lors des Etats de Pézenas (28 nov. 1645-9 mars 1646), ces conférences se tiennent chez le maréchal de Schomberg (B.N., Ms. Fr. 18830, f. 30 v°.

22) Arch. des Aff. Etrang., France, Mémoires et documents, 1634, f. 75 r°.

23) *Ibid.*, f 77 v°

24) *Ibid.*, 5 février 1646, Mémoire de Schomberg à Mazarin, f. 217 v°. Le maréchal ajoute qu'il a demandé à M. de La Vrillière un fonds de 10 à 12.000 livres pour donner des pensions.

25) A la fin des Etats de Narbonne (17 janv.-23 mars 1645) quatre députés reçoivent des lettres de cachet. Voir la relation datée du 25 mars 1645 (B.N., Ms. Fr. 18830, f. 27 r°) : « Quand aux lettres de cachet par lesquelles Sa Majesté commande à quatre personnes qui l'ont desservie d'aller à Paris rendre compte de leurs actions M. le Maréchal s'est chargé de les leur envoyer maintenant que les Etats sont separez »...

26) Arch. des Aff. Etr., France, *Mémoires et Documents*, 1634, Mémoire de Schomberg du 5 février 1645, f. 76 r°.

27) Bibl. Nat., Ms. Fr. 18830, Relation du 9 janvier 1646 (sans doute de l'intendant Baltasar), f. 30 r°.

28) Arch. des Aff. Etr., France, Mém. et Doc., 1634,, f. 194 v°, d'Aligre à Mazarin, 8 janvier 1646. Les Nîmois, en particulier, ont été très fermes dans leur refus. Il faut noter la cause avancée ici de l'absentéisme des évêques et des barons, qui ne témoigne nullement d'un désintérêt pour les affaires du pays, mobile un peu trop facilement invoqué pour expliquer le phénomène.

29) *Ibid.*, Relation du 25 mars 1645 (sans doute de Baltasar), f. 104 r°-105 r°, et même relation suivie de la liste des votants, B.N., Ms. Fr. 18830, f. 24 r°.

30) La relation du 9 janvier 1646 indique : « Le 8, les Commissaires des Etats ont fait leur rapport à l'assemblée qui aura loisir de se promener en attendant le retour de Mons. de Ganges. » Celle du 6 février annonce : « Mr le baron de Ganges arriva icy le premier de ce mois »... (B.N., Ms. Fr., 18830, f. 32 v° et 34 r°). Celle du 13 février note un nouvel envoi d'un courrier à la cour, et une interruption des séances du 12 au 25 février (*ibid.*, f. 37 r°).

31) A.D.H., C 855. Arch. des Aff. Etr., France, *Mém. et Doc.*, 1634, Lettre de Schomberg à Mazarin, 26 mars 1645, f. 106 r°. B.N., Ms. Fr., 18830, relation du 9 janvier 1646, f. 32 v°. A.D.H., C 7095, session de Montpellier, 3 avril - 7 juin 1647, discours inaugural de Schomberg : « Vous sçavez qu'il n'a rien esté levé ni payé par ceste province pour la despense extraordinaire de la guerre en l'année derniere, ny en la precedente »...

32) Aff. Etr., Fr. *Mém. et Doc.*, 1634, Lettre du 5 février 1646, f. 218 v°.

33) *Ibid.*, relation du 25 mars 1645, f. 165 r°.

34) *Ibid.*, Mémoire de Balthazar du 9 janvier 1646, Pézenas, f. 208 v°.

35) *Ibid.*, Lettre de M. d'Aligre à Mazarin du 8 janvier 1646, f. 194 v°.

36) Chiffre calculé par William Beik, *Absolutism...*, ouv. cit., p. 134. Il faut tenir compte pour ce calcul des modifications survenues depuis 1632 dans le montant des impositions fixes : par exemple les gages des Trésoriers de la Bourse passés de 9 000 à 6 000 livres dès 1633 et les gratifications portées de 70 000 à 99 000 livres en 1650.

37) Dominique Biloghi, *De l'étape royale à l'étape languedocienne : logistique et Ancien Régime*, thèse dactyl., Univ. Montpellier III, 1994, vol. II, p. 313.

38) Voir les analyses d'Antonio Marongiu, « Etats provinciaux et pacifisme sous François Ier et Louis XIV », *Droit privé et institutions régionales*, pub. de l'Univ. de Rouen, Paris, 1976, p. 493-503.

39) A.D.H., C 7099, *Etats de Montpellier* (1er juin-23 nov. 1649), mercredi 22 septembre.

40) Aff. Etr., Fr., *Mém. et Doc.*, 1636, relation, f. 459 r°. L'archevêque de Toulouse n'a pourtant rien d'un esprit subversif, pas plus que l'archevêque de Narbonne...

41) Dom De Vic et dom Vaissette, *Histoire Générale de Languedoc*, éd. cit., t. XIII, p. 365 (agitations à Saint Pons, Nîmes, Montpellier, Uzès); A. Jouanna, *Le devoir de révolte...*, Paris, Fayard, 1989, p. 275.

42) Selon une relation signée par le comte de Bioule, lieutenant général en Languedoc, et par l'intendant Claude de Bazin, seigneur de Bezons, datée du 15 janvier 1657 à Béziers « le scindic Montbel fist une proposition quy aboutissoit a trois chefs principaux, le Premier a indemniser les fraix de ceux quy auroient presté mainforte aux commissaires du parlement, le second a leur donner escorte lorsqu'ilz iroint en campagne, et le dernier a assurer les offices des conseillers quy mourroint en rendant service a la province, attandu quil ny avoit point de droict criminel. » Arch. des Aff. Etr., France, *Mém. et Doc.*, 1637, f. 28 r^o.

43) A.D.H., C 7112, jeudi 8 février, f. 65 v^o-71 v^o. Le rapport du baron de Lanta figure parmi les pièces justificatives publiées dans le vol. XIV de *Preuves de l'Histoire générale de Languedoc*, éd. cit., pièce CCLXI, col. 640-653.

44) C'est la thèse de William Beik, *Absolutism...*, ouv. cit.

45) Michel Péronnet, « La crise de 1750 : fiscalité et privilège », *Etudes sur l'Hérault*, numéro spécial (*Impôts et refus de l'impôt dans la France méridionale à l'époque moderne*), XIV, n^o 4, 1983, p. 29-34.

46) Richard Bonney, *Political Change in France under Richelieu and Mazarin, 1624-1661*, Oxford, 1978, p. 381, cité par William Beik, *Absolutism...*, op. cit., p. 145. Richard Bonney précise que les financiers parisiens n'étaient pas assez sûrs du montant de la contribution du Languedoc pour prêter de l'argent au roi en anticipation de ces sommes.

Les États, l'armée, l'impôt aux XVII^e et XVIII^e siècles : le ravitaillement des troupes de passage en Languedoc.

*Dominique BILOGHI**

L'objet de ce propos n'est pas la logistique en elle-même mais sa gestion et son contrôle, dans le cadre provincial languedocien, au moment où la monarchie des Bourbons s'efforce de rendre efficiente son abondante législation fiscale et administrative, tant militaire que civile. Il se trouve, en effet, que le ravitaillement des troupes en marche, sous la forme des étapes¹ et des quartiers d'hiver ou d'assemblée, est un domaine privilégié pour évaluer l'action, concurrente ou concourante, d'une part des autorités provinciales (Président, Syndics généraux, bureaux et commissions des Etats dont « l'administration » est considérable), et, d'autre part, des représentants du pouvoir royal, moins sous la forme ambiguë de ses officiers des Cours, que sous celle,

* Université Paul-Valéry, Montpellier III.

plus directe, de ses agents d'exécution : Contrôleurs généraux des Finances, secrétaires d'Etat à la Guerre et, à l'échelon provincial, Gouverneurs et Lieutenants-généraux d'abord, Intendants et sub-délégués ensuite².

Dans le domaine militaire, après 1632 comme avant cette date symbolique de l'histoire languedocienne³, les Etats « Généraux » défendent leurs immunités traditionnelles, héritage des XIV^e et XV^e siècles, en se fondant sur deux principes, l'un d'ordre théorique, « constitutionnel », l'autre d'ordre pratique, « gestionnaire » :

– Nulle charge ne peut être consentie sans délibération de l'Assemblée des Etats, qu'il s'agisse d'une corvée en nature ou d'une contribution pécuniaire (Quartiers d'hiver ou d'assemblée, Etape, garnisons, fortifications...), d'autant que le Don Gratuit doit essentiellement y pourvoir⁴. Tout autre sollicitation est contraire aux traditions et toute autre imposition ne peut être, au mieux, qu'exceptionnelle et provisoire, ainsi que le rappellent les litanies des cahiers de doléances présentés annuellement au Roi.

-Lorsque la Province est contrainte à contribution, elle doit en assurer l'administration en toute plénitude : répartition de l'imposition, perception, gestion directe ou affermage du service, contrôle administratif voire juridictionnel, ainsi qu'il se pratique pour d'autres prélèvements comme, par exemple, l'Equivalent aux Aides⁵.

Dès la fin du premier tiers du XVII^e siècle, avec les contraintes croissantes de « l'absolutisme de guerre »⁶, les Etats de Languedoc sont amenés, non sans résistance, à se replier sur le deuxième de ces principes, mais en l'approfondissant tout au long d'une mise en oeuvre bi-séculaire au cours de laquelle se

dégage une tendance générale : le passage de l'impôt en nature, s'apparentant à la corvée, à une fiscalité en espèce, plus souple, et qui se veut moins contraignante et plus égale pour les contribuables provinciaux. Ce processus est notamment décelable d'abord dans le cadre de la fourniture des vivres, puis dans celui des moyens de transport des équipages, ensuite, mais de façon encore incomplète à la veille de la Révolution, dans le logement et l'entretien du couchage des troupes en déplacement.

Durant plus d'un siècle et demi, malgré d'indéniables reculs face aux exigences royales, les Etats ne se considèrent pas comme une simple chambre d'enregistrement soumise aux décisions monarchiques, et se révèlent, par leurs initiatives, autres qu'un relai secondaire de l'administration centrale. Dans le contexte de ce que j'ai pu nommer par ailleurs une « fiscalité négociée », il arrive même aux Etats d'être des précurseurs dans l'organisation et le financement d'un service, comme la mise en place du casernement dans une certaine mesure ou, plus certainement, dans la fourniture du train des équipages. Dialoguant, parfois âprement, avec les commissaires royaux, ils collaborent avec assez de vigilance pour ne point trop céder toute initiative, et ce, particulièrement, dans le domaine de la logistique aux armées, pourtant essentielle à un « roi de guerre ».

1 - LES EXIGENCES DU ROI, LA RESISTANCE DES ETATS, LE COMPROMIS INCERTAIN (vers 1640-1659) :

Avec la guerre « ouverte », l'offensive royale s'accroît dans le droit fil des premières tentatives de 1629-1632, afin d'accroître les contributions du Languedoc ainsi que le souhaitait Richelieu⁷.

Si, dans le domaine militaire, l'exigence peut paraître « naturelle », puisqu'il s'agit de participer à l'effort du pays et de

sa dynastie lors des débuts difficiles de la guerre de Trente Ans, elle n'en est pas moins contraire au privilège provincial maintes fois rappelé depuis 1446⁸. Or la Province se trouve désormais confrontée à une double offensive conduite par les Commandants en chef des armées se rendant en Catalogne (ou en Italie), les Gouverneurs et leurs Intendants. Tout d'abord, il faut pourvoir au ravitaillement des troupes en marche, dont le service existe, au moins embryonnairement en Languedoc, depuis les ordonnances de 1526 et 1544⁹, avant de devenir, à l'échelle du royaume, le système des étapes qui s'ébauche dans les années 1620-1636¹⁰. Cette organisation est alors une impérieuse nécessité pour alimenter en hommes le front catalan, point névralgique essentiel du duel franco-castillan. En second lieu, le même besoin stratégique conduit à l'installation des troupes en quartier d'hiver et de « rafraîchissement », dont le poids matériel retombe sur l'habitant et accroît la charge fiscale de plus d'un million de livres, compte non tenu des nombreux dégâts commis par la soldatesque.

Pour l'Etape, les Etats se voient laisser le choix, par les commissaires du Roi, soit d'en abandonner le service à ceux-ci et de payer la dépense fixée par le roi, soit d'en assumer la totale organisation. Dans le premier cas, il y a violation d'un privilège et perte de tout droit de contrôle sur une portion de la fiscalité provinciale et sa gestion ; dans le second, les Etats endossent la responsabilité d'un service lourd et difficile, au sein d'une économie de pénurie aux cadres politico-administratifs encore inégalement assurés, mais gardent la maîtrise de l'organisation du système fiscal qui fonde et légitime leur existence. Quant aux quartiers d'hiver, l'alternative est d'en supporter le poids réel, ce qui est totalement contraire aux usages, ou de s'en racheter, au risque de créer un précédent qui ouvre la voie à l'adjonction d'une nouvelle imposition régulière pesant sur la Province.

A première vue le combat est perdu par les Etats, car il est difficile de résister aux exigences du roi en une période de tensions guerrières qui dure des levées d'armes protestantes jusqu'au traité des Pyrénées. La présence permanente et massive de troupes permet, en effet, aux chefs d'armées et Gouverneurs, tels Condé et Schomberg, aux Lieutenants-généraux et aux commissaires, d'obtenir le consentement provincial. La pression royale prend d'abord la forme d'un chantage : si l'Assemblée n'accède pas aux désirs de la Cour, le Languedoc ne se trouve pas à l'abri d'un quartier d'hiver « effectif », prolongé selon les besoins et le bon plaisir du roi. Lorsque la menace ne suffit pas, ou que l'urgence des circonstances politico-militaires se fait sentir, les agents royaux ont recours à la violence et à la perception directe des contributions nécessaires à l'entretien des gens de guerre. Ainsi, en 1637-1638, Sublet autorise-t-il Schomberg à lever, *manu militari*, une imposition sur dix diocèses languedociens¹¹ ; en 1640, c'est le prince de Condé qui fait une levée, « illégale » disent les Etats, de 1,1 million de livres¹², et, en 1644, Schomberg à nouveau force les receveurs des tailles à vider leurs coffres¹³.

Comment réagissent les Etats, assaillis par les demandes royales et sensibles au mécontentement manifeste des peuples, dont ils peuvent redouter eux-mêmes les effets extrêmes, en ces temps de révoltes anti-fiscales ?

Leur faible marge de manoeuvre n'interdit cependant pas de faire preuve d'une grande pugnacité, en jouant sur des procédés dilatoires et en profitant, beaucoup plus prudemment qu'en 1632, des opportunités d'une conjoncture politique mouvante. En certaines circonstances, comme celles des années de la Fronde où l'activité militaire se ralentit, il est possible de freiner l'alourdissement des charges, soit en négociant à la baisse leurs montants, soit en échappant à un quartier d'hiver, réel ou en argent. En

1638, par exemple, on refuse le versement de 1.145.000 l¹⁴, alors qu'on accepte celui de 1640-1641, « avec douleur et sans conséquence »¹⁵ ; un nouveau refus, en 1645, est suivi de menaces, proférées par Schomberg à l'encontre de la Province dont les « maux seraient sans comparaison plus grands si cette imposition était faite par des voies extraordinaires »¹⁶. Plus tard, en 1655, alors que l'effort de guerre est à un nouvel apogée, l'Assemblée de Etats refuse d'opiner sur les « affaires du Roi », tant que les troupes ne seront pas sorties de la province...¹⁷ Lorsqu'à l'évidence il est impossible d'échapper à l'impôt, d'en reculer l'échéance ou d'en négocier le montant, il reste encore aux Etats la solution de réduire les effets défavorables, en prenant directement en main la gestion et le contrôle des charges militaires nouvelles que le secrétariat d'Etat à la guerre exige d'eux. Le traité sur les étapes, passé en septembre 1641 entre le prince de Condé et les Etats, en est une illustration importante, car il permet à ces derniers de conserver la direction de la fiscalité provinciale : le contrôle des assiettes diocésaines, la collecte des subsides, l'adjudication des marchés, l'autorité sur les receveurs des tailles et sur le Trésorier de la Bourse des Etats, celui-ci redevenant un officier provincial en 1649¹⁸. Par ce traité, les Etats conservent aussi la haute main sur le personnel supervisant les étapes (commissaires contrôleurs, comptables, vérificateurs...) et sur les entrepreneurs diocésains dont les comptes sont examinés lors de l'Assemblée annuelle des Etats. On s'efforce d'éviter ainsi, outre l'immixtion des commissaires royaux prompts à intervenir, celles des officiers de justice et de finances (Trésoriers de France, membres de la Cour des Comptes, Aides et Finances de Montpellier, magistrats du Parlement de Toulouse), qui prétendent s'insinuer dans la gestion des commissions de l'Assemblée. Secondairement, on esquivé aussi l'intrusion de membres de la clientèle de Grands, comme Gaston d'Orléans, qui tendraient à

faire main basse sur les fonctions de pouvoir ou d'argent contrôlées par les Etats¹⁹.

Quoiqu'il en soit, cette reconnaissance des compétences des Etats coûte cher à la province, et se paie par l'acceptation d'un accroissement triplant ou quadruplant les impositions par rapport à 1628, tout en déchargeant le roi d'une administration délicate. Cependant, ce constat peu favorable doit être nuancé, dans la mesure où le « tour de vis » fiscal est général, en cette conjoncture de « naissance dramatique de l'absolutisme »²⁰, pays d'Etats et pays d'élections confondus. Le Languedoc n'échappe pas à la règle, mais il l'atténue, tout au moins en un domaine. En effet, alors que la tendance générale est à la systématisation des ingérences des agents royaux dans les affaires provinciales, les Etats refusent fermement de céder leurs prérogatives en matière d'autonomie administrative, et continuent d'assumer une large part de la gestion, amont et aval, de la fiscalité provinciale.

Passée la tourmente des années 1640-1659, bien qu'il ne puisse être question d'un retour à « l'âge d'or » d'avant la période 1629-1632, les rapports avec les pouvoirs centraux deviennent plus pacifiques.

2 - LA COLLABORATION DES ETATS ET DES COMMISSAIRES A L'OMBRE DU « GRAND ROI » :

On peut distinguer, sans dates franches, une première période de relatif équilibre, correspondant, grosso modo, à la phase de croissance colbertienne. Celle-ci se caractérise par une modération de la fiscalité et des exigences militaires, qui contraste avec la lourdeur des prélèvements antérieurs. Malgré un redressement sensible des charges après 1670-1672, les plaintes imputables aux servitudes d'ordre militaire sont rares jusqu'en 1678, ainsi qu'en témoignent les cahiers des Assemblées²¹. En

outre, si l'implantation montpelliéraine et le rôle des Intendants se confirment, avec Bezons puis D'Aguesseau, ceux-ci partagent les prérogatives d'ordonnancement avec les Gouverneurs, Conti et Verneuil, tout en entretenant de bonnes relations avec le Président des Etats, Bonzy. Cet apaisement est profitable puisqu'il donne à l'administration provinciale, dès 1657-1659, le loisir d'affiner sa réglementation et de parfaire les modalités de contrôle des assiettes diocésaines, des magistrats municipaux et des étapiers.

La pause se termine néanmoins avec les premiers effets de la guerre de Hollande, et la réapparition de quartiers d'hiver effectifs (1674-1677), mais de moindre importance que lors des guerres précédentes. En contrepartie, un état annuel des « foules », revendiqué par les Etats, s'instaure plus régulièrement depuis les débuts du règne personnel de Louis XIV²² : il autorise la Province, après discussion avec les commissaires du roi aux Etats, à s'indemniser d'une partie de ces dépenses « extraordinaires » en diminuant le montant du don gratuit de la somme accordée. Déjà, en 1657, le don gratuit de 1.800.000 l. avait servi au remboursement du quartier d'hiver. En revanche, une nouvelle obligation militaire est en train de naître, celle des levées de milices qui, dès 1674, rendent nécessaire la collaboration des autorités provinciales, Président et Syndics des Etats, avec l'Intendant et le Gouverneur.²³

Cependant, en 1682, les Etats élèvent une protestation contre un nouvel empiétement du pouvoir royal qui exige d'eux la présentation des procès-verbaux des imposition diocésaines ainsi que les jugements des Etats à leur propos depuis 1675²⁴. Après la mise en tutelle des communautés, les Intendants s'appliquent désormais à celle des pays d'Etats, et ce, en Languedoc, bien avant l'arrivée de Basville, dont l'action se situe alors dans

une optique de continuité et non de rupture avec la politique des précédents Intendants²⁵.

Certes, la conjoncture économique et diplomatique aidant, la grande intendance de Basville se traduit à la fois par une recrudescence des charges militaires, et par une extension sensible des pouvoirs de ce haut représentant de l'administration monarchique.

Il y a, tout d'abord, un indéniable renforcement des exigences fiscales, jointes aux obligations militaires. Si les grandes levées de milices par Louvois, à partir de 1688, sont le phénomène de plus grande ampleur, s'y ajoutent le poids des garnisons cévenoles, l'augmentation des frais d'étapes, la construction des forts et la fourniture des fourrages, voitures et mulets aux armées de Piémont et de Catalogne... Les guerres extérieures, de la Ligue d'Augsbourg au traité d'Utrecht (1688/1713), et le quadrillage militaire de la province, placée sous haute surveillance depuis la Révocation, se conjuguent pour accroître les dépenses consenties par l'Assemblée²⁶. C'est pourquoi, les années 1690-1692 représentent la plus grande offensive fisco-militaire depuis 1640-1643, comme on peut en juger au travers des comptes des Etats (étapes, garnisons, fourrages...) et des plaintes, à nouveau nombreuses et réitérées, des Cahiers²⁷. Cette situation, et le marasme financier qui l'accompagne, se retrouvent lors de la difficile guerre de Succession d'Espagne, ne laissant, aux Languedociens comme aux autres régnicoles, qu'un très bref répit à l'orée du XVIII^e siècle²⁸.

La situation, tant intérieure qu'extérieure, favorise l'extension de larges prérogatives, tant judiciaires que militaires, dont bénéficie Basville qui, s'il n'est pas véritablement « le roi et tyran du Languedoc » dépeint par Saint-Simon, devient cependant le détenteur principal du pouvoir décisionnel provincial, légitimé non par l'implantation géographique et l'influence historique de sa « gens », mais par sa fonction de « grand commis »

du roi²⁹. Cette forte influence du pouvoir royal se fait d'autant plus sentir que les difficultés budgétaires mettent à mal les capacités d'administration des Etats³⁰. Ainsi, en 1691, après avoir résisté quelques mois aux injonctions de Louvois, l'Assemblée, constatant l'incurie des étapiers diocésains, finit par adopter l'idée de la mise en place d'une Ferme Générale de l'Etape qu'elle avait rejetée par le passé³¹. Les Etats n'auront d'ailleurs pas à regretter ce passage à une organisation à l'échelle provinciale, et, au contraire, lutteront désormais pour la conserver. L'hostilité initiale peut, a posteriori, paraître paradoxale, mais se situe dans la continuité de la défense des intérêts provinciaux : on redoute les ententes et les intrusions de compagnies financières extra-languedociennes, échappant au giron des Etats qui craignent de perdre, en outre, la maîtrise administrative et le contrôle réglementaire du système étapier et de sa fiscalité. Dans la tourmente, ils s'en tirent plutôt bien : l'Etape Générale, comme la ferme de l'Equivalent, appartiendra longtemps, à une brève exception près (1755-1758), à des sociétés liées à la nébuleuse fisco-financière languedocienne, des receveurs diocésains à la Bourse des Etats³².

Les trente-trois ans de l'intendance de Basville sont, de par les impératifs évoqués, une époque d'étroite collaboration, non sans heurts, entre le commissaire royal et les responsables provinciaux. Les Etats sollicitent ses conseils sur des questions importantes, comme la construction de casernes dont l'archevêque de Narbonne prend l'initiative³³ ; ils réclament son soutien pour obtenir des exemptions de droits sur la consommation afin de soulager les entrepreneurs des étapes ; ils font appel à son jugement pour trancher des litiges sur des malversations dans les fournitures, alors que, dans les années 1640-1650, les Etats rejetaient tout appel en dehors de celui au Conseil³⁴. L'arbitrage de l'Intendant, d'ailleurs favorable, est aussi réclamé quand la Cour

des Comptes, Aides et Finances de Montpellier, tente une nouvelle fois de s'immiscer dans la gestion des Etats qu'elle met en accusation, entre 1690 et 1705³⁵, en des termes proches de ceux utilisés par les Messieurs de la Cour en 1788-1789³⁶.

La collaboration avec l'Intendant est souvent menée à terme, en particulier dans le domaine des étapes, à la satisfaction, semble-t-il, des deux parties. Dans les instructions laissées à son successeur, Basville souligne la bonne marche d'une institution qui « ne peut être mieux réglée qu'elle est maintenant » (1718)³⁷. Pour les Etats, c'est la victoire de leur ténacité et de leur habileté, compte tenu de l'énormité de la dépense (et donc des passages de troupes), des années 1701-1713 et de l'effondrement des grands bailleurs de fonds de la Province³⁸.

Cependant, le Languedoc du XVIII^e siècle, n'étant plus province-frontière que sur sa facade maritime, voit diminuer relativement le poids de ses obligations militaires, à l'exception de brèves poussées consécutives aux opérations menées vers l'Espagne (1719), le Piémont (Succession d'Autriche) et le long des côtes (guerre de Sept Ans), ainsi que lors de l'épidémie pesteuse de 1720.

3 - LE PARTAGE DES TACHES AU SIÈCLE DES LUMIERES :

Malgré le retour à la paix et à une relative détente économique, la dette de l'Etat étant énorme, la Régence cherche de l'argent, sans perdre de vue quelques idées de rénovation d'ordre administratif et fiscal³⁹. Ces désirs conjugués entraînent une remise en cause de l'organisation militaire en général et du système des étapes en particulier, dont les excès durant les dernières guerres sont l'objet de poursuite.

En Languedoc, la Cour projette de dessaisir la Province de l'organisation matérielle du ravitaillement, en l'abonnant sous la forme d'une imposition annuelle d'un montant de 400.000 l. pour l'Etape et de 248 000 l. pour les fourrages et quartiers d'hiver, tout au moins en temps de paix⁴⁰. Face à cette offensive, les Etats, conscients des risques, non seulement pécuniaires mais aussi politiques, que contiennent ces propositions, répliquent fermement. L'argumentation porte à la fois sur les principes (les privilèges), et sur la pratique (le fonctionnement du service)⁴¹. D'une part, il ne peut être question d'abonner un quartier d'hiver qui n'a lieu d'exister en Languedoc que dans des circonstances exceptionnelles, et sans conséquence ultérieure, comme ce fut le cas pour « contenir les religionnaires ». D'autre part, sur le plan organique, le système étapiier languedocien donne satisfaction, – Basville en témoigne –. Il n'a pas donné lieu aux prévarications remarquées en d'autres provinces. Il n'y a donc pas de raison de modifier cette administration confiée aux Etats qui, en outre, savent mieux que quiconque recruter des fournisseurs et des étapiers fiables, aptes à ravitailler la centaine de localités réparties sur les routes du Haut et du Bas-Languedoc. Enfin, il est à redouter que, l'abonnement versé, il soit très vite jugé insuffisant et, qu'en temps de guerre, l'Etape retombe sur la Province et s'ajoute aux sommes déjà acquises.

Deux tentatives du pouvoir royal, entre 1717 et 1719, se soldent par un refus des Etats, qui obtiennent gain de cause : alors que l'Etape disparaît à l'échelle du royaume de 1718 à 1727⁴², le Languedoc garde son organisation spécifique, la suppression puis le rétablissement des étapes n'ayant aucune incidence sur les modalités de la fourniture des vivres dans l'étendue des deux Généralités de Toulouse et de Montpellier.

Ce cap franchi, la deuxième grande affaire d'ordre logistique dans laquelle les Etats ont à intervenir dans le courant du

XVIII^e siècle, concerne le transport des effets d'habillement, des équipages, et des malades et convalescents suivant la troupe. Trop souvent, jusqu'alors, bêtes de bât et de trait, charrettes et chariots, étaient purement et simplement réquisitionnés en nombre arbitraire par les officiers et les soldats, selon leurs besoins, et pris et abandonnés aux lieux de leur convenance⁴³.

Une nouvelle fois se manifeste la collaboration entre les notables provinciaux et l'Intendant sur un sujet délicat, longtemps matière à de nombreuses plaintes des bourgs et des villages⁴⁴. Les relations, facilitant le dialogue, sont bonnes avec le successeur de Basville, Bernage (1718-1725), quelquefois heurtées avec son fils, Saint-Maurice (1725-1743), confiantes avec Le Nain, jusqu'à la crise de 1750 qui laisse l'Intendant bien embarrassé. Avec les deux Saint-Priest, père et fils, le travail se poursuit néanmoins, mais empreint d'une certaine froideur⁴⁵. Le syndic Joubert constate, en 1753, qu'on doit s'efforcer de composer avec l'intendant car, vu l'homme, « il faut filer doux »... Ici, comme ailleurs dans le royaume, la crise des « années 50 » a laissé des séquelles, raidit l'autorité centrale sans éteindre les velléités contestataires.

Le problème du charroi est donc une préoccupation générale, tant des Etats que de l'Intendance, ainsi que le manifeste la correspondance entre celle-ci et son homologue de Guyenne : violences, perte de temps nuisible aux travaux, réquisitions arbitraires et remboursements alléatoires, abus et prévarications, dégradations du matériel, privations ou disparitions des animaux utiles aux labours⁴⁶ ... Il est alors de l'intérêt commun, et de celui du roi, que ce service soit règlementé et organisé⁴⁷.

Aussi, bien que certaines ordonnances générales soient prises en ce domaine dans la dernière partie du règne de Louis XIV, le Languedoc garde, ici encore, son originalité, ses routes réputées meilleures, et ses voitures attelées différemment,

imposant une adaptation législative propre. En outre, dès 1729, les Etats organise une ferme des voitures, afin de soulager les populations des réquisitions arbitraires⁴⁸. Malgré des débuts difficiles, celle-ci subsiste, puis est rattachée à la ferme des étapes en 1755⁴⁹. Dans ce contexte délicat, où la législation fluctue et diffère de la norme « nationale », officiers, soldats, fermiers et habitants, font pleuvoir au bureau de l'Intendance et au greffe des Etats leurs griefs réciproques. L'Intendant joue ici un rôle important d'ordonnateur (en liaison avec les commissaires des guerres placés sous son autorité), d'arbitre des litiges, d'informateur de la Cour mais aussi de ses homologues d'autres Généralités intéressés par l'expérience languedocienne. Il s'informe lui-même auprès des Syndics généraux et des entrepreneurs ainsi qu'auprès de ses subdélégués, pour cerner la réalité provinciale : rendre efficace le service du Roi, sans provoquer une levée de boucliers des notables ou des habitants de la Province⁵⁰.

Cette collaboration indiscutable ne s'effectue pas sans accrochages, quoique aucun affrontement véritable ne se produise après la crise des « années 50 », qui, il est vrai, sort largement du cadre spécifiquement languedocien. A l'accoutumée, les différends portent sur des principes de nature politique ou de prééminence, plus que sur des divergences d'ordre pratiques d'organisation du transport. On voit, par exemple, l'Intendant demander au Ministre de faire preuve d'une fermeté démonstrative à l'égard d'abus commis par des officiers, afin d'éviter les réclamations des Etats, mieux valant prévenir que guérir, en anticipant sur les risques de troubles éventuels⁵¹. C'est une autre forme d'état d'esprit qui préside au rejet par Saint-Priest d'une demande de justification de dépenses liées à la marche des troupes, « afin qu'on ne pense pas... me faire rendre compte d'une matière où j'ordonne », est-il sèchement répondu au Syndic Joubert⁵².

Le rapide passage de Ballainvilliers permet, semble-t-il, de revenir, tout au moins dans les affaires militaires, à une collaboration moins suspicieuse entre l'Intendant et les Etats. Il est vrai que, depuis les progrès de l'encasernement, la prise en charge des lits militaires par la Province (1764)⁵³, et le retour durable de la paix, les plaintes sur le passage des troupes se font rares, certaines villes réclamant, au contraire, leur présence. Désormais, les cahiers de doléances font beaucoup plus référence aux caprices du ciel qu'à ceux des armées en marche.

Une ultime illustration peut contribuer à donner une idée des rapports noués entre les autorités royales et provinciales à la fin de l'Ancien Régime : la modification des tracés des lignes d'étapes, qui provoque enquêtes et correspondances à divers échelons...et réaction des Etats.

L'initiative de 1784 vient du Secrétaire d'Etat à la Guerre, les enquêtes de terrain sont menées par les subdélégués, et les modifications éventuelles soumises à l'approbation des Etats qui, décision prise, doivent faire aménager les nouveaux lieux⁵⁴. L'enjeu est d'importance : éviter le contournement traditionnel du Massif Central, pour joindre le Saint-Esprit à Montauban, en coupant, en ligne directe par Mende et le Gévaudan, du Lyonnais au Toulousain. Trois ans plus tard, les enquêtes achevées, Ségur demande aux Etats de faire diligence et de mettre en place la nouvelle ligne avant juillet 1787. L'empressement des bureaux de Versailles se heurte à la prudence de l'archevêque de Narbonne et des Syndics généraux, qui renvoient la décision à l'Assemblée de novembre, repoussant la modification du tracé et de l'implantation des étapes à l'année suivante. Ce retard a, bien sûr, des raisons techniques (prévenir l'entrepreneur et les officiers municipaux afin d'aménager les lieux choisis...), mais il s'agit tout autant d'une question de principe : c'est à l'Assemblée des Etats Généraux de Languedoc, et à elle seule, de décider, sans pression

ni précipitation, des choix opportuns à opérer⁵⁵. C'était d'ailleurs le sens d'une réponse de Montferrier à Saint-Priest, faite dans des circonstances analogues, en 1759. Ceux qui paient, gèrent et organisent⁵⁶.

Jusqu'à leur fin, les Etats défendent donc leurs prérogatives, souvent chèrement payées, mais a priori profitables à l'administration, pratique et financière, des services provinciaux touchant à la logistique militaire. Le système de « fiscalité négociée », très tôt mis en place, se double d'une organisation concrète, dans laquelle coopèrent, bon gré mal gré, les bureaux de l'Intendance et les commissions des Etats. Aussi, quelles qu'en soient les imperfections, dont beaucoup sont inhérentes aux contraintes d'une économie peu ouverte, le service des étapes, voitures et lits, est un exemple éclairant des capacités de gestion des organes d'une administration provinciale ayant préservé une partie de son autonomie, sans déroger au principe de la souveraineté de l'Etat royal.

NOTES

1) Sur l'origine et les différents sens de ce mot, voir : Fr.-A. de La Chesnaye-des-Bois, *Dictionnaire militaire ou Recueil alphabétique de tous les termes propres à l'Art de la Guerre*, Lausanne, 1743, p. 213 à 216 ; E.A. Bardin, *Dictionnaire de l'Armée de Terre*, Paris, 1844, tome VII, p. 2181 à 2184.

2) R. Mousnier, « Note sur les rapports entre les gouverneurs de province et les intendants dans la première moitié du XVII^e siècle », *Revue Historique*, 1962, a. 86, t. 228, n° 464, p. 339-50..

3) Sur l'évolution de ces rapports institutionnels voir : H. Gilles, *Les Etats du Languedoc au XVe siècle*, Toulouse, 1965. P. Gachon, *Les Etats de*

Languedoc et l'Edit de Béziers, Paris, 1887 ; P. Vialles, *De l'Administration du Languedoc avant 1789*, Montpellier, 1889 ; H. Monin, *Histoire administrative du Languedoc pendant l'intendance de Basville*, Paris, 1884 ; plus récemment, W. Beik, *Absolutism and Society in Seventeenth-Century France. State Power and Provincial Aristocracy in Languedoc*, Cambridge, 1985, ainsi que J.-F. Dubost, « Absolutisme et centralisation en Languedoc au XVII^e siècle (1620-1690) » *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, T. XXXVII, juillet-septembre 1990, p. 369-397.

4) Lamoignon de Basville, *Mémoires sur la province de Languedoc...* Ed. critique par Fr. Moreil, Paris, 1985, p. 199 à 201.

5) J. Vidal, *L'Equivalent aux Aides en Languedoc*, Montpellier, 1960.

6) L'expression est de M. Cottret, in *La vie politique en France aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles*, Gap-Paris, 1991, p. 20.

7) J.F. Dubost, *art. cit.*, p.373.

8) H. Gilles, *op. cit.*, p. 210.

9) Archives Départementales de l'Hérault (A.D. H.), A 20, « Lettres patentes contenant règlement sur la fourniture de l'étape », 3 février 1526.

10) B. Kroener, *Les Routes et les Etapes, Die Versorgung der französischen Armeen in Nordostfrankreich (1635-1661), Ein Beitrag zur Verwaltungsgeschichte des Ancien Régime*, Münster, 1980.

11) A.D.H., A 234, Arrêt du Conseil d'Etat, St Germain-en-Laye, 22 avril 1633.

12) A.D.H., C 7090, Procès - verbaux des Etats de Pézenas, nov./ déc. 1640.

13) A.D. Haute-Loire, 1C 339 (P.V. Etats).

14) A.D. Haute-Garonne, C 2302 (P.V. Etats).

15) A.D. Haute-Garonne, C 2303 (P.V. Etats).

16) A.D.H., C 7090.

17) A.D. H., C 7112 (P.V. Etats).

18) A.D. H., C 7090 et A.D. Haute- Loire, 1C 339.

19) A.D. H., C 7096 (8 janvier 1646).

20) Y.M. Bercé, *La Naissance dramatique de l'absolutisme, 1598-1661*, Paris, 1992, p. 143-148. Sur le « tour de vis » fiscal, cf. A. Guery, « Les Finances de la monarchie française sous l'Ancien Régime », *Annales E.S.C.* 1978, n° 2. p. 126-39.

21) A.D. H., C 7655.

- 22) A.D. H., C 8433, « Mémoire sur les étapes et les foules » (1674).
- 23) A.D. H., A 31.
- 24) A.D. H., C 7655, Cahier de 1682.
- 25) F. Moreil, *op. cit.*, et R. Poujol, *Basville, roi solitaire du Languedoc*, Montpellier, 1992.
- 26) H. Monin, *op. cit.*.
- 27) A.D. H., C 7655, et particulièrement les cahiers de 1686 et 1689.
- 28) H. Monin, *op. cit.*, p. 119 à 221.
- 29) Par exemple, A.D. H., A 32, « Ordonnance de Monseigneur l'Intendant », 12 novembre 1685.
- 30) A.D. Haute-Garonne, C 2334 et A.D.H., C 7251 (1689).
- 31) A.D.H., C 7254 et A.D. H., A 45 (lettre de Louvois à Noailles, 26 nov. 1690).
- 32) G. Chaussinand-Nogaret, *Les Financiers du Languedoc au XVIII^e siècle*, Paris, 1970 ; J. Vidal, *op. cit.* et D. Biloghi, « A la confluence de l'histoire militaire et de l'histoire sociale : les entrepreneurs de l'étape générale en Languedoc au XVIII^e siècle », in *Mélanges en l'honneur du Professeur A. Blanchard*, Montpellier, 1993. p. 147-169.
- 33) A.D. Haute-Garonne, C 2338 et 2339. Voir aussi : Le P. Dufay, *Oraison funèbre de Monseigneur... Pierre de Bonzy*, Narbonne, 1704.
- 34) A.D. H., A 62 (1707), et A.D. H., C 8409 (1708).
- 35) A.D. H., C 7984.
- 36) G. Larguier, "La grande protestation contre les Etats de Languedoc (1788-1789)", *Fédération des sociétés académiques et savantes*, Villefranche-de-Rouergue, 1979 ; H. Vidal, « Les attaques contre les Etats de Languedoc à la veille de leur disparition », *Société d'histoire du droit et des institutions...*, Montpellier, 1979 ; M. Péronnet, « Un exemple d'opposition légale : la cour des Comptes, Aides et Finances de Montpellier en 1788 et 1789 », in *Parliaments, Estates and Representation*, Londres, 1990.
- 37) A.D. H., C 4674.
- 38) Voir C. Michaud, *L'Eglise et l'Argent sous l'Ancien Régime, Les receveurs généraux du clergé de France aux XVI^e-XVII^e siècles*, Paris 1991, chap. XVI.
- 39) E. Le Roy Ladurie, *L'Ancien Régime (1610-1770)*, Paris, 1991, p. 239 à 256.
- 40) A.D. H., C 7375 et C 8409.

41) A.D. H., C 7375.

42) Vincennes, Collection des ordonnances militaires, T. 37 n° 16 (ordonnance portant suppression des étapes du 15 avril 1718), Service historique des Armées, Bibliothèque et A. N., IV AD 10/B, pièce 31 (ordonnance portant rétablissement des étapes du 13 juillet 1727).

43) A.D. H., C 690.

44) E. Pélaquier, « Une communauté rurale face à l'armée : Saint Victor de La Coste (1670-1750) », *Colloque Forces armées et sociétés*. 110e C.N.S.S., Montpellier, 1985.

45) N. Guillot, *Les Bernage, une grande famille de robe, deux intendants de Languedoc*, Mémoire de maîtrise, dir. A. Blanchard, Montpellier, s.d. ; F. Cano, *Jean Le Nain d'Asfeld, Intendant de Languedoc de 1743 à 1750*, Mémoire de maîtrise, dir. A. Blanchard, 1986 ; L. Mondet, *M. de Saint-Priest, Intendant de Languedoc, 1715-1785*, Mémoire de maîtrise, dir. A. Blanchard, s.d..

46) A.D. H., C 690, fol. 489-492.

47) A.D. H., C 8440.

48) A.D. H., C 689.

49) A.D. H., C 8440.

50) On peut juger des litiges, accords et contentieux au travers, par exemple, des correspondances et mémoires des cotes C 8440-8441 et C 8445-8447 des A.D. H..

51) A.D. H., C 690, f. 504 (1761).

52) Ibid., f. 590 (1762).

53) A.D. H., C 657.

54) A.D. H., C 691.

55) A.D. H., C 8435.

56) A.D. H., C 690.

Les doléances présentées aux états généraux de Béarn au XVIII^e siècle

*Christian DESPLAT**

Le fait que la loi ait été, sous l'Ancien Régime, l'expression de la volonté royale et sa prérogative exclusive n'interdit pas de se poser des questions sur la manière dont s'élaboraient, en pratique, les lois d'un royaume où la diversité des institutions était de règle. Dans les pays d'Etats généraux des Pyrénées occidentales, le Béarn et la Navarre, les assemblées locales préservèrent jalousement une capacité de légiférer dont la réforme des coutumes au XVI^e siècle avait été un exemple éclatant¹. Jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, ces Etats rédigèrent et publièrent des Règlements qui complétèrent la législation forale ou coutumière². En Béarn en particulier, les Règlements avaient un caractère constitutionnel prononcé ; l'article 1 de la 1^{re} Rubrique, « Priviledges generaux et communs », rappelait que : « Los habitants deu present pays nou

* Université de Pau et des Pays de l'Adour

son tenguts a mudance de Seignour d'obtenir confirmation de lours privileges »³. Dans la même rubrique, l'article 4 soulignait l'importance du privilège fiscal : « Lous habitants deu present pays son maintenguts en las libertas et privilege de no podar estar impausats que de lour consentement »⁴. Même un monarchiste convaincu comme le prélat et historien Pierre de Marca, un homme de Richelieu, ne manquait pas de le rappeler : « Les Estats ont aussy droict de faire des délibérations sur les règlements de police du pais. Ce qui a force de loi suivant les termes expres du For »⁵.

Cette capacité des Etats de Béarn et de Navarre à légiférer, que la monarchie n'entrava jamais et qui relativise son centralisme, était le résultat d'un processus complexe à l'origine duquel se trouvaient les requêtes présentées par les particuliers aux assemblées chaque année. Le droit des Etats à recueillir les griefs et à en obtenir réparation occupait une place de choix parmi les Règlements : « Las greuges deus Estats seran recebuts apres lous tres jorns, quoand sera per lour presentats » (art. 1 Rubrique 3)⁶ ; « Sus la tiengude deus in qu'aquets sien convocats chascune anneye per poudre requerir et obtenir la reparation deus greuges »⁷. Le texte de certains règlements éclaire ce travail législatif ; par exemple l'article 19 de la Rubrique 4 obtenu « per redglament accordat per sa majestat sur l'art. 3 deu cahier de l'anneye 1657, es declarat... ». Les Règlements étaient donc bien le fruit d'une navette législative entre les requêtes des sujets et la volonté royale qui leur donnait force de loi.

En fait, les requêtes étaient à l'origine de deux types de propositions législatives : les remontrances et les cahiers de doléances⁸. Ainsi, en 1697, les officiers du Sénéchal de Pau présentaient une requête aux Etats « de far tres humbles remontrances à Sa Majestat sus l'establissement de la chancellerie, ruinous a la pro-

vince »⁹. Gardiens jaloux des Fors, les Etats veillaient à ce qu'ils ne fussent pas altérés : « L'interpretation deus artigles deu For, appuntaments et provisions deus Estats, ond y aura doubte, se fara per lo Rey ab los dits Estats »¹⁰ ; les requêtes des Béarnais allaient dans le même sens. Louis XIV régnant, l'évêque de Lescar demandait « que très humbles remontrances seront faites à Sa Majesté tendant à ce qu'il luy plaise ordonner que le dit article de l'ordonnance d'Henry II roy de Navarre et seigneur souverain de Béarn soit exécuté »¹¹. Mais plus souvent qu'à la remontrance, procédure exceptionnelle, les Etats avaient doléances annuelles. En 1699, le promoteur et métropolitain du ressort du Parlement de Navarre sollicitait les Etats de « prengudes a greuges » contre les prétentions de la primatice de Bordeaux de recevoir des appellations « et que règlementsien feytes »¹². Un simple particulier, comme le sieur de Bats, pouvait demander à l'assemblée « de suplicar sa Majestat de vouler accourdar per sa reponce au cahier quy luy sera presentat »¹³.

La procédure d'un partage législatif qui ne s'avouait pas, puisque en principe tout dépendait de la volonté du roi, était parfaitement réglée dès que commence notre série documentaire en 1641. A aucun moment, on ne trouve trace d'une quelconque opposition du pouvoir royal aux prérogatives de la province et des Etats. Les Béarnais présentaient leurs requêtes à ceux-ci qui élaboraient ensuite remontrances et/ou cahier de doléances. Lorsque celles-ci étaient agréées par le souverain, elles étaient enregistrées sous la forme de règlements et avaient force de loi.

Le document et son contenu

Les doléances présentées aux Etats de Béarn forment une série à peu près homogène entre 1641 et 1789¹⁴. Un registre a été détérioré par l'humidité, cause d'un déficit entre 1727 et 1731. La

totalité de cette documentation a été rédigée en béarnais, sauf entre 1713 et 1718¹⁵. Les méthodes de travail des Etats et donc le contenu de ces registres connurent quelques mutations importantes : une première tentative pour établir des tables annuelles eut lieu en 1718, sans suite immédiate. De véritables tables analytiques apparaissent en 1746 et démontrent que toutes les requêtes, à l'exception de celles qui concernaient le droit d'entrée aux Etats, n'étaient pas enregistrées, mais transmises telles quelles aux sessions des Etats. La présentation quantitative des sources doit prendre en compte cette méthode de travail.

Jusqu'à la fin de leur histoire, les Etats de Béarn cherchèrent d'ailleurs à améliorer leur fonctionnement, au service d'une authentique politique provinciale. L'apparition en 1781 d'une nouvelle rubrique dans la table annuelle, intitulée : « priviletges, fors et coustumes » n'était évidemment pas étrangère au réveil du foralisme au sein du Grand Corps¹⁶. Depuis 1720, les Etats observaient un ordre constant dans l'examen des doléances : en premier lieu, les affaires qui regardaient le roi (la fiscalité surtout) ; ensuite, les requêtes « deus recipiendaris » pour être reçus aux Etats ; enfin les affaires générales. A partir de 1776 apparaît une quatrième rubrique dans laquelle figuraient en principe : finances, agriculture, arts et commerce, établissement publics, manutention des privilèges et règlements, administration de la justice, règlements domestiques¹⁷.

Entre 1691 et 1789, l'analyse concerne 2261 requêtes, soit une moyenne de 24 par an ; mais cette moyenne est trompeuse. Avant que n'apparaissent les tables, on ne comptabilise que 81 requêtes, soit 16,3 par an ; le chiffre passe à 1444 soit 32,8 par an entre 1746 et 1789. La différence est évidente, mais sans doute assez peu significative de l'activité réelle des Etats qui semble avoir été plutôt constante si l'on examine la tendance et le rythme dans le long terme. La principale rubrique, celle des requêtes

destinées à obtenir l'entrée aux Etats, est de loin la plus importante et la plus stable. Il faut rappeler ici l'enjeu capital que représentait pour la société béarnaise le droit d'entrée ; dans ce pays de noblesse réelle, les propriétaires de maison noble « domengea-dure » ne jouissaient réellement de leur nobilité que s'ils exerçaient le droit d'entrée dans le Grand Corps attaché à leur bien. Le nombre des terres nobles étant à peu près invariable, les Etats se trouvaient ainsi en mesure de contrôler sans partage l'accès à la noblesse et donc la mobilité sociale. En dépit de tous les efforts de la monarchie qui prétendait avoir l'exclusivité de « faire » des nobles, les Etats de Béarn et de Navarre conservèrent leur prérogative jusqu'à la Révolution.

La prépondérance de la rubrique consacrée aux requêtes « de qualitatx de personnas » (43 %) est ainsi très révélatrice du degré d'autonomie et de la capacité de résistance des pays d'Etats basco-béarnais. Mais elle éclaire aussi l'étroitesse du champ des compétences de ces institutions, les limites et l'égoïsme de leur représentativité sociale. Après la défense de leur propre composition, les Etats adressaient au roi des doléances au sujet de la fiscalité et des charges diverses que supportait la province (26 %). Il n'y a pas lieu de s'en étonner et la surprise vient plutôt de la modération des contribuables, (il est vrai que les députés aux Etats n'étaient pas les plus « foulés ») ; la rubrique surprend aussi par sa constance. Seules les conséquences de l'épizootie catastrophique de 1774-1778 semblent avoir eu quelques retombées sur le volume des doléances. La mauvaise conjoncture des années pré-révolutionnaires n'est en revanche guère perceptible. La sensibilité fiscale des Béarnais n'est pas révélatrice des fluctuations courtes ou longues de la conjoncture ; mais il ne faut pas en conclure à une totale inertie : les doléances qui touchent aux questions économiques représentent 17 % des griefs et leur nombre a cru sensiblement dans le dernier tiers du siècle. Béar-

nais et Basques recherchèrent donc bien une réponse à leurs difficultés de fin de siècle et ne s'en remirent pas au seul gouvernement central pour y trouver des solutions. Dans l'ordre politique et administratif (13 %), le flux des requêtes fut également régulier et la grande crise politique du siècle, la démission des parlementaires palois entre 1765 et 1775, ne s'est pas traduite par des doléances plus nombreuses.

D'une tendance séculaire, on retiendra donc surtout la stabilité, en volume et en nature, des doléances. Il y eut bien une légère croissance dans le dernier tiers du siècle, mais il serait bien imprudent d'y voir un frémissement pré-révolutionnaire. Il faudrait pour avancer dans cette voie disposer d'une identification sociale précise de tous ceux qui présentaient des doléances ; le document ne s'y prête guère. La dominante est toutefois fort claire : ce sont les élites béarnaises, nobiliaires et cléricales, qui représentent l'essentiel des rédacteurs de doléances. La représentativité de ces documents est naturellement comparable à celle des Etats eux-mêmes. Le champ de compétence qu'elles définissent, le degré d'autonomie politique qu'elles défendent est à la mesure des intérêts des domengiers (nobles) et des créanciers des Etats.

Les calamités du ciel et de la terre

Le Béarn était l'une des provinces les moins lourdement imposées de la France d'Ancien Régime et la modération, relative, des exigences fiscales de la monarchie explique peut-être que les griefs fiscaux aient été eux-mêmes modestes. Ils n'en représentent pas moins un bon quart des doléances. Les calamités naturelles ont leur place, faible, (1,1 %) dans cette rubrique.

En dépit de leurs fréquentes répétitions, surtout en ville, les incendies ne suscitèrent qu'une seule doléance, en 1691 ; dans le

village d'Angaïs, 24 maisons et bordes avaient été « insandiates » et les jurats sollicitaient une gratification « per lou repoublemen et la subsistence de lours familles »¹⁸. L'inondation, elle aussi très dévastatrice dans le piémont pyrénéen, n'apparaît qu'une seule fois en 1740 ; la communauté d'Urdos en vallée d'Aspe demandait un secours de 1500 livres par an pendant six ans « emplegade a lours substancy, a remeter lou gabe dens l'ancien lhey et l'enquessar, a desfrichar et neteyar las terres et las restabli, fortifiar et reparer las maisons »¹⁹. Le seul fléau qui ait alimenté un flux régulier de doléances était en fin de compte la grêle, ce qui n'est guère surprenant si l'on se souvient de l'importance du vignoble dans la vie économique locale et du rôle des nobles viticulteurs aux Etats. Les communautés qui se plaignent sont presque toujours celles du Vic-Bilh, canton viticole du Nord-Est du Béarn ; les requêtes sont également semblables. Elles sollicitent des prêts de quelques milliers de livres « per l'emplegar a ensementar lours terrea de milloc et de milh, lou aben pergut toute la recolte de l'anneye passade per lou fleu de la grele »²⁰. Aux fléaux de la nature, il faut ajouter ceux, très exceptionnels, que provoquait parfois la malice des hommes. En 1694, A. de Labaig d'Oloron se plaint d'avoir perdu plusieurs têtes de bétail « par la malice de plusieurs personnes qui empoisonnent sa rivière en y jettant de la chaux, ço qui es contraire aux reglemens deus pays »²¹.

On a souligné la modestie des doléances fiscales ; elle ne doit pas faire oublier l'attachement des Béarnais au principe du For : le libre consentement de l'impôt et sa subordination à la satisfaction des griefs. Jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, les Béarnais n'hésitèrent pas à faire « greuges sus la impositions feytes chens lou consentimen deus Estats »²². Le poids même de la charge fiscale était en revanche peu contesté ; il le fut, indirectement, jusque dans le premier tiers du XVIII^e siècle à l'occasion des manipulations monétaires de l'Etat. Ainsi en 1725 les rece-

veurs des tailles sollicitent des Etats des remboursements « per lou montant deu rabaix arribat lou 1 octobre 1724 sus las especes qua ren en sa quesse et dont abé feyte la recepte »²³. La stabilisation monétaire tarit ensuite cette source de griefs.

Les Béarnais étaient en contrepartie très sensibles aux inégalités que provoquait la répartition de l'impôt, qui était d'ailleurs au moins autant le fait des commissions des Etats que des agents de la monarchie. Ces questions pouvaient concerner un nombre considérable de communautés, lésées collectivement comme la vallée d'Aspe en 1691-1692. Deux villages, Cette et Eygun, invoquent alors « la simplicitat deu deputat deusdit locs d'Eigun et Ceyte » qui avaient déterminé leur surcharge lors de la réformation des feux de taille en 1644. Les victimes exigeaient « un nouvet regalemen deus foecs de la talne, aben esgoard aux tenements, comoditat et incomoditat de las dites comunautats ». Il est probable que le bon fonctionnement au système des requêtes ait épargné au Béarn les révoltes antifiscales qui agitérent les provinces voisines.

Les contestations entre deux communautés, comme entre Castetner et Maslacq en 1692, toujours à propos de la taille, étaient plus rares mais acharnées ; il est vrai que dans le cas cité il y avait le poids d'arrérages sur 29 ans²⁴ ! La répartition de l'impôt déchaînait enfin souvent des revendications au sein d'une seule communauté ; la typologie des abus était ici à peu près inépuisable. Citons l'exemple de Sainte-Suzanne, une communauté divisée entre quatre seigneuries ; le fermier des tailles en avait profité pour diviser en quatre le taillable et multiplier ainsi les quittances « a las fins de multiplicar consequament lous salaris de la recepte per rason de la multiplicacion de las quitances »²⁵. Les abus de la répartition se conjugaient ainsi avec ceux de la perception pour produire des doléances. La capitation, à ses débuts, suscita quelques plaintes ; en 1702, Jurancon mettait en cause ses

jurats qui répartissaient la nouvelle imposition « dab tant d'injustice que lous praubes sy trobes plus capitats que lour riches »²⁶. Après 1715, les griefs touchant à la répartition devinrent rares ; mais la moindre nouveauté réveillait la sensibilité fiscale. En 1747, les marchands, les bouchers, les cabaretiers, cordonniers, tisserands et autres artisans réclamaient un secours à l'occasion d'une imposition « feyte sur lour, classe par classe »²⁷. Les plaintes de particuliers, mécontents de la répartition furent enfin très rares et émanent d'importants personnages comme le seigneur de Précilhon, conseiller au Parlement de Navarre²⁸.

Les doléances des créanciers des Etats qui demandaient le versement de leurs intérêts, la prorogation des rentes ou un remboursement mériteraient une analyse particulière. Ces créanciers, nombreux, se recrutaient en priorité au sein de la noblesse, puis dans le clergé, enfin parmi les communautés. Les sommes avancées aux Etats dépassaient rarement 5000 livres ; mais les Clarisses d'Oloron, réputées pauvres, étaient créancières de 15 000 livres et le marquis de Logras, conseiller au Parlement, l'était pour 23 520 livres²⁹. La multiplicité des petits créanciers est un indice supplémentaire des difficultés qu'éprouvait le Béarn à mobiliser ses réserves monétaires.

Aux charges ordinaires s'en ajoutaient d'extraordinaires, fruits des traditions locales ou de la conjoncture nationale. La fourniture du bois de chauffage au gouverneur du château de Pau par les communautés proches de la capitale du Béarn fut une cause permanente de doléances jusqu'à ce qu'en 1789 le village d'Idron refuse tout net cette contribution. Au cours du XVIII^e siècle, les charges militaires de la province furent très faibles ; en revanche, elles avaient suscité une vague de griefs pendant la guerre de Succession d'Espagne. Les Béarnais se plaignirent tout à la fois des frais de garde de la frontière (fort du Portalet), du renchérissement des vivres du fait du passage des

troupes, des frais d'étape en général³⁰. Le mécontentement culmina avec les charges du passage en Béarn des reines d'Espagne ; en 1715, la communauté d'Espoey exigeait le remboursement de 25 quintaux de foin, de deux charettes de bois et de 40 sols (!) d'œufs « le tout fourny par ordre de Mr. l'intendant au magasin étably à Soumoulou pour la couchée de la reyne d'Espagne »³¹. Pau, Pontacq, Pardies, Navarrenx n'étaient pas en reste et demandaient « soit à la cour de France, soit à la cour d'Espagne le remboursement de toutes les fournitures à l'occasion du passage de la reine d'Espagne »³².

Des charges peu onéreuses mais de plus en plus nombreuses alimentèrent les griefs au cours du XVIII^e siècle : postes d'enseignants à l'Université de Pau, Académie royale de Pau, entretien du Palais, du logement de l'intendant, de l'Hôtel du Premier Président, voire aide aux Capucins « per subvenir à las despenses considérables et extraordinaires que lous debien far a l'occasion de la solennitat et la canonisation de deus saints »³³. Ordinaire ou extraordinaire, la fiscalité était bien au cœur du dialogue entre le roi et ses sujets ; mais une charge modeste, l'abonnement se conjuguait ici à l'exercice régulier du droit de doléances pour réduire le volume des tensions.

LE STATUT DES PERSONNES

Par le biais des requêtes portant droit d'entrée aux Etats dans le Grand Corps, l'assemblée béarnaise a été dans une large mesure l'arbitre de la mobilité sociale dans la Principauté. La surveillance tatillonne des entrées fut ainsi un enjeu politique majeur ; concurrents du roi puisqu'ils faisaient des nobles, les Etats n'hésitaient pas à contrecarrer les vues du souverain. En 1770, ils avaient refusé le droit d'entrée au sieur Pene, un praticien palois enrichi ; l'année suivante, le lieutenant du Roi fit

savoir aux Etats « que sa Majestat a bist dab surprese que l'an-neye darrere ed son feyt difficultat dens la reception deu sieur Pene, que com son filh deu se presentar per estar recebut, Lou Rey desaproubere que lous Estats fesen plus de difficultat »³⁴. Cette mercuriale ne produisit aucun effet sur l'assemblée, bien au contraire ; lorsque Pene fils se présenta en 1772, les Etats conclurent « que nou y a locq de lou receber quant a present chenx prejudice à luy de rapportar d'autres pessés plus justificatives deu dret d'entrar per lui demandat »³⁵.

Entre 1783 et 1789, 86 requêtes furent présentées pour entrer aux Etats ; elles éclairent parfaitement la stabilité de la noblesse réelle béarnaise. 45,3 % se justifiaient par transmission directe de père à fils (25), de mère à fils (5), d'oncle à neveu (2) ; 22 % étaient les suites d'une donation, entre vifs (16), plus rarement d'une épouse à son mari (3). On peut ajouter à ces deux catégories les requêtes es qualité, 1,1 % (celle de l'évêque d'Oloron) et les transferts de droit d'entrée, 2,3 %. Au total, plus des deux tiers des requêtes n'étaient que de confirmations de noblesse, le groupe se reproduisant lui-même à l'identique. Le système mettait toutefois sur le marché des ambitions et de la nobilité un nombre non négligeable de domengeadures : 29 % des requêtes étaient le résultat d'une vente. Encore faudrait-il être certain que les acheteurs, en partie au moins, n'aient pas déjà été par ailleurs des domengiers ; on connaît, surtout au XVIII^e siècle, de véritables collectionneurs de terres nobles. Aussi faut-il considérer avec beaucoup de prudence les plaintes de la noblesse qui dénonça, dans la première décennie du siècle des Lumières, une « invasion bourgeoise ». Il existait bien un marché ouvert aux amateurs de nobilité mais il était surveillé avec beaucoup de vigilance par les domengiers en place.

Depuis leur apparition au XIV^e siècle, les Etats avaient mis au point une savante casuistique du droit d'entrée. Le nombre

relativement élevé des donations entre vifs souligne l'importance de l'enjeu ; de nombreux pères n'hésitaient pas à se déposséder pour transmettre sans le moindre risque leur droit. A l'opposé, l'achat apparaît en effet comme une solution précaire et contestable ; ainsi, en 1692, Jean de Casamajor d'Oloron qui avait acheté l'abbaye laïque (une domengeadure) de Jusan à noble Clément d'Aramits, eut beaucoup de difficulté à faire valoir son droit. Les Etats considéraient que le contrat de vente ne pourrait avoir « son plein et entier effeyt », car une dame de Laure, créancière du sieur d'Aramits avait des prétentions sur l'abbaye³⁶. Cet épisode rappelle à quel point la nobilité était d'abord un bien en Béarn.

Lorsque l'on n'était ni héritier direct, ni bénéficiaire d'une donation, le mariage était une voie assez sûre pour entrer aux Etats. De nombreux personnages mariés à des héritières de biens nobles obtenaient d'exercer leur droit « à l'instar deus predecissors de sa mouilher »³⁷. L'importance réelle des biens ne dépendaient que de leur valeur juridique, car la plupart des domengeadures étaient simplement désignées comme celle de Cosledaa « deu sol et vieilles mazures de la maison noble »³⁸. Dans ce cas précis, la maison changea deux fois de main en trois ans.

Les Etats n'hésitaient pas à procéder à des vérifications tatillonnes, même lorsqu'il s'agissait de personnages importants. Noble Frances de Fanget, seigneur de Thèze et conseiller au Parlement fut débouté une première fois et dut présenter des aveux de dénombrement en règle pour être reçu. L'assemblée exigeait un usage régulier du droit ; en 1691, elle examina le cas de J. de Beziade, seigneur de Sainte-Gladie qui servait aux armées et ne pouvait en conséquence assister aux sessions : « platie à l'assemblée ordonnar que lour continueran de jouir de lour dret d'entrade aux estats, loudit seignour es actuellernen au servicy de sa mjestat en sas armades »³⁹. Les demandes de transport qui

consistaient à faire coïncider la valeur juridique et la valeur économique du bien recevaient en principe l'agrément des Etats ; encore fallait-il qu'elles ne lèsent personne. En 1725, Charles de Marquis, commandeur de Caubin, et reçu en 1722, prétendit l'être désormais « dens lou corps de la gleize, so qui es plus conbenable a l'estat et qualitat d'un commandeur » ; l'évêque de Lescar, président né des Etats, s'opposa à cette prétention contraire « de tous terns et de fondation » à la représentation du clergé⁴⁰.

Naturellement, les Etats prenaient un grand soin à préserver le statut juridique de la noblesse béarnaise ; aussi veillaient-ils à ce que le roi se mêlât le moins possible de cette question. En deux siècles, on ne rencontre qu'un seul cas où ils aient accepté « de faire une exception à la règle ». En 1703, A. d'Andoins, conseiller au Parlement, représentait que son père qui possédait au lieu de Castetnau une maison appelée d'Andoins en avait obtenu du roi l'anoblissement et de « joindre audit anoblissement lou dret d'entree aux Estats généraux »⁴¹. Quoique ses lettres patentes dérogeassent à un règlement de 1654, les Etats les validèrent.

Ce que nous sommes conduits à interpréter comme un privilège social, le droit d'entrée, était en fait considéré par les contemporains comme l'une des pièces maîtresses des libertés constitutionnelles béarnaises. Il faut donc l'intégrer aux revendications forales que le Grand Corps défendit avec une force accrue après 1770. Dans la rubrique administration et politique, la référence au For est presque toujours implicite⁴². Le moindre prétexte mobilisait les défenseurs de la « constitution » ; à plusieurs reprises la communauté de Morlaàs remit des doléances pour que soit observé l'article qui imposait ses poids et mesures à toute la province⁴³. La défense du droit successoral, celle des prérogatives des jurats suscitérent elles aussi de nombreuses requêtes⁴⁴ ; ainsi, en 1747 le syndic du begarau d'Oloron exigea que soit interdit, suivant le For, aux receveurs des droits de contrôle de percevoir

sur les contrats de mariage aucun autre droit que ceux qui portaient sur les légitimes constituées par les aînés à leurs cadets. De très multiples objets d'administration finissaient par être considérés comme des enjeux constitutionnels : par exemple, la plainte de Sauveterre en 1725 « toucan lous drets de sepulture » que prétendait exiger le curé, ou bien celle des jurats de Bruges contre les notaires qui prélevaient des droits doubles de ceux que fixaient les règlements. La répartition des soldats de milice destinés au Régiment des Bandes béarnaises déterminait elle aussi des plaintes qui renvoyaient aux articles du For sur le service militaire⁴⁵.

Au total, toutes ces requêtes définissaient le champ des compétences des Etats, très étendu, et surtout les prérogatives politiques, le degré d'autonomie de la principauté de Béarn.

Les requêtes et le progrès social et économique

Les assemblées d'Etats, surtout à la fin de leur histoire, n'ont pas très bonne réputation ; les contemporains, tel l'intendant d'Auch et de Pau, les tenaient pour « une multitude ignorante » ! Les historiens partagent souvent cette prévention ; invoquant le centralisme de l'Etat monarchique, ils concluent à l'impuissance de ces institutions-croupions. La réalité est sans doute plus nuancée.

A leur échelle, modeste, les Etats de Béarn ne furent pas seulement l'organe de reproduction des élites ; les doléances qu'ils enregistraient témoignent très tôt de l'adhésion des provinciaux aux idées de « progrès ». Dès 1715, ils donnèrent un avis favorable à la constitution d'un fond annuel de 400 livres « pour être employé à faire des cours d'anatomie et opérations par un médecin et un chirurgien... tous les médecins de la province pourront

acister aux leçons, discours d'anatomie et démonstrations, aux ouvertures des cadavres au dit hôpital »⁴⁶.

Incessantes, les doléances contre les foraines, péages et autres taxations douanières ne doivent pas faire illusion : la liberté du commerce n'était pas leur véritable objectif. La province qui disposait de considérables privilèges qui protégeaient ses frontières et facilitaient ses exportations souhaitait d'abord les préserver. Ainsi en 1692, entraînés par ceux d'Oloron, les marchands béarnais s'élevaient contre l'établissement d'un nouveau bureau de la foraine sur les marchandises étrangères qui passaient en Espagne ou dans la province. Ils accusaient les fermiers d'avoir agi « de lour propi autoritat et seinx aucun ordy ny participation de Sa Majestat ny de Monsieur l'intendant ». Quelques années plus tard, c'étaient le maire et les jurats de Gurs qui dénonçaient les péages qui rendaient impossible leur commerce avec la Soule et l'Espagne. En fait, les communautés allaient à la bataille en ordre dispersé, sans jamais présenter un projet cohérent ; en 1693, les marchands d'Orthez rappelaient qu'ils étaient exempts de droits et de péages dans l'étendue de la province, mais ils ne revendiquaient ce privilège que pour eux-mêmes.

Le discours commercial des Béarnais était ainsi parfaitement contradictoire. Attisée par la hantise du monopole et de la hausse des prix, la défense de la liberté trouvait toujours d'ardents champions. En 1693 les jurats de Morlàas, d'Oloron et des montagnes dénonçaient les habitants de Salies, des monopoleurs « qui se sont abisats de remeter toute la sau qui se faconne en ladite ville en mas de deux particulars empechan qu'autres quets en fasen la desbite »⁴⁷. Les jurats de Gan de leur côté faisaient le procès des alois qui prétendaient exclure de leur marché les consommateurs et les vendeurs gantois. Mais chaque fois qu'ils le peuvent, à titre collectif ou individuel, les Béarnais revendiquaient le monopole. La vente préférentielle des vins du cru et

l'interdiction d'acheter du vin en Espagne constituent le grief le plus constant de la période étudiée. Les particuliers n'étaient pas en reste ; l'imprimeur palois Desbarats « comme citoyen deu pays et comme successour de son pay et paigran, imprimeur desdits seigneurs deus Estats, luy sie accordat lou priviledge d'imprimer et soul a l'exclusion de tout autre las deliberations deus Estats »⁴⁸. De très minces personnages revendiquaient le monopole ; Dulo-rans, « operator » demandait en 1702 que le titre « d'operator deus seignours deus Estats de la proubincy » lui soit réservé.

Après 1730-1740 les doléances commerciales se diversifièrent ; les Béarnais cherchent alors à préserver la qualité de leurs vins contre des charretiers indéclicats qui « non soulamen beber lou vin, mes de plus en habeillan d'aigue las barriques dont an tirat »⁴⁹. Ils exigent également des règlements sur la contenance des futailles. Ils découvrent surtout l'impérieuse nécessité de désenclaver la province ; les doléances se firent l'écho du grand rêve du siècle : le canal pyrénéen Bayonne-Toulouse. Routes et ponts apparaissent aussi dans les requêtes ; en 1764, les jurats de Nay sollicitent la construction d'un pont sur le Gave. Deux ans plus tard, associés à Pontacq et Rébénacq, ils demandent que « sie tribadat chens perte de temps à la confection deu camy des-peieux Ger entro Nay »⁵⁰. Enfin à la fin du siècle, les Béarnais prirent conscience de la gravité des dispositions protectionnistes du gouvernement espagnol ; en 1785 des plaintes venaient de tout côté pour exiger du roi que les « deffenses de la Cour d'Espagne d'importar certaines marchandises et drets establits sus d'autres » fussent abolies. L'inquiétude des marchands béarnais est alors économique mais aussi sociale ; ils livrent aux Etats « las observations deus negotians de Bordeaux sus l'arrest deu conseil concernen lou commerce de l'Amérique » en même temps que leurs craintes de « l'emigration d'oubrers »⁵¹.

Les doléances relatives à l'agriculture et à l'industrie, d'abord rares, se multiplient après 1725 ; les plus anciennes s'étaient opposées à l'établissement des hars dans la province, elles ne cessèrent jamais⁵². En 1725 s'ouvrit le débat sur les fermetures et l'abolition du droit de parcours ; d'une manière générale, seuls les adversaires de ces dispositions novatrices se firent entendre. La communauté de Bellocq dénonça un sieur Monge qui avait procédé « à l'extirpation et fermeture d'une pesse de terre dens laquoale loud. Monge a commencat lou complan d'un hautin ; que sie deliberat nou y aber locq de fermer aucune terre sur la plane per estar complantade en hautin ny vigne »⁵³. Derrière la question générale de « las fermetures deus fonds subjects au paccatge commun » se cachait celle des plantations de vignobles dans les plaines. Les viticulteurs des coteaux, souvent des nobles, redoutaient l'invasion du marché par des produits de mauvaise qualité : l'avalissement des prix et le dérèglement commercial furent en effet les conséquences de cette « fureur de planter ». Aussi les doléances de 1756 sur la vente prioritaire des vins du cru et « lou desracinement deus vignobles sus la planes »⁵⁴ revinrent-elles souvent. Les plaintes contre l'abolition du droit de parcours se cantonnèrent en revanche au cours des années 1772-1774 ; il est vrai que la province obtint l'abrogation des édits royaux en la matière. Toutes ces doléances traduisaient des rivalités économiques et des conflits sociaux ; elles ne concernent que très exceptionnellement des privilèges institutionnels, ceux de la seigneurie par exemple. En 1726, cas unique, toutes les communautés riveraines du Gave entre Nay et Pau s'unirent pour dénoncer la nuisance des « passelis et nasses » seigneuriaux « qui traversen lous canaux ribeyres »⁵⁵.

L'élevage, principale ressource du Béarn, apparaît peu dans les doléances. En 1768, toute la province fit front commun pour soutenir les plaintes des Ossalois à propos « deu vol ou enlheber-

men foeyt de sieys belles cabales et d'une mule per un Espagnol dens la montagne et penden la noeyt »⁵⁶. « La proubincy qui es essentiellemen interessade en co que s'es passat » réclamait l'intervention de notre ministre des affaires étrangères et du duc de Gramont. La terrible épizootie des années 1774-1776 produisit peu de doléances ; mais la « mortalitat deus besti acornes » détermina les Béarnais à solliciter la création d'une école vétérinaire⁵⁷.

Les requêtes évoquent aussi la crise forestière de la fin du XVIII^e siècle ; en 1771, on projetait l'exploitation de la tourbe d'Ogeu. En 1779, on exposait « les moyens per empechar la devastation deus boscs deus Pyrénées ». Dès 1767, J. de Laclède, le maître particulier des Eaux et Forêts avait présenté sous forme de requête ses projets de sériciculture. La rénovation et l'extension des activités manufacturières de la province demeuraient toutefois des préoccupations mineures. En 1749, plusieurs habitants de Nay sollicitaient un secours « per la manufacture de bonnets que lour an entrepres »⁵⁸ ; en 1773, ce fut le tour de la verrerie d'Asasp, en 1778 celui des teintureries de coton nayaises⁵⁹. Les doléances n'ignoraient pas le progrès mais, par nature, elles ne pouvaient tenir un propos cohérent en sa faveur.

Dans le dernier tiers du siècle, on retiendra l'apparition et la multiplication des doléances sociales. Un climat de tension et de peur parait s'être installé avec des doléances répétées sur le vagabondage, la mendicité, la délinquance, voire l'émigration des ouvriers. En 1777, une requête proposait aux Etats de verser une indemnité à un laboureur de Vauzé qui avait concouru à l'arrestation d'une bande « de voleurs de las gleizes »⁶⁰. Le ton de bon nombre de requêtes est alors volontiers répressif ; il ne doit cependant pas faire conclure un peu trop vite à une pathologie pré-révolutionnaire. Les doléances qui révèlent les peurs sociales ou économiques, ne doivent pas dissimuler celles où s'expriment

les idées de progrès. En 1779, elles cherchent à restaurer le collège de Pau et à assurer, en particulier aux boursiers, « un rebien-gut sufficien au meinx per lour nourriture »⁶¹. Elles se préoccupent aussi des travaux de l'Académie royale de Pau, du bon fonctionnement des hôpitaux et, en 1786, « du cours d'anatomie et de l'art deus accouchements ».

Le volume constant des doléances et requêtes présentées aux Etats de Béarn entre 1691 et 1789 appelle au moins deux remarques. La première concerne la résistance des Etats béarnais ; la conclusion d'A. Jouanna, « quant aux Etats provinciaux, leur histoire est celle d'un lent étouffement »⁶² n'est pas discutable à l'échelle du royaume, mais elle souffre toutefois des exceptions notables qu'il faudra expliquer. La seconde tient à la portée sociale et politique de ces procédures ; l'origine sociologique des doléances invite à la prudence. On est ici renvoyé à la question de la représentation des institutions d'Ancien Régime. Il semble bien néanmoins que la pratique régulière des griefs ait eu sa part dans le calme absolu que connut le Béarn aux XVII^e et XVIII^e siècles alors que toutes les provinces voisines connaissaient des troubles divers⁶³.

NOTES

1) Voir J. Goyhenetche, *Edition critique et traduction du For de Navarre*, Bayonne 1985 et C. Desplat, *Le For de Béarn d'Henri II d'Albret* (1551), Pau 1986.

2) Voir C. Desplat, Règlements et principes de la vie politique dans les pays d'Etats des Pyrénées occidentales, dans *Hommages à Fr. Bordes*, Annales de la Faculté de Nice, N° 45, 1983.

3) *Compilation d'auguns priviledges et reglamens deu pays de Bearn*, Pau 1716, p. 127 (Il s'agit de l'unique édition de ces textes). Les règlements navarrais ne furent jamais imprimés, mais en revanche, on en possède plusieurs états ; voir Série C. des A.D. Pyr Atl.

4) *Compilation...*, *op cit.*, P. 129. Confirmé en 1623, 1626 et 1641.

5) P. de Marca, *Antiquités de Béarn*, texte publié par Bascle de Lagreze, Pau, 1846 p. 17.

6) *Compilation...*, *op. cit.*, p. 133 (1563).

7) *Compilation...*, *op cit.*, p. 153

8) Sur les remontrances, nous renvoyons à notre article à paraître dans les *Mélanges offerts au professeur A. Jouanna*.

9) A.D. Pyr. Atl., C. 831 f° 86 (1697).

10) *Compilation...*, *op cit.*, p. 134.

11) A.D. Pyr. Atl., C. 831 f° 287 (1714).

12) A.D. Pyr Atl., C. 831 f° 113 (1699).

13) *Ibid.*, C. 831 f° 236 (1709).

14) *Ibid.*, C. 828 à 835.

15) Voir C.Desplat, *Pau et le Béarn au XVIII^e siècle*. Biarritz, 1992.

16) A.D. Pyr. Atl., C 835, f° 188.

17) A.D. Pyr. Atl., C. 835, f° 136-137.

18) *Ibid.*, C. 831

19) *Ibid.*, C. 833 f° 151.

20) *Ibid.*, C. 833 f°179 (1732) et C. 834 f° 46 (1748), C. 831 f° 20 (1691), etc... On notera qu'au milieu du XVIII^e siècle le fléau détermine le retour à des céréales de substitution comme le millet supplanté par le maïs.

21) *Ibid.*, C. 831 f° 48 (1694).

22) *Ibid.*, C. 835 f° 135 (1776).

23) *Ibid.*, C. 832 f° 223. Rappelons que le Béarn était un pays abonné.

24) *Ibid.*, C. 831 (1691-1692).

25) *Ibid.*, C. 831 (1693).

26) *Ibid.*, C. 831 f° 159 (1702).

27) *id.*, C. 834 f° 31. Allusion à l'arrêt royal du 10 janvier 1747.

28) *Ibid.*, C. 835 f° 74 (1771).

29) *Ibid.*, C. 834 f° 226 et C. 835 f° 33.

30) Parmi les conséquences de la présence des troupes on retiendra en particulier : les frais hospitaliers et ceux des transports de subsistances. Les Etats obtinrent toujours le remboursement des frais d'étapes.

31) *Ibid.*, C. 831 f° 304.

32) *Ibid.*, C. 831 f° 326 (1716).

33) *Ibid.*, C. 834 f° 55 (1749).

34) *Ibid.*, C. 835 f° 51 (1771).

35) *Ibid.*, C. 835 f° 82. L'opposition à l'entrée de Pene, et de quelques autres, relativise la rapidité apparente des mutations sociales autorisées par le système des entrées. En réalité, l'entrée couronnait toujours, comme au XVIII^e siècle l'office, une patiente ascension. La remarque d'A. Jouanna sur « la nécessaire lenteur de la mobilité sociale » se vérifie ici comme ailleurs ; voir « Perception et appréciation de l'anoblissement dans la France du XVI^e et du début du XVII^e siècle », dans *L'anoblissement en France du XV^e au XVIII^e siècles. Théories et réalités*, Croem. P.U.B, 1979, p. 15.

J. M. Constant, « Les structures sociales et mentales de l'anoblissement. Analyse comparative d'études récentes, XVI^e XVIII^e siècles », insiste sur la diversité des modes d'anoblissement : « La seule conclusion qui s'impose véritablement, est l'obligation de multiplier les enquêtes régionales, voire locales », *Ibid.*, p. 64.

36) A.D. Pyr Atl., C. 831 (1692).

37) *Ibid.*, C. 831 f° 90.

38) *Ibid.*, C. 833 f° 152.

39) *Ibid.*, C. 831 f° 18.

40) *Ibid.*, C. 832 f° 221.

41) *Ibid.*, C. 831 f° 173.

42) Il s'agit du For réformé d'Henri II, voir C. Desplat, *op cit.*

43) A.D. Pyr. Atl., C. 831 f° 50 à 59.

44) *Ibid.*, C. 831 f° 6 et f° 15

45) En 1733, les jurats de Montaner s'élevaient contre les abus « qui son commetuts per lous officiers de las bandes bearneses dens lours enrollement ou remplacement deus soldats », C. 833, f° 73.

- 46) A.D. Pyr. Atl., C. 831 f° 295.
- 47) *Ibid.*, C. 831 f° 45.
- 48) A.D. Pyr. Atl., C. 831 f° 111 (1699).
- 49) *Ibid.*, C. 831 f° 103.
- 50) *Ibid.*, C. 833 f° 243 et 275.
- 51) *Ibid.*, C. 835 f° 230.
- 52) *Ibid.*, C. 831 f° 114. La première fut formulée en vallées d'Aspe, d'Ossau et de Barétous qui élevaient le cheval « navarrais ».
- 53) *Ibid.*, C. 832 f° 229. Bellocq déposa de nouvelles plaintes en 1740, C. 833 f° 156.
- 54) A.D. Pyr. Atl., C. 834 f° 140.
- 55) *Ibid.*, C. 832 f° 260.
- 56) *Ibid.*, C. 835 f° 15.
- 57) Cette requête détermina les Etats à payer les études d'un Béarnais à Maison-Alfort qui enseigna ensuite son art dans la province .
- 58) A.D. Pyr Atl., C. 834 f° 51.
- 59) *Ibid.*, C. 835 f° 91 et 159.
- 60) *Ibid.*, C. 835 f° 145.
- 61) *Ibid.*, C. 835 f° 165.
- 62) A. Jouanna, op cit. p. 49.
- 63) Sans renvoyer aux grandes révoltes étudiées par Y. M. Berce, signalons la révolte souletine de Matalas en 1661, ou les troubles labourdins et bayonnais à la fin du XVIII^e siècle.

L'assemblée provinciale du Berry (1778-1789)

*Claude MICHAUD**

Réfléchissant au destin de la monarchie française et au court laps de temps qui sépara son achèvement absolutiste de son effondrement (1715-1789), Georges Durand caractérisait ainsi cette perfection de l'Etat monarchique au début du XVIII^e siècle : « un roi, des ministres qui ne sont que des commis, des conseils qui ne sont que des bureaux, un Parlement qui politiquement n'est plus qu'un greffe, une hiérarchie de tribunaux et d'institutions financières appliquant les édits et exécutant les exigences du Brevet de la taille autant que l'économie pouvait le supporter »¹. Pour tout dire, les diverses institutions ne permettaient plus que « le passage à sens unique du flux de la volonté royale »². Dans un tel système, que devenait la province, privée à cinq exceptions près de ses assemblées d'Etats, et livrée à la toute puissance de l'intendant qui, patiemment, à partir de la polyvalence de ses

* Université d'Orléans.

fonctions, justice, police et finances, avait sans cesse élargi à de nouveaux secteurs le champ de sa compétence et par là-même ouvert au gouvernement royal, dont il était l'émanation, de nouvelles possibilités d'intervention ? Le contraste entre Paris et la province traverse tout le siècle ; il préoccupe les politiques et les économistes, il anime les débats intellectuels dans les salons et les académies, il trouve sa place dans la vie littéraire du siècle des Lumières. Dans ses *Pensées*, Montesquieu, d'une formule lapidaire, résumait l'attraction exercée par la capitale sur une province énervée : « Dans la province, Paris, un pôle boréal pour vous attirer ; l'intendant, un pôle austral pour vous chasser... »³. Le despotisme ministériel parisien avait son prolongement dans toutes les intendances de France, dans les pays d'Etats comme dans les généralités des pays d'élections. Déjà à l'aube du siècle, Saint-Simon tonnait contre Lamoignon de Bâville, intendant de Montpellier, qu'il n'appelait pas autrement que « le roi du Languedoc ». Montesquieu était plus violent encore à l'égard du personnage, ce « grand instrument du pouvoir arbitraire, qui s'étoit fait établir, dans une grande province, comme une espèce de dictateur sur les commandements des troupes et sur les compagnies souveraines, comme un inquisiteur sur la foi, comme un questeur rigide pour les deniers publics »⁴. A l'image de l'intendant tout puissant, règnant sur « un cimetière de fonctions désuètes »⁵, l'historien contemporain n'a pas de peine à substituer celle du gestionnaire éclairé, installé durablement dans la province qu'il avait en charge, préoccupé du bien public, d'aménagement et de développement, d'urbanisme et de voies de communication, soucieux d'améliorer le système fiscal, de trouver un substitut à la corvée royale, d'ouvrir des manufactures, d'encourager les sociétés de culture, bref un homme parlant la langue des philosophes, des philanthropes et des économistes. Point n'est besoin ici d'évoquer ces grandes figures qui honorèrent la haute fonction

publique sous les règnes de Louis XV et de Louis XVI, dont l'action est connue de tous, dont la marque s'observe encore dans la plupart de nos métropoles provinciales. L'opinion publique du temps, entraînée dans sa contestation du système absolutiste, voyait moins dans l'intendant un défenseur des intérêts de la province que l'homme du gouvernement ; par là-même, il devenait la cible idéale, tout comme les ministres, le contrôleur général des Finances et bientôt le roi lui-même.

Il n'est pas certain que l'ensemble de ces griefs eût suffi à remettre en question le mode d'administration de la province française par les intendants, si le système de l'impôt n'avait lui-même été en cause. La crise financière fut lancinante tout au long du XVIII^e siècle et tout aussi constant le désir de réformer une organisation fiscale incapable d'alimenter convenablement et dans les temps les budgets royaux. Avant que ne fût violemment contestée la société à privilèges, et que la revendication de l'égalité devant l'impôt ne devînt un thème majeur des années précédant la Révolution, la critique se concentra sur deux aspects de la fiscalité de l'Ancien Régime : les imperfections de l'assiette d'une part, la perception parasitaire de l'autre. Ce n'est pas le lieu de rappeler la façon dont la taille et les autres impôts directs, tous impôts de répartition, étaient départis, à partir du Brevet arrêté en Conseil, entre les généralités, puis les élections, les communautés et enfin les taillables. Quant au monde complexe et fourmillant de la collecte, tant au plan des impôts directs que des multiples taxes indirectes, son fonctionnement a été magistralement démonté dans un ouvrage, certes centré sur le règne de Louis XIV, mais dont les conclusions valent pour les deux suivants⁶, le système fisco-financier n'ayant guère changé. Au milieu du siècle, le problème de l'impôt fut posé dans des termes nouveaux par l'école physiocratique ; les projets de subvention territoriale entraînaient une refonte totale de la fiscalité française et suppo-

saient la mise au point d'un système juste de répartition. Une fois encore l'assiette était au centre des préoccupations.

La contestation du despotisme dans la province et la nécessité de repenser l'assiette de l'impôt redonnèrent actualité, dans le dernier tiers du siècle, à un projet déjà ancien, celui des assemblées territoriales. L'opinion commune se plaisait à penser que les provinces ayant conservé leurs Etats provinciaux étaient mieux gérées que les pays d'élection et que la fiscalité y était plus juste. Les Etats, néanmoins, par leur composition et leur mode de délibération, sauf exception, garantissaient les privilèges des deux premiers Ordres, clergé et noblesse. Sauf à vouloir conserver *ne varietur* l'antique constitution du royaume, on ne pouvait rétablir dans les provinces qui en avaient été privées et instituer dans celles qui n'en avaient jamais eu des Etats provinciaux traditionnels. Il fallait créer des assemblées provinciales mieux à même de représenter les nouvelles couches sociales dont l'activité animait les diverses régions du royaume. Le modèle des Etats n'en séduisait pas moins une partie de l'opinion qui voyait dans leur antiquité le gage d'une efficacité future.

Rétablir des Etats provinciaux avait été, à l'extrême fin du règne de Louis XIV, au moment où le duc de Bourgogne devint, à la mort de son père, l'éphémère dauphin (avril 1711-février 1712), un des articles du programme de ce que l'on nomma « le petit troupeau » ou le parti des ducs, qui, autour de Fénelon, précepteur du prince, regroupait les ducs de Beauvillier et de Chevreuse, tous deux gendres de Colbert, et un peu en marge, le duc de Saint-Simon. L'archevêque de Cambrai, le penseur et la plume de ce cénacle politique, rédigea les fameuses *Tables de Chaulnes* qui prévoyaient le rétablissement d'Etats provinciaux très aristocratiques, étage intermédiaire entre des Etats généraux convoqués périodiquement et chargés de voter l'impôt et d'en surveiller le

recouvrement, et des assemblées diocésaines appelées *assiettes*. Cette revendication de l'opposition aristocratique venait à la suite de tout un mouvement de recherches historiques portant sur les anciennes assemblées depuis les plaids du temps des deux premières races et la *curia regis* des premiers Capétiens. Et c'est au nom de l'histoire que les réformes étaient proposées.

On retrouve ce thème des Etats provinciaux chez Bou-lainvillier, plus encore chez Montesquieu qui connaissait très bien et appréciait les plans de Fénelon et des ducs à l'intention de l'héritier du trône, ainsi qu'il le rapporte dans *Spicilège* : « Il est sûr qu'il n'y avoit rien dans le monde qu'il (le duc de Bourgogne) haït tant que le despotisme. Il vouloit rendre toutes les diverses provinces du Royaume en Etats comme la Bretagne et le Languedoc »⁷. Et dans *L'Esprit des lois*, (XIII, 12), faisant le lien avec les questions de fiscalité et d'imposition, Montesquieu affirmait qu'« on peut lever des tributs plus forts, à proportion de la liberté des sujets.... Dans certaines monarchies d'Europe, on voit des provinces (*i.e.* les pays d'Etats) qui, par la nature de leur gouvernement politique, sont dans un meilleur état que les autres »⁸.

Mais de plus en plus, les penseurs politiques s'écartaient du modèle des Etats pour inventer de nouvelles formes de représentation. Dans ses *Considérations sur le gouvernement ancien et présent de la France*, rédigées en 1737 et publiées pour la première fois en 1764, le marquis René-Louis de Voyer d'Argenson proposait pour les pays d'élection d'abord, les pays d'Etats ensuite, des *municipalités* à l'échelon des villages, des bourgs et des villes, dotées de pouvoirs étendus en matière de répartition et de levée de l'impôt et dans le domaine des travaux publics ; l'intendant maintenu aurait eu une mission de surveillance de ces nouvelles assemblées. Un peu plus tard, dans l'entourage du dauphin, fils de Louis XV, dont on sait qu'il connaissait les plans du duc de Saint-Simon, au moment où le contrôleur général des Finances

Moreau de Séchelles se heurtait à la résistance des parlements pour l'imposition d'un second vingtième (déclaration royale du 7 juillet 1756), l'intendant Chaumont de la Galaizière proposait la réunion dans chaque généralité d'une assemblée de contribuables pour répartir les impôts directs⁹.

Le « parti » physiocratique partageait de telles vues et, grâce aux moyens de diffusion dont il disposait, en assura la publicité, essentiellement dans les *Ephémérides du Citoyen* de l'abbé Baudeau où publièrent Le Mercier de la Rivière et surtout Mirabeau, « l'ami des hommes ». En 1750, ce dernier avait rédigé un *Mémoire concernant l'abolition des Etats provinciaux*, dirigé contre le contrôleur général Machault d'Arnouville qui venait de s'attaquer à ceux de Languedoc qui s'étaient opposés au vingtième. L'année suivante, le marquis développa ses idées dans un nouveau *Mémoire sur les Etats provinciaux* : ces assemblées devraient procurer aux provinces une meilleure gestion fiscale et informer le gouvernement sur l'état des esprits. Ecartant les modèles breton - une cohue de nobles -, provençal et bourguignon, Mirabeau prônait le modèle languedocien. En 1757, le mémoire fut republié dans l'*Ami des hommes*, mais avec une introduction qui traduisait les idées politiques de Vivens et de Quesnay : les conseils locaux mis en place éclaireraient le gouvernement mais en aucune façon ne pourraient s'y opposer ; on retrouvait ici les préoccupations politiques du despotisme légal.

Les Etats provinciaux du Languedoc avaient retenu l'attention de Mirabeau et bien avant lui de Fénelon¹⁰. En dépit de tout ce qui peut séparer les futures assemblées provinciales des anciens Etats, il convient de reconnaître que l'expérience vécue dans la province méridionale inspira les penseurs politiques du temps. Entre 1730 et 1735, les bénédictins Vic et Vaissette avaient publié leur monumentale *Histoire générale du Languedoc* à la gloire du gouvernement des Etats. Ce qui faisait l'originalité

de l'assemblée méridionale, et la différenciait de celles de Dijon, Rennes ou Aix-en-Provence, c'est qu'elle pratiquait pour son recrutement le doublement du Tiers et dans son *modus deliberandi* le vote par tête. Cette organisation provinciale était doublée, au niveau des diocèses, par des assemblées particulières appelées *assiettes*, chargées de la répartition des impôts. Fénelon avait, comme il se doit, apprécié ces assiettes diocésaines et en avait repris l'idée dans ses plans de réformes¹¹. Enfin, si le système, en dépit de l'augmentation de la fiscalisation des sujets, bénéficiait d'un préjugé favorable, c'est qu'en Languedoc, la taille était réelle et reposait sur des cadastres relativement bien faits et régulièrement révisés. Les nobles payaient la taille sur les terres roturières qu'ils possédaient tandis que les membres du Tiers n'y étaient pas soumis pour les terres nobles qu'ils avaient pu acquérir. Cette bienheureuse confusion, dans une contrée par ailleurs dotée d'un système seigneurial léger, atténuait les distinctions d'ordres et les Etats provinciaux reflétaient, dans leur composition et leur mode de décision, cet état de fait.

Lorsque Louis XVI monta sur le trône, que le système du Triumvirat fut liquidé et Turgot appelé au gouvernement, le ministère s'attela immédiatement à la réforme administrative, pour laquelle il disposait de tout un corpus théorique ainsi que d'un test en grandeur nature avec la province du Languedoc. A la demande de Turgot, le physiocrate Dupont de Nemours élaborait un programme général d'assemblées provinciales. Dans son *Mémoire sur les généralités* rédigé en 1775 (et publié seulement en 1787), il préconisait trois niveaux d'assemblées : des municipalités de paroisse pour l'assiette de l'impôt, les travaux de voirie et l'assistance, des municipalités d'élection pour répartir l'impôt entre les paroisses, et des municipalités de province pour prendre les décisions et formuler des avis, chaque assemblée recrutant ses

membres dans l'assemblée immédiatement inférieure. Tout au sommet, une Grande Municipalité nationale serait réunie annuellement par le roi. Pour les élections à ces assemblées qui ne seraient que consultatives et dissoutes entre les sessions, il n'y avait plus de distinction d'Ordres ; un cens électoral de 600 lt. de revenu annuel donnait droit à une voix pour les élections primaires à la municipalité de village. Les nouvelles assemblées n'étaient donc pas des Etats. « Ce n'est point comme membre d'un ordre, mais comme citoyens propriétaires de revenus terriens, que les gentilshommes et les ecclésiastiques feront partie des municipalités » concluait le projet¹². Au même moment, Malesherbes, dans la grande remontrance de la cour des Aides du 6 mai 1775 suppliait Louis XVI de rétablir les Etats provinciaux dans leur forme ancienne, « de rendre à ces Assemblées provinciales, qu'on nomme Départements, la consistance et l'authenticité qu'elles n'eurent pas depuis un siècle...(et)d'y faire porter toutes les impositions qui se lèvent sur la Province » ; il poursuivait en adjurant le monarque de restaurer les droits des habitants des provinces : « Enfin, Sire, il nous semble qu'il est temps de rendre à vos Peuples le droit qu'ils avaient anciennement de nommer des représentants pour assister à cette assemblée où il est statué sur le sort de la Province »¹³. Turgot n'eut pas le temps de choisir entre les nouvelles assemblées provinciales et les antiques Etats puisqu'il fut remercié en mai 1776.

En amputant le projet Dupont-Turgot pour ne conserver que l'instance provinciale, en en limitant l'expérimentation dans l'espace, théoriquement quatre provinces, deux en réalité, et dans le temps (« autant qu'il plairait à Sa Majesté »), en adoptant un compromis pour la représentation : les Ordres étaient conservés mais, comme en Languedoc, le Tiers était doublé et le vote par tête institué, Necker, très hostile aux intendants, et ayant par sa prudence vaincu les réticences de Louis XVI, réussit partielle-

ment là où son prédécesseur avait échoué. Un arrêt du Conseil du 12 juillet 1778, transformé en lettres patentes enregistrées le 15 mai 1779, créa une assemblée provinciale en Berry, la province se calquant ici sur la généralité de Bourges. *Experimentum in anima vili*, tant était exécration la réputation de la province, cette « Sibérie de la France » disait Mirabeau père, privée de canaux et de bonnes routes, à l'écart des grandes voies de commerce, incapable de transformer les matières premières qu'elle produisait pourtant en abondance, désertée par sa noblesse, endormie par l'atonie de sa bourgeoisie et l'oisiveté de ses peuples. L'assemblée, présidée par l'archevêque de Bourges, comprenait quarante-huit membres, répartis également entre le clergé, la noblesse propriétaire, les députés des villes et les propriétaires non nobles des campagnes. Le doublement du tiers, qui devait, dix ans plus tard, soulever les passions, ne suscita aucune opposition, pas plus que le vote par tête organisé par l'article 7 du règlement ultérieur du 1^{er} novembre 1778¹⁴. Pour la désignation des membres, Necker renonça à la procédure longue de l'élection. Le roi désigna les seize premiers membres de l'assemblée, quatre dans chaque catégorie, qui à leur tour cooptèrent les deux tiers restants. L'assemblée devait se réunir pendant un mois tous les deux ans. Dans l'intervalle des sessions, une commission intermédiaire de huit députés, assistée d'un secrétaire et de deux procureurs syndics, inspirée des pays d'Etats, devait veiller à l'exécution des délibérations. Quant aux compétences de l'assemblée, elles étaient limitées à l'assiette des impôts, la construction et l'entretien des voies de communication et l'assistance publique. On a pu s'étonner que Necker, ministre protestant, confiât la présidence de l'assemblée à l'archevêque de Bourges. Imitation des Etats de Languedoc ? Révérence d'honneur au premier personnage du premier ordre ? Il n'a pas encore été relevé l'estime en laquelle Necker tenait le système de répartition que le clergé pra-

tiquait sur ses bénéficiers pour le département des décimes qu'il payait chaque année, ou pour celui du don gratuit qui revenait tous les cinq ans. Depuis 1755, une véritable progressivité avait été instituée, certains gros bénéficiers pouvant payer jusqu'au quart de leurs revenus, les moins taxés n'allant qu'au seizième ou au vingt-quatrième ; les plus démunis ne payaient rien¹⁵. Dans son *Traité de l'administration des finances*, le ministre avait relevé le principe d'équité qui présidait aux levées du clergé¹⁶. Or l'assiette de l'impôt royal était bien un enjeu de la réforme ; l'expérience que l'archevêque avait comme président de la chambre des décimes ne pouvait-elle se communiquer à la nouvelle institution provinciale ?

En 1779, Necker ne réussit pas à installer une assemblée en Dauphiné, province dont les parlementaires, appuyés par la chambre des comptes et le bureau de Finances, demandaient la résurrection des Etats traditionnels, supprimés en 1628. En revanche, le projet aboutit pour la généralité de Montauban, où une assemblée de Haute-Guyenne fut créée par un arrêt du 11 juillet 1779 ; elle s'installa à Villefranche-de-Rouergue. Mais en 1780, l'opposition conjuguée de l'intendant de Moulins et du parlement de Paris fit capoter le projet pour le Bourbonnais.

L'assemblée de Berry, qui fonctionna jusqu'à la veille de la Révolution, permet de suivre le destin de cette presque-ultime tentative de réformer l'administration d'Ancien Régime avant l'effondrement final et de porter un jugement en équité, ce qu'il n'est guère possible de faire sur la seconde vague de créations, celle de l'édit de juin 1787 du gouvernement de Loménie de Brienne, alors que l'opinion publique commençait à tourner ses espoirs vers la réunion souhaitée des Etats généraux ou déchaînait ses passions à l'occasion de la réforme judiciaire de mai 1788. Son histoire a été faite au siècle dernier, session par session

- il y en eut cinq - par le baron de Girardot et la bibliographie postérieure n'a guère renouvelé le sujet¹⁷.

L'assiette fiscale était l'objectif premier de l'assemblée de Bourges qui buta immédiatement sur l'absence de cadastre. Il avait fallu trente ans pour faire celui des 180 paroisses de l'Angoumois. L'assemblée de Berry n'avait ni les moyens d'une telle entreprise, ni peut-être la volonté d'entrer si avant dans le secret de la propriété privée. On dut se rabattre sur un projet plus modeste, abandonner l'idée d'une nouvelle assiette de la taille et de la capitation, avec leur maquis d'exemptions, pour se contenter de faire revoir par quelques experts les rôles du vingtième et de poursuivre auprès du contrôle général l'abonnement à cet impôt. Si ce dernier objectif fut rapidement atteint par l'arrêt du 27 novembre 1779, l'établissement de nouvelles bases pour le vingtième avança lentement. C'était à la commission intermédiaire d'arrêter la répartition entre les paroisses et à des commissaires choisis par les propriétaires dans les communautés de faire l'assiette entre eux ; l'entreprise se heurtait aux méfiances des communautés et des particuliers « qui n'imagine(nt) jamais qu'aucune opération ait pour but (leur) soulagement, mais qui croi(en)t toujours que ce n'est qu'un moyen d'augmenter l'impôt »¹⁸, ainsi qu'aux difficultés pour évaluer le foncier. En novembre 1780, le bureau de l'assemblée n'avait reçu que 34 nominations de répartiteurs pour les 723 paroisses de la généralité, et seulement 13 rôles. En 1786, l'assemblée décida de rétribuer six commissaires permanents pour tâcher de vaincre l'indolence ou la mauvaise volonté. Pour la taille, la situation évolua après l'arrêt du conseil du 13 février 1780 qui bloquait le montant de cet impôt au chiffre de 1780, le roi se réservant le droit de modifier la répartition entre les élections. Dès lors que l'on était assuré que la taille n'augmenterait pas, il y avait forte incitation à vérifier si les communautés étaient équitablement taxées ; l'as-

semblée établit un échantillon de 24 paroisses réparties dans toutes les élections pour lesquelles le revenu des biens et des facultés devait être évalué précisément et comparé au montant de la taille imposée afin d'établir un taux moyen à partir duquel devait être corrigée la répartition entre paroisses. Enfin, lors de la session de 1780, on commença à entrer dans la jungle des impôts indirects : projet de transformer la gabelle en un impôt de 4 lt. par tête qui servirait à payer la dette de l'Etat, demande d'abonnement pour la taxe des fers afin d'éviter les fraudes, de tarification claire et d'abonnement pour le contrôle des actes et de mise en régie pour les aides. Le marquis Joseph-Alphonse de Véri, ancien titulaire de l'abbaye de Saint-Satur, un ecclésiastique éclairé et philosophe, de l'entourage de Turgot, de Condorcet et de la duchesse d'Enville, adepte du « laissez faire, laissez passer », demandait la suppression des barrières douanières intérieures.

La discussion sur la voirie s'engagea dès 1778 par le biais de la corvée, sujet brûlant et passionné. Le décret d'abolition de Turgot de février 1776 avait été annulé et pour tout ce qui n'était pas le pavé du roi, pour lequel des fonds spéciaux étaient débloqués, la corvée royale fournissait les prestations de travail nécessaires. En Berry, le rendement du système était infime – deux lieues et demie de routes nouvelles par an – et, toute considération humanitaire mise à part, on se demandait si le remplacement de la corvée par une contribution volontaire, comme dans la généralité de Caen, ne serait pas préférable. Après de longues conférences, l'assemblée de 1778 se rangea à l'avis de son bureau des travaux-publics présidé par l'abbé de Barzelles, Béthisy de Mézières, et opta pour le maintien, tout en consacrant la moitié de la subvention des ateliers de charité (25000 lt.) à l'amélioration du sort des requis, vivement émue qu'elle était « de la malheureuse situation des corvéables qu'on arrache à leurs domiciles et à leurs travaux, pour les conduire sur des ateliers où ils sont

souvent livrés à toutes les rigueurs de l'indigence »¹⁹. Entre temps, deux députés de l'assemblée, le marquis de Bonneval, seigneur de Bannegon et Geoffrenet-des-Beauxplains, propriétaire de Saint-Amand s'étaient livrés à des calculs du type de ceux que menaient les ingénieurs de l'Ecole des Ponts et Chaussées, responsables non seulement des aspects techniques mais aussi des aspects économiques de leurs entreprises ; ils avaient évalué que la corvée des 519 paroisses employées aux chemins devrait permettre, si, elle était bien dirigée, l'ouverture de 28 à 30 lieues de voies nouvelles par an ; pour un tel résultat, le travail salarié coûterait 672 000 lt. L'assemblée réunie en 1779, persuadée tout autant que celle de l'année précédente du poids écrasant des corvées²⁰, n'osa cependant pas proposer leur suppression et envisagea de payer 50 % des journées de travail grâce à un emprunt dans la province, dont les intérêts seraient couverts par des octrois supplémentaires pesant donc indistinctement sur tout le monde. La corvée était donc maintenue ; mais pour améliorer sa répartition, on proposait d'abandonner la base du brevet de la taille pour adopter le dénombrement des manœuvres et des charries. Encore convenait-il d'éviter de surcharger le plus fort imposé, qui aurait pu être redevable de plusieurs mois sur les chantiers. La commission intermédiaire qui suivit revint sur le projet de rachat de la corvée : en l'évaluant à la moitié de la taille, on avantagerait beaucoup les pauvres corvéables qui se rachèteraient pour presque rien : avec 2 sols 6 deniers, le taillable à 5 sols remplacerait huit jours de corvée. L'assemblée de 1780, prévenue que le ministère souhaitait la suppression de la corvée, se mit à établir un état de département par paroisse. Après l'abolition officielle par l'arrêt du 13 avril 1782, l'assemblée fixa la contribution de substitution entre un tiers et un quart de la taille, un sixième seulement pour les paroisses éloignées ; les pauvres étaient exemptés. Des résultats nullement médiocres furent enre-

gistrés, de nouveaux ponts et routes furent ouverts ou renforcés²¹. Les voies de communication, c'étaient aussi les rivières et les canaux pour lesquels un rapport fut établi dès 1778 ; son auteur, le marquis de Sancé, seigneur d'Azay-le-Feron, voyait dans la navigabilité des rivières « le plus puissant des moyens... pour faire fleurir (la) capitale du Berry et le pays qui l'environne... et mettre les hommes... en état de payer plus facilement (les) impositions »²². En 1780, Mgr de Séguiran, ancien abbé du Landais devenu évêque de Nevers, un homme des Lumières, présenta le plan d'un canal de l'Allier au Cher qui pourrait être financé par le Trésor royal et les coupes de bois de la forêt de Tronçay. Le duc de Béthune-Charost, le plus éclairé des aristocrates du Berry, se montra un digne émule du maréchal de Vauban ou de l'abbé de Saint-Pierre qui, quelques décennies plus tôt, avaient évalué en termes de coût et de bénéfices la fourniture de ce bien public essentiel qu'est le transport public en France ; le duc, adepte du calcul économique, établit la comparaison des prix de revient des transports terrestre et fluvial - un seul bateau rendait à la culture 200 hommes et 600 chevaux - et proposa d'employer les soldats pour les travaux. Dans ce domaine, tout demeura à l'état de projet ; il fallut attendre 1807 pour que l'on recommençât à parler de canaux.

Le troisième secteur d'intervention fut la culture et l'élevage. Le bureau de l'agriculture, présidé par l'abbé de Vélard, chanoine de la cathédrale, édicta en 1779 une série de recommandations classiques, tout à fait dans le ton de celles qui pouvaient émaner des sociétés savantes : labourer plus profondément, assainir, multiplier les prairies et les pacages, détruire une part des vignes, employer les chanvres de bonne qualité dans des corderies et filatures locales, obliger les gens de main-morte à planter des bois dans leurs propriétés incultes, améliorer la race ovine, développer les parcs à moutons.... En 1783, l'assemblée

porta ses assauts contre la vaine pâture qui faisait que les bois, en défens trois mois par an et les prairies artificielles étaient détruits par la dent des bestiaux. Elle s'attaqua aussi aux communautés taisiales, encore fréquentes dans cette France du centre où « chacun en fait le moins qu'il peut car le bien commun n'est l'intérêt de personne »²³. Lors de la même session, l'assemblée prit connaissance d'un remarquable rapport d'un de ses correspondants pour la circonscription de Dun-le-Roi, le vicomte Jean-Marie Heurtault de Lamerville, un lecteur de Duhamel du Monceau, de Cantillon et de Mirabeau, qui, depuis neuf ans dans son domaine de La Périssette, constituait un troupeau modèle d'ovins en croisant des brebis françaises et des béliers mérinos espagnols. Non seulement Lamerville prodiguait « aux cultivateurs ignorants » les fruits de son expérience en matière d'élevage, de la sélection des espèces à la tonte, mais encore insistait-il sur la qualité du personnel, la considération à marquer aux simples bergères qu'il fallait stimuler par un honnête profit²⁴. Les efforts conjugués du physiocrate berrichon et du duc de Béthune-Charost aboutirent, grâce à des souscriptions volontaires de la noblesse, à la création de l'école des bergers de Mazières, près d'Issoudun, assortie d'un dépôt de 120 béliers qui devaient être remis gratuitement aux éleveurs à charge de rendre l'année suivante un bélier bon et recevable à l'école²⁵. En même temps qu'une enquête était envoyée à tous les départements du Berry, trois questions étaient mises au concours, sur la diminution des frais de la moisson, sur la réanimation de l'industrie berruyère de la bonneterie, sur le rapport entre l'augmentation de la population et l'aisance des campagnes. Lors de la dernière session, en 1786, l'assemblée s'émut du sort lamentable des journaliers agricoles (« Il n'y a aucune espèce d'animaux que l'homme a domptés ou apprivoisés, qui soit traitée avec autant de mépris que l'espèce humaine »²⁶) et à partir de ce cas, éleva sa réflexion au niveau

plus général du plein emploi et de la compétence professionnelle. Il fallait d'abord procurer du travail à tous, de façon à ce que chacun ne pût imputer sa misère qu'à lui-même. Le rapporteur du bureau de l'agriculture s'en prenait en effet aux thèses populationnistes qui faisaient de la croissance des régnicoles un motif inconditionnel de joie. Si les hommes se multipliaient, il fallait qu'ils remplissent la terre et non qu'ils la surchargent. Les hommes devaient toujours être considérés dans leur rapport avec le territoire qu'ils fertilisaient et avec la société maintenue par la justice et la police. Et plutôt que de mettre en avant la fainéantise des peuples, le rapport sur l'agriculture déplorait qu'une population naturellement laborieuse fût réduite à la mendicité, condition qui entraînait l'abrutissement de l'âme, l'oubli de la religion et des autres devoirs ; c'était cet état trop semblable à la servitude qui en faisait contracter les vices ; et si cette catégorie du peuple procréait, elle ne produirait que des bâtards sociaux, peu différents des « malheureux fruits des unions passagères et illicites » pour lesquels il existait au moins des établissements charitables²⁷. Assurément il convient de trouver ici l'écho des thèses sur la population de l'école physiocratique, et principalement de son chef François Quesnay pour qui la propagation de l'espèce n'aurait dû avoir de bornes que la subsistance ; malheureusement elle avait toujours tendance à passer au-delà et à fabriquer des indigents. Mais la solution préconisée par l'assemblée provinciale, comme par tous les observateurs du temps, était de rendre les pauvres utiles à l'Etat en améliorant l'organisation économique. Le temps de Malthus n'est pas encore venu où l'on conseille aux classes inférieures de limiter leur progéniture. Il convenait donc de développer l'artisanat rural pour meubler les longues nuits d'hiver qui engourdissent les bras ; la filature du chanvre, que le Berry produisait en quantité et en qualité, apparaissait comme une des solutions. Il fallait aussi instruire les

enfants de cette classe, « former des pépinières pour cette nouvelle plantation »²⁸ ; l'assemblée prenait ainsi résolument parti dans le conflit qui avait opposé pendant tout le siècle les partisans et les adversaires (Voltaire et d'autres) de l'éducation des plus basses classes du peuple. Dans l'immédiat, il convenait de multiplier les ateliers de charité. Pour se procurer l'argent nécessaire, on pouvait taxer les propriétaires absents, ce qui aurait comme résultat induit de les inciter à rentrer ou à vendre. Droit au travail, instruction, propriété de la terre à ceux qui la cultivent, substitution des fermiers aux métayers qui, s'ils « sont libres, c'est de travailler et de mourir de faim », tel était le programme social et agraire de cette élite éclairée à la veille de la Révolution.

Au total, les résultats furent modestes. La principale percée du Berry, à la fin du XVIII^e siècle, s'opéra dans le secteur de la métallurgie, un domaine où l'assemblée provinciale n'intervint pas. Néanmoins, le désenclavement de la province s'amorçait et des pôles de modernité stimulaient l'agriculture. Consciencieusement, les membres de l'assemblée avaient fait l'inventaire des problèmes, lancé des enquêtes, rédigé des rapports détaillés et clairvoyants qui permettent de dresser un tableau documenté de l'état de la province à la fin de l'Ancien Régime. Grâce à l'assemblée, Madame du Coudray avait formé trente-sept élèves à Bourges et le bureau avait déboursé 4 000 lt. pour acheter sept de ses fameux mannequins... Les entraves n'avaient pas manqué, de la part de l'intendant concurrencé, des communautés et des propriétaires instinctivement inquiets des initiatives en matière de fiscalité ; après la chute de Necker en mai 1781, qui provoqua sans doute la démission de l'abbé de Véri, un des membres éminents de l'assemblée, l'intendant, adversaire naturel, réaffirma qu'il était bien le maître de la province. Il fut désormais interdit de rendre publics les procès-verbaux des sessions. Et paradoxa-

lement, c'est au moment où Calonne puis Loménie de Brienne généralisaient l'expérience des assemblées provinciales dans tout le royaume que l'assemblée du Berry entra en sommeil. Elle ne fut pas convoquée en 1787, alors que toutes celles créées par l'arrêt du 25 mai de cette même année se réunissaient, pas plus qu'en 1788 puisqu'on allait vers la convocation des Etats généraux. L'édit du 23 juin 1789 décrétant l'établissement d'Etats provinciaux de députés librement élus devant prendre la suite des assemblées provinciales, même s'il n'eut pas d'effets, mit fin, pour le Berry, à une expérience de onze ans.

C'est évidemment sous la plume de Necker que l'on trouve la défense et l'illustration des assemblées dont il était le père. Dans le *Traité de l'administration des finances de la France* (1784), il s'émue de découvrir dans les procès-verbaux publiés « tous les biens de détail dont l'administration intérieure des provinces est susceptible »²⁹. Lors de l'assemblée des notables, le Berry fut représenté par quatre membres de l'assemblée provinciale, le duc de Béthune-Charost, M. de Séguiran, évêque de Nevers, le marquis de Langeron et Beauvoir, maire de Bourges. Sans doute ne furent-ils pas étrangers à l'option prise par Calonne de généraliser le système des assemblées de propriétaires, de la paroisse au district et à la province. Dans sa *Lettre adressée au Roi* le 9 février 1789, l'ancien contrôleur général des Finances en exil à Londres revient à plusieurs reprises sur les assemblée provinciales, telles qu'il les avait conçues, « dont l'utilité ne paroît pas douteuses,... si elles étoient représentatives de l'universalité des Propriétaires, spécialement de ceux de la campagne ; & si ces Assemblées, n'ayant pour membres que ceux qui auroient été choisis par le suffrage libre de leurs Concitoyens, étoient maintenues purement électives, ainsi que les Assemblées municipales & rurales qui devoient en être les élémens, & former la chaîne de la Correspondance Patriotique, s'étendant depuis

l'humble demeure de l'habitant des campagnes jusqu'au trône du Souverain »³⁰. Le projet des Notables et de Calonne fut remanié dans un sens conservateur par Loménie de Brienne qui revenait *grosso modo* au système de 1778 respectant la distinction des ordres, avec doublement du Tiers et vote par tête. Dans le préambule de l'édit de création du 23 juin 1787, Louis XVI se plaisait à rappeler « les heureux effets qu'ont produits les administrations provinciales établies par forme d'essai dans les provinces de la haute Guienne et du Berri.... Il était temps d'étendre le même bienfait à toutes les provinces (du) royaume »³¹. Mais les temps avaient changé et de telles assemblées étaient devenues totalement inadéquates et obsolètes. Sieyès, chanoine et vicaire général de Chartres, député à l'assemblée provinciale de l'Orléanais en 1787, regrettait, dans sa fameuse brochure *Qu'est-ce que le Tiers-Etat ?* que le projet de Calonne, ce ministre qui avait senti que toute espérance de bien était vaine tant que durerait la distinction des Ordres, ait été travesti par son successeur ; il rappelle que dans le premier plan d'assemblée provinciale, « on n'y avoit pas égard à l'ordre *personnel* des Citoyens. Il n'y étoit question que de leurs propriétés, ou de l'ordre *réel*. C'étoit comme Propriétaire, & non comme Prêtre, Noble ou Roturier qu'on devoit être appelé dans ces Assemblées, intéressantes par leur objet....puisque par elles s'établissoit une véritable représentation nationale »³². Totalement différent était le projet de Loménie de Brienne.

En général, l'historiographie n'a guère été favorable à cette ultime institution d'un ancien régime dont il est facile, après coup, de dire qu'il était condamné. Certains historiens virent dans les assemblées provinciales les ancêtres des conseils généraux des futurs départements. D'autres, comme Quinet ou Guizot, exprimèrent leur nostalgie sur l'échec d'une réforme à laquelle la dimension du temps n'avait pas été accordée ; mais quatre-vingt ans de crise et de révolution avaient-ils donné davantage ? La

plupart des auteurs déplorent la timidité d'assemblées qui n'ont pas osé demander l'abolition des privilèges et la transformation radicale de la fiscalité. Et au moment de l'ultime crise de l'année 1788, après la réforme judiciaire du 8 mai, les commissions intermédiaires, en ne prenant pas parti pour les parlements qui les avaient souvent combattues, apparurent à une opinion abusée par la propagande des soi-disants pères de la patrie, comme timorées, sinon complices du gouvernement. On soupçonna Loménie de Brienne et le gouvernement de vouloir utiliser les assemblées contre les parlements en leur demandant de garantir des ressources fiscales en dehors de l'enregistrement par les cours souveraines. Désormais, ce fut la revendication des Etats parés du prestige de leur ancienneté, qui l'emporta³³.

Néanmoins, cette innovation politique avait permis à toute une élite éclairée provinciale de s'initier à la chose publique. Sur les 870 membres des assemblées provinciales de 1787, 121 se retrouvèrent sur les bancs de l'Assemblée nationale, dont 45 nobles ; et sur les 140 membres des commissions intermédiaires et syndics, 30, dont Sieyès, siégèrent dans cette même assemblée. Il s'agissait là d'hommes d'expérience qui participèrent activement aux discussions et influencèrent les décisions. Les décrets sur l'impôt foncier de 1791 instituèrent un système très semblable au taux commun du Berry ; les rapports sur les travaux publics et les ateliers de charité s'inspirèrent des travaux locaux des assemblées provinciales. Notre physiocrate berrichon, Heurtault de Lamerville, élu député aux Etats généraux, participa sans discontinuer aux travaux du comité pour l'agriculture et le commerce, établi par le décret du 2 septembre 1789. Non seulement il dépouilla quelques 6000 adresses et requêtes envoyées au comité, mais aussi présenta-t-il un certain nombre de rapports à l'assemblée, sur l'assèchement des marais, la construction des routes, l'unification des étalons et des poids et mesures, la contri-

bution foncière ou les mines du royaume. Durant deux années, il consacra ses efforts à l'élaboration d'un code rural ; le 5 juin 1791, il lut son « rapport et projet de lois rurales » devant l'Assemblée, qu'il terminait en appelant à la lutte contre l'ignorance : « Le choc des idées détruit les préjugés ; répandez les Lumières, vous fertiliserez le sol »³⁴. Le code, voté le 28 septembre 1791, reflétait, entr'autres, les discussions lors des sessions de l'assemblée du Berry auxquelles Lamerville avait activement participé. Certes, tous ces thèmes étaient rebattus à l'époque, dans les académies et les loges franc-maçonnes, tout comme dans les bureaux des intendances. Les assemblées provinciales n'eurent pas l'exclusivité des projets réformateurs et généreux. Mais tout comme les diverses sociétés de pensée, ces cénacles politiques habituèrent une élite provinciale à la discussion en commun et à la systématisation des idées du temps, héritage précieux pour un gouvernement d'assemblée encore balbutiant. Les résultats furent sans doute modestes sur le moment ; mais la majorité des membres des assemblées provinciales, en hommes des Lumières, croyaient au progrès et étaient persuadés de travailler pour l'avènement de temps meilleurs. Laissons encore une fois la parole à Jean-Marie Heurtault de Lamerville dans un mémoire présenté à la session de 1786 de l'assemblée du Berry, intitulé *L'agriculture fait naître les subsistances* : « Le cours du temps est indispensable aux grands changements en tout genre chez l'indigente et timide humanité. Cette révolution arrivera, je ne serai plus, mais ces observations ne passeront pas, parce qu'elles ne cesseront point d'être vraies »³⁵.

NOTES

1) Georges DURAND, *Etats et institutions XVIe-XVIIIe siècles*, Paris, 1969, p. 85.

2) *Ibid.*

3) Cité par Daniel ROCHE, *La France des Lumières*, Paris, 1993, p. 190.

4) MONTESQUIEU, *Mes pensées sur l'histoire de France*, Paris, La Pléiade, t. I, p. 1122.

5) Daniel ROCHE, *op. cit.*, p. 205.

6) Daniel DESSERT, *Argent, pouvoir et société au Grand Siècle*, Paris, 1984.

7) MONTESQUIEU, *Spicilège* (767-768), Paris, La Pléiade, t. II, p. 1429.

8) MONTESQUIEU, *De l'esprit des lois*, *id.*, p. 467.

9) Michel ANTOINE, *Louis XV*, Paris, 1989, p. 705-706 ; Maurice BORDES, *L'administration provinciale et municipale en France au XVIIIe siècle*, Paris, 1972, p. 160.

10) Voici le passage de Fénelon cité en note par Léonce de LAVERGNE, *Les assemblées provinciales sous Louis XVI*, Paris, 1879, p. 397 : « Etablissement d'états particuliers dans toutes les provinces, comme en Languedoc ; on n'y est pas moins soumis qu'ailleurs, on y est moins épuisé. Ces états particuliers sont composés des députés des trois états de chaque diocèse, avec pouvoir de policer, corriger, destiner les fonds, etc. - Vingt au moins en France seraient la règle des états particuliers ».

11) Voici ce qu'en disait Fénelon : « Etablissement d'assiette qui est une petite assemblée dans chaque diocèse, comme en Languedoc, où est l'évêque avec les seigneurs du pays et le tiers état, qui règle la levée des impôts suivant le cadastre, et qui est subordonnée aux états de la province ». Cité par Léonce de LAVERGNE, *op. cit.*, p. 400.

12) Cité par Léonce de LAVERGNE, *op. cit.*, p. 8.

13) Elisabeth B ADINTER, *Les « remontrances » de Malesherbes 1771-1775*, Paris, 1985, p. 232.

14) « Lorsqu'il sera question d'opiner, les membres de l'assemblée donneront leur avis à mesure qu'ils seront appelés par le secrétaire, et les opinions seront prises en croisant les voix : le premier opinant du clergé, le premier opinant de la noblesse, le premier opinant des propriétaires des villes, le pre-

mier opinant des propriétaires des campagnes, et ainsi de suite. Le Président opinera le dernier et conclura à la pluralité des suffrages ; et, en cas de partage, sa voix sera prépondérante ». Cité par le Baron de GIRARDOT, *Essai sur les assemblées provinciales et en particulier sur celle du Berry 1778-1790*, Bourges, 1845, p. 48-49.

15) Claude MICHAUD, *L'Eglise et l'Argent sous l'Ancien Régime. Les receveurs généraux du clergé de France aux XVI^e et XVII^e siècles*, Paris, 1991, p. 543.

16) Jacques NECKER, *Traité de l'administration des finances*, Genève, 1784, t. II, p. 313.

17) Baron de GIRARDOT, *op. cit.* à la note 14. La thèse de droit de Lucien LACHAZE, *Les Etats provinciaux de l'ancienne France et la question des Etats provinciaux aux XVII^e et XVIII^e siècles. L'assemblée provinciale du Berri sous Louis XVI*, Paris, 1909, n'apporte rien de plus. L'*Histoire du Berry*, Privat, 1980, p. 224-237 reprend Girardot. Les procès-verbaux des travaux de l'assemblée, sessions de 1778, 1779, 1780, 1783 et 1786 se trouvent aux Archives départementales du Cher (A. D. C.) sous la cote C 1093. Le procès-verbal de la session de 1786 existe aussi à la Bibliothèque municipale de Bourges, cote L. E. 1247.

18) Cité par GIRARDOT, *op. cit.*, p. 128.

19) *Id.*, p. 155.

20) « Supprimer la corvée est le vœu de toutes les âmes sensibles ; mais en administration le mouvement du cœur égare souvent la recherche trop hâtive du bien. Il faut le soumettre au calcul de la réflexion. La suppression complète de la corvée serait trop précipitée ; mais il faut chercher à alléger le poids dont elle écrase la population des campagne ». *Id.*, p. 164.

21) Cf. *Histoire du Berry*, *op. cit.*, p. 230-233.

22) Cité par GIRARDOT, *op. cit.*, p. 156-157.

23) Cité par GIRARDOT, *op. cit.*, p. 277.

24) « La bergère est, on ne peut le nier, sans intelligence, sans soins et sans attachement. Savez-vous pourquoi ? nous ne la payons pas assez, nous la nourrissons mal, nous la traitons durement, nous ne lui expliquons pas avec tranquillité ce que nous attendons d'elle...nous ne lui donnons aucune émulation par les profits que ses soins méritent et nous ne sentons pas combien il est important d'attacher le gardien à son trésor ». Le rapport de Lamerville fut publié dans le *Journal de la Généralité de Bourges*, n°3 du 5 mai 1784, en

supplément aux *Affiches, Annonces du Haut et Bas-Berry* (aux A. D. C.). En 1786, Lamerville publia à Paris, chez Buisson, libraire de la rue des Poitevins, ses *Observations pratiques sur les bêtes à laine dans la province du Berry* ; en exergue, il plaçait deux alexandrins de l'abbé Delille : « O, vous ! heureux Bergers, veillez à leurs besoins : / Leur toison & leur lait vous paieront de vos soins ». Sur Lamerville, je renvoie au mémoire de maîtrise de Mme Michèle TALIN D'EYZAC, *Jean-Marie Heurtault de Lamerville. Un physiocrate en Berry (1740-1810)*, Université d'Orléans, Faculté des lettres, langues et sciences humaines, s.d. et à l'article qu'elle en a tiré sous le même titre dans les *Cahiers d'Archéologie & d'Histoire du Berry*, n°110, juin 1992, p. 17 ; dans ce même n°, l'article de Jean-Yves RIBAUT, « Heurtault-Lamerville et la fondation de la République dans le Cher », p. 25.

25) « L'établissement de l'école et des bergeries aérées destinées à recevoir le dépôt des béliers provinciaux et construites sur un modèle conforme aux parcs et aux vues combinées de messieurs d'Aubenton, Carlier et de La Merville ». Lettre de Béthune-Charost à l'assemblée, 14 mars 1784, A. D. C., C 1477. Vingt béliers furent effectivement achetés en 1784 à Daubenton, pour la somme de 480 lt. ; il n'y eut sans doute pas de suite, cf. B^{on} de GIRARDOT, *op. cit.*, p. 390.

26) Cité par B^{on} de GIRARDOT, *op. cit.*, p. 307.

27) *Id.*, p. 307.

28) *Id.*, p. 309.

29) Cité par Léonce de LAVERGNE, *op. cit.*, p. 100-101.

30) *Lettre adressée au Roi par M. de Calonne, Le 9 février 1789*, Londres, s.d., p. 280-281.

31) Cité par Léonce de LAVERGNE, *op. cit.*, p. 103.

32) SIEYES, *Qu'est-ce que le Tiers-Etat*, 1789, p. 44-45.

33) Jugement sévère dans la thèse de doctorat de Pierre RENOUVIN, *Les assemblées provinciales de 1787. Origines, développement, résultats*, Paris, 1921.

34) Cité par Mme TALIN D'EYZAC, *op. cit.*, p. 57-58.

35) *Id.*, p. 46-47.

« Projet d'une nouvelle constitution pour la province de Languedoc » – 1789 –

*Jean-Pierre DONNADIEU**

Le « *Projet d'une nouvelle constitution pour les Etats de la Province de Languedoc* » a été publié en 1789, sans que l'on puisse déterminer qui en est l'auteur, qui en est l'imprimeur. Une vignette sur la page de titre de cette brochure, dessinant un chapeau, une pelle, un panier rempli de fleurs, d'épis, une musette, quelques feuilles, un ruban déployé, ne se trouve reproduite dans aucun des multiples documents que l'on possède de cette époque ; un losange noir, très étiré, s'intercale entre cette vignette et la date de publication de cet ouvrage de 41 pages, in 8° ; le bandeau qui surmonte la reproduction du titre, sur la première page de texte, représente un bouquet de fleurs et de feuillages dans un double encadrement ; une « barrette », au haut de la page 36, ressemble à celle qui sépare souvent les parties ou les paragraphes, dans des

éditions contemporaines, mais elle n'est identique à aucune de celles qu'utilisent les imprimeurs languedociens. Ni les chiffres de pagination, mis entre parenthèses, ni les caractères d'imprimerie majuscules ou minuscules, ne permettent davantage de découvrir l'origine de cet imprimé, dont l'exemplaire unique que nous connaissons est conservé¹ aux Archives communales de Beaucaire : il est d'ailleurs cité dans le *Répertoire numérique* publié par Y. Chassin du Guerny en 1970.

Par deux fois, entre le titre et la vignette du frontispice, le titre et la première ligne de la première page, en caractères italiques, s'inscrit en épigraphe une citation latine « **Salus populi suprema lex esto** ». Même cela n'est d'aucun secours : En 1788, Rabaut Saint-Etienne utilise cette maxime romaine du senatus-consulte « ultime » de 121 avant Jésus-Christ dans ses *Considérations très importantes sur les intérêts du Tiers-Etat*², la faisant précéder de cette explication : « Il n'y a qu'une maxime d'état, c'est le bonheur du peuple » ; Secrétaire du comte de Provence, censeur royal, Desmeuniers, la même année, l'utilise aussi en épigraphe dans son ouvrage, *Des conditions nécessaires à la légalité des Etats-Généraux*³, avec cette traduction : « L'avantage du peuple est la suprême loi » ; on la retrouve aussi sous la même forme au frontispice d'une *Requête du peuple français au Roi, ou Instructions à remettre par chaque sénéchaussée du royaume à ses députés aux Etats-généraux*⁴, difficile à identifier. Quant aux pages roses du petit dictionnaire Larousse, elles interprètent cette maxime d'une manière très exacte pour ce *Projet* : « Toutes les lois particulières doivent s'effacer s'il s'agit de sauver la patrie ».

Cependant, au fil des pages, quelques indications permettent d'approcher l'auteur. Dressant le tableau de la politique des deux Ordres privilégiés, haut Clergé et haute Noblesse, il en a « l'âme oppressée » ; s'adressant aux Languedociens, il se définit « un de vos compatriotes » ; plus loin, annonçant le développe-

ment de son ouvrage avec modestie, il écrit : « je vais offrir des moyens qui me paraissent remplir exactement le but. Ils ne sont pas neufs, je l'avoue, parce qu'une matière qui absorbe l'attention publique est bientôt épuisée ; mais n'y en eût-il qu'un seul qui lui eût échappé... j'aurai été utile... ». Un peu plus loin, il évoque⁵ l'enrichissement récent du haut Languedoc, grâce aux routes et aux facilités de transport, donc l'injustice d'un cadastre dépassé, puisque la richesse territoriale est la base de l'impôt, ainsi que la nécessité d'apprécier la valeur des terres « nobles » ; une longue note sur les électeurs et les éligibles du Tiers laisse penser qu'il souhaite voir des citadins éclairés et contribuables, participer à la vie de la province et aux droits de citoyens, comme les propriétaires ; l'importance des villes – ainsi Toulouse – doit apparaître dans le nombre de députés aux assemblées diocésaines qui devraient choisir les membres des Etats. Enfin, l'auteur compare aussi le Languedoc et le Dauphiné et considère que 36 millions d'impositions pour 1 800 000 habitants de sa province devraient justifier un chiffre de 216 élus⁶ (36 du Clergé, 72 de la Noblesse, 108 du Tiers), alors que le Dauphiné vient d'en obtenir 144⁷ pour 600 000 habitants et 9 millions d'impôts. Enfin, l'article 18 du *Projet* est typiquement languedocien, puisqu'il rappelle « le droit précieux... de délibérer et d'octroyer l'impôt », une note⁸ précisant : « Cet article n'a pas besoin de commentaire... puisque la province de Languedoc le possède, elle ne doit jamais le perdre ».

Une autre façon d'essayer de cerner le personnage est de regarder le plan de son *Projet*. Il étudie longuement la situation de sa province, où « deux classes des deux premiers Ordres avaient accumulé sur leurs têtes et sur leurs biens tous les privilèges... ». Puis, véritable avocat, il donne la parole au Languedoc : il a démontré... prouvé... exposé – 7 paragraphes commentent ainsi –, avant de « conclure qu'il y a trois vices radicaux dans la constitution actuelle... 1) Les membres du premier et du

second Ordre n'étant point contribuable, sont sans intérêt pour la chose publique, 2) aucun des trois Ordres n'est absolument représenté, 3) La présidence est inamovible, et c'est un bénéfice qui la donne ; développant ces arguments, il rappelle l'éloignement⁹ des séances, à la requête du Président-né, de l'évêque de Saint-Pons, puis du maire de Mende, avant de critiquer la gestion des Etats : ces différents points font d'ailleurs « l'unanimité » du « vœu national ». Argumentant sur les problèmes de la « contribution » et de la « représentation », il pose trois questions : « Quelles sont les classes de citoyens qui doivent être appelées aux assemblées électives ? – Quel est l'ordre et la forme d'élection la plus propre à assurer la liberté des suffrages ? – De quelle étendue de pouvoir doivent être revêtus les députés, et de quels émoluments doivent-ils jouir ? ». Ces 27 pages précèdent la rédaction de 23 articles propres à sa province, une note de l'article 5 précise « On s'écarte ici de la constitution du Dauphiné, et ce n'est pas sans motif » ; un peu plus loin, l'article 19 spécifie « Il est de l'intérêt général de suivre la loi du Dauphiné pour tout ce qui ne sera pas contraire aux articles ci-dessus... » A partir de la page 36, des commentaires agrémentés d'analyses, de maximes et d'exhortations à ses compatriotes et au Roi concluent l'ouvrage.

A quel moment notre publiciste écrit-il ? La première phrase évoque la convocation des Etats-Généraux « Y eut-il jamais depuis le commencement de la Monarchie d'époque plus intéressante pour la Nation française ! Elle touche au moment de recouvrer l'entier exercice de ses droits... » ; et, dès la troisième page, le souverain est évoqué : « Louis XVI a paru. Il a dit à sa Nation : Je reconnais vos droits... le concours des lumières et des opinions¹⁰ m'est nécessaire pour éclairer ma justice... ». Le mouvement d'opinion lancé par l'Arrêt du Conseil du 5 juillet 1788 prend alors toute sa force : « Des adresses sans nombre ont porté au pied du Thrône... son vœu... le vœu de la Nation s'est étendu,

tant sur la constitution des Etats-Généraux que sur la réforme des Etats Provinciaux ». Jean Egret s'est intéressé, dans sa *Pré-Révolution française*¹¹, à la façon dont les écrivains patriotes, ainsi que les villes et communautés, avaient exprimé ce vœu national, avant, pendant et après la deuxième Assemblée des Notables.

En Languedoc, dès le début de 1788, les Cours souveraines de Montpellier et de Toulouse avaient critiqué la gestion des affaires par les Etats de la Province, la première attaquant¹² durement l'absence de représentativité de leurs membres ; comme les autres Cours, le 8 mai, elles avaient été suspendues par le roi, leurs protestations cassées à plusieurs reprises, avant que les événements dauphinois¹³ et les calculs de Loménie de Brienne, au début de l'été, le rappel de Necker un peu plus tard, n'ouvrent à la revendication des uns et des autres des perspectives nouvelles, qui n'excluent pas la polémique. Plusieurs dizaines d'ouvrages paraissent dans la province ; les archives communales de Beaucaire¹⁴, Sommières, Agde, Pézenas, Narbonne, Carcassonne, Limoux, ont conservé des liasses entières de délibérations et d'adresses de cette époque, d'autres villes en ont gardé des épaves ou des traces diverses.

Certaines de ces pièces se réfèrent pour leur argumentation à certains ouvrages¹⁵, tels ceux du comte d'Antraigues¹⁶ ou de Rabaut Saint-Etienne¹⁷, mais aussi de Mounier¹⁸, certaines délibérations à des adresses imprimées qui circulent¹⁹ dans toute la province par dizaines, notamment celles d'Uzès, de Privas, de Nîmes ou de Béziers, d'autres s'appuient sur des documents historiques pour expliquer les droits des corps ou des villes à députer aux Etats-Généraux, mais l'Arrêt du 5 juillet paraissait confier²⁰ aux Etats provinciaux le droit exclusif à la députation ; dès lors se posait la question de la représentation des trois Ordres, et la contestation par ceux qui ne s'estimaient pas représentés par les

membres des Etats de Languedoc du droit exclusif de ceux-ci à élire les députés de la future assemblée.

Dans ce *Projet*, les seules références érudites – 8 occurrences directes ou indirectes – de l'auteur se rapportent au Dauphiné. Pour en bien saisir la portée, il convient ici d'établir une rapide chronologie : le projet de l'assemblée de Romans du 27 septembre, transmis à Versailles, modifié par le Roi puis arrêté le 22 octobre, réglait la « nouvelle formation des Etats du Dauphiné ». Dans une lettre au Roi du 8 novembre, les Dauphinois expriment leur vœu : « l'élection libre des représentants... l'égalité du nombre entre les députés du premier et du second ordre réunis et ceux des communes, toutes les délibérations prises par les trois ordres réunis et les suffrages comptés par tête ». Enfin, réunis entre le 1^{er} décembre et le 15 janvier, les 144 membres de ces nouveaux Etats choisissent les députés aux Etats-Généraux prévus pour le mois de mai.

En Languedoc, on a commencé à évoquer la constitution du Dauphiné, dès le 30 novembre, à Villeneuve-de-Berg et Saint-Gilles, mais c'est surtout à partir de l'assemblée de Privas, le 17 décembre, que le mouvement est lancé ; ainsi 22 délibérations, sur 40, conservées à Beaucaire, s'y réfèrent expressément, avec plus de 100 occurrences. Cependant, les trois ordres du diocèse de Nîmes, le 29 décembre 1788, imaginent quelques modifications qui permettraient l'appropriation de cette constitution delphinale au Languedoc : un plus grand nombre de députés, davantage de curés ; Toulouse, les 4 et 5 janvier 1789, va dans le même sens, mais sans entrer dans les détails ; à partir de cette date, et jusqu'au mois de mars les adresses des villes, communautés et diocèses, expriment une adhésion de principe, mais toujours avec quelques réserves « locales ». Les Etats de Franche-Comté, réunis, puis presque aussitôt suspendus²¹, sont évoqués à Uzès, le 23 décembre, et à Cordes-en-Albigeois, le 5 février.

La session des Etats de Languedoc, retardée par la participation de plusieurs de leurs membres à l'Assemblée des Notables jusqu'à sa clôture, le 12 décembre, s'ouvre à Montpellier le 15 janvier, et se termine le 21 février²². La correspondance²³ de l'archevêque de Narbonne, Dillon, du comte de Périgord, commandant de la province, du baron de Ballainvilliers, intendant de Languedoc, celle des ministres, toutes sortes de pièces des archives nationales départementales et communales, témoignent de l'inquiétude et des espoirs des uns ou des autres : la plupart des diocèses languedociens protestent contre les Etats « inconstitutionnels », réclament une nouvelle assemblée constitutive, à l'instar du Dauphiné, envoient à Versailles des syndics des trois Ordres, chargés de présenter au Roi une *Requête*²⁴ tendant à obtenir une nouvelle constitution, préalable nécessaire avant toute élection aux Etats-Généraux. Le 24 janvier, puis le 7 février, les décisions prises pour la convocation soumettent le Languedoc à la règle générale : au mois de mars les électeurs seront convoqués par sénéchaussées.

Ayant ainsi déterminé le contexte dans lequel a été rédigé le *Projet d'une nouvelle constitution pour les Etats de la province de Languedoc*, il est plus facile d'en analyser le contenu. Par quels mots la situation languedocienne est-elle décrite ? D'un côté, l'usurpation, la répression, la dégradation, les lumières naturelles obscurcies, puis, après la tentation de la révolte, le sentiment des droits, l'examen des vrais intérêts, la chaîne des vérités primitives ; l'impulsion – royale –, comme le feu, a propagé la marche des « actions qui honorent l'homme ». D'où vient la servitude ? Des « hommes puissants » qui ont rendu « le Peuple français... abâtardi ». Les uns « regorgeaient de biens et d'honneurs » ; le Tiers « supportait... les charges publiques... la misère... les humiliations ». Mais l'amour pour le Prince, la justice de Dieu, vont se combiner pour expliquer la bienfaisance royale : la

Nation entend un langage nouveau, celui de la « régénération ». A une « aristocratie » prétendant « représenter les trois Ordres de la Province » en se fondant sur des preuves historiques, le Languedoc démontre les « abus de cette constitution..édifice gothique », grâce à la « raison » et à la « vérité ».

Il est vrai que les ouvrages parus dans la période qui précède la réunion des Etats accumulent, les uns contre les autres, les références historiques que les bénédictins de l'Histoire de Languedoc²⁵ et l'archiviste Albisson²⁶ avaient offertes à la curiosité, sans imaginer que les lumières et le feu font ensemble bon ménage. Depuis le milieu des années 1700, les reproches de Versailles contre les Remontrances des Etats, suspendus pendant deux sessions, les efforts des barons²⁷ pour exclure des Etats, par un Règlement sévère, les anoblis récents, les critiques²⁸ de Necker contre le faste et les dépenses de la Province, auxquels il avait été répondu par un « Mémoire »²⁹ publié en 1780, la publication³⁰ des procès-verbaux des Etats puis des Assiettes diocésaines, même confidentielle et restreinte, les thèmes abordés à la première Assemblée des Notables, la session des Etats de 1787-1788, où l'on avait renoncé à la construction d'un palais des Etats, à Montpellier³¹, la mise en place, en plusieurs temps, des Assemblées provinciales et leur composition, la création d'une nouvelle Commission³², le 18 janvier 1788, avaient ébranlé la confiance de certains Languedociens en leurs Etats ; l'étincelle de la convocation des Etats-Généraux enflamme la province.

Les membres des Etats sont convoqués par le Roi individuellement : ils ne sont donc pas élus et sont donc des « particuliers ». Si la Noblesse languedocienne a, depuis des mois, mené le combat pour choisir ses propres représentants, fruit d'une « élection libre », elle ne contribue, pas plus que le Clergé, sévèrement attaqué, aux « impositions provinciales » et l'auteur du *Projet* dénonce l'inamovibilité et le despotisme de l'arche-

vêque de Narbonne : un pamphlet³³ critique les « vizirs à plumet et les despotes en soutane », un autre³⁴, le « despote irlandais ». On a peu de récits des sessions des Etats, puisqu'en principe leurs délibérations étaient secrètes ; mais en 1789, l'atmosphère est différente : si une lettre de cachet avait empêché l'évêque de Saint-Pons d'assister aux Etats en 1756 et si – vers 1775 – le rachat de sa charge municipale en avait écarté le maire de Mende, on possède des lettres sur la tenue de la dernière assemblée : les premiers consuls de Pézenas³⁵ et Aimargues³⁶ sont très réservés et évoquent la lecture du Règlement de 1768 le 17 janvier, mais celui de Carcassonne³⁷ est plus disert et le second député de Béziers, Rey³⁸, diffuse³⁹ à la fin du mois de février une relation virulente de ce qu'il a vécu de la part de l'archevêque Dillon, démentant ainsi les sarcasmes du publiciste contre les « hommes du Tiers... la plupart sans courage, sans caractère, dépendants de leurs Seigneurs, auprès desquels ils ont souvent mendié leur élection... avili... nullité absolue... ».

En quelques mots, tout ce qui fait l'orgueil des Etats est retourné contre eux et considéré comme abus : « versatilité... incohérence... projets mal digérés... mal conçus... dissipations énormes... folie des embellissements ruineux... mauvais choix des commis... infidélités... gages excessifs... impunité... pouvoirs excessifs des Syndics... comptabilité obscure... dons exagérés, dans les calamités de la guerre... qui ne coûtent pas une obole à la générosité des deux premiers Ordres... emprunts... voilà la longue et douloureuse plaie que la Province de Languedoc a montrée aux yeux de son Souverain ». Cette page de critique est suivie d'une autre qui encense « l'unanimité... l'exemple d'une province voisine... le grand but ». Mais ici, l'information de l'auteur est mise en défaut : sans que l'on puisse deviner d'où lui vient son information, il annonce la parution prochaine « de l'Edit qui va préparer votre régénération. Il manquait à vos

assemblées le caractère de légalité qui sanctionne le vœu national ; elles vont bientôt le recevoir des mains de l'autorité... votre bonheur sera dans vos mains... » Certes, le processus dauphinois était dans toutes les têtes, et une correspondance entre Montpellier et Versailles en évoquait la possibilité, mais la succession trop rapide des événements, l'approche des décisions pour la convocation, qui ont été prises pendant la session des Etats, puis les réunions de sénéchaussées, ont écarté la solution préconisée par les représentants des trois Ordres qui accablaient le greffe de l'assemblée par des actes signifiés par huissiers, le 17 janvier⁴⁰ et le 19 février⁴¹, et présentaient le 1^{er} mars⁴², à Versailles, leur *Requête*, délibérée à Montpellier le 27 janvier.

L'auteur ouvre alors une rubrique particulière : « De la contribution », et pose la question : « Quelle est la forme d'Etats qui convient le mieux à la Province de Languedoc ? » On a une réponse simple : « pour entrer dans une assemblée de contribuables, il fallait l'être soi-même... contribuez, comme le Tiers, aux charges publiques en proportion de vos propriétés ». L'évidence de cette invitation « dans ce siècle de lumières », annonce déjà la séance royale du 23 juin, la Déclaration des Droits du mois d'août, mais il convient d'avoir à l'esprit la renonciation personnelle au privilège fiscal, signée des membres de deux premiers Ordres des Etats, le 29 janvier⁴³. Apparemment, le *Projet* a été rédigé et publié avant cette date, et la suite du développement sur le « privilège... abus... injustice », que l'on remplacerait volontiers par une « distinction » accordée à « l'homme décoré », devient inutile ; si la Noblesse et le Clergé veulent le bien de la patrie, ils doivent accepter « l'union » nécessaire à toute « confédération », alors « nos neveux », notre « postérité » accepteront les « citoyens » qui auront renoncé « à une usurpation odieuse... injustice légitimée par la faiblesse du Prince ». A ce principe « d'égalité des contributions », une note ajoute la nécessaire

réfection⁴⁴ du cadastre provincial, pour tenir compte de l'accroissement de la richesse locale et de la répartition sur les biens « nobles » : on sait que le Clergé manifestait depuis longtemps son opposition à toute enquête, et l'avait répétée⁴⁵ à l'issue de l'Assemblée de 1788, après l'annonce d'une recherche pour l'établissement d'un second vingtième ; on peut supposer que l'information recueillie a servi à l'établissement du rôle des biens privilégiés, à partir du deuxième semestre de 1789.

Quand le problème de la « Représentation » est abordé, une introduction rappelle dans quelles conditions les membres du Tiers sont appelés aux Etats : « la plupart nobles ou anoblis... en vertu d'un droit attaché à la place qu'ils occupent dans la municipalité... par un abus... ou à l'instigation de leur Seigneur ». Une note souligne la « corruption » possible de pareils députés, que l'auteur accable encore des mots « prostitution... souillent tout ce qu'ils touchent ». Réfléchissant dans une autre note à la proportion respective des membres de la Noblesse et du Clergé, il oublie alors son sujet pour se référer au rapport de Necker du 27 décembre, qui établissait l'égalité de représentation entre les deux premiers Ordres aux Etats-Généraux – sur le modèle, entre autres, des Etats de Languedoc –, et développe une réflexion sur le noble, davantage « homme de la patrie que le célibataire usufruitier », dont le « désintéressement » n'est que le « masque de l'avarice ».

L'auteur du *Projet* pose alors les trois questions qui portent sur l'organisation des Etats : Qui en faut-il exclure ? La chose avait été évoquée par les bureaux de l'Assemblée des Notables (28^e question) : « certaines classes de la société qui payent si peu... celle qui vit du travail de ses bras, et qui n'a que des propriétés imperceptibles... hommes sans discernement... prêts à vendre leur suffrage » ; dix-huit communautés des Cévennes, dès le 13 novembre⁴⁶, s'étaient aussi posé cette question : « Il faut

distraire... les pauvres, les domestiques, tous ceux de la dernière classe du peuple, qui ne peuvent raisonnablement pas attendre d'être convoqués, comme par exemple, en Languedoc, tous ceux qui ne payent que 20 sous de capitation... ». Comme ces communautés cévenoles, *Le Projet* évoque aussi d'autres exclusions « ... qui, possédant toutes les qualités requises... sous l'influence immédiate du Gouvernement, du Clergé et de la Noblesse... les Financiers, tous ceux qui occupent des places à la nomination des ministres... les gens des Fermes... ». Il faut donc « pour être électeur ou éligible, être citoyen libre, et avoir une certaine mesure de contribution ». « La loi delphinale » est ici la référence : Pour le clergé, cependant, six longs articles décrivent les différentes catégories d'électeurs ; en Languedoc, il suffirait « d'avoir un bénéfice simple et à charge d'âme », ce qui paraît – à cet endroit du texte – écarter les chapîtres et les communautés religieuses, au bénéfice du clergé séculier, haut et bas. Il faut 50 livres d'imposition territoriale et la noblesse acquise et transmissible pour l'électeur noble languedocien – le Dauphinois n'est pas soumis à la première obligation : il lui suffit d'avoir un bien – ; 150 livres et quatre générations de noblesse pour l'éligible languedocien – 50 livres et 100 ans de noblesse pour le Dauphinois –. Une note précise cependant, – est-ce une habileté ? –, que les élus de la Noblesse « antique » seraient préférables à la noblesse « moderne » ; il y a peut-être ici une conséquence du débat de 1768-1771 entre les barons et les anoblis⁴⁷. Ne vaudrait-il pas mieux, d'ailleurs préserver « les gens du premier rang du Tiers-Etat de la manie ridicule qu'ils ont d'entrer dans la Noblesse pour y occuper le dernier » ? Quant aux membres du Tiers, ils sont soumis aux mêmes obligations que les nobles : 50 et 150 livres d'impositions. On trouve dans beaucoup de délibérations de novembre et décembre des chiffres du même ordre. Mais, d'une façon embarrassée et maladroite l'auteur défend les

droits de citoyen des « avocats, médecins, commerçants... » ; leur rang, quoique sans impôt territorial et « moins contribuable », ne leur donne-t-il pas droit au vote ?

Quel doit-être le processus de la nomination ? deux principes, l'élection « par les pairs », et de la « prudence ». Languedoc et Dauphiné adoptent des principes communs pour les élections dans les différentes classes du Clergé : on donne ici une place aux chapîtres et communautés religieuses, les curés devant élire des députés dans le cadre du diocèse avant de les envoyer à une assemblée provinciale ; en Dauphiné, seulement deux curés participaient aux Etats, mais il y a un fort mouvement de cette classe, dès la fin de l'année, à Nîmes⁴⁸, Béziers⁴⁹, l'évêque de Montpellier s'imposant⁵⁰ à son clergé diocésain. Ce cadre diocésain est de plus l'occasion de critiquer « les Administrations diocésaines⁵¹ qui, soit dit en passant, ont besoin d'une grande réforme ». La Noblesse doit se réunir dans la « métropole », sans plus de détails. Pour le Tiers, deux pages décrivent le processus minutieux de l'élection, mis en place pour éviter la « fraude » : dans la description de la méthode utilisée pour l'élection aux Etats-Généraux, on trouve les mêmes préoccupations et les mêmes solutions : ne faut-il pas atteindre la majorité absolue ? La conséquence du vote – selon le niveau d'impôt local, le nombre des représentants varie, mais ce chiffre n'est que provisoire car il faudra se fonder plus tard sur le nouveau compoix provincial, réévaluant le haut-Languedoc et intégrant les biens privilégiés – sera la députation aux Etats, mais après un tirage au sort diocésain. Le mode dauphinois est adapté à la diversité des pays de la Province, tant en ce qui concerne le nombre des députés que le seuil de l'impôt requis.

La troisième question est centrée sur la confiance que doivent avoir les commettants envers un député qui ne doit pas les trahir, et sur les émoluments qu'il doit recevoir ; quelques

semaines plus tard se poseront les mêmes problèmes à propos des Etats-Généraux ; entre le 15 janvier et le 21 février, Rey, député de Béziers, a reçu près de 900 livres de salaire⁵² des Etats, le *Projet* lui en aurait accordé moins de 500, soit 12 livres par jour : « Cette somme suffit pour vivre honorablement dans le Languedoc ». En mars et avril 1789, les députés aux assemblées de sénéchaussées n'en recevront que la moitié. Le souci de savoir si le Tiers pourra être « subjugué » par les deux premiers Ordres, ou si l'inverse peut se produire, est envisagé, mais... « il faudrait, pour opérer cette révolution, un renversement général d'idées qui peut être mis au rang des choses impossibles ». Cependant, dans le même temps circule dans les couloirs de l'assemblée montpelliéraine la copie d'une lettre dauphinoise qui décrit le « brigandage » du Tiers qui écrase le Clergé et la Noblesse de cette province : elle impressionne à ce point le député d'Aimargues qu'il l'expédie⁵³ aux consuls de sa communauté.

Huit pages contiennent les vingt-trois articles qui paraissent devoir être spécialement rédigés pour le Languedoc. A vrai dire, ils ne paraissent pas devoir bouleverser la pratique de la Province, compte-tenu des éléments qui ont déjà été développés dans les longues pages qui les ont précédés. Quant à la comparaison avec le Dauphiné⁵⁴, elle est soigneusement soulignée dans les notes qui accompagnent l'écriture, très juridique, de ce document. Une convocation régulière, sans dissolution anticipée, ne précise pas qui doit convoquer : la chose avait fait l'objet d'une mise au point du Roi pour le Dauphiné (art. 29) : c'est lui qui « convoque ». La représentation des trois Ordres une fois décrite, une note précise que le haut Clergé ne devrait disposer que du tiers des voix à l'assemblée. En revanche, le renouvellement par tiers, tous les deux ans, des membres des Etats, est préféré à la solution delphinale (un intervalle de quatre ans pour le renouvellement d'un mandat), afin de permettre une meilleure connais-

sance des affaires, et un changement total tous les six ans. De même, « la durée de la présidence sera de trois ans. Nul ne pourra être confirmé dans cette place » (art. 8), l'inamovibilité du despotisme disparaît ainsi : le Dauphiné, à l'image des assemblées provinciales, faisait alterner les deux premiers Ordres (art. 31), encore le choix devait-il être approuvé par le Roi ! Les syndics redoutés n'auront plus qu'un rôle consultatif, un pour les privilégiés, deux pour le Tiers : là aussi, on s'écarte du Dauphiné, qui en nommait deux, sans les réduire dans leurs attributions comme en Languedoc.

Ayant réfléchi à la composition des Etats, l'auteur du *Projet* s'intéresse à leurs activités. Ainsi, à la dizaine de commissions des Etats, succèderaient des comités, à la composition toujours proportionnée, mais à la présidence alternée entre les deux premiers Ordres, un « ordre du travail » annoncé à l'avance, et des débats complets ; une pratique ancienne était ainsi améliorée, alors que le Dauphiné s'attachait scrupuleusement à décrire les objets soumis aux nouveaux Etats. Avec beaucoup de soins, l'auteur s'attache à préserver le Tiers de toute influence extérieure, aussi l'autorise-t-il à se retirer pour délibérer séparément⁵⁵ s'il en sent la nécessité (art. 13), le vote par tête, traditionnel en Languedoc, étant maintenu, mais dans un contexte nouveau. L'idée d'une Commission intermédiaire, fonctionnant entre deux sessions annuelles, avait été à l'ordre du jour dans les années 1780, et le Dauphiné y faisait référence dans une quinzaine d'articles, en lui accordant douze membres associés aux deux syndics : le *Projet* ne lui en consacre que trois, avec dix huit membres et les trois syndics. Les commissions intermédiaires⁵⁶ auront une très faible activité dans la période qui précède la réunion des Etats-Généraux : on craignait qu'elles ne puissent se substituer, par pratique ou par politique, aux vraies Assemblées générales des provinces, quelles que soient leurs formes.

Enfin, les privilèges et les pratiques du Languedoc sont évoqués : celui de délibérer et d'octroyer l'impôt (art. 18) et de « maintenir les droits et les privilèges de la Province » (art. 23), tout devant « être rendu public par la voie de l'impression : délibérations, reddition de comptes, tableaux de situation, gestion de la commission intermédiaire, etc... » (art. 17). Trois articles concernent les ingénieurs de la Province et les travaux publics ; leurs qualités ont beau être reconnues dans la Province, le Royaume, voire même à l'étranger, les critiques se multiplient contre eux dans cette période et il est normal d'en trouver la trace dans ce texte. D'ailleurs, le Dauphiné dressait à peine la liste de tout ce dont la Province allait désormais s'occuper, alors que Languedoc en était en charge depuis plus d'un siècle. La tradition languedocienne de l'envoi de « plans, mémoires, observations » aux Etats paraît devoir être maintenue : il est vrai que l'explosion de l'écriture dont le *Projet* porte témoignage devait se poursuivre, et devenir même une pratique politique de la Révolution française.

On pourrait croire, après le long préambule et l'expression condensée des articles constitutionnels, expliqués avec méthode dans des notes infra-paginales, que l'auteur en resterait là ; mais il prend son temps pour expliquer soigneusement le bien qu'il attend des modifications souhaitées par les Languedociens. A nouveau, les abus sont opposés au bien public, la corruption engendrée par les privilèges à la régénération fondée sur l'intérêt général, mais avec habileté, il cherche des appuis auprès de ceux dont il n'avait pas encore parlé : le second ordre du Clergé, qui reçoit des éloges en harmonie avec l'esprit du Préambule du Règlement du 24 janvier, et le second ordre de la Noblesse, ont été très présents auprès du Tiers dans les assemblées des villes, communautés et diocèses qui avaient formé et exprimé vigoureusement les vœux languedociens, y apposant leurs signatures

« sans distinction d'Ordre ni de rang » ; n'ont-ils pas, les uns et les autres, « oublié des prérogatives bien vaines, quand on les compare à la qualité d'homme et de citoyen » ? Au Tiers qui relève la tête, des conseils de modération sont donnés : la fidélité et le respect toujours offerts au souverain ne peuvent exciter une « défiance » que l'on s'efforce de susciter ; il y a là une allusion au *Mémoire des Princes*⁵⁷, après l'Assemblée des Notables. L'exhortation « à ne se livrer à aucun excès » laisse percer une inquiétude : les misères de l'hiver se traduiront au printemps par des émotions populaires d'importance diverse dans certaines parties de la Province, comme dans le reste du Royaume, mais on est là bien loin du thème de la constitution languedocienne. Cet oubli du sujet se vérifie quand l'auteur définit des principes politiques en quelques maximes ramassées : « Dans un corps monarchique, il n'y a que deux forces, le Prince et la Nation. Toute force intermédiaire qui s'élève, ne peut s'accroître qu'aux dépens de l'une et de l'autre... Tous les Citoyens doivent être égaux devant le Prince et devant la loi. Tout privilège est un avantage particulier accordé aux dépens de tous ». Mais le grand problème de la représentation est au cœur de ses préoccupations : pour une assemblée nationale, elle doit être « en raison... de la population et des contributions » : c'est le langage de Necker ; pour des assemblées provinciales, « l'intérêt du contribuable est la seule mesure de la représentation ». N'est-ce pas l'idée tournée et retournée dans ces quarante pages ?

Le *Projet* prend alors tout son sens : « Habitants du Languedoc... il vous faut une nouvelle constitution... que ce grand ouvrage soit terminé avant les Etats-Généraux ». Une nouvelle attaque contre « l'homme puissant », avec ses pièges et ses séductions, dont il faut se méfier, à cause de la « désunion, l'éloignement de la Cour et des affaires, les occupations utiles » : c'est pourquoi il faut des « syndics... phalange impénétrable à tous les

traits » : Au moment où l'auteur écrivait, son vœu était déjà en partie exaucé, des représentants des trois Ordres de chaque diocèse sont partis à Versailles durant les mois de janvier et février, assiégeant les ministres de leurs requêtes et protestations : elles ont certainement contribué à la décision de convoquer les Languedociens comme les autres Français, et non par l'intermédiaire de leurs Etats, comme les Dauphinois, et comme l'avait espéré l'archevêque Dillon. Deux paragraphes annoncent la réunion des Etats-Généraux, pour lesquels on supplie le Roi de renoncer à l'humiliation gestuelle du Tiers, qui jusqu'alors devait seul se mettre à genoux⁵⁸. Dans les dernières phrases, consacrées à la louange de Louis XVI et de Necker, le vocabulaire acquiert une ferveur toute religieuse : « Nous plions le genou devant Dieu... (et l'auteur du *Projet* se déclare) content de l'obscurité où le Ciel l'a fait naître... (tandis que) ses mains s'élèvent vers le Ciel ». On est bien là dans un moment historique extraordinaire, où tout devient possible et où l'exaltation donne au moindre écrivain une force inhabituelle.

La masse des ouvrages qui demandaient la transformation des institutions languedociennes, la qualité de certains auteurs, reconnus au-delà de la Province, les doléances accumulées dans les cahiers, la conviction des députés futurs constituants, enclenchent dès le 10 mai une série d'actions qui annoncent la fin des Etats de Languedoc. Le 26 octobre 1789, une Proclamation du Roi, sur un décret délibéré par l'Assemblée Nationale, « sursoit définitivement à toute convocation de Province ou d'Etats ». Ainsi se justifiait, dans la suite des événements, la maxime mise en épigraphe par l'auteur du *Projet* : « **Salus populi suprema lex esto** ».

NOTES

- 1) Arch. com. Beaucaire, AA 27.
- 2) *Considérations...*, adressées au peuple des Provinces, par l'Auteur de l'Avis important sur le Ministère, et sur l'Assemblée prochaine des Etats-Généraux, s.l., 1788, 72 p. ; id., par un propriétaire foncier, s.l., 1788, 107 p.
- 3) Réimpression de l'ancien Moniteur, tome 0, Paris (Plon) 1847, p. 589
- 4) *Requête...*, par N. IOTRH SOKVM, s.l., 1789, 47 p.
- 5) *Projet...*, p. 12, note 1 & p. 24, note 2.
- 6) Les Etats de Languedoc ont pour représentants du Clergé, 23 archevêques et évêques, de la Noblesse, 23 barons et 46 voix du Tiers-Etat (pour 68 membres présents), selon Albisson, *Loix municipales et économiques de Languedoc*, Montpellier, Rigaud et Pons, 1789 tome 1, pp. 336-337.
- 7) Clergé : 24, Noblesse : 48, Tiers-Etat : 72.
- 8) *Projet...*, p. 30.
- 9) Ibid., p. 6, note 1 : « l'évêque de Saint-Pons... parce que sa véracité importunait le Président... on tenta tous les moyens pour fermer la bouche à cet homme courageux » ; cf. Arch. dép. Hérault, C 6546, lettre du comte de Saint-Florentin du 9 octobre 1756, et *Discours prononcé par monsieur Senovert, capitoul de Toulouse, à l'ouverture des Etats de Languedoc*, (pamphlet anonyme de 1789), 15 p. : « ... un prélat plein de zèle, d'esprit et de courage. M. Quesnel – sic –, évêque de Saint-Pons, fut écarté par ordre du Roi de l'assemblée des états, pour avoir voulu que tout le monde pût y prendre connaissance des affaires... M. de la Roche-Aymon, archevêque de Narbonne... écrivit aux ministres... parvint à lui faire interdire, pour toujours, l'entrée aux Etats... », p. 2.
- 10) Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, 5 juillet 1788, art. VIII « ... tous les savants et personnes instruites du royaume... »
- 11) Jean Egret, *La pré-Révolution française (1787-1788)*, Paris, P.U.F., 1962.
- 12) Michel Péronnet, « Un exemple d'opposition légale : la Cour des Comptes, Aides et Finances de Montpellier en 1788 », *Parlements, Etats & Représentation*, vol.10, n° 1, juin 1990, pp. 59-71.

13) *Les débuts de la Révolution française en Dauphiné, 1788-1791*, textes réunis par Vital Chomel, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1988. A lire : Robert Chagny : « De Vizille à Romans », pp. 99-143, et « Printemps 1789, ou comment les dauphinois, sans y avoir été invités, ont exprimé leurs doléances », pp. 143-175. Cf. aussi *Aux origines provinciales de la Révolution*, textes réunis par Robert Chagny, *Colloque de Vizille 1988*, Grenoble, Presse universitaires de Grenoble, 1990. A lire : Michel Péronnet, « Le débat sur les Etats provinciaux, l'exemple du Languedoc », 361-373 ; Robert Chagny, « La **révolution dauphinoise** et la nation », pp. 373-391 ; Jean-Pierre Donnadiou, « **Vizille** en Languedoc (1788-1789) », pp. 391-403.

14) Jean-Pierre Donnadiou, « 1788-1789, correspondance reçue par Beaucaire », *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Beaucaire*, n° 104, mars 1990, pp. 3-5 et n° 105, juin 1990, pp. 7-16.

15) Jean-Pierre Donnadiou, « Des adhésions aux alliances : 1789 ; attitudes fédéralistes en Languedoc ? in *Actes du 110^e congrès des Sociétés savantes*, Montpellier 1985, Paris, CTHS, Histoire moderne et contemporaine, tome II, 1985, pp. 145-158.

16) Michel Péronnet, « D'Antraigues et le Mémoire sur les Etats Généraux (novembre 1788), in *Assemblee di Stati et istituzioni rappresentative nella Storia del pensiero politico moderno (secoli XV-XX)*, Perugia, 1982-1983, pp. 405-420.

17) Jean-Pierre Donnadiou, « Rabaut Saint-Etienne et la rédaction des cahiers de doléances » in « *Les Rabaut, du Désert à la Révolution* », Nîmes, S.H.P. et Presses du Languedoc, 1985, pp. 83-101.

18) Arch. com. Beaucaire, AA 22, *Avis pressant au Tiers-Etat de Gévaudan*, Marvejols, chez Vérité, imprimeur de la Liberté, place Louis XVI, le 4 mars 1789, 27 pages : « M. Mounier, Secrétaire des Trois Ordres de la province de Dauphiné, le principal auteur de cette constitution provinciale, objet d'envie de toutes les autres provinces... Nouvelles observations... dont chaque citoyen devrait avoir un exemplaire... », p. 6, note 1.

19) Gilbert Larguier, « La grande protestation contre les Etats de Languedoc (1788-1789), in *Actes du 34^e congrès... Villefranche et le bas-Rouergue, 1979*, Fédération des Sociétés académiques et savantes, Languedoc-Pyrénées-Gascogne, Villefranche-de-Rouergue, 1980, pp. 193-245 ; Henri Vidal, « Les attaques contre les Etats de Languedoc à la veille de leur disparition », in *Recueil des Mémoires et des travaux publiés par la Société d'histoire*

du Droit et des Constitutions des anciens pays de Droit écrit, Montpellier, Faculté de droit et des sciences économiques, 1979, pp. 219-227.

20) *Arrêt...*, Préambule, art. I, 2, 3, 4.

21) Pierre Renouvin, *Les Assemblées provinciales de 1787*, thèse, Paris, 1921.

22) Arch.dép. Hérault, C 7647.

23) Arch. Nat., Ba8, les séries de convocation par sénéchaussées : Ba & B III ; C 13, H 9421&2, H 943.

24) Ibid., C 23, H 9422, en manuscrit et imprimé : *Requête au Roi*, Montpellier, 1789, 13 pages. Le même texte existe en manuscrit : arch. dép. Gard, G I617, et en imprimé, B. M., Toulouse, Br Fa C 527.

25) *Histoire générale de Languedoc, avec des notes et des pièces justificatives, composée sur les auteurs et les titres originaux et enrichie de divers monuments*, par deux religieux de la congrégation de Saint-Maur (D. Jos. Vaissette et D. Cl.Devic, Paris (Vincent) 1730-1745, 5 vol. in folio.

26) *Loix municipales et économiques de Languedoc*, J.A. (Jean Albisson), Montpellier, Rigaud et Pons, 1780-1787, 7 Volumes – publication inachevée. Michel Peronnet, « Les loix municipales et économiques de Languedoc, par Albisson (1780-1787) : jalons pour une définition de la constitution du Languedoc », in *Municipalités et Révolution dans l'Hérault*, supplément à *Etudes sur l'Hérault*, nlle.série, 5, 1989, pp. 15-24.

27) Arlette Jouanna, « Le second Ordre aux Etats de Languedoc : l'entrée des barons », in *Lyon et l'Europe, Hommes et sociétés, Mélanges d'histoire offerts à Richard Gascon*, Lyon, P.U., 1980, vol.II,pp. 1-15. id. « Le pouvoir royal et les barons des Etats de Languedoc », in *Parlements, Etats et Représentation*, vol.IV, I^{re} partie, juin 1984, pp. 37-45. Henri Vidal, « La noblesse aux Etats de Languedoc au XVIII^e siècle », in *Mélanges d'histoire du Droit social, Mélanges en hommage à Jean Imbert*, Paris, PUF, 1989, pp. 555--562.

28) Arch. dép.Hérault, C 7713, 14 -XI-1779.

29) *Mémoire que l'Assemblée des Etats-Généraux de la province de Languedoc a délibéré le 31 décembre 1779, de présenter au Roi sur l'article vingtième des Instructions de Sa Majesté à MM. ses Commissaires aux dits Etats*, Montpellier, Martel, 1780, 111 pages.

30) Michel Peronnet, « Les procès-verbaux imprimés des Etats de Languedoc : leur importance dans la formation d'une pensée politique provinciale

1776-1789 », in *Parlements, Etats et Représentation*, vol. VIII, n° 2, décembre 1788, pp. 157-166.

31) Léon Malavialle, *Projet de construction d'un palais des Etats de Languedoc à Montpellier, à la fin du XVIII^e siècle*, Montpellier, Bohm, 1896.

32) « Rapport de MM. les Commissaires nommés par délibération des Etats de Languedoc, du 18 janvier 1788 », in *Compte-Rendu des impositions et des dépenses générales de la Province de Languedoc, d'après les départements et les états de distribution*, Montpellier, Martel, 1789, pp. 1-16.

33) *Pensées sur la situation actuelle de la Province de Languedoc, adressées aux habitants de cette province*, s.l. 1789, 24 pages. p. 5.

34) *Exhortation pressante aux trois Ordres de la Province de Languedoc*, s.l. 1788, 24 pages, p. 11 ; une autre édition, de la même année, compte 44 pages. Bligny-Bondurand l'attribue à Rabaut Saint-Etienne, Duval-Jouve à Bonnier d'Alco, Président à la Cour des Comptes, Aides et Finances de Montpellier ; l'attribution par Barbier à Servan, avocat général au Parlement de Grenoble, est la plus plausible.

35) Arch.com. Pézenas, E layette 12.

36) Arch.dép. Gard, Aimargues, AA4.

37) Arch.dép. Aude, Carcassonne, 4 E 069, BB 106.

38) Jean-Pierre Donnadieu, « Un homme en Révolution, François-Xavier Rey, député du Tiers-Etat de la sénéchaussée de Béziers », in *L'an I de la liberté en Languedoc et en Roussillon, Actes du colloque de Béziers 1989*, n° sp. du *Bull. de la Soc. arch., scient. et litt. de Béziers*, 1991, pp. 100-105.

39) Arch.com. Sommières, ii 47, *Délibération de la ville de Béziers du 18 février 1789, et Placet*, 9 p. *Rapport fait par M. Rey, avocat, le 24 février 1789, à la municipalité de la ville de Béziers, qui l'avait député aux Etats de la Province*, s.l., 1789, 34 p.

40) Arch.Nat., H 748¹³⁴.

41) Ibid., & Arch. com. Sommières, ii 47, imp., s.l.n.d., 8 p.

42) Ibid., C 23.

43) Ibid., H 943.

44) Cf. p. 2, la note 1 de la page 12, et la note 2 de la page 24 du *Projet*.

45) *Remontrances* du 15 juin 1788, texte in *Réimpression de l'ancien Moniteur*, tome 0, Paris (Plon) 1847, pp. 384-391.

46) Arch. com. Sommières, ii 47 : *Délibérations de dix-huit communautés des Cévennes, concernant la convocation des prochains Etats-Généraux*, Nîmes, P. Beaume, 1788, 20 p.

47) Cf. note 27.

48) Arch.Nat., Ba3 & 4.

49) Ibid., Ba3, Ba21, B III31.

50) Arch.dép.Hérault, G 1287, & 1E 182 (papiers Germain) ; voir la lettre à Necker de Poinsard, curé de Sainte-Croix-de-Quintillargues, in Jean-Pierre Donnadiou, *Etats-Généraux de 1789, sénéchaussées de Béziers et Montpellier (Procès verbaux et cahiers de doléances)*, Montpellier, Archives départementales de l'Hérault, 1989, pp. 512-513.

51) *De l'administration diocésaine en Languedoc, pour servir d'instruction aux députés de cette Province aux Etats-Généraux*, s.l. 1789, 60 p.

52) Cf. note 39 : 600 livres comptées par le Trésorier de la Province, 330 par l'Assiette diocésaine, dont il défalque 360 de frais réels (9 livres par jour durant 40 jours) et 30 livres pour l'impression de son *Rapport*.

53) Arch.dép.Gard, Aimargues, AA 4.

54) Le texte du « *Plan pour la nouvelle formation des Etats de Dauphiné, qu'ont l'honneur de présenter à Sa Majesté les Trois-Ordres de cette Province, délibéré le 27 septembre 1788* », a été réimprimé : *Procès-verbaux des assemblées générales des trois ordres est des Etats généraux du Dauphiné tenus à Romans en 1788*, réimprimés à l'occasion du centenaire de la révolution française, Lyon, 1888, pp. 79-95. Je le dois à l'amabilité de Robert Chagny, ainsi que deux autres textes essentiels : les *Motifs des changemens apportés par le Conseil du Roi à quelques articles du Plan présenté au nom de l'Assemblée de Romans, pour la nouvelle formation des Etats de Dauphiné*, 16 pages, dans une édition d'époque, et l'*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant Règlement pour la nouvelle formation des Etats de la province du Dauphiné*, du 22 octobre 1788, Versailles, Imprimerie royale, 1788, 16 p.

55) Cf. *Résultat du Conseil d'Etat du Roi, tenu à Versailles le 27 décembre 1788*, s.l.n.d., 34 pages, pp. 14-15 : « ... il est connu par expérience qu'aux moments où le tiers-état se sent intimidé par l'opinion de ceux qu'il est dans l'habitude de respecter, il demande à se retirer dans sa chambre, & c'est en s'isolant ainsi, qu'il reprend le courage et retrouve ses forces ».

56) Cf. Pierre Renouvin, *Les assemblées provinciales de 1787*, thèse, Paris, 1921.

57) Cf. réimpression de l'ancien Moniteur, tome 0, pp. 497-500.

58) Le « cahier-modèle » du diocèse d'Agde, se référant aux *Instructions* des Etats de Dauphiné, écrivait : « ... il leur sera expressément défendu de consentir aux distinctions humiliantes qui avilirent les communes... », p. 101, in J.-P. Donnadiéu, *Etats-Généraux...*, *op. cit.*, note 50.

L'administration de la Bourgogne vue par un contemporain à la fin du XVIII^e siècle

*Christine LAMARRE**

Il est rare de conserver à la fois la trace d'une activité administrative et les réflexions d'ordre strictement privé auxquelles cette activité a conduit le même personnage. Cette occasion s'est présentée grâce à Jean-Baptiste Gautherin, alcade des Etats de Bourgogne, pour la triennalité 1776-1778, qui s'est formé un livre de réflexions sur l'organisation et le fonctionnement des Etats¹. Son étude ouvre des perspectives nombreuses : sincérité des remarques d'un registre destiné à rester privé et, par contraste, prudence des remarques officielles, préoccupations majeures des membres des Etats, permanences et ruptures des refus ou des réticences provinciales face à l'autorité royale, le tout à l'époque où échoue et s'interrompt la politique de Turgot et, où,

* Université Jean Moulin, Lyon III.

après l'intermède de Clugny, commence celle du Directeur Général des Finances, Necker.

Dans le cadre de cet article, il ne sera possible que d'ordonner les principales conclusions des « Mémoires sur l'administration de la Bourgogne » et de réfléchir sur les deux thèmes principaux du texte, la fiscalité et les libertés provinciales.

L'alcade Jean-Baptiste Gautherin

Les Etats de Bourgogne², rappelons-le brièvement, se réunissaient tous les trois ans pour voter le don gratuit et les autres impositions pour le roi, présenter les doléances de la province et vérifier la gestion des Elus. Ces derniers (un membre du Clergé, un Noble, deux membres du Tiers Etat, un Elu du Roi, Trésorier de France après 1763, et deux membres de la Chambre des Comptes) assuraient la marche des affaires entre les sessions. Ils subissaient le contrôle de sept alcades (deux membres du Clergé, deux Nobles, trois membres du Tiers Etat) qui vérifiaient comptes et décisions et préparaient des remarques proposées aux trois chambres délibératives. Pour les élaborer, les alcades ne disposaient que d'un temps assez bref : deux quinzaines, l'une dans le mois de décembre qui précédait la tenue de la triennialité, l'autre immédiatement avant l'ouverture de la session des Etats.

Elus et alcades du Tiers Etat étaient toujours les maires des villes représentées. Ils accédaient à ces fonctions à tour de rôle selon un système ancien et compliqué nommé grande et petite roue. J. B. Gautherin, écuyer (donc noble) et maire de Flavigny, assiste aux Etats régulièrement depuis 1766 et devient alcade en 1778. C'est un personnage qui a toujours fréquenté assidûment les Etats, même lorsque la situation financière déplorable de sa ville conduit l'Intendant à lui conseiller de faire l'économie de la représentation³. Il était très attentif aux problèmes fiscaux et

acquis à la nécessité d'une réforme. En 1788, à titre personnel, il décide de se faire imposer à la taille, bien qu'il soit noble, et figure effectivement au rôle de Flavigny pour cette année là. Il conserve toutefois son inscription sur les registres des privilégiés pour les autres impôts, capitation et vingtièmes. Il a joué un rôle important dans la préparation des Etats Généraux, membre actif du parti des avocats, il fit campagne pour le doublement du Tiers et, en 1790, il est élu maire de Flavigny, il ne se maintient cependant à ce poste que quelques mois. Toutefois sa mémoire est encore honorée à Flavigny où une rue porte son nom.

Le registre, très soigneusement composé, est divisé en quatre-vingt-quatre chapitres qui décrivent le fonctionnement des Etats et leur composition. L'auteur a voulu en faire une sorte de manuel qui permette de pénétrer rapidement les rouages compliqués de l'administration provinciale. Il a donc suivi l'ordre de la procédure de vérification des alcades, ce qui nuit quelque peu à la cohésion de la pensée.

Chaque chapitre est séparé des autres par quelques pages blanches destinées à recevoir des observations ultérieures, Gautherin a effectivement remis son manuscrit à l'un de ses successeurs dans les fonctions d'alcade, le maire de la ville voisine Semur-en-Auxois, Guéneau d'Aumont. Personnage intéressant et autre personnalité bourguignonne de l'époque, il participa à la seconde Assemblée des Notables, réunie par Necker. Il a fait partie du Bureau du prince de Condé, nommé par lui à cause des fonctions qu'il exerçait alors d'Elu du Tiers Etat. Plus jeune que Gautherin, il est proche de lui sur le terrain des idées politiques. Lui aussi fit preuve de volonté réformatrice en matière fiscale, puisqu'il réussit à assujettir les privilégiés de la ville de Semur au paiement d'une part importante de la taille négociable, levée pour le compte de la ville, en la rebaptisant pour ne pas froisser les

susceptibilités, imposition négociable⁴. Auréolé de son titre de notable, il fut élu maire de Semur-en-Auxois en 1790, il ne se maintient pas, mais redevint maire et sous-préfet à l'époque impériale.

Idées et trajectoire politiques l'apparentent à Gautherin, cependant les additions qu'il a effectuées sont rares, elliptiques et prudentes, elles contrastent avec l'abondance et la passion des notes de son prédécesseur.

La personnalité des rédacteurs laissait attendre un texte critique et peut-être novateur, mais certaines questions ne sont qu'effleurées ou posées. Ainsi en va-t-il du problème, pourtant irritant et aigu, de la coexistence, au sein de la Province, des Etats généraux et des Etats particuliers. Ainsi en va-t-il de la question pourtant très débattue de la corvée en nature ou en argent sur laquelle les auteurs n'ont visiblement aucune opinion et dont ils n'entendent traiter qu'en termes d'efficacité économique. L'essentiel de leurs remarques est lié à la grande affaire de la triennialité, l'échec de la tentative de réforme fiscale.

Des Elus réformateurs

Trois délibérations importantes ont été prises par les Elus en 1775 et 1776 pour réformer l'administration des Vingtièmes⁵. La nouvelle imposition n'avait en effet cessé de s'alourdir au cours du siècle pour représenter alors un tiers environ des sommes collectées pour le compte du roi (1 815 000 livres sur 5 584 516 livres exactement). L'imposition est très mal répartie en Bourgogne où les assujettis sont dispersés dans cinq catégories de rôles : Noblesse, Officiers, Taillables, Villes et Communautés, Industrie et où ils sont traités fort diversement⁶.

Le 23 décembre 1775 les Elus décident que les receveurs convoqueront dans toutes les paroisses des assemblées générales d'habitants pour dresser un procès-verbal du nombre des habitants, de leurs qualités et facultés ainsi qu'une liste de tous les propriétaires de fonds et de maisons domiciliés ou forains, privilégiés ou taillables. Le 10 janvier 1776, les Elus prévoient d'envoyer à chacune des communautés une notification de la somme globale de l'imposition à acquitter à charge pour elle de répartir l'impôt sur tous les propriétaires précédemment dénombrés. Enfin, le premier février 1776, les Elus modifient la gestion des fonds dans un sens défavorable au Trésorier Général des Etats, Chartraire de Montigny⁶.

Les trois décisions ont naturellement suscité des oppositions diverses plus ou moins avouées. La noblesse se retranche derrière les difficultés matérielles de la mise en œuvre, car ses membres ne fournissaient jusque-là qu'une déclaration générale de leurs biens. Ils s'abritent également derrière le choix fait par plusieurs d'entre eux de baux généraux concernant tous leurs biens, ce qui ne permet pas d'évaluer la valeur de tel ou tel domaine. Les Elus ont reconnu la difficulté, ils acceptèrent de reporter la réforme à 1777.

Plus profondément, la noblesse refuse de voir confondre sur les mêmes listes nobles et roturiers. Attitude générale qui s'étend jusqu'aux nobles représentant le Tiers Etat comme Gautherin qui accepte de payer la taille, mais qui refuse d'être inscrit avec les taillables sur les registres de capitation et de vingtième aussi longtemps qu'il existe des registres distincts pour les privilégiés. Preuve, s'il en était besoin de l'attachement aux symboles et aux distinctions sociales dans la France prérévolutionnaire.

Les adversaires de la réforme lui reprochent sa parenté avec la subvention territoriale des physiocrates très controversée. Ils proclament que l'on veut introduire en Bourgogne une taille

réelle, double péché dans un pays d'Etats, car la taille, outre son caractère nettement péjoratif, est l'impôt des pays sans Etats ; puis, une taille réelle est étrangère aux traditions bourguignonnes : l'introduire est une seconde trahison des libertés provinciales.

Les trois délibérations des Elus, présentées comme de simples mesures techniques, auraient dû être discutées ou rapportées par les alcades et les chambres délibératives des Etats. L'urgence et l'importance de l'enjeu ont amené les adversaires du projet à s'adresser directement au Conseil du Roi, qui casse effectivement les trois décisions le 28 juillet 1776. Procédure inusitée à laquelle les Elus vont répondre de façon également inhabituelle par de « très humbles remontrances ». Ces dernières sont cassées et interdites de publication le 5 mars 1777 par un autre arrêt du Conseil.

Gautherin, alcade de la triennalité, s'est prononcé sur le litige. Avec ses collègues, il prend position en faveur des Elus en s'appuyant sur un règlement royal pour les pays d'élections de 1768, et un second règlement pour la généralité de Paris édicté le 11 août 1776. Ces références montrent la grande culture de ces administrateurs provinciaux, elles montrent aussi les limites de la volonté de conserver les particularités locales qui sont un rempart plus qu'une aspiration dans cette affaire⁷.

C'est donc sur un arrière-plan de crise ouverte que J.-B. Gautherin élabore sa réflexion sur la fiscalité et l'étendue des libertés provinciales. Il se prononce absolument en faveur des Elus, nous l'avons vu, mais sa réflexion est plus profonde et plus large qu'un simple plaidoyer pro domo.

Quelles réformes de la fiscalité ?

Jean-Baptiste Gautherin est convaincu, qu'en matière fiscale, une amélioration est possible parce que le secret des fortunes n'est plus assuré face à une administration royale renforcée. C'est une position tout à fait originale, que l'on se réfère au royaume ou à la province. On connaît les menaces que la monarchie a fait peser sur le Clergé pour améliorer le rendement du Don Gratuit, on se souvient de la résistance opiniâtre et victorieuse du même clergé en 1749 et 1750 lorsque le Contrôleur Général voulut l'assujettir au paiement du nouveau Vingtième pour lequel il aurait fallu évaluer les biens d'Eglise.

Au niveau provincial, il se produit un phénomène identique, les Bourguignons appartiennent à un pays d'Etats, ils se croient plus légèrement imposés et soutiennent que pour conserver cet avantage il ne faut rien changer aux habitudes, et se refuser en particulier à tout inventaire des propriétés et revenus. Jean-Baptiste Gautherin en rappelle lui même un exemple⁸. La charge d'Elu du Roi, communément estimée à 110 000 livres, avait été acquise par l'intendant Joly de Fleury. Elle lui fut rachetée le 2 avril 1763 par la province moyennant 210 000 livres « pour se débarrasser de Mr de Fleury (...) que l'on soupçonne n'avoir pris cette charge que pour connaître à fond les forces de la province et donner des éclaircissements au ministre ». La province remboursa donc l'office, qui fut ultérieurement racheté par le Bureau de Finances pour 110 000 livres, et donna cinq contrats de rente de 20 000 livres chacun à Joly de Fleury qui représentent donc le prix du secret de ses affaires.

L'expérience de subdélégué de l'intendant à Flavigny qu'a connu Gautherin, et, il faut le reconnaître le soin avec lequel il a répondu aux enquêtes, l'ont convaincu de l'inanité du silence. Il n'en reconnaît pas moins le goût viscéral de la dissimulation de

ses contemporains et il n'hésite pas à parler de leur « terreur panique » à l'idée de dévoiler leur richesse. Pour le plus grand avantage de la province, sans souci de mauvaise foi, il s'en sert pour refuser l'introduction des conservateurs des hypothèques dans la province⁹. Il affirme que beaucoup de particuliers préféreraient thésauriser ou prêter secrètement à plus haut prix, plutôt que de consentir à une transaction contrôlée. La Bourgogne, dont le commerce n'est pas florissant, ne peut que souffrir d'une telle mesure dont les Etats de 1772 et 1775 ont demandé en vain l'abrogation.

Il accepte donc l'idée d'un privilège collectif des Bourguignons à ses yeux parfaitement naturel lorsqu'il leur est utile. Mais ce privilège doit être également avantageux pour tous et c'est dans le cadre provincial qu'il lui paraît nécessaire d'introduire des améliorations.

Il a, de plus, une conception originale de cette fiscalité provinciale. Pour lui, l'impôt est le prix à payer pour l'achat d'un bien, d'un service, d'un avantage utiles à la communauté. Il doit donc être acquitté par tous les bénéficiaires. J.-B. Gautherin écrit logiquement à propos du fonds pour l'extinction de la mendicité « Il semble que le Clergé, la Noblesse, les Privilégiés, déchargés par ce moyen d'une troupe de mendiants qui assiégèrent leurs châteaux et leurs maisons auraient du de leur propre mouvement concourir avec les taillables à cette suppression et contribuer au paiement de cette somme »¹⁰. Le sommet de l'incohérence est atteint pour lui lorsqu'il constate que la rémunération des commissaires chargés de vérifier la noblesse est prise sur une caisse alimentée par le seul Tiers Etat¹¹.

Ce jugement lui vient probablement, une fois encore, de son expérience, ici, de maire. Les bureaux de l'intendance, sous l'impulsion notamment de Joly de Fleury et de Dufour de Ville-

neuve, qui furent intendants respectivement de 1749 à 1761 et de 1761 à 1764, ont toujours tenté de faire prévaloir cette même idée pour laquelle ils ont créé la notion nouvelle d'habitant de la ville qui transcende toutes les distinctions¹².

Seulement cette façon de voir les choses est en contradiction avec les règles comptables appliquées alors à l'échelle du royaume ou de la province. Dans les deux cas, les rentrées d'argent se font dans des caisses séparées (qui sont au nombre de huit pour la province), et les dépenses sont affectées sur l'une ou l'autre. Certaines caisses sont alimentées par tous, comme celle du don gratuit ou celle des crues sur le sel, d'autres ne sont financées que par les impôts portant sur le Tiers comme le taillon, les garnisons etc... Les dépenses financées n'ont pas toujours de rapport avec la raison d'être de la caisse. Celle du taillon, par exemple, sert à financer la maréchaussée, les étapes et frais de convois militaires, l'Université et le rachat de droits de boucherie. Au total, dans douze cas, J.-B. Gautherin remarque qu'il y a inadéquation entre payeurs de l'impôt et les bénéficiaires d'un bien, d'un service ou d'un avantage¹³. Ainsi sont déchargés les privilégiés surtout, mais aussi les villes.

Sans souhaiter de réforme profonde qui remette en cause le système dans son ensemble, l'auteur veut une plus grande logique et un glissement progressif vers un système fondé surtout sur les impôts indirects payés par tous. Il n'est pas très éloigné des conceptions de Necker qui, à peu près à la même époque, décide de geler le montant de la taille et, comme ses prédécesseurs et successeurs, alimente le Trésor royal grâce à la parafiscalité et aux impôts indirects.

Enfin J.-B. Gautherin est très soucieux d'une gestion rigoureuse des fonds publics. Là encore, on peut faire un parallèle avec les débuts du Directeur des Finances que fut Necker qui, selon

J. Egret¹⁴, tenta de réduire le nombre des officiers généraux de Finances et de rendre l'administration fiscale plus efficace et moins coûteuse. On sait combien Necker apportait d'importance à sa réputation ; Gautherin a probablement connu ses idées, car Necker est le seul personnage d'importance nationale auquel il se réfère¹⁵.

En matière de rigueur administrative, l'essentiel de l'attaque de J.-B. Gautherin se concentre sur le Trésorier Général des Etats, le richissime Chartraire de Montigny. Les critiques portent sur quatre points dans le détail desquels nous n'entrerons pas, car il s'agit de technique financière propre à la province. L'auteur déplore que le Trésorier Général soit rémunéré au pourcentage sur la plus grande partie des opérations, ce qui accroît démesurément ses gains et les frais à mesure que croissent les sommes gérées pour le compte de la province ou du roi. Il faut dire que la politique d'endettement de la monarchie pose le problème de façon aiguë. Le roi emprunte sous cautionnement de la province onze millions de livres entre 1760 et 1769, seize millions en 1777, sept millions en 1779 et cinq millions en 1782. Le Trésorier aurait du toucher 1,5 % du tout en rémunération de l'effort de placement des titres et de collecte des fonds. La somme était si élevée qu'il y eut négociation avec les contrôleurs et directeurs généraux des Finances : Chartraire de Montigny accepta une indemnité globale égale à celle offerte au Trésorier des Etats de Languedoc. Que pouvait alors lui refuser le roi lorsqu'il avait des difficultés avec les Etats ou les Elus ? Mais, d'un autre côté, l'abandon de la rémunération au pourcentage revenait à permettre l'examen d'un autre mode de rétribution du Trésorier Général.

Pour le reste, Gautherin déplore que le Trésorier touche des sommes indues sur le maniement de certains fonds, que ses écritures ne soient pas claires et qu'il conserve les capitaux trois ans en moyenne avant d'en rendre compte, alors que, selon les Elus,

la taille rentre en quinze mois environ et les vingtièmes un peu plus lentement. Ils demandent un raccourcissement du délai de présentation des comptes à deux ans qui ne pénaliserait pas les contribuables et éviterait de recourir à des emprunts onéreux pour solder les dépenses.

La puissance du Trésorier est réelle, Guéneau d'Aumont ajoute (et cela est rare) aux notes de Gautherin, il attribue 120 000 à 130 000 livres de revenus annuels au Trésorier, et il reconnaît que les besoins de la monarchie ont accru la puissance financière et politique de ce personnage qui est en conversation directe avec le directeur ou les contrôleurs généraux des Finances.

Les Elus n'ont dans l'immédiat rien pu contre lui. Le règlement qui le concernait pris en 1776 a été cassé avec les nouvelles dispositions sur les Vingtièmes. Les Alcades sont plus modérés dans leur appréciation du rôle du Trésorier que Gautherin et Guéneau d'Aumont ne l'ont été dans ce texte d'usage privé. Avec les Elus, ils luttent tout de même pour conserver le droit de nomination de tous leurs officiers comptables et de leurs receveurs donc leur influence en matière financière. Plusieurs incidents surviennent à propos de nominations dans ces années là. Ils montrent que les équilibres de pouvoirs ne sont pas encore acquis dans ce domaine.

« Les lambeaux des libertés bourguignonnes »

En évoquant l'échec des Elus dans leur tentative de réformer les règles comptables de la province, nous voici renvoyés à la question fondamentale de la singularité provinciale sous l'égide de laquelle tout le texte est placé.

Dès la première page, ce maire d'une petite ville, enracine les libertés provinciales dans la féodalité et surtout en font la

conséquence naturelle du mouvement des communes. Cette filiation surprend. Est-elle affirmée parce que l'auteur est un maire désireux de proclamer une tradition de liberté pour les villes comme pour la noblesse ? ou l'est-elle par religion du titre juridique, du texte de la charte de commune, encore aujourd'hui souvent sacralisé et présenté comme une pièce de musée voire photographié dans les dépliants touristiques ?

Dans le contexte précis des années 1770, J.-B. Gautherin estime que ces libertés anciennes n'existent plus qu'à l'état de souvenir. Selon son récit deux crises majeures ont accéléré le processus : la crise ouverte en 1742 par les remarques incisives des alcades contre les élus terminée par l'introduction d'un règlement restrictif imposé par le roi¹⁶ d'une part, la crise en cours de la réforme du Vingtième et la cassation des règlements de 1776 d'autre part.

Du constat, il passe à l'analyse des causes du dépérissement des libertés provinciales. Ces causes se trouvent en filigrane tout au long du texte, elles sont ramassées dans les derniers chapitres transformés en plaidoyers. En dernier ressort, tout se ramène pour Gautherin au déséquilibre grandissant des pouvoirs entre les assemblées délibératives et leurs officiers et employés qu'il nomme les subalternes.

L'auteur souligne la brièveté et la rareté des tenues triennales qui ne permettent pas d'étudier les réformes que trop de membres ignorants ne peuvent ni comprendre, ni discuter.

L'ingérence du Conseil du Roi dans les affaires de la province lui paraît poser la question de la nature des Elus. Sont-ils des mandataires des Etats ? Sont-ils la personnification des mêmes Etats entre les sessions ? En ne les défendant pas contre les empiétements du Conseil du Roi, les Etats de 1778 ont conforté la première proposition, « ils ont ôté toute la considéra-

tion qu'ils (les Elus) méritent et ils leur ont ôté le plaisir indicible de faire le bien », pire ils les ont réduits à la condition des subalternes. Comme l'écrit l'auteur, toujours dans cette perspective, « les Etats n'ont pas fait attention qu'en même temps qu'ils ont diminué l'autorité de leurs Elus, ils ont augmenté celle des subalternes »¹⁷.

Pour Gautherin, le sort, qu'il a connu, des alcades n'est pas meilleur : « Les commissaires alcades sont chargés de faire des remarques relatives au bien de la province mais avant de les présenter ils sont tenus de les envoyer au ministre ayant le département de la province et au commissaire nommé par le roi pour tenir les Etats qui a le droit de retrancher ce qui lui en déplaît suivant un règlement de 1742 destructif des privilèges de la province et contraire à la liberté naturelle que doivent avoir des censeurs »¹⁸.

La montée en puissance de l'administration des Etats n'est évoquée qu'à travers le seul Trésorier Général. L'abondance des archives du XVIII^e siècle, leur meilleure organisation, le développement des bureaux, l'essor de grands services comme celui des Ponts et Chaussées et, mais cela reste à étudier, la progression des budgets provinciaux plaident en faveur de l'hypothèse de Gautherin.

Cependant, elle doit être nuancée. Les Elus continuent à contrôler l'administration de la province. Les tenues des Etats sont attentivement suivies ; au sein du Tiers, plusieurs villes sont candidates à l'entrée aux Etats, même en position subalterne. A la fin du XVIII^e siècle, il convient d'en être : les Etats ne sont pas l'institution en crise décrite plus haut.

Dans ces vingt dernières années de l'Ancien Régime, ils continuent d'affermir leur pouvoir symbolique ou réel.

En 1774, ils créent un quatrième bureau, celui des archives. Ce dernier est d'emblée doté de gros moyens, doté d'un personnel nombreux, un chef-garde et six puis sept commis que l'on encourage par des primes au rendement. Comme les seigneurs qui font refaire leurs terriers, comme les villes qui font inventorier et classer leurs archives, les Etats participent à ce grand mouvement d'affirmation de droits spécifiques, ils marquent les limites des empiétements possibles sur leurs libertés.

En 1776, et la décision est de même nature que la précédente, les Etats décrètent l'impression de tout arrêt, édit ou règlement relatif à la province, ainsi que la distribution du texte à tous les membres des Etats dans le but explicite¹⁹ « de donner aux trois ordres de la province la connaissance de leurs droits et de leurs Privilèges ». En 1781 enfin, les règlements émanant des Etats reçoivent à leur tour l'avantage de la publication. C'est leur donner plus d'autorité en un temps où un texte cassé par le Conseil est généralement aussi effacé comme l'ont été les trois délibérations et les remontrances des Elus que les membres des Etats de 1778 ne lirent jamais.

A la même tenue de 1778, les Etats approuvent les plans des nouveaux locaux de leur administration dans le style simple mais monumental des ingénieurs de la province.

Il faut noter enfin que si la crise des années 1776-1777 se termine favorablement pour l'autorité royale, l'histoire des Etats demeure agitée. Les alcades de 1781 se font interdire leurs remarques et interdire d'annoncer l'interdiction pour un motif dont nous ignorons tout. Le Trésorier des Etats perd une partie de sa liberté et se voit assigner les mêmes règles que celles qui sont imposées à son collègue du Languedoc. Les Etats et les Elus continuent à défendre leurs prérogatives en matière de nomination de receveurs, la question de la réforme fiscale est posée à

nouveau en 1787. L'opposition de la chambre du Clergé fait échouer tout projet puisque la décision doit être unanime, mais il est probable que la discussion aurait été reprise si l'histoire des Etats ne s'arrêtait pas là brutalement. Tout cela montre plus l'opiniâtreté des membres des Etats que le dépérissement de l'institution.

Gautherin fut-il un authentique défenseur du Tiers Etat se demandait, non sans naïveté, Olga Ilovaiski²⁰ ? La lecture de ce long texte écrit par deux hommes passionnés par leurs fonctions provinciales et favorables à une rationalisation des pratiques administratives impose vite l'image d'une pensée complexe voire contradictoire.

Ils souhaitent des changements dans la conduite des affaires de la province d'autant que la Bourgogne, du fait de ses Etats, reste à l'écart des tentatives de réforme de Necker, plus tard de Calonne et Brienne. Elle peut sembler rester immobile dans un royaume en proie à une fièvre de changements, et les auteurs, nous l'avons dit, vont chercher des références voire des exemples en Ile-de-France ou dans les pays d'élections.

Cependant cette volonté réformatrice, cette attitude dynamique connaît des bornes. La singularité de l'histoire provinciale, la pleine acceptation de la notion de privilège, la défense même de ce dernier lorsqu'il est jugé avantageux, renvoie au passé, à l'autorité des titres, donc fige et annule le mouvement évoqué plus haut.

La contradiction est fondamentale. Etait-elle perceptible pour Gautherin et Guéneau d'Aumont ? Rien dans le texte ne le laisse supposer. Pourtant, durant le second dix-huitième siècle, l'autorité publique sous toutes ses formes, royale, provinciale, municipale, s'amplifie et s'affirme, elle doit en conséquence se

redéfinir, ce qui pose de façon aiguë le dilemme entre avenir et passé, changement et continuité, dilemme qui n'a pu être résolu sans rupture.

NOTES

1) ADCO (Archives départementales de la Côte d'Or), ms. (manuscrit), 1F 460.

2) *Histoire de la Bourgogne*, ss. dir. de J. Richard. Toulouse, 1978. Voir notamment, D. Ligou, « La province et son armature au XVIII^e siècle », pp. 275 à 283.

3) ADCO, C 1158.

4) C. Lamarre, « Fiscalité et société. la réforme de la taille royale à Semur-en-Auxois à la fin du XVIII^e siècle », *58^e congrès de l'Association bourguignonne des Sociétés Savantes*, 1987, pp. 63-70.

5) ADCO, C 3320 et 3321.

6) D. Ligou, « Un impôt en Bourgogne sous l'ancien régime : les Vingtièmes », *Actes du 91^e Congrès national des Sociétés Savantes, Rennes 1966*, Paris 1969, section d'histoire moderne et contemporaine, t. 2, pp. 183-215.

7) ADCO, C 3306.

8) ADCO, ms. 1F 460, p. 55.

9) ADCO, ms. 1F 460, p. 196.

10) ADCO, ms. 1F 460, p. 58.

11) ADCO, ms. 1F 460, p. 188.

12) C. Lamarre, *Petites villes et fait urbain dans la France au XVIII^e siècle, le cas bourguignon* Dijon, 1993. Pour ce qui concerne les finances royales ; voir A. Guéry, « Les finances de la monarchie sous l'ancien régime », *Annales ESC*, 1978, t. 2, pp. 216-239.

13) Les douze cas d'inéquations entre payeurs et bénéficiaires concernent pour l'essentiel les taillables et les privilégiés (ces derniers ne paient pas le rachat des droits de jauge et courtage, les gages des courriers et maîtres de poste, le rachat des droits sur les huiles et savons, l'abonnement aux lettres de sceau, le fonds de la mendicité, les frais de construction des bâtiments des

Etats, les dépenses pour les haras, les gratifications ordinaires et extraordinaires des agents des Etats, le bateau offert au roi en supplément de don gratuit et les gages des vérificateurs des titres de noblesse). L'autre abus concerne villes et campagnes : les ruraux paient comme les citadins le rachat des offices municipaux. Reste enfin le cas de Saint-Jean-de-Losne, petite ville exemptée du rachat des droits d'usage des communautés. Les transferts de charges représentent la somme importante de 805 151 livres.

14) J. Egret, *Necker, ministre de Louis XVI*, Paris, 1975.

15) ADCO ms 1F460 p. 236.

16) J. Garnier, Série C. Inventaire. Tomes III, Dijon, 1959, p. XXII et XXIII.

17) ADCO, ms. 1F 460, p. 237.

18) ADCO, ms. 1F 460, p. 205.

19) ADCO, C 3306, f° 218.

20) O. Ilovaïski, « Gautherin, maire perpétuel de Flavigny en 1789, était-il un authentique défenseur du Tiers Etat ? », *Annales historiques de la Révolution française*, t. 53, 1881, n° 245, p. 439-444.

Corts, Conseil Souverain et États généraux

*Alice MARCET**

L'histoire institutionnelle de la monarchie catalano-aragonaise est celle d'un Etat pactiste et fédéral, celle d'une monarchie « composée ». Il existait un véritable pacte entre le souverain et les sujets des trois ensembles territoriaux : la Catalogne, elle-même composée du Principat, des Comtés (Roussillon, Conflent et Cerdagne) et des Iles Baléares, l'Aragon et le royaume de Valence. A l'époque classique, en Catalogne surtout, le monarque était tenu de prêter serment de respecter les Constitutions et les divers Usages, avant de pouvoir accéder au trône. Ce serment l'engageait envers tous ses sujets, mais était prêté dans la réalité devant une assemblée représentative, les *Corts*.

1– *Définition* : Les *Corts* étaient une assemblée politique convoquée et présidée par le souverain, composée de repré-

* Université de Perpignan.

tants des trois *bras*, qui ne sont pas apparemment sans rappeler les États, mais qui en diffèrent en réalité. Le premier, ou *braç eclesiàstic*, correspondait au clergé et il était toujours présidé par l'archevêque de Tarragona. Le deuxième, ou *braç militar*, correspondait à la noblesse et il était présidé, de droit, par le comte, puis duc de Cardona. Enfin, le *braç reial* ou *popular* regroupait les représentants de la bourgeoisie des villes royales, 12 en 1283, puis de plus en plus nombreuses à la suite des conquêtes. Il y avait un ou plusieurs représentants par ville, mais ils ne disposaient que d'une seule voix. Ils étaient d'abord désignés par un vote direct et majoritaire des habitants de la ville ou du moins des chefs de famille, puis, à partir du XV^e siècle, dans le cadre des conseils municipaux, parmi leurs membres, par le moyen de l'insaculation puis de l'extraction¹. Ces conseils municipaux étaient eux-mêmes constitués de représentants des *maines*, au nombre parfois de quatre et le plus souvent de trois : *major*, *mitjana* et *menor*. Dans le cas de Perpignan, par exemple, la main majeure comprenait les bourgeois et les négociants ; la main moyenne, les commerçants, les médecins, apothicaires, notaires, etc ; la main mineure, enfin, les gens de métier, les *menestrals*, et les jardiniers. Cette répartition socio-économique favorisait l'oligarchie des bourgeois possédants, puisque les cinq consuls perpignanais appartenaient pour deux d'entre eux à la main majeure, deux autres à la main moyenne, le cinquième seulement à la main mineure, pourtant de loin la plus nombreuse numériquement. Dans certaines villes, comme Barcelone, on parlait d'*estament cuitadà* ou *superior*, composé des *ciutadans* ou *burgesos honrats* : ceux-ci constituaient la couche la plus élevée de la bourgeoisie urbaine, jouissaient des privilèges de noblesse, sans pour autant appartenir au bras militaire, dominaient, voire monopolisaient, les conseils municipaux et continuaient de se faire élire au titre du bras royal. Il deviendra essentiel, aux XVI^e et XVII^e

siècles, où l'on voit de plus en plus de bourgeois vivre « noblement » et de nobles participer, enfin, à la vie municipale, de bien cerner l'*estament militar*, ce qui pourrait être l'équivalent de la noblesse de naissance, l'aristocratie, et la « noblesse » qui inclut la noblesse de fonction et les « bourgeois honorés » : la différenciation la plus certaine se fait souvent par le bras dans lequel on est appelé à voter. A partir du règne de Ferdinand II, le premier consul de Barcelone a été nommé d'office premier syndic de la ville, tandis que les autres devaient être désignés par insaculation et ce même personnage a été le porte-parole, une sorte de président de l'ensemble du bras royal².

2-*Les origines* : Cette assemblée a eu pour origine la *Curia Regia* des Capétiens, imitée par les comtes : c'est Ramon Borrell I^{er} qui lui a donné une forme régulière, autour de l'an mil. Elle était formée de barons et de prélats, convoqués environ quatre fois par an. De là devaient sortir les premiers *Usatges*, à valeur judiciaire, sanctionnant une situation de fait. Le comte-roi Ramon Berenguer IV leur a donné force légale et a fait réaliser la compilation des *Usatges*. Au début du XIII^e siècle, sous le règne de Jacques I^{er}, cette *cort comtal* de Barcelone deviendra la *cort general* ou les Corts (pour les fonctions judiciaires, elle donnera naissance à l'*Audiència reial*) lorsque viendront y siéger les représentants des villes.

Un processus analogue a eu lieu ailleurs dans la Péninsule, donnant naissance aux *Cortes* de Léon et Castille et, plus tardivement, puisque'en 1319 seulement, en Navarre. Mais elles présentent de grandes différences avec celles de Catalogne-Aragon. En Léon et Castille, par exemple, la répartition de la représentation par états n'a jamais été clairement définie, ni le système de convocation, ni le droit d'assistance. Surtout, les fonctions n'ont

jamais été les mêmes. Les *Cortes* doivent aide et conseil dans les grandes affaires (guerre, paix), doivent prêter serment au nouveau roi, voter des subsides et impôts extraordinaires, mais n'ont jamais eu de fonction législative, entièrement réservée au pouvoir royal. Elles sont convoquées par le roi où, quand, qui il veut : il ne convoque pas toujours les représentants des trois *estamentos*. Sous les Rois Catholiques, la noblesse n'assiste plus aux réunions et les Cortes n'ont plus aucun pouvoir, les représentants des 18 villes royales se contentant le plus souvent d'approuver les demandes de subsides présentées par la couronne. Elles ne se réuniront plus au XVII^e siècle.

3— *Le fonctionnement et les attributions des Corts en Catalogne* : L'assemblée était convoquée par le roi et l'assistance y était obligatoire³. Sous Jacques I^{er} et son successeur Pierre II, les règles de fonctionnement n'étaient pas encore clairement et définitivement établies et le roi détenait toujours le pouvoir législatif qu'il exerçait au moyen de *constitutions*, au sens traditionnel, dérivé du droit romain. On prendra l'habitude, par la suite, dans le cas de décisions unilatérales du souverain, de parler de *pragmatiques*. Ces constitutions étaient réputées données pour le « bon état et réformation de la Terre » (*bon estament e reformatio de la Terra*). Ce que les comtes-rois semblent attendre des *Corts* à ce moment, c'est l'approbation de leur politique et surtout leur accord pour la perception d'impôts généralisés et réguliers, comme les *bovatges*, moment de l'avènement d'un nouveau souverain. Les besoins d'argent de plus en plus pressants dans un état qui se développe et se dote d'une administration et d'une armée amènent les comtes-rois à demander de plus en plus souvent la participation financière de leurs sujets et pour obtenir leur consentement ils doivent réunir leurs représentants en *Corts*, de plus en plus fréquentes et régulières. Ce qui n'avait été, au début,

que la recherche par les souverains d'un appui occasionnel, s'est transformé progressivement en obligation. Les réunions des *Corts* sont devenues si fréquentes et elles ont tellement pris l'habitude de discuter de politique générale et de marchander leur appui, que Jacques I^{er}, à la fin de son règne, a été amené à les convoquer de plus en plus rarement, car il était mécontent de leur « impertinence ». Cela prouvait simplement que les représentants des sujets n'acceptaient plus de voter les subsides demandés qu'en échange de quelque privilège ou exemption. C'est ainsi que les *Corts* ont acquis progressivement le droit de légiférer⁴.

Quelques jalons chronologiques permettent de comprendre leur évolution :

- en 1283, a été décrétée leur périodicité annuelle à l'intérieur du Principat, (alors qu'auparavant elles se réunissaient là où se trouvait le souverain), avec assistance obligatoire des prélats, barons et hommes des villes royales. De plus, les décisions votées prenaient valeur de Constitution en tant qu'*acte de Cort* et avaient donc même force que les pragmatiques royales, elles devenaient inviolables et ne pouvaient être dérogées ou réformées que par des constitutions et actes postérieurs, d'où le principe du *dret paccionat* ou pactisme.

- en 1299, ont été prises les décisions de réunir l'assemblée alternativement à Barcelone et à Lleida et de tenir pour valables ses décisions, même en cas d'absence d'un ou plusieurs bras.

- en 1301, la périodicité des réunions a été ramenée à trois ans et il a été admis que ceux qui seraient empêchés d'y assister pourraient se faire représenter par un syndic en cas de force majeure, dûment déclaré et expliqué dans le pouvoir écrit donné sauf s'il s'agissait d'une raison dangereuse ou honteuse (?) = il suffisait alors d'un serment solennel.

– en 1419, nomination de neuf *jutges de greuges* (juges des doléances) dont trois sont nommés par le comte-roi et les six autres par les bras, à raison de deux par bras, chargés d'examiner les cahiers présentés au souverain. Il sera précisé en 1423, que, passé un délai de 40 jours, si le monarque ne s'est pas expliqué devant l'assemblée, la convocation de celle-ci sera sans effet.

– en 1493, les juges des doléances ont reçu la possibilité d'émettre des sentences sans appel, assimilées à des *actes de cort*.

Un certain nombre d'autres dispositions ont, au fil des ans, complété celles-ci : les délégués des villes doivent être nés et résider dans celle qu'ils représentent (1553) ; les délégués du *braç militar* doivent être âgés de vingt ans (1559), révolus (1702). Les officiers et fonctionnaires royaux ne peuvent être représentants de quiconque ni prendre part aux réunions de l'assemblée (1559).

Les Iles Baléares étant considérées comme un prolongement du Principat, même à l'époque du royaume de Majorque (1276-1344), leurs souverains, en tant que feudataires, étaient tenus d'assister aux réunions des *Corts*. A partir de la fin du XIV^e siècle, cependant, on verra de moins en moins de Majorquins aux réunions : ils préfèrent, le plus souvent traiter leurs problèmes par des ambassades directes auprès du souverain.

Le principe des réunions triennales n'a pas été scrupuleusement respecté, mais elles ont toujours été fréquentes⁵, même sous les Habsbourg.

La convocation des *Corts* doit être faite personnellement par le comte-roi ; la reine ou l'infant *Primogènit* (l'aîné reconnu

comme héritier) majeur ne peuvent le faire que si le souverain est absent du Principat et empêché. Encore doivent-ils être pourvus d'un pouvoir spécial de celui-ci et, dans ce cas, au début de la réunion, les bras doivent donner leur accord ou *habilitacio*. La convocation doit être faite par écrit, adressée à chaque participant, avec la formule *us manam* (« nous vous ordonnons », dans le sens de *manar Corts*, c'est-à-dire convoquer les *Corts* ; pour les *parlaments*, la formule est *us pregam*, c'est à dire « nous vous prions », puisque, là, l'assistance n'est pas obligatoire). Le comte-roi peut changer la date de la convocation ou le lieu avant le début de la session, mais une fois celle-ci commencée, il faut le consentement des bras pour la poursuivre ailleurs.

Chaque session est ouverte par un discours royal (la *proposicio*) fait par le souverain en personne depuis une estrade, au pied de laquelle les représentants sont groupés par bras. Un prélat lui répond alors, l'assurant que l'assemblée fera ce qui sera le plus convenable. On peut alors se séparer jusqu'au lendemain afin de permettre aux retardataires d'arriver. Au cours des séances suivantes des notaires, scribes, scrutateurs sont désignés, en nombre égal par le comte-roi et par les bras, et prêtent serment. Les pouvoirs et habilitations peuvent alors être examinés. Les bras travaillant séparément, chacun est amené à désigner en son sein un scribe et un porte-parole (*promovedor*) qui sera chargé des contacts et échanges d'informations sur le déroulement du travail avec les deux autres bras. Des *tractadors* (médiateurs) sont également désignés : deux par le comte-roi et deux par bras, chargés de trouver les meilleurs termes d'accord entre les parties. En effet, si on parvenait à un accord de principe, il en était fait lecture en séance plénière et il était voté ; si, au contraire, le roi était en désaccord avec les bras, il devait leur faire parvenir une note par le truchement du protonotaire, les bras

délibéraient de nouveau et les *tractadors* devaient présenter une nouvelle mouture. Les désignations faites, les travaux se poursuivent par la présentation des *capitols de greuges* (doléances) et, parfois, le souverain présente des causes judiciaires pour lesquelles il souhaite avoir l'avis des bras avant de prononcer la sentence. Enfin, les bras sont amenés à fixer le montant du *donatiu* (don) consenti au monarque pour couvrir les dépenses publiques, après, par conséquent, que l'on soit parvenu à un accord sur toutes les autres questions débattues au cours de la session. Celle-ci se termine par une séance solennelle où le comte-roi approuve publiquement le recueil des actes de cette *Cort*. Il ne peut cependant mettre fin à la session sans l'accord des bras et les membres de ceux-ci ne peuvent partir sans qu'ait été prononcé le *llicenciament*, c'est-à-dire l'*exeat*..

L'Aragon et le royaume de Valence avaient aussi leur système d'assemblées représentatives, mais il comportait quelques différences avec le système catalan. En Aragon, la structure des bras est différente et un personnage, le *Justicia*, joue un rôle très important.

Quand les assemblées de Catalogne, d'Aragon et de Valence sont convoquées ensemble et forment les *Corts generals de la Corona d'Arago*, elles se réunissent généralement dans la petite ville de Montçò (Monzon) ou dans celle de Fraga à la frontière commune des trois Etats...et que chacun considère lui appartenir. La proposition royale y est présentée en catalan et la réponse au nom des bras, en aragonais⁶.

On comprend du reste l'importance capitale prise par cette assemblée dès le début du XIII^e siècle, mais surtout depuis les *Corts* de Barcelone de 1283 où les règles essentielles de leur

fonctionnement ont été établies par *accord mutuel* entre le souverain et les représentants des sujets. Il n'y a pas de précédent en Europe. Les initiatives législatives émanent parfois du souverain, mais également des représentants des bras et surtout elles doivent être votées par ceux-ci pour devenir des constitutions (lois), compilées après chaque réunion des *Corts*, pour former le corpus des *Constitutions de Catalogne*. En Catalogne, non seulement le souverain ne peut pas faire seul les lois, mais encore il doit veiller à la bonne application des Constitutions. Après 1599, elles ne peuvent être révoquées, altérées ou suspendues que par d'autres *Corts* du Principat et aucun autre texte législatif ne peut les contredire, pas même les pragmatiques, décrets, ordonnances, édits, ou sentences émanant directement du monarque. Par contre, elles peuvent modifier les *Usatges* (coutume particulière, par exemple de Barcelone ou de Perpignan), invalider des privilèges particuliers ou collectifs, même s'ils ont été concédés comme irrévocables. Ces Constitutions sont le fondement même du pactisme sur lequel ont tant glosé les juristes du Bas Moyen-Age et des Temps Modernes, comme Guillem de Vallseca, Tomàs Mieres, Jaume Marquilles, etc. Les principales compilations en ont été réalisées en 1495, 1585 et 1702 (année également des dernières promulgations de constitutions, puisque tout le système institutionnel catalan devait être abrogé par le décret de *Nova Planta*, en 1716) suivant la systématique du Code Justinien.

4 – La *Generalitat* : Les *Corts* devaient donner naissance à un organisme politique essentiel dans l'histoire de la Catalogne et unique en Europe : la *Diputacio del General* ou *Generalitat*. Les *Corts* ont, en effet, pris l'habitude de désigner des députés, pris dans les trois bras, ayant pour fonction de veiller à la bonne rentrée du montant du *donatiu* accordé par l'assemblée et surtout d'en surveiller la gestion. Leur mandat allait d'abord jusqu'à la

session suivante, mais en 1413, il a été limité à trois ans avec possibilité d'en élire d'autres pour un nouveau triennat ou jusqu'à la nouvelle session. Les Députés étaient au nombre de trois, un par bras, et ils étaient assistés par trois auditeurs aux comptes, un par bras également. La *Generalitat* était présidée, de droit, par le Député du bras ecclésiastique. Le système de l'insaculation a été appliqué pour leur désignation à partir de 1493. D'abord simples administrateurs, les Députés en sont venus très vite, à veiller à la mise en oeuvre des Constitutions, puisqu'elles conditionnaient le consentement au *donatiu*, à surveiller et promouvoir le développement du commerce, en tant que source d'enrichissement donc de rentrées fiscales, à veiller à la paix et à la sécurité publique (elle disposait de forces armées placées sous la responsabilité du Député de la noblesse), etc... dans l'intervalle des réunions des *Corts*. La *Generalitat* est rapidement devenue un véritable gouvernement autonome de la Catalogne. Le souverain ne pouvait rien faire en dehors d'une entente avec elle. C'est ce qui explique que la *Generalitat* ait pris la tête des mouvements d'opposition à ce qu'elle tenait pour des abus de pouvoir des souverains dès le XV^e siècle, de Jean II en particulier, lors de la révolution de 1462. De là, aussi, les innombrables conflits qui devaient l'opposer au centralisme madrilène au XVII^e siècle, en particulier au gouvernement du duc d'Olivares : celui-ci ne pouvait admettre le refus des *Corts* de soutenir la politique impérialiste (Union des Armes, participation hispanique à la Guerre de Trente Ans avant 1635 et surtout en 1639 et la grande offensive française contre Salses) au nom des Constitutions (« *Lleve el diablo las Constituciones y a quien las guardare tambien !* » = « Le diable emporte les Constitutions et ceux qui entendent les observer ! », écrivait-il au vice-roi Santa-Coloma, le 7 octobre 1639). C'est pourquoi, en 1640, la *Generalitat* est allée jusqu'à prononcer la déchéance de Philippe IV et à prendre l'initiative des contacts avec Louis XIII

afin d'en faire un comte de Barcelone, après l'échec de sa tentative d'établissement d'une République dont elle-même aurait assumé la direction.

Les heurts devaient être innombrables entre la *Generalitat* et les représentants de l'autorité française, jusqu'à la chute de Barcelone, en 1652 : elle ne tenait pas les violations des Constitutions pour moins graves lorsqu'elles venaient de Paris que lorsqu'elles venaient de Madrid.

5 – *Le problème des Comtés après 1659* : Après la signature du traité des Pyrénées, et la transformation des Comtés en province du Roussillon, la question se posait de savoir dans quelle mesure le roi de France allait honorer ses engagements réitérés de conserver les anciennes Constitutions du pays, car celles-ci étaient en contradiction flagrante avec les lois du royaume⁷. Or Pierre de Marca avait déjà souligné qu'en Catalogne « ... si l'on fait quoi que ce soit qui contrarie aux constitutions du pays, la loi l'emporte sur l'autorité qui doit céder »⁸ Aussi, Louis XIV, tout en confirmant, à Montpellier, au début de 1660, les termes du traité de Péronne, a-t-il été amené à préciser que la conservation ne pourrait se faire que dans les cas où cette contradiction n'existerait pas : autrement dit, si la législation catalane devait être respectée pour l'essentiel (surtout pour les questions de forme) dans les affaires de droit privé, il était exclu de la voir appliquer dans les affaires publiques. Compte tenu des structures politiques françaises, les *Corts* et la *Generalitat* devaient disparaître. Les deux édits de Saint-Jean-de-Luz, donnés au mois de juin de 1660, les supprimaient comme « ...doresnavant inaptes au service du roi et au bien de ses subjects » et portaient « ...établissement d'un Conseil pour l'administration de la justice souveraine dans les comtés et vigueries de Roussillon, Conflent et pays adjacents »⁹.

Loin de ressembler aux anciennes instances catalanes, le Conseil Souverain de Perpignan allait être l'instrument docile de la domination française : « L'institution d'une Cour souveraine, parfaitement disciplinée et investie d'une mission centralisatrice, est unique dans notre ancien droit », a pu écrire P. Galibert¹⁰.

Bien entendu, le Roussillon n'a jamais eu d'Etats provinciaux, même si, souvent, le nom est employé dans les textes en français des XVII^e et XVIII^e siècles pour parler des anciennes *Corts*.

La convocation des Etats Généraux, en 1789, a été accueillie en Roussillon avec d'autant plus d'enthousiasme, qu'elle semblait s'inscrire dans la tradition politique catalane : on en trouve l'écho dans beaucoup de Cahiers de Doléances. Outre les demandes habituelles de réformes fiscales et / ou politiques, les cahiers comportent nombre de références, directes ou indirectes, aux anciennes institutions et législation¹¹. Les cahiers de Ceret, de Collioure, de Pollestres, du Soler, de Sorède, de Saint-Feliu d'Avall et de Saint-Feliu d'Amont, de Trouillas, de Villeneuve de la Salanque, comme celui de la ville de Perpignan, celui de la viguerie de Roussillon et Vallespir (dans ses articles 5, 14, 15, 20, 21), celui de la noblesse, qui affirme que « Le Roussillon a été régi dans tous les tems par les Etats-Provinceaux, et Louis XIV en avait annoncé la restauration, en attribuant, dans les lettres patentes de juillet 1661, à Don Joseph d'Ardena, *la présidence de la noblesse, lorsque les états desdits comtés de Roussillon, Conflent et Pays adjacents seraient assemblés* » (souligné dans le texte) ou encore celui du Tiers de la province, évoquent à des titres divers les Etats Provinciaux (que la province n'a jamais eus depuis son annexion) dans des termes et en leur attribuant un rôle qui étaient ceux des anciennes *Corts*.

Les cahiers de Baixas, de Canet, de Pollestres, de Saint-Nazaire ou encore d'Estagel invoquent « les lois fondamentales du pays » ou encore « les lois constitutionnelles » au temps de l'annexion, ce qui ne peut s'appliquer qu'à l'ancienne législation catalane.

Les clauses et engagements pris lors de la signature des traités de Péronne et des Pyrénées sont rappelés dans les cahiers de Brouilla, de Ceret, d'Estagel, de Saint-Jean Lasseille, de Saint-Laurent de Cerdans, de Saint-Laurent de la Salanque, de Trouillas, dont l'article 6 affirme que « Le tiers état de notre communauté réclame tous les privilèges de la province accordés par les traités des Pyrénées et de *Péronne* » (souligné dans le texte) ; celui de Perpignan ne pouvait être plus explicite, qui dit dans son article 1 : « Demander que le traité de Péronne de 1641 soit à jamais la sauvegarde de nos privilèges, de nos loix, de nos constitutions particulières sanctionnées par le serment de Louis 13 (*sic*) et les Roys, ses successeurs, confirmés par le traité des Pyrénées et par plusieurs ordonnances de nos Roys ». Le cahier de la noblesse, dans son article 14, affirme : « Après avoir fixé la constitution générale, et préalablement encore à toute délibération sur les subsides¹², les députés s'occuperont des intérêts de la Province, et feront valoir ses droits avec tout le zèle du patriotisme. Ils demanderont, en conséquence, la confirmation des traités par lesquels la province *s'est volontairement soumise à la France* (souligné dans le texte), de celui de Péronne de 1641, et de celui des Pyrénées de 1659, sauf cependant, en conformité de l'article I^{er} du traité de Péronne, les changemens que les circonstances et le laps du temps rendroient nécessaires et qui seroient votés par les Etats-Provinceaux. Ils réclameront l'exécution littérale des art. 2 et 8 dud. traité de Péronne... ». Ces deux articles sont cités en note et concernent les nominations aux offices royaux ou ecclésiastiques qui doivent être réservés à des Cata-

lans. Ils sont accompagnés du commentaire suivant : « Un génie, fait pour éclairer les rois, disait à votre auguste bisayeul, sur la fidélité aux capitulations: « *Qu'y aurait-il de sacré si une promesse si solennelle ne l'est pas ? C'est un contrat passé avec vos peuples pour se rendre vos sujets* » (rem. Clerg. 1788). Le traité de Péronne est un contrat de cette nature ; pour s'en convaincre, il suffit d'en peser le titre : *Traité et Conventions*, etc ». Le souvenir des traités est très présent, même lorsque la chronologie en est peu sûre : le cahier de Rivesaltes n'évoque-t-il pas en première doléance la nécessité de respecter « ...les privilèges accordés par Louis XIII dans le traité des Pyrénées, l'an 1689 ». (*sic*).

L'un des cahiers les plus intéressants, enfin, est sans doute celui d'Ille sur Tet. Il résume en effet la plupart des réminiscences historiques et met en évidence le profond malentendu qui allait s'instaurer en Roussillon à propos de la convocation des Etats Généraux, dont les compétences et les pouvoirs n'étaient pas du tout ceux des *Corts*. Les premiers mots en sont saisissants : « Lorsque le Roussillon a été uni irrévocablement à la France, il a conservé sa constitution. Cette constitution est le gage de sa fidélité inviolable. C'est elle qui règle d'une manière invariable les rapports qui doivent exister entre le Monarque des François et les habitants de cette province. Cette constitution a été violée ! Votre équité en gémit !... Nulle loy ne pourroit être faite, nul impôt établi, prorogé en Roussillon sans le consentement des Etats...Sy quelque loy avoit besoin d'interprétation, elle devoit être faite par le Roy et les Etats assemblés ». Le principe du *dret paccionat* se trouve donc vigoureusement rappelé. Néanmoins, cette communauté met l'accent, avec beaucoup de véhémence, sur son attachement à la France, alors que tant d'autres villes « ...avoient ouvert leurs

portes aux Espagnols... » et qui avait obtenu « ...de Louis treize les armes qu'elle conserve – trois fleurs de lys, environnées de drapeaux –... ». Et c'est en quelque sorte en se prévalant de cela qu'elle fait paradoxalement certaines propositions de réforme du système français qui rappellent les institutions catalanes : conservation de la constitution, des lois, des droits, usages, etc. de la province ; que les assemblées municipales servent à la formation de l'assemblée provinciale ; convocation des Etats Généraux tous les deux ans ; responsabilité des ministres devant les Etats Généraux ; etc...

La déception des Roussillonnais et leur opposition au centralisme révolutionnaire allaient être à la mesure des espérances qu'ils avaient nourries.

NOTES

1) L'insaculation ou *eleccio de sac* ou encore de *sac i sort* a existé en Catalogne jusqu'au décret de *Nova Planta*. Le système a été établi par Alphonse IV le Magnanime, suivant un modèle italien, sous prétexte d'éviter des luttes et des rivalités dans l'accession au pouvoir. Il a été généralisé à la fin du XV^e siècle, par exemple pour les élections municipales de Barcelone, en 1498. On établissait une liste de toutes les personnes en mesure d'exercer une fonction donnée. Cette liste devait être approuvée par le souverain. Chaque nom était ensuite glissé dans un petit cylindre de bois (*rodoli*) et ils étaient tous réunis dans un sac (*bossa*) ; Le jour de l'élection, un enfant de moins de dix ans tirait au sort, en extrayant les petits cylindres, les noms des élus.

2) L'appartenance à un *estament* se fait par la naissance, tandis que l'appartenance à un *braç* est liée à la situation socio-économique de l'intéressé et peut changer en fonction des transformations de sa situation professionnelle ou de fortune. Il faut souligner que la paysannerie n'apparaît pas comme *braç* et n'a pas de représentation Corts : elle est censée être représentée par les seigneurs terriens.

3) Il existe une autre assemblée, le *Parlament*, également convoquée par le souverain, où sont également représentés les trois *estaments*, mais où l'assistance étant volontaire, les convoqués pourront ne pas se présenter, contrairement aux *Corts*, et dès lors les décisions prises n'engageront que les présents. L'absentéisme pourra y être une forme d'opposition. A partir du XIV^e siècle, en cas d'urgence, les comtes-rois ont souvent réuni des *Parlements*, mais quand les résultats escomptés n'étaient pas obtenus, ils convoquaient immédiatement des *Corts*.

4) Chaque séance porte le nom de *Cort*, mais on parle de l'assemblée au pluriel car les séances sont toujours multiples.

5) On en compte 30 pour le seul règne de Pierre III le Cérémonieux (1336 - 1387) pendant lequel, il est vrai, les institutions catalanes en général prennent leur forme définitive.

6) Le système catalan a été étendu à la Sardaigne, en 1327.

7) Le traité de Péronne, signé le 19 septembre 1642, stipulait que "...Sa Majesté observera et fera observer les usances, constitutions, capitulaires des *Corts* et tous les autres droits municipaux, accords, pragmatiques et toutes autres constitutions contenues au volume des Constitutions, promettant et jurant qu'il ne fera ni ne permettra de faire autres pragmatiques, ni observer aucunes faictes qui ne soient dans ledit volume, pour quelque nécessité, cause ou raison urgente que ce soit, comme aussi d'observer les privilèges, us, stils, coutumes, libertés, honneurs, prééminences, prérogatives, tant des Eglises et Etat ecclésiastique, militaire et royal, et des personnes particulières d'iceux." Texte du traité.

8) P. de Marca, *Correspondance...*, cité par P. Galibert, in *Le Conseil Souverain de Roussillon*, Perpignan 1904, p. 11.

9) Textes des édits.

10) P. Galibert, *op. cit.*, p. 33.

11) Les Cahiers de Doléances de la Province de Roussillon ont été publiés par E. Frénay, ADPO Perpignan, 1979.

12) On notera que le ou les rédacteurs se conforment totalement, dans la démarche qu'ils proposent, à l'ancien système de fonctionnement des *Corts* qui débattaient de toutes les questions à l'ordre du jour *préalablement* à tout vote sur le *donatiu*.

UNIVERSITE PAUL-VALERY

**BIBLIOGRAPHIE DES JOURNEES D'ETUDES
ORGANISEES PAR LE CENTRE D'HISTOIRE MODERNE**

- 1979 Le Village languedocien à l'époque moderne, *Etudes sur Pézenas et l'Hérault*, XI, n° 3, 1980 (numéro spécial).
- 1980 Les Métiers en Languedoc à l'époque moderne, *Etudes sur Pézenas et l'Hérault*, XII, n° 4, 1981 (numéro spécial).
- 1981 Les Pouvoirs en Languedoc à l'époque moderne, *Etudes sur l'Hérault*, XIII, n° 4-5, 1982 (numéro spécial).
- 1982 Impôt et refus de l'impôt dans la France méridionale à l'époque moderne, *Etudes sur l'Hérault*, XIV, n° 4, 1983 (numéro spécial).
- 1983 Malades, maladies et médecins dans la France méridionale à l'époque moderne, *Etudes sur l'Hérault*, XV, n° 4, 1984 (numéro spécial).

- 1984 Images du sud dans la France méridionale à l'époque moderne, *Etudes sur l'Hérault*, N° 5, 1, 1985, (numéro spécial).
- 1985 *Ecoles et universités de la France méridionale. Des hommes, des Institutions, des enseignements*, Actes du Colloque de 1985, Centre d'Histoire moderne, Université Paul Valéry, Montpellier, 1990, 133 p.
- 1986 *La Montagne dans la France méridionale à l'époque moderne* (non édité)
- 1987 *Pauvres et pauvretés dans la France méridionale à l'époque moderne*, Actes du Colloque de 1987, Centre d'Histoire moderne, Université Paul Valéry, Montpellier, 1991, 92 p.
- 1988 *Les Bourgs de la France méridionale ou des pays circonvoisins : aspects urbains et/ou aspects ruraux (XVIe-XVIIIe siècles)*, Actes du Colloque de 1987, Centre d'Histoire Moderne, Université Paul-Valéry, Montpellier, 1993, 152 pages.
- 1989 La France méridionale et la mer à l'époque moderne, Actes du Congrès 1990 de la Fédération Languedoc-Roussillon : *La mer en Languedoc-Roussillon*, Sète, 1991.
- 1990 *La vie religieuse dans la France méridionale à l'époque moderne*. Actes du Colloque de 1990, Centre d'Histoire moderne, Université Paul Valéry, Montpellier, 1992, 266 p. avec illustrations.
- 1991 *Famille et familles dans la France méridionale à l'époque moderne*, Actes du Colloque de 1991, Centre d'Histoire moderne, Université Paul Valéry, Montpellier, 1992, 230 pages.
- 1992 *Météorologie et catastrophes naturelles dans la France méridionale à l'époque moderne*. Actes du colloque de

- 1992, Centre d'Histoire moderne, Université Paul-Valéry Montpellier, 1993.
- 1993 *De l'herbe à la table : la viande dans la France méridionale à l'époque moderne*. Actes du colloque de 1993, Centre d'Histoire moderne, Université Paul-Valéry, Montpellier, 1994.
- 1994 *Les Assemblées d'États dans la France méridionale à l'époque moderne*. Actes du colloque de 1994, Centre d'Histoire moderne, Université Paul-Valéry, Montpellier, 1995.

PROJETS POUR LES ANNÉES ULTÉRIEURES :

- 1995 L'argent dans la France méridionale à l'époque moderne.
- 1996 Journée en mémoire de Mireille LAGET.
- 1997 De la fibre à la fripe, le textile dans la France méridionale à l'époque moderne.

BULLETIN DE COMMANDE

NOM : Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Commande :

☐

Exemplaire des Actes du Colloque, « *Les assemblées d'États dans la France méridionale à l'époque moderne* », (1995) à 100 F l'exemplaire.

☐

Exemplaires des Actes du Colloque, « *De l'herbe à la table. La viande dans la France méridionale à l'époque moderne* » (1993) à 100 F. l'exemplaire.

☐

Exemplaires des Actes du Colloque, *Météorologie et catastrophes naturelles*, (1992) à 100 F. l'exemplaire.

☐

Exemplaires des Actes du Colloque, *Famille et familles*, (1991) à 100 F. l'exemplaire.

☐

Exemplaires des Actes du Colloque, *La vie religieuse*, (1990) à 100 F. l'exemplaire.

☐

Exemplaires des Actes du Colloque, *Les bourgs de la France Méridionale à l'époque moderne* (1988) à 80 F. l'exemplaire.

☐

Exemplaires des Actes du Colloque, *Pauvres et pauvretés*, (1987) à 60 F. l'exemplaire.

☐

Exemplaires des Actes du Colloque, *Ecoles et universités*, (1985) à 60 F. l'exemplaire.

Chèque libellé à l'ordre de :

Régisseur des Recettes Publications UPV, CCP 5239 42 Y Montpellier

à adresser au Service des Publications
Université Paul-Valéry — BP. 5043
34032 Montpellier Cedex

ISBN : 2-905397-74-8

Directeur de la publication : H. MICHEL

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1995

Achevé d'imprimer sur les Presses de
l'Imprimerie de l'Université Paul-Valéry
MONTPELLIER III

Ce document a été réalisé avec Microsoft Word Version 5.
Service des Publications
Université Paul-Valéry – Montpellier III